

# LE MONDE diplomatique

28 pages - 7 F  
Algérie: 6.000 DA  
Canada: 1.500 \$  
Espagne: 125 p.  
Italie: 1.500 lire  
Maroc: 6.000 dir.  
Gr.-Brit.: 70 p.  
Suisse: 3 F.S.  
Pays-Bas: 500 G.F.  
R.-U.: 1.500 L.S.  
Abonnements: voir tarif page 12  
Publication mensuelle  
5, rue des Italiens, 75421 Paris Cedex 08

Les liens économiques entre l'Est et l'Ouest  
(Pages 4 à 7)

## Solidarité

Par CLAUDE JULIEN

Les graves événements d'Irén et d'Afghanistan provoquent dans les relations entre l'Europe et les Etats-Unis une crise de profonde réévaluation. On se rend compte que la solidarité atlantique, si elle se traduit avec plus d'acuité que par le passé, ne se situe pas dans le domaine des principes, mais dans celui des faits. Les situations ne sont guère comparables, mais Washington entend le lien car elles constituent de graves défis lancés aux Etats-Unis et aux autres nations du monde. C'est pourquoi le président Carter se sent autorisé à réclamer la solidarité des alliés.

Entière dans la réprobation d'une prise d'otages et d'une invasion, la solidarité a pourtant du mal à se manifester dans la riposte qu'appellerait de tels « défis ». Les discordances au sein de l'alliance atlantique, si elles se traduisent avec plus d'acuité que par le passé, ne sont pas pour autant nouvelles. Elles étaient apparues pendant la guerre israélo-arabe de 1973 lorsque, de tous les pays européens, seul le Portugal non démocratique avait accordé un droit d'asile aux avions américains qui ravitaillaient Israël. Elles n'étaient pas moins nettes pendant la guerre du Vietnam, même si de Gaulle avait été le seul chef d'Etat à les relever avec autant de force dans son discours de Phnom-Penh. Elles avaient incité M. Henry Kissinger à annoncer bien imprudemment une « année de l'Europe » qui fut l'année de l'atavisme. Elles ont en fait marqué toutes les étapes de la construction de l'Europe depuis l'époque où John Foster Dulles brandissait la menace d'une « révision déclinante » de la diplomatie américaine ou cas où ne serait pas acceptée le réarmement allemand.

Ce qui était alors en jeu, ce n'était ni plus ni moins que la protection nucléaire que les Etats-Unis offrent à l'Europe. Faut-il s'étonner si, près de trente ans plus tard, le président Carter reprend le même argument en critiquant les alliés européens qui « demandent la protection (militaire des Etats-Unis) mais se montrent circonspects quant aux obligations de l'alliance » ?

L'ARGUMENT ne possède qu'une faible valeur intrinsèque car, comme le reconnaissait le 18 mars l'ambassadeur des Etats-Unis auprès de l'OTAN, les « obligations » des alliés ne portent pas sur « les événements qui se produisent hors des limites géographiques officielles de l'alliance » ; certes, comme il en fait la remarque, les Européens « ne peuvent rester indifférents » à des crises périphériques, mais nul ne saurait attendre d'eux qu'ils acceptent alors les directives américaines comme ils le font habituellement lorsqu'il s'agit de la zone OTAN. Même dans ce dernier cas, les pressions de la « République impériale » sont parfois si fortes qu'elles ont permis à Raymond Aron de parler d'un véritable « chantage » destiné à faire prévaloir les intérêts nationaux américains au sein de la communauté atlantique.

Comment s'étonner de sérieux désaccords lorsque Washington veut obtenir la solidarité des alliés pour faire face à des situations de crise dans lesquelles ils n'ont eu aucune part ? Car la vague intégriste qui a soulevé l'Irén résulte pour une bonne part du soutien aveuglement accordé par huit présidents américains à un régime autocratique. De surcroît, la « solidarité » a trop souvent été à sens unique, non seulement sur le plan politique, mais aussi dans l'ordre monétaire, rompu par une décision unilatérale de Washington, comme dans l'ordre économique où elle a fait place à une véritable guerre commerciale.

L'empêchement que l'Europe ne peut rester passive — et elle s'est d'ailleurs posée. Mais, si elle veut avoir une chance d'exister, il lui appartient de choisir elle-même ses propres moyens d'action. D'autant qu'elle a de bonnes raisons de s'interroger sur le loyauté des relations transatlantiques. Car, en fait, au moment même où Washington demandait aux Européens de prendre contre l'Irén des mesures à la fois diplomatiques et économiques que l'on disait indispensables à la libération des otages, la Maison Blanche lançait une opération de commando à l'égard de ses alliés. Si la confiance est ébranlée, et n'est pas d'abord par l'échec de cette entreprise... Et l'on se demande si, pour compenser un tel fiasco, M. Carter ne sera pas tenté d'aller plus loin dans l'usage de la force.

Les discours officiels sont impuissants à dissimuler les incompréhensions mutuelles qui constituent la seule menace réellement capable d'affaiblir l'alliance. Pour que celle-ci soit désormais en mesure d'accomplir sa mission, il est grand temps de la soumettre à un sérieux examen qui tienne compte de tout ce qui a pu changer dans la position concrète des partenaires.

## Racisme et matières premières en Afrique australe

# LE POUVOIR NOIR AU ZIMBABWE

En votant massivement, fin février, pour M. Robert Mugabe, chef de l'Union nationale africaine du Zimbabwe (ZANU), les populations noires du Zimbabwe ont manifesté sans équivoque leur volonté de mettre fin au racisme et à la misère.

A coup sûr, l'indépendance proclamée le 18 avril et l'accession au pouvoir des représentants de la majorité noire marquent un tournant en Afrique australe, où l'Afrique du Sud demeure le dernier « bastion blanc » — autrefois plus puissant que ne l'était la petite Rhodésie de M. Ian Smith. Mais la fin du racisme institutionnalisé ne signifie pas du même coup la fin des inégalités économiques dans un pays dominé par les sociétés étrangères. Les richesses minières, les banques, les industries sont largement aux mains de sociétés multinationales et celles-ci ne voient pas d'un mauvais œil l'arrivée au pouvoir d'un nationaliste qui a formellement renoncé au « socialisme » et se porte garant de la continuité.

La marge de manœuvre dont dispose M. Mugabe appa-

rait doublement réduite : sans porter atteinte aux intérêts économiques les plus puissants, il doit répondre aux aspirations des masses exigeant de rapides transformations de leurs conditions de vie. En même temps, il doit maintenir la cohésion de ce jeune pouvoir à majorité noire, sans disposer pleinement d'un appareil policier et militaire qui reste tributaire de son encadrement européen.

S'il réussit, M. Mugabe peut entraîner derrière lui la plupart des autres Etats de cette Afrique australe devenue un champ de rivalités économiques et stratégiques, et faire ainsi pièce aux visées de l'Afrique du Sud sans pour autant porter atteinte aux intérêts multinationaux. En revanche, s'il devait échouer, le Zimbabwe s'exposerait aux affrontements internationaux et serait exposé à l'intervention économique et militaire de son puissant voisin. Pour les grandes sociétés étrangères, prêtes à favoriser en Afrique du Sud même une libéralisation du système d'apartheid, le Zimbabwe, c'est aussi un terrain d'essai pour la mise en place d'une société multiraciale.

Par notre envoyé spécial  
RENÉ LEFORT

s'installe progressivement dans la paix. Des heurts, de plus en plus rares, opposent encore les forces de l'ordre à des éléments armés, mais ceux-ci sont désarmés par tous les partis. Et, surtout, les nouveaux dirigeants confirment jour après jour leur volonté d'assurer la continuité. Les interlocuteurs blancs de M. Mugabe, que beaucoup qualifient naïvement de « terroristes marxistes », louent aujourd'hui son « intelligence », sa « modération », son « pragmatisme » : ils imaginent pour le Zimbabwe un

deuxième Kenya (2). L'indépendance des deux composantes du Front patriotique dans la population africaine était-elle si profondément méconnue ?

Que son attitude récente obéisse à des considérations tactiques ou qu'elle s'inscrive dans un projet à long terme qui n'est pas celui qu'on lui prêtait, le chef du premier gouvernement de la majorité noire héritière d'une situation économique et sociale plus difficile qu'il ne paraît à première vue. Et, quels que soient l'empressement et la bonne volonté des milieux économiques étrangers, il devra d'abord rendre des comptes à son électeur, qui attend de lui une amélioration rapide de son sort.

## Croissance économique et discrimination

AU regard des statistiques (3), l'économie a atteint un stade de développement qui classe la Rhodésie dans la catégorie des pays dits « intermédiaires » et en fait donc l'une des rares exceptions sur le continent africain. Pour une population légèrement supérieure à 7 millions d'habitants, le produit national brut atteignait 2,105 milliards de dollars rhodésiens (4) en 1978, de façon diversifiée : 17 % pour l'agriculture, 7 % pour les mines, 15 % pour l'industrie et la construction, 10 % pour l'énergie et la communication, 22 % pour la distribution et l'hôtellerie, le reste provenant d'autres services. L'hydraulique et le charbon, extraits localement, fournissent 95 % de l'énergie électrique consommée.

Pour une superficie de 390 622 kilomètres carrés, le Zimbabwe dispose de 3 415 kilomètres de voies ferrées et de 5 300 kilomètres de routes goudronnées (chiffre de 1974, multiplié depuis lors en raison des impavides militaires). Les exportations de produits agricoles, miniers et industriels — les produits bruts fournissent plus des trois quarts des revenus de l'exportation — permettent à la balance commerciale d'être bénéficiaire : + 180 millions de dollars en 1978.

(Lire la suite page 10.)

## Dans ce numéro :

- La stabilité inquiète de la République fédérale (Page 3.)
- La course aux ressources renouvelables aux Etats-Unis (Page 9.)
- Les paris du système alimentaire mondial (Pages 13 à 18.)

## L'or, le dollar et l'intégration capitaliste

Flèvre de l'or, spéculation sur le métal jaune... Nombre d'interrogations émergent quant à la fiabilité du fonctionnement actuel du système monétaire et financier international. Si, depuis les accords de la Jamaïque, on assiste à une démontstration partielle de l'or, celui-ci reste, pour les banques centrales, l'instrument privilégié de réserve et continue à susciter l'intérêt des spéculateurs ; par là même, il permet de conforter l'hypothèse d'un retour à l'or comme élément central du système monétaire international. Reste à savoir si les autorités américaines sont prêtes à « liquider » en partie leurs stocks d'or, comme elles le

font régulièrement depuis les accords de la Jamaïque, suivies en cela par le Fonds monétaire international (F.M.I.), pour entretenir la démontstration complète de l'or. Mais cette question ne peut intéresser que les spéculateurs, car, dès à présent, l'or n'est plus au cœur du système monétaire international ; en fait, il n'a jamais constitué qu'un enjeu secondaire dans l'histoire du capitalisme de l'après-guerre ; l'or n'a été que le voile de stratégies bien plus complexes ; même si le voile se déchire, les stratégies restent, les enjeux subsistent. Leur analyse permet de mieux situer le vrai problème.

Par FRANCIS KERN \*

La prospérité économique qui caractérise l'après-guerre prend ses racines dans la dissymétrie des économies des pays industriels de l'Occident héritée de la guerre. D'un côté, l'économie américaine resta intacte, hypodéveloppée par l'effort de guerre et qui permit à sa population d'accéder, dès les années 40, à la consommation de masse. De l'autre, des économies partiellement détruites, aux installations vétustes, avec des populations qui connaissent la pénurie et le rationnement.

pour reconstruire leur économie. Le plan Marshall offre un débouché aux biens et machines made in U.S.A. Mais, surtout, il exige que toutes les nations industrielles d'Occident exportent coûte que coûte leurs propres produits pour équilibrer leurs balances de paiements et, si possible, dégager un excédent pour rembourser les prêts Marshall. Si tel ou tel pays raste défectueux et ne parvient pas à couvrir les échéances de sa dette extérieure, il aura recours aux prêts du Fonds monétaire international, autre création du système de Bretton-Woods. Mais cela à la stricte condition de mettre en œuvre des politiques de réajustement et d'austérité et de sanctionner cette situation par une dévaluation de sa monnaie par rapport au dollar. Le système

de Bretton-Woods a pour premier objectif la constitution d'un espace économique fondé sur le libre-échange de marchandises et de capitaux, ainsi à chaque nation qu'elle ne peut se reposer sur son marché intérieur, mais, au contraire, qu'elle doit prendre une part active dans les échanges internationaux. Dès 1950, les échanges des principaux pays industriels sont trois fois supérieurs à ceux des Etats-Unis.

Le second volet du système de Bretton-Woods concerne la libre circulation des capitaux. Dans les années 50, il est ainsi signifié aux autres nations de s'ouvrir aux investissements venant des Etats-Unis, seul pays créancier du reste du monde et seul pays dont le financement des « aides » publiques et des investissements privés à l'étranger puisse se réaliser grâce à son propre système bancaire national.

(Lire la suite page 8.)

**A l'heure et à la mesure des nouveaux échanges**  
ALGER • ANNABA • ORAN • CONSTANTINE  
plusieurs vols par jour  
rapprochent les grandes capitales européennes  
des grandes capitales  
d'AFRIQUE et du MOYEN-ORIENT  
AIR ALGERIE

APRIL 1980



# STABLE

Commission paritaire des journaux  
et publications : n° 57438



# LA STABILITÉ INQUIÈTE DE LA RÉPUBLIQUE FÉDÉRALE

Par JEAN-MARIE VINCENT \*

La République fédérale d'Allemagne est dirigée depuis dix ans par une coalition social-démocrate-libérale qui peut présenter à première vue un bilan positif, le gérant économique qu'était la République fédérale est devenu la première puissance politique de l'Europe de l'Ouest et le véritable guide de la Communauté économique européenne. Ses rapports avec l'Europe de l'Est, et notamment avec la R.D.A., ont été normalisés dans le cadre d'une Ostpolitik qui a connu des difficultés mais a bien surmonté l'épreuve du temps. Il n'est jusqu'aux problèmes difficiles de la crise économique de 1974-1975 qui n'aient été traités jusqu'à présent avec succès. Dans un monde marqué par le chômage et des restrictions industrielles sauvages, l'Allemagne de l'Ouest, avec moins de sept cent mille demandeurs d'emploi et un taux d'inflation largement inférieur à celui de ses voisins, fait figure de havre de paix, de prospérité et de sécurité.

On pourrait s'attendre à ce que son régime politique soit particulièrement stable. Or, malgré l'indéniable popularité de M. Helmut Schmidt et les mérites que beaucoup reconnaissent à son gouvernement, la candidature de M. Franz-Joseph Strauss à la chancellerie suscite des échos inquiétants et renouveau finalement beaucoup plus de succès qu'on ne le prévoyait. Il est d'abord assez évident que le chef de la C.S.V., l'Union chrétienne-sociale bavaroise, n'a pas fait l'unité de toute la droite sur une base offensive et que, en ce sens, il ne se borne pas à incarner la volonté de revanche d'une démocratie chrétienne écartée du pouvoir depuis maintenant plus d'une décennie.

En fait, le leader bavarois, dans une perspective de réajustement de toutes les disciplines sociales, rassemble autour de lui tous ceux qui, à un titre ou à un autre, ressentent la gestion social-libérale comme une excessive concession à la permissivité dans le domaine des mœurs, comme trop associée aux syndicats (D.G.B.) dans le domaine social et comme trop peu

libérale dans le domaine économique. M. Franz-Joseph Strauss ne présente certes pas de programme très précis, mais il promet un changement global de gestion, une reprise en main des institutions pour combattre toutes les tendances centrifuges à l'œuvre dans la société. Son offensive est d'autant plus préoccupante qu'elle est favorisée par le patronat qui voit se profiler de nouvelles difficultés économiques : tout laisse prévoir qu'après la sécheresse de nouvelles branches, comme l'automobile, confrontées à une concurrence internationale de plus en plus sévère, vont devoir bloquer massivement en même temps qu'elles devront procéder à des restructurations de grande ampleur. Il est donc tentant, pour le patronat, de mettre en place à titre préventif un pouvoir « fort », en cas d'insuccès, de disposer à tout le moins d'un instrument de conditionnement de la social-démocratie et des syndicats.

Face à des attaques souvent furibondes (un sous-ordre de M. Strauss a occupé les sièges sociaux et auxiliaires) et les syndicats ont, dans l'ensemble, réagi très calmement, un peu comme s'ils avaient eux-mêmes conscience des limites de leur propre gestion de l'équipement graduel de leurs possibilités dans un contexte d'évolution constante du capitalisme. M. Helmut Schmidt et le parti social-démocrate tiennent bien les affaires en main dans l'immédiat, mais ils ne savent pas faire l'unité de la droite dans un avenir rapproché. De plus, leurs capacités de mobilisation des masses urbaines ont sensiblement diminué ces dernières années. Beaucoup de travailleurs ont dû faire les frais de la politique d'austérité pour reconstruire les marges bénéficiaires des entreprises, ne sont plus aussi déterminés qu'autrefois à soutenir la coalition en place. On ne peut donc exclure que M. F.J. Strauss en 1980 l'emporte d'une courte tête sur ses adversaires et vienne renforcer considérablement le camp conservateur de l'Europe des Dix.

## Un retournement de tendance

Un groupe d'intellectuels réunis autour de Jürgen Habermas tente de faire collectivement et en profondeur le bilan politique et idéologique de la République fédérale dans un esprit tout à fait autocritique (1). Leur première conclusion est bien entendue, de revenir sur leurs propres illusions au cours de ces dix dernières années, celles qui surgirent en particulier sur la lancée du mouvement étudiant. Il n'y a pas, en fait, de « longue marche » à travers les institutions, de révolution culturelle qui aurait permis de dépasser les limites de leur société, mais leur assaut enlevé toute influence notable sur les esprits. Après une période relativement courte pendant laquelle les cercles dominants furent déstabilisés, ce qui se passe, c'est à la fois une mise en quarantaine et un auto-isolement des secteurs les plus combattifs de la gauche étudiante et intellectuelle. On assiste à la régression dans un ghetto des étudiants qui cherchent à dépasser les limites de leur milieu et des intellectuels qui s'efforcent de penser l'urgence de la transformation de la société en mettant au jour tout ce qui est difficilement supportable dans les relations entre les hommes.

Dans ce mouvement d'enfermement d'un secteur particulièrement inventif et dynamique du tout social, la gauche non communiste a elle-même une part de responsabilité. La gauche étudiante s'est, dans sa grande majorité, engagée dans la construction de pseudo-partis provinciaux, marqués par le dogmatisme et une superbe ignorance des véritables données de la lutte des classes. Les courants spontanéistes eux-mêmes, plus proches des aspirations d'une jeune génération de la jeunesse, ont cru trop facilement qu'ils pouvaient modifier des aspects essentiels de la vie sociale par des initiatives partielles, par des flots de vie autre, sans préoccuper suffisamment de la résistance des structures globales et de la persistance de thématiques idéologiques rétrogrades dans les couches non privilégiées de la population. D'une façon générale, la contestation étudiante et intellectuelle ne s'est pas vraiment posée les problèmes du mouvement ouvrier réel, ne s'est pas interrogée sur les origines de son conservatisme relatif, sur la nature de ses affrontements concrets avec le capital.

Il n'est pas jusqu'à l'avant-garde littéraire et artistique, pourtant sans concurrents sérieux dans son domaine, qui ne doive être reconsidérée d'un point de vue critique. Elle occupe manifestement le devant de la scène, mais reste impuissante devant la pénétration des valeurs marchandes dans les domaines de l'art, de l'édition et de la reproduction des œuvres de l'esprit. Les stratégies d'immortalisation de la classe dominante, d'absorption des poussées subversives, peuvent par suite s'appuyer sur une dialectique de l'élevation de certains produits artistiques à l'état de biens rares (donc réservés à une élite) et de la banalisation des formes à travers la banalisation des moyens de communication de masse (notamment par la publicité). La dénonciation de l'usage à petit-bourgeois, voire de la culture savante et élitiste, n'offre en définitive aucune garantie contre l'intégration aux mécanismes de reproduction des différences sociales et donc de reproduction sociale dans son ensemble.

Il était faux d'interpréter comme un aveu d'impuissance et de défaite le mutisme, très relatif d'ailleurs, des penseurs du centre et de la droite pendant un certain nombre d'années.

Confrontée à des assauts inattendus, la droite intellectuelle avait d'abord eu besoin de reprendre ses esprits et de préparer ses lignes de défense avant de contre-attaquer avec rigueur et de déborder des anticorps. Appuyée sur des déterminants qu'apparaissent de plus en plus importants du mandat universitaire, c'est dès 1972 qu'elle commença à inspirer un retournement de tendance dans le camp conservateur. Elle découvrit à une partie de l'opinion, qui n'a pas compris les « débordements » étudiants, un ennemi déterminé à restaurer le statu quo. La grande partie l'ennemi communiste extérieur (que l'Ostpolitik fait paraître moins menaçant).

Le gauchisme, partiellement identifié à la Fraction Armée rouge (Baader, Meinhof), est présenté comme un agent destructeur de la normalité, comme une explosion irrationnelle de haine contre la société, de terrorisme intellectuel susceptible de se transformer très facilement en terrorisme tout court. L'ennemi est d'autant plus pénalisant qu'il s'attaque à un régime démocratique et à une

société que, par rapport à un passé encore assez proche (le nazisme), on peut peindre sous les traits de la meilleure société possible. Il n'est sans doute pas par là, mais, pour améliorer son fonctionnement, qui besoin de procéder à de vastes réformes (encore moins à des bouleversements sociaux violents) ; il suffit de perfectionner le fonctionnement des institutions en place et d'augmenter leur pouvoir intégrateur par rapport aux tendances individualistes et anarchisantes.

La social-démocratie ne donne-t-elle pas elle-même raison à ces analyses en renonçant à la fin de 1972 à la politique des réformes et de « plus de démocratie » de M. Willy Brandt ? La sagesse veut que l'on combatte les déviations de divers ordres par des moyens appropriés, notamment en mettant les institutions politiques et administratives à l'abri des assauts de la contestation. L'édit sur les extrémistes (janvier 1972), adopté par les représentants du Land et confirmé dans la constitutionnelle de Karlsruhe en 1975, permet dans cet esprit d'écarter de la fonction publique les « gauchistes » les plus affichés et de faire peser sur toute la gauche tant soit peu radicale une menace permanente d'exclusion, propre à la faire réfléchir (voir les effets d'intimidation des enquêtes de loyauté). Il n'est pas question d'un seul instant d'examiner vraiment ce que disent les « gauchistes » et ceux qui sympathisent avec eux, encore moins d'admettre qu'ils expriment, avec plus ou moins de bonheur, un refus social d'importation de l'Allemagne de l'Ouest, c'est-à-dire de la pathologie sociale, d'une pathologie qui relève essentiellement de la prévention et des thérapeutiques de mise à l'écart du gros du troupeau, et non d'une confrontation des orientations.

Il est d'ailleurs significatif qu'une aussi haute autorité que le Tribunal constitutionnel aille dans cette direction puisqu'il sacrifie peu à peu à une interprétation fermée, restrictive de l'ordre fondamental libéral et démocratique » de la République fédérale en identifiant peu à peu à l'ordre politique et social concret de l'Allemagne de l'Ouest, c'est-à-dire en lui déniait le caractère d'un cadre souple, garantissant la possibilité d'évolutions non prévues, voire contraires à celles qui avaient été retenues à un moment donné. Ce faisant, le Tribunal constitutionnel ne conçoit plus la Loi fondamentale (Grundgesetz) comme un ensemble de règles et de normes capables de réguler des contenus variables, mais comme un ensemble de règles et de normes indissolublement liées à un contenu particulier, des valeurs sociales matérialisées de façon quasi définitive. Par là même, le Tribunal de Karlsruhe se place au-dessus du législateur et de la vie politique : il se veut le gardien de valeurs déjà réelles et en tant que tel, une institution intangible, à la jurisprudence inattaquable et indiscutable. Il invite en quelque sorte la République fédérale à commettre dans les valeurs supratemporelles qui transcendent les affrontements politiques et sociaux.

## Valeurs « matérialistes » et négatives

On peut naturellement se demander de tels blocages des redressements idéologiques et institutionnels dans un contexte national et international marqué pourtant par beaucoup d'évolutions de grande portée. Pour les intellectuels regroupés par J. Habermas, il faut aller chercher les réponses assez loin, dans les conditions mêmes qui ont présidé à la formation de la République fédérale. En premier lieu il faut se souvenir que l'Allemagne de l'Ouest sous tutelle alliée n'a pas eu l'occasion d'affronter librement son propre passé, surtout le nazisme qui a fait la plupart des intellectuels de l'après-guerre, est resté une sorte irrédoublable d'interruption de barbarie. Il n'était donc pas étonnant que la plupart des intellectuels de l'après-guerre se soient intéressés à la prise de pouvoir par Hitler, sur les communs à l'œuvre dans l'histoire et la société allemandes qui ont contribué à alimenter les grands flots du nazisme. La division du pays en fonction du conflit Est-Ouest fournissait, par-dessus le marché, d'excellents arguments à tous ceux qui pensaient nécessaire de placer la lutte contre le danger communiste avant toute autre considération. La démocratie de Bonn se trouva fondée par la sous des auspices assez peu démocratiques, refoulant marqué à propos de l'existence de potentiels antidémocratiques dans les couches dominantes, primat de l'anticommunisme en politique intérieure et extérieure.

A cela, il faut ajouter que la majeure partie des masses ouvrières et petites-bourgeoises, après la réussite de la réforme monétaire, se tournèrent vers leurs problèmes matériels (grâce à la prospérité économique) ou même vers qu'elles se réduisaient dans l'apolitisme. La démocratie se réduisait largement à la possibilité de vaquer tranquillement à ses occupations, elle n'impliquait apparemment pas de véritable participation à la vie politique, mais simplement un acquiescement, périodiquement renouvelé, à la gestion « sage » du chancelier Konrad Adenauer. Il n'y avait pas à proprement parler identification au nouvel État comme incarnation de la communauté nationale (2), mais délégitimation à des équipes politiques restreintes pour tirer

problèmes que l'élite du pouvoir veut se réserver, sont effectivement mal solides, parce qu'elles risquent de mettre en jeu le quinquennat de parties très importantes de la société, particulièrement de ce que l'on appelle les classes moyennes.

M. Franz-Joseph Strauss, en ce sens, est tout à fait représentatif de couches qui succèdent à des modes de vie menacés, particulièrement à un « économisme » que la crise de l'accumulation capitaliste à l'échelle mondiale rend particulièrement aléatoire. Le leader bavarois assure à une partie non négligeable de la population qu'elle n'a pas besoin de modifier ses modes de voir et de percevoir le monde environnant et que le spectre d'un déclin des relations sociales et économiques est de fait écarté pour toute une période.

Comme on s'en doute, la réponse de la social-démocratie à ce passivisme, à cette nostalgie des années 50 et 60, est rien moins qu'hésitante. L'appareil et le gros des responsables du parti se sont efforcés de diversifier cet attachement à un passé récent, bien qu'ils s'identifient pour l'essentiel au « Welfare State » (à l'État-providence) des années 1950-1972. Ils ne tiennent absolument pas à ce que les bases politiques et idéologiques du régime d'Allemagne fédérale soient radicalement redéfinies, dans la mesure où ils sont eux-mêmes partie prenante de l'équilibre de la société. Il n'y a pas chez eux, malgré quelques efforts méritoires, de véritable réflexion sur l'avenir.

Pour le moment, le parti semble devoir se contenter de la « sage » gestion du gouvernement Schmidt, pour parer les coups que lui porte

la G.D.U. - G.S.U. On ne peut donc s'étonner que ce soit la droite, et particulièrement la nouvelle droite intellectuelle, qui s'empare des thèmes afférents à la crise pour essayer de mettre les manifestations de crise économique et sociale au service du maintien de l'ordre existant. Pour l'essentiel, les difficultés que le monde doit affronter sont rapportées à des questions d'utilisation des ressources rares, ce qui justifie des appels à la modération et à la discipline, mais surtout renvoie à des notions de solidarité et de discipline face à des conjonctures plus ou moins défavorables. Dans l'adversité, il faut faire confiance aux timoniers qui ont déjà fait leurs preuves. Telle est la conclusion triviale à laquelle des théories, souvent subtiles dans le détail, simplistes dans leur dessin, parviennent inévitablement dans leur volonté de laisser les choses en l'état.

Pour autant, une partie significative de l'intelligentsia de gauche ne se laisse pas aller au découragement devant cette « guerre civile idéologique » pour reprendre des termes employés par les Jeunesses socialistes. Elle se montre au contraire sensible à tous les éléments de fragilité du système politique, même si elle sait très bien qu'il n'est pas question de le mettre en crise ouverte dans l'immédiat. Le thème, développé par la droite, de l'ingouvernabilité des grands États modernes fait à ses yeux la preuve que les gouvernements postérieurs à la crise de 1974-1976 se révèlent incapables de prendre en charge les besoins et les aspirations de secteurs croissants de la population.

## Le rôle du pouvoir

Le pouvoir assume de moins en moins le rôle qu'il s'était attribué avec plus ou moins de justification, de sage gestionnaire en mesure de faire face à toutes les difficultés sociales ; il tend au contraire à filtrer de plus en plus étroitement les demandes qui montent vers lui en retenant seulement celles qui sont compatibles avec l'accumulation du capital. Il se heurte en ce sens à des problèmes croissants de légitimation, de contradiction entre les normes formellement égalitaires de la vie sociale et les pratiques de plus en plus inégalitaires dans le traitement des différents couches de la société. Pour reprendre un thème cher à Claus Offe, les défaillances de l'intégration sociale (par la famille, par les entreprises, par l'économie) sont subcompensées par l'intégration au niveau du système, c'est-à-dire par la limitation des formes licites de la contestation et par la « mise en évidence » des avantages de la loi et de l'ordre par rapport à tout ce qui est anémie et absence de normes. Le pouvoir majore les dangers de délinquance, de la violence pour se faire accepter comme un garant de sécurité (les maladies mentales, la criminalité et l'usage de la drogue sont en forte croissance).

Mais, et c'est sans doute un point de vue particulièrement fécond, beau-

coup de théoriciens de la gauche non conformiste sont convaincus que le capitalisme actuel souffre même de ses succès. En déstabilisant peu à peu toutes les formes de vie traditionnelle marquées par des solidarités profondément enracinées, il révèle considérablement le monde quotidien, le monde des relations vitales. La révolte contre le capital et ses contraintes ne peut donc que se reproduire sans cesse, tout comme la résistance à l'exploitation ne peut connaître de trêve. Faut-il le rappeler, la République fédérale n'est pas à l'abri des conflits du travail comme on a pu s'en rendre compte avec la lutte pour les trente-cinq heures dans la métallurgie, ou la lutte des travailleurs de l'imprimerie contre les effets de la rationalisation par photocomposition. Quels que soient les résultats des prochaines élections législatives, une partie significative de la gauche intellectuelle fait le pari (largement fondé) que l'heure ne sera pas à la stabilisation.

(1) Cf. Stichworte zur « Geistigen Situation der Zeit », sous la direction de J. Habermas, tome II : Politik und Kultur, milleième numéro de la collection S.S., Suhrkamp Verlag, Frankfurt-sur-le-Main, 1978.

(2) Cf. aussi Peter Brückner, Versuch, Uns und Anders die Bundesrepublik zu erklären, Wagenbach, Berlin, 1978.

## Le numéro 7 de politique internationale vient de paraître

Chaque trimestre, les universitaires, diplomates, industriels, militaires, gouvernants les plus prestigieux du monde écrivent dans politique internationale

Quatre commentaires :

Le Figaro Magazine : « Une publication indispensable à ceux qui s'intéressent à notre monde tourmenté ».

Le Point : « Une revue qui manquait au panorama français ».

Le Nouvel Observateur : « Ce qu'on fait de mieux dans le genre ».

Radio France : « Enfin un véritable "Foreign Affairs" français ».

Bon à retourner à : politique internationale 4, rue Cambon, 75001 Paris 161.250.83.02

Tarif normal institutions (ministères, administrations, ambassades, universités, sociétés)	France 220 FF	Étranger 250 FF
Tarif réduit particuliers	France 180 FF	Étranger 220 FF
Tarif au numéro	France 50 FF	Étranger 60 FF

A partir du numéro

Ci-joint : ☐ chèque ☐ mandat

Non

Adresse :

Date :

Signature :

Je l'ai lu



## A l'arrière-plan de la crise afghane

LES LIENS ÉCONOMIQUES ENTRE L'EST ET L'OUEST  
SONT-ILS IRRÉVERSIBLES ?

L'accroissement des échanges commerciaux et l'apparition de certaines formes de coopération industrielle précisent les contours de la nouvelle division internationale du travail entre pays capitalistes et socialistes développés

Par FRANÇOIS GÈZE et PATRICK GUTMAN



Il est sans doute prématuré de tenter un bilan des mesures de rétorsion économique contre l'U.R.S.S. à la suite de l'intervention militaire soviétique en Afghanistan. Mais au-delà du caractère spectaculaire de l'embargo partiel sur les céréales et les phosphates, dont l'effet n'est certes pas négligeable, on ne peut manquer d'être frappé par la relative modération de la réaction des États-Unis, et surtout des pays européens et du Japon, nettement plus engagés que les premiers dans la coopération économique avec l'Est.

Car s'il est clair que les considérations strictement économiques sont loin d'être le seul facteur déterminant des relations entre les deux blocs, leur poids ne doit pas pour autant être sous-estimé. Et la question est maintenant posée de savoir si les échanges commerciaux et la coopération industrielle entre l'Est et l'Ouest (ou plutôt entre l'Europe de l'Ouest et l'Europe de l'Est) n'ont pas atteint un niveau tel que tout retour en arrière est désormais exclu.

Un économiste soviétique estime que « la pratique a démontré au cours de ces dernières années qu'il existe, indépendamment des controverses idéologiques, un intérêt objectif des pays socialistes et des pays capitalistes pour le développement à long terme d'une coopération mutuelle et stable » (1). De fait, le rapide développement des relations économiques Est-Ouest, associé à une imbrication croissante de la « division internationale socialiste du travail » (D.I.T.) et de la division internationale du travail (D.I.T.) occidentale, est sans conteste l'un des traits essentiels de l'évolution des échanges mondiaux dans la dernière décennie, trop souvent ignorés dans les analyses politiques ou militaires des avatars de la détente.

A l'Est, les raisons invoquées — officiellement ou non — sont bien connues : d'une part, la nécessité de répondre à la forte demande non satisfaite de biens de consommation et, d'autre part, l'impératif majeur d'un accroissement de la productivité pour pallier les insuffisances du modèle de développement « extensif » dont les limites sont apparues dès le début des années 60. Ces deux objectifs impliquent l'un et l'autre une utilisation accrue de technologies modernes occidentales, et, en conséquence, une plus grande participation aux échanges mondiaux et à la D.I.T., notamment par le biais de la « coopération industrielle ».

Ainsi, la croissance en volume du commerce Est-Ouest a été au début des années 70 deux fois plus rapide que celui du commerce mondial (10 % par an, contre 5 %). Si les pays du C.A.E.M. (2) ne représentent encore qu'une part modeste des échanges commerciaux des pays de l'O.C.D.E. (de l'ordre de 3 % à 4 %), ces derniers fournissent une proportion beaucoup plus grande des importations totales du C.A.E.M., qui varie de 17 % pour la Bulgarie (en 1978) à 35 % pour la Roumanie et la Pologne (cf. tableaux I et II).

La structure des échanges Est-Ouest est marquée par une forte complémentarité : l'Est importe en moyenne deux fois plus de biens manufacturés qu'il n'en vend à l'O.C.D.E. (six fois plus pour les biens d'équipement), et exporte quatre fois plus de matière première (produits pétroliers et minéraux, surtout) qu'il n'en importe. Les exportations n'ont toutefois couvert que partiellement les importations, et le déficit structurel des échanges a conduit à l'accumulation d'un important endettement en devises convertibles, estimé à 46 milliards de dollars à la fin de 1977, dont

35 % à la charge de l'U.R.S.S. et 27 % à la charge de la Pologne.

Le développement rapide des importations de biens d'équipement et de technologies occidentales a été le principal moteur de l'expansion des échanges depuis 1970. Cette tendance est d'ailleurs nettement plus marquée pour l'U.R.S.S. que pour l'Europe de l'Est : la part occidentale dans les achats soviétiques de biens d'équipement est passée de 21,5 % en 1972 à 40 % en 1976 (respectivement 27 % et 29 %).

Le rôle de ces importations dans le développement industriel du C.A.E.M. est désormais loin d'être négligeable : les calculs effectués par les auteurs américains Green et Levine (3) aboutissent à la conclusion que, sans le « boom » des importations d'équipements occidentaux, la croissance de la production industrielle soviétique entre 1968 et 1973 n'aurait été que de 28,4 % au lieu de 33,7 %. Cette contribution serait encore plus grande pour certains pays d'Europe de l'Est, en particulier pour la Pologne : on estime que près des deux tiers de la croissance annuelle (5 % sur un taux de 8 %) de l'industrie polonaise sont imputables à ces importations. En Hongrie, 25 % des investissements réalisés dans l'industrie chimique entre 1971 et 1975 concernaient des équipements ou de la technologie occidentale.

C'est sans doute dans le secteur automobile que cet impact est le plus spectaculaire : en 1977, la part de la production de véhicules particuliers rachetés à partir de l'apport occidental (essentiellement de Fiat, Renault et Citroën) atteignait 57 % en U.R.S.S., 82 % en Pologne, et près de 100 % en Roumanie (4).

Or, c'est la caractéristique majeure de l'évolution récente des échanges économiques Est-Ouest, les importations de biens d'équipements occidentaux s'inscrivent de plus en plus dans le cadre d'accords de « coopération industrielle ».

Ces accords (on en compte actuellement plus de 1 500) peuvent s'étendre sur plusieurs années, et vont des simples contrats de sous-traitance aux opérations de coproduction dans les pays du C.A.E.M., en passant par la « compensation industrielle » (paiement d'usines, de machines ou de licences occidentales en produits résultant). Cette dernière modalité tend de plus en plus à se substituer aux clauses plus traditionnelles de « compensation commerciale », qui relevaient souvent du troc pur et simple, en général peu appréciées des industriels occidentaux.

Pour les pays de l'Est, ce type de coopération industrielle, déjà pratiqué dans les échanges à l'intérieur du C.A.E.M., offre la perspective d'un flux d'exportations de biens manufacturés vers l'Ouest régulier et d'un niveau de qualité satisfaisant, permettant de réduire le recours à l'endettement. Cette préoccupation rejoint celles de certaines entreprises occidentales, et surtout des firmes multinationales, qui souhaitent tirer profit à la fois des débouchés offerts par le C.A.E.M. et des « avantages comparatifs » propres à ces pays : ressources énergétiques et minérales abondantes en U.R.S.S., main-d'œuvre qualifiée moins chère et plus « disciplinée » en Europe de l'Est qu'à l'Ouest. La pratique de la « compen-

(1) B. S. Bagatov, introduction à l'ouvrage collectif : *Relations économiques extérieures de l'Union soviétique à un stade nouveau*, Moscou, 1977.

(2) Les membres du C.A.E.M. (Conseil d'aide économique mutuelle, ou Comecon), dont il est question dans cet article, sont d'une part, l'Union soviétique et d'autre part, les six pays de l'Europe de l'Est (Bulgarie, Hongrie, Pologne, R.D.A., Roumanie, Tchécoslovaquie).

(3) Donald W. Green et Herbert S. Levine, *Implications of western technology for the U.S.S.R.*, colloque OTAN, mars 1976.

(4) Cf. Patrick Gutman, « Coopération industrielle Est-Ouest dans l'automobile et modalités d'insertion des pays de l'Est dans la D.I.T. occidentale », *Revue d'études comparatives Est-Ouest*, n° 2, 1980.

Tableau I. — PARTICIPATION DES PRINCIPAUX MEMBRES DU C.A.E.M. AUX ÉCHANGES AVEC L'OCCIDENT (en pourcentage)  
Un rôle prépondérant pour le partenaire soviétique

	Pologne	Hongrie	Roumanie	R.D.A.*	Tchécoslovaquie	Bulgarie	U.R.S.S.	TOTAL
<b>Échanges commerciaux</b>								
Part de l'O.C.D.E. dans les importations du pays (1978)	34,7	28,9	34,7	9	19,3	15,7	30,7	26,3
Part de l'O.C.D.E. dans les exportations du pays (1978)	28,8	20,6	27,4	9,2	17,7	7,5	24,7	19,4
Part du pays dans les importations du C.A.E.M. (1978)	17,3	9,5	9,6	4,6	7,3	3,4	48,3	100
Part du pays dans les exportations du C.A.E.M. à destination de l'O.C.D.E. (1978)	16,4	7,3	9	5,3	8,1	2,1	31,8	100
Part du pays dans les importations du C.A.E.M. (hors R.D.A.) en provenance des pays en voie de développement (1978)	10,6	8,7	19,6	—	7,1	3,3	50,7	100
Part du pays dans les exportations du C.A.E.M. (hors R.D.A.) vers les pays en voie de développement (1978)	7,6	4,2	12,3	—	6,9	6,5	63,6	100
<b>Échanges financiers</b>								
Part du pays dans l'endettement net du C.A.E.M. au 31 décembre 1977	29	11	10	13	5	5	28**	100
<b>Coopération industrielle</b>								
Part du pays dans les accords de coopération industrielle (sur 1 200 cas, 1970-1978)	19,2	19,7	8,8	2,5	4,8	5,9	39,3	100
Part du pays dans les accords de compensation avec l'Ouest (1969-1977) (en % de la valeur totale des accords)	21,3	1,2	1,5	9,6	nég.	0,3	66	100
<b>Coopération industrielle tripartite</b>								
Part du pays dans les accords de coopération industrielle tripartite : 1965-1973 (sur 122 cas)	26,3	23,7	10,5	7,2	12,5	3,9	13,8	100
1974-1978 (sur 36 cas)	34	22	2	12	12	3	16	100

\* Sans le commerce inter-allemand.

\*\* Y compris les banques du C.A.E.M.

Tableau II. — PARTICIPATION DES PRINCIPAUX PAYS OCCIDENTAUX AUX ÉCHANGES AVEC L'EST (en pourcentage)  
Une relative modestie des échanges commerciaux

	R.F.A.	France	Japon	Italie	Royaume-Uni	Etats-Unis	TOTAL
<b>Échanges commerciaux</b>							
Part du C.A.E.M. dans les importations du pays (1978)	4,6**	3,1	3,1	5,2	2,9	0,8	
Part du C.A.E.M. dans les exportations du pays (1978)	5,4**	3,7	3,2	4,3	2,6	2,5	
Part du pays dans les importations du C.A.E.M. (1978)	29,8	9,2	9,0	6,1	4,8	6,5	67,5
Part du pays dans les importations occidentales en provenance du C.A.E.M. (1977)	25,7	8,5	6,3	8,0	8,5	3,8	60,8
<b>Échanges financiers</b>							
Part du pays dans les crédits à soutien public accordés au C.A.E.M. par les pays occidentaux (1977)	23,6	22,3	15,7	11,7	6,1	5,0	82,4
<b>Coopération industrielle</b>							
Part du pays dans les accords de coopération industrielle* (sur 474 cas, 1972-1977) (en % du nombre total de cas)	28	25	16	11	8	12	100
Part du pays dans les accords de compensation avec l'U.R.S.S. (1969-1977) (en % de la valeur totale des accords)	20,4	34,7	12,0	28,2	1,4	4,3	91,0
Part du pays dans les accords de compensation avec l'Europe de l'Est (1969-1977) (en % de la valeur totale)	22,6	17,3	12,9	6,0	10,8	3,7	74,3
<b>Coopération industrielle tripartite</b>							
Part du pays dans les accords de coopération industrielle tripartite : 1965-1973 (sur 122 cas)	21,4	23,8	2,3	10,7	6,0	8,9	73,1
1974-1978 (sur 36 cas)	33,8	30,0	—	7,7	9,2	6,2	76,9

\* Pour les six pays considérés seulement.

\*\* Sans le commerce inter-allemand.



## L'EST ET L'OUEST



## Un rôle de relais vers le tiers-monde

L'évolution récente suggère schématiquement l'existence de deux formes d'insertion des pays de l'Est dans la division internationale du travail :

- elle concerne l'Union soviétique ou premier chef, et dans une moindre mesure la Pologne, qui exportent vers l'Ouest des matières premières et des produits industriels peu élaborés (biens intermédiaires) ;
- du côté occidental surtout, elle implique des firmes importantes (sociétés d'ingénierie et firmes multinationales), en particulier italiennes et françaises mais aussi américaines ;
- elle porte sur des contrats de coopération quantitativement importants et de longue durée ;
- enfin, elle est caractérisée par un fréquent recours à la « compensation industrielle », surtout dans les secteurs de biens intermédiaires.

Mais on peut également relever une tendance à l'établissement d'une D.I.T. « intra-branchée » entre l'Est et l'Ouest :

- cette fois, sont concernés surtout les pays d'Europe de l'Est (Hongrie, Roumanie et, dans une moindre mesure, Pologne et R.D.A.) qui commencent à exporter vers l'Europe occidentale des biens manufacturés : biens d'équipement de bas de gamme (sauf sur quelques « créneaux étroits »), sous-ensembles destinés à la construction mécanique et à l'industrie automobile, mais aussi certains biens de consommation (produits alimentaires, textiles, meubles, chaussures, etc.) ;
- du côté occidental, sont impliquées aussi bien des firmes multinationales que des entreprises moyennes, en majorité ouest-allemandes, mais aussi américaines ;
- enfin la D.I.T. « intra-branchée » porte plu-

tôt sur des contrats de coopération de volume restreint et de durée moyenne, et se caractérise par l'utilisation de formes relativement élaborées de coopération industrielle : « joint-ventures », accords de spécialisation ou de sous-traitance.

C'est surtout ce mode de participation que certains pays d'Europe de l'Est attendent avec intérêt, en favorisant particulièrement les industries exportatrices. La cas le plus clair est celui de la Hongrie, qui devait consacrer 11,6 milliards de francs d'investissements au développement de ces industries pour le plan quinquennal 1976-1980 (sur un total de 181 milliards de francs d'investissements).

Globalement, il apparaît donc que la participation des pays du C.A.E.M. au marché mondial les entraîne à occuper une place intermédiaire dans la hiérarchie des systèmes productifs qui se met en place à l'Ouest : leur dépendance à l'égard des pays les plus développés (R.F.A., Japon) tend à s'accroître pour les technologies de pointe (cf. tableau III) notamment dans l'électronique (6), et leurs livraisons sur les marchés occidentaux portent surtout sur les biens intermédiaires et les biens de consommation.

L'analyse de l'évolution récente des échanges commerciaux entre l'Est et le Sud, dont la structure tend à se rapprocher des échanges Ouest-Sud, confirme cette position « intermédiaire » des pays du C.A.E.M. Si les considérations politiques et militaires paraissent encore l'emporter sur les aspects économiques dans les relations entre l'U.R.S.S. et le tiers-monde, le tournant opéré vers le milieu des années 60 a vu l'Union soviétique passer d'une politique d'aide économique souvent spectaculaire et « politisée » à une politique plus modeste et réaliste fondée sur le principe des « bénéfices mutuels », qui ne se distingue guère, en dernière instance, de bien des interventions occidentales dans le tiers-monde.

Pour André Gunder Frank, « le multilatéralisme croissant des relations Est-Sud et leur insertion dans la D.I.T. tendent à accroître globalement le déficit, la dette et la dépendance des pays sous-développés (7) ». Ce que paraît confirmer l'examen des accords de coopération Est-Ouest en pays tiers, dits de « coopération indus-

trielle tripartite » (C.I.T.) : la division des tâches qui s'opère alors entre l'Est et l'Ouest semble en effet s'effectuer aux dépens du pays d'accueil. (Voir à ce propos le texte publié page 7 en encadré.) Le développement de la C.I.T. est surtout le fait de la Pologne et de la Hongrie, mais c'est un révélateur symptomatique de la volonté de participation des pays de l'Est à la D.I.T. occidentale (8).

Un économiste polonais présentait récemment en ces termes les perspectives d'une D.I.T. Est-Ouest-Sud : « On peut avancer l'hypothèse qu'à long terme la structure des échanges gardera son caractère complémentaire : l'Ouest sera spécialisé dans la fourniture de biens techniquement avancés ainsi que de technologie, l'Est dans les produits essentiels à l'industrie lourde et dans les biens de consommation moins élaborés, et le Sud dans les autres produits (9) ». Selon cet auteur, « une coopération Est-Ouest bien menée peut conduire à l'introduction de technologies intermédiaires moins coûteuses et mieux adaptées aux besoins courants du tiers-monde ». Cette hypothèse n'est guère différente de l'idée selon laquelle les pays de l'Est pourraient jouer un rôle de relais des pays capitalistes industrialisés à l'égard du tiers-monde. De fait, pour certaines firmes américaines, un motif important de leur participation à des accords de coopération industrielle avec la Roumanie est que ce pays peut être « un tremplin vers les marchés du tiers-monde avec lesquels il a de bonnes relations économiques et politiques ».

Encore limité aujourd'hui, ce rôle de « relais » est encouragé par les mesures protectionnistes prises par les pays européens : face à la difficulté d'écouler certains produits, les pays du C.A.E.M. (surtout ceux d'Europe de l'Est) se tournent alors vers les marchés du tiers-monde. Il est d'ailleurs de plus en plus fréquent que les accords de coopération industrielle prévoient explicitement l'écoulement des marchandises produites sur ces marchés tiers. A l'avenir, ce mode d'insertion particulier dans la D.I.T. occidentale pourrait remplacer l'intégration plus directe entre l'Est et l'Ouest, au cas où celle-ci serait compromise par le développement du protectionnisme dans les pays industrialisés.

souplesse des mécanismes économiques. Ses exportations vers l'Ouest sont plus diversifiées et cela tient notamment à de nombreux accords de coopération industrielle élaborés (sous-traitance, coproduction, en particulier dans la mécanique) impliquant le plus souvent des entreprises moyennes. Si ces accords tiennent en général des liens d'interdépendance plus complexes et plus durables que ceux portant sur les biens intermédiaires, l'intégration de l'économie hongroise au sein du C.A.E.M. est toutefois plus marquée que celle des économies polonaise ou roumaine, comme le montre la part relativement modeste (20 % à 25 %) des échanges avec l'Ouest dans son commerce extérieur. A cause de ce « profil d'intervention » dans la division internationale du travail assez original, la Hongrie se présente comme un pays charnière entre l'Est et l'Ouest.

Le cas de la Roumanie est également particulier. On sait que ce pays, le moins engagé dans le processus d'intégration du C.A.E.M., continue de manifester sa volonté d'indépendance à l'égard de l'U.R.S.S. D'où une assez large ouverture à l'Ouest, facilitée par la libéralisation relative de certains mécanismes économiques centralisés, puis, en 1971-1972, par l'adoption de la loi sur les sociétés mixtes et l'adhésion à l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce (GATT) et aux organismes financiers internationaux (F.M.I., Banque mondiale). Depuis, la coopération industrielle avec l'Ouest semble évoluer vers des formes élaborées et on doit souligner l'importance (55 % des cas) de la « compensation industrielle », surtout dans l'industrie automobile, la construction mécanique et l'électronique. Une autre caractéristique, pour la Roumanie, est le rôle de ses relations économiques avec les pays du tiers-monde qu'elle entend encourager tout autant, sinon plus, que ses rapports avec les pays capitalistes industrialisés.

Pour leur part, la Tchécoslovaquie et la Bulgarie, qui en sont à des stades de développement très différents, semblent toutes deux limiter leur coopération avec l'Ouest au profit d'une participation plus poussée aux efforts d'intégration des économies socialistes.

Les échanges commerciaux de la Tchécoslovaquie avec l'Ouest ne représentent qu'une part relativement faible de son commerce total (20 % à 25 %), et sa participation aux échanges globaux avec l'Ouest des six membres est-européens du C.A.E.M. est sensiblement moindre que sa part dans le P.N.B. global de la région. Le niveau de développement de l'industrie tchécoslovaque (le troisième du C.A.E.M., après la R.D.A. et l'U.R.S.S.) lui permet, certes, un flux d'exportations relativement diversifiées vers l'Ouest et le Sud. Le recours important à la « coopération industrielle tripartite » témoigne d'une volonté de développer les exportations de biens d'équipement vers les pays sous-développés. Mais le volume de ces exportations devrait rester limité puisque la priorité absolue est pour l'instant celle d'un développement économique intégré au reste du C.A.E.M.

(Lire la suite page 6.)

## Les voies de l'intégration socialiste



Si les interventions économiques de l'Est dans le monde occidental ne remettent nullement en cause la D.I.T., qui s'est établie en son sein, l'inverse est également vrai : les interventions économiques des firmes capitalistes à l'Est respectent et utilisent, de la même façon, les modalités de la « division internationale socialiste du travail ». En 1974, deux experts soviétiques estimaient que « les perspectives de développement des exportations (vers l'Ouest) des pays socialistes sont subordonnées aux avantages de l'organisation socialiste de l'économie, ainsi que de l'intensité du processus d'intégration entre ces pays » (10). Ce point de vue paraît aujourd'hui largement vérifié.

On sait que c'est seulement en 1962 que furent adoptés, à Moscou, les principes fondamentaux de la D.I.S.T., alors que le C.A.E.M. avait déjà treize ans. Il faudra attendre 1971 pour que ces principes trouvent un terrain d'application avec l'adoption du « programme complexe » de coopération économique, qui se proposait d'aller nettement plus loin que les mesures limitées de spécialisation internationale et de réglementation commerciale prises antérieurement par le C.A.E.M. Ce n'est pas un hasard si l'adoption de ce programme intervient à la suite des sévères difficultés rencontrées dans la mise en œuvre des réformes décentralisatrices de 1965, et s'il coïncide avec le début du « boom » du commerce Est-Ouest. On a pu dire que « l'expansion de ces échanges, au cours des années 70, a partiellement substitué aux réformes économiques, de même que les tentatives d'élargir la spécialisation et l'intégration au sein du C.A.E.M. » (11).

Le « programme complexe » restait toutefois d'une portée relativement limitée, compte tenu des intérêts contradictoires des différents pays (U.R.S.S. face à l'Europe de l'Est) et même au sein de chacun d'eux (« réformistes » et « centralisateurs »). De nombreux auteurs ont relevé le caractère de compromis que présentait ce programme, et qui explique la relative lenteur d'application des mesures d'intégration économique. Celles-ci jouent cependant dans le développement économique des pays du C.A.E.M., surtout ceux de l'Europe de l'Est, un rôle qui est loin d'être négligeable.

On estimait ainsi que la part des échanges « spécialisés » (c'est-à-dire correspondant à l'application de programmes de coopération bilatéraux ou multilatéraux) dans les échanges avec les autres pays du C.A.E.M. devrait atteindre, en 1980, près de 30 % pour la Pologne et la Bulgarie, 25 % pour la Roumanie, 22 % pour la Hongrie et 15 % pour la Tchécoslovaquie (35 % pour la R.D.A., en 1977). Ces prévisions sont déjà sensiblement dépassées pour certaines catégories de produits faisant l'objet d'une D.I.T. intra-C.A.E.M. plus poussée, notamment dans la construction mécanique.

Mais le processus d'intégration du C.A.E.M., lié au renforcement de la domination économique soviétique sur ses partenaires n'est pas nécessairement en contradiction avec une plus grande ouverture aux échanges mondiaux. Il est fréquent, en effet, que les multinationales « jouent la DIST » pour pénétrer les marchés de l'Est : « Certaines firmes américaines estiment qu'un pays d'Europe de l'Est peut à terme devenir une tête de pont vers le marché soviétique, si le pays concerné est déjà un important fournisseur de l'U.R.S.S. dans le cadre d'accords bilatéraux, ou si ce pays a été désigné comme fournisseur pour le reste du CAEM dans le cadre d'accords de spécialisation régionaux » (12). D'autre part, de nombreux économistes des pays de l'Est soulignent que les économies d'échelle découlant d'une spécialisation de la production au sein du CAEM peuvent entraîner pour les pays membres des coûts de production avantageux et favorables à la pénétration des marchés occidentaux. Et, de plus en plus, il semble que les pays du CAEM souhaitent se procurer pour ces projets industriels « spécialisés » des technologies occidentales performantes qui permettront de décaler des surplus exportables conformes aux normes capitalistes. Il y a là un effet d'entraînement original qui tend à lier la participation des pays de l'Est au marché occidental à l'évolution de la D.I.S.T.

Cet effet n'est pas entièrement mécanique, car les secteurs prioritaires de l'intégration au sein du CAEM ne sont pas nécessairement ceux pour lesquels il existe une forte demande mondiale (ce n'est pas, bien sûr, le cas du secteur énergétique). Et il ne semble pas que « la structure productive des pays du CAEM se transforme dans la perspective d'accroître son potentiel d'exportation vers les pays à économie de marché » (13). Mais ce qui était vrai jusqu'à présent ne le sera pas nécessairement à l'avenir, au moins pour une partie des membres du CAEM.

## L'U.R.S.S. à l'arrière-plan ?

A y regarder de plus près, en effet, les stratégies respectives de chacun des pays de l'Est dans leurs rapports avec les pays capitalistes font apparaître des niveaux d'engagement dans l'économie mondiale relativement différenciés (cf. tableau II).

La Pologne, la Hongrie et la Roumanie paraissent avoir le plus clairement opté pour une stratégie d'insertion progressive (et partielle). La Pologne en premier lieu : elle réalise entre le tiers et la moitié de ses échanges commerciaux avec l'O.C.D.E. et sa part dans les différents indicateurs des échanges Est-Ouest est en général largement supérieure à son poids économique au sein du CAEM. La « part d'intervention » de la Pologne dans la D.I.T. occidentale apparaît plus proche de celle d'un pays sous-développé que d'un pays industrialisé, puisque ses exportations vers l'Ouest sont relativement peu diversifiées et composées surtout de matières premières et de biens intermédiaires, dont une part croissante livrée dans le cadre d'accords de compensation. Globalement, la dépendance de l'économie polonaise à l'égard des pays occidentaux est relativement forte, comme en témoigne l'importance de

l'endettement, et elle constitue l'une des causes du taux élevé d'inflation dans ce pays (8,5 % en 1978). Même si l'intégration au sein du CAEM reste une donnée fondamentale, et bien que des réticences internes se manifestent à l'encontre d'une plus grande ouverture à l'Ouest, cette dernière est devenue un phénomène difficilement réversible qui devrait se confirmer dans les années à venir. L'adoption en février 1979 d'une loi autorisant l'établissement de sociétés mixtes paraît, de ce point de vue, un indice important.

Bien que son poids relatif dans les échanges Est-Ouest soit plus faible que celui de la Pologne du fait de sa taille modeste, la Hongrie apparaît à maints égards tout aussi engagée dans l'économie occidentale, grâce en partie à la relative

- (5) J. Cheval, P. Guez, P. Gutman, J. Finkelstein : *Le rôle des pays de l'Est dans la division internationale du travail*, étude BIEF-B.R.E.S. réalisée pour le compte de la D.G.R.E.T., Paris, avril 1979, 589 pages.
- (6) François Guez, « La coopération Est-Ouest dans l'industrie électronique », *Le Courrier des pays de l'Est*, n° 220, juin 1979.
- (7) A. Gunder Frank, « Long Live Transnational Enterprise : the socialist economies in the capitalist international division of labour », *Review*, vol. 1, n° 1, été 1977.
- (8) Cf. Patrick Gutman et Jean-Christophe Exner, « Coopération industrielle tripartite et dynamique des échanges », *Annuaire de l'U.R.S.S. et des pays socialistes européens*, édition 1978, Strasbourg, 1979.
- (9) L. Zurewicz, *Sprawy Międzynarodowe*, n° 5, 1978.
- (10) O.S. Boguslov et A. A. Dostal, *Der'gi i kresli*, 1974, n° 11.
- (11) B. Fortes, « Est-Ouest-Sud : le rôle des économies centralement planifiées dans l'économie internationale », *Revue d'études comparatives Est-Ouest*, septembre 1978, vol. 2, n° 2.
- (12) Paul Marer et al., *The U.S. Perspective on East-West Cooperation*, Bloomington, 1978.
- (13) Z. M. Follenchuk, *Recent changes in industrial structure and their impact on the export potential of C.M.E.A. countries in East-West trade*, doc. mimeo, novembre 1978.

## Messieurs les Diplomates, profitez de vos privilèges en toute sécurité.

Demande de documentation sur les modèles Volvo.

Nom \_\_\_\_\_  
Adresse \_\_\_\_\_  
Ville \_\_\_\_\_ Pays \_\_\_\_\_  
Date de l'arrivée en France \_\_\_\_\_

Découpez et retournez ce bon à Volvo Franco Service TDS,  
112 rue Cardinet, 75017 Paris tél 766.50.35 télex 642.602  
ou 16 rue d'Orléans, 92200 Neuilly. Tél. 747.50.05.

Différents programmes de vente et une gamme de modèles  
de 7 à 15 CV à partir de 25.000 F.H.T.



**VOLVO**  
Lapassion de la qualité.

Depuis 1950



(Suite de la page 5.)

C'est encore plus vrai pour la Bulgarie, dont on sait qu'elle est la plus dépendante économiquement de l'U.R.S.S. Ses échanges avec l'Ouest ne sont pas pour autant négligeables (17 % des importations). Mais, bien que la charge de l'endettement en devises convertibles soit particulièrement lourde (plus de cinq années d'exportations), sa participation à la coopération industrielle Est-Ouest correspond avant tout aux impératifs de la spécialisation intra-C.A.E.M., et son insertion dans la D.I.T. occidentale est restreinte à certains créneaux exportateurs spécifiques (produits agricoles, et surtout produits chimiques).

La stratégie de la République démocratique allemande semblerait intermédiaire entre celles des deux groupes précédents. Son potentiel industriel avancé lui permet, en effet, de limiter le recours aux technologies occidentales, mais elle n'a pas pour autant opté pour une stratégie de repli sur le C.A.E.M. : la part de l'O.C.D.E. (R.F.A. comprise) dans ses échanges commerciaux est

de 25 % à 30 %, et le niveau d'endettement est comparable à celui de la Hongrie (1,8 année d'exportations). La R.D.A. paraît avoir la volonté et les moyens d'une politique d'exportation vers l'Ouest assez agressive, plutôt centrée sur certains produits assez élaborés (biens d'équipement notamment) que sa spécialisation au sein du C.A.E.M. lui permet de produire à des coûts compétitifs. Ses liens étroits avec la R.F.A. sont un atout important, et le flux de produits allemands exportés en R.F.A. puis réexportés sous estampille ouest-allemande ne serait pas négligeable.

L'Union soviétique, enfin, fait preuve d'une grande prudence dans sa politique d'ouverture à l'Ouest. La part de l'O.C.D.E. dans ses échanges extérieurs est importante, du fait notamment des importations de céréales, mais ces flux représentent une part du P.N.B. beaucoup plus faible que pour les autres pays du C.A.E.M., vu le rôle plus limité du commerce extérieur dans l'économie soviétique. De plus, l'U.R.S.S. recourt assez peu aux formes les plus élaborées de coopération

industrielle, qui sont les plus à même d'induire une relation de dépendance.

Le « profil d'intervention » de l'U.R.S.S. dans la D.I.T. occidentale est donc surtout celui d'un fournisseur de matières premières et de biens intermédiaires (énergie et produits chimiques), à un niveau quantitativement supérieur, certes, à celui de ses partenaires, mais qualitativement inférieur si on songe à son potentiel économique. Mais pour apprécier pleinement l'importance des relations économiques de l'U.R.S.S. avec l'Ouest, il faudrait aussi tenir compte du rôle de relais que peuvent jouer à son égard les autres membres du C.A.E.M., par le biais de l'« intégration socialiste ». Il semble, en effet, que l'U.R.S.S. tire largement profit de l'engagement plus poussé de ses partenaires dans la D.I.T. occidentale, à la fois pour renforcer et rendre plus efficace la division du travail au sein de l'ensemble socialiste et pour améliorer son potentiel technologique sans qu'elle ait elle-même à subir toutes les contraintes économiques et les liens de dépendance qui en découlent.

plus encore, avec l'Union soviétique. L'autre caractéristique notable du rôle de l'Italie est la politique particulièrement active de Fiat, qui a largement contribué à insérer les pays du C.A.E.M. dans le processus d'internationalisation de la production automobile.

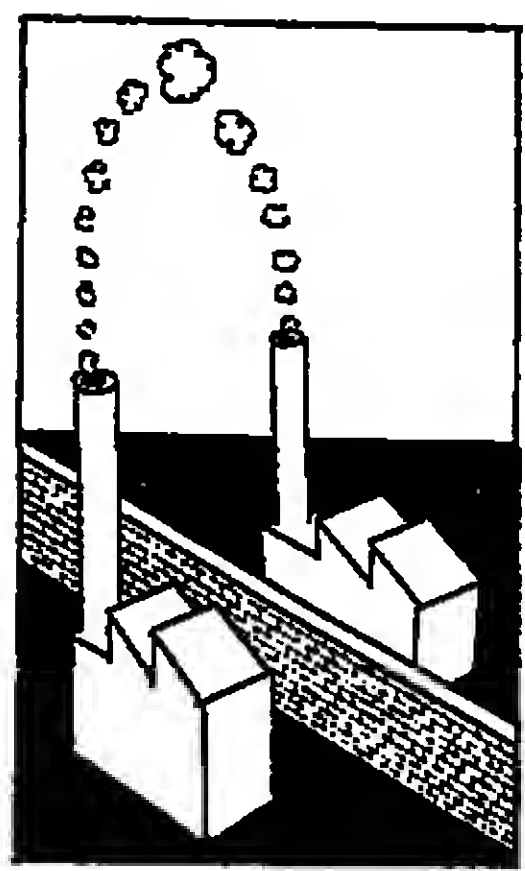
Le Royaume-Uni, enfin, qui avait dans les années 60 occupé une place privilégiée dans les échanges Est-Ouest, a vu son rôle s'effacer progressivement au cours de la décennie suivante. C'est pratiquement le seul pays occidental à maintenir un déficit durable dans son commerce avec le C.A.E.M., et sa participation à la coopération industrielle est assez voisine de celle de la France. Elle est particulièrement affirmée dans l'industrie chimique, où d'importants accords de compensation ont été conclus, surtout avec les pays d'Europe de l'Est.

Deux traits essentiels se dégagent de ce rapide tour d'horizon. D'une part, l'importance fondamentale des considérations d'ordre politique, et donc du rôle de l'Etat, dans l'orientation des échanges des principaux pays industrialisés avec l'Est : c'est ce qui explique que la « hiérarchie » de leurs interventions à l'Est soit substantiellement différente de celle qui prévaut dans leurs rapports mutuels. D'autre part, le rôle moteur des firmes multinationales dans l'expansion des échanges : on estime qu'en 1976 près de 80 % des accords de coopération industrielle Est-Ouest et 75 % des « joint-ventures » et ventes de licences à l'Est ont été le fait de sociétés multinationales ou de leurs filiales.

Les raisons de ce rôle privilégié sont connues. D'un côté, les pays de l'Est offrent des perspectives particulièrement attrayantes aux multinationales dans cette période de crise (nouveaux marchés, matières premières, main-d'œuvre bon marché et qualifiée). De l'autre, ces grosses sociétés présentent pour les pays du C.A.E.M. des avantages dont les P.M.E. sont en général dépourvues (capacité de commercialisation sur de nombreux marchés, accessibilité aux marchés financiers, gommages de produits modernes et diversifiés, etc.), et les formes d'organisation liées à leur taille (tendances planificatrices, perspectives d'action à long terme) sont finalement assez proches de celles des organisations de commerce extérieur de l'Est pour que ces dernières préfèrent le plus souvent traiter avec elles.

On notera enfin que de nombreuses sociétés multinationales, en particulier américaines, développent leurs échanges avec l'Est à partir de filiales installées dans des pays où les conditions géographiques, et surtout politiques, sont plus favorables que dans le pays d'origine. Paul Marer (voir note 12) estime ainsi que le tiers environ des accords de coopération des firmes américaines avec l'Est ont été conclus à partir de leurs filiales européennes, l'Autriche jouant de ce point de vue un rôle de charnière particulièrement remarquable.

## Le rôle privilégié de l'Allemagne de l'Ouest



A l'Est, la division internationale du travail est organisée de façon radiale autour de l'U.R.S.S. Mais que se passe-t-il à l'Ouest, où cette forme de coopération est beaucoup plus « hiérarchisée » ? Il est tentant de chercher à évaluer parallèlement dans quelle mesure la participation

des principaux pays de l'O.C.D.E. aux relations économiques Est-Ouest (cf. tableau II, page 4) est déterminée par leur place dans la hiérarchie des systèmes productifs occidentaux.

Le fait majeur est alors la rôle dominant de la République fédérale d'Allemagne : avec 30 % des exportations occidentales vers le C.A.E.M. en 1977, 24 % des engagements de crédits publics, 28 % des accords de coopération industrielle Est-Ouest, et 34 % des accords de coopération industrielle tripartite — les plus récents, elle vient loin devant ses partenaires capitalistes. Cette situation s'explique en bonne partie par des facteurs historiques et géographiques : dépourvue d'empire colonial, l'Allemagne de l'Ouest a de longue date orienté son influence économique et politique vers l'Europe de l'Est. La persistance de normes techniques communes a grandement facilité la pénétration à l'Est des firmes allemandes, accélérée par l'ostpolitik. Car un autre facteur essentiel a été la politique d'ouverture à l'Est du gouvernement de Bonn, qui se distingue par son dynamisme et sa continuité. Elle a ainsi permis aux entreprises ouest-allemandes, y compris celles de taille moyenne, de développer leurs échanges avec le C.A.E.M. (surtout avec la R.D.A., la Pologne et la Hongrie) grâce, en particulier, à des accords de coopération industrielle élaborés, qui ont dans bien des cas établi des liens durables.

Contrairement, fortement avec l'engagement privilégié de la R.F.A., la position des Etats-Unis dans les échanges Est-Ouest apparaît singulièrement modeste en regard de leur rôle dominant au sein du système capitaliste occidental. Essentiellement d'ordre politique, les raisons en sont bien connues. Cette position s'est pourtant améliorée depuis 1970, selon une évolution caractérisée par le volume croissant des exportations de céréales et l'établissement d'importants accords de compensation avec l'U.R.S.S. portant sur les matières premières et dont l'effet devrait être sensible dans les années 80. Dans le même temps, la participation des sociétés multinationales américaines (ou plutôt de leurs filiales européennes) à la coopération industrielle Est-Ouest s'est considérablement affirmée, et les intérêts qu'elles repré-

sentent risquent d'être un frein efficace à un élargissement des mesures d'embargo économique prises à la suite de l'affaire afgane.

Entre ces deux extrêmes, la France occupe la seconde place dans les échanges Est-Ouest, position qui semble cependant relativement fragile. Le rôle de l'Etat paraît avoir été déterminant, comme en témoignent notamment la part française dans les engagements de crédits publics occidentaux en faveur du C.A.E.M. (22 %), nettement supérieure à la part française dans les exportations de l'Ouest vers l'Est (9 %). Et si la participation des entreprises françaises à la coopération industrielle (25 % des cas) est presque aussi importante que celle de la R.F.A., leur position est en fait moins solide : la majorité des accords concernant, en effet, des ventes d'ensembles industriels portant sur des biens intermédiaires (surtout chimiques) et créant des liens beaucoup moins durables que les accords de coopération élaborés auxquels recourent volontiers les entreprises allemandes (notamment dans la construction mécanique) — cette formule représentant de surcroît un risque sérieux pour l'emploi en France, dans les branches industrielles concernées.

Alors que la politique du gouvernement français, finalement assez mal relayée par les entre-

prises, semble être guidée d'abord par le souci d'ouvrir de nouveaux marchés aux exportateurs nationaux, celle du Japon, qui occupe la troisième place dans les échanges Est-Ouest, paraît correspondre beaucoup plus à une volonté de diversifier ses sources d'approvisionnement en matières premières, ce qui explique les rapports privilégiés avec l'U.R.S.S. Ainsi, le « profil d'intervention » japonais dans la coopération industrielle avec l'Est est-il relativement proche de celui de la France, caractérisé par le poids prépondérant des accords « compensés » de ventes d'ensembles industriels. Mais, à la différence des firmes françaises, qui recherchent d'abord la vente de ces ensembles, le Japon semble viser surtout les matières premières (ou biens intermédiaires) vendues en compensation, d'où une meilleure maîtrise des « effets boomerang ».

La politique de l'Italie, qui vient en quatrième position, paraît de ce point de vue intermédiaire entre les deux précédentes. Comme en France, l'Etat a joué un rôle décisif dans le développement des échanges avec l'Est, mais il a été rapidement relégué par des entreprises publiques dynamiques — surtout dans le secteur chimique, — qui ont su développer des accords de coopération relativement diversifiés avec l'Europe de l'Est et,



économies capitalistes : la suppression des discriminations tarifaires encore imposées à certaines exportations du C.A.E.M. vers l'Ouest revêtent comme un leitmotiv dans les analyses des experts de l'Est. Mais s'il n'est pas sans importance, cet argument paraît relativement secondaire en regard des facteurs d'ordre interne, caractéristiques des économies planifiées.

L'autarcie monétaire du C.A.E.M., pour reprendre l'expression de Marie Lavigne (14), représente une première barrière. La non-converti-

## Pesanteurs et contradictions à l'Est

La participation des pays de l'Est à la D.I.T. occidentale est aussi déterminée par une série de facteurs contradictoires dont il faut mentionner les plus importants.

D'un frein évident à l'implémentation plus étroite des deux systèmes peut provenir des tendances protectionnistes qui favorisent la crise des

billets des différentes monnaies et du double transférable est déjà un obstacle important au développement de l'intégration du C.A.E.M., puisqu'elle rend impossible une véritable multilatéralisation des échanges. A fortiori, elle limite considérablement l'expansion des échanges Est-Ouest : les échanges en devises convertibles doivent être équilibrés sur une base bilatérale ou, à défaut, compensés par le recours à l'endettement. Mais, paradoxalement, cette contrainte pourrait aussi avoir un effet inverse.

Dans la mesure où, selon toute vraisemblance, les pays du C.A.E.M. poursuivront leurs achats d'équipements occidentaux, leur niveau d'endettement restera élevé ; ce qui confèrera aux banques et organismes financiers internationaux une capacité de contrôle accrue du rythme et de la nature de la participation des pays de l'Est à la D.I.T. occidentale. D'une part, parce que l'attribution de crédits restera une condition indispensable à la poursuite des exportations occidentales vers le C.A.E.M. D'autre part, de fait, que ces crédits seront probablement de plus en plus liés à des projets industriels précis dont une partie de la production devra être exportée vers l'Ouest (crédits « auto-amortissables »). D'ores et déjà, certains bailleurs de fonds exercent des

pressions pour favoriser le développement des accords de coopération industrielle élaborés (sous-traitance, coproduction, « joint-ventures »), seuls capables d'entraîner une véritable diversification des échanges Est-Ouest.

Deuxième frein : les « pesanteurs bureaucratiques » limitent l'efficacité des transferts de technologie occidentale et la capacité des économies à s'« adapter » aux normes techniques et commerciales capitalistes. Pourtant, là aussi, une contre-tendance se fait jour, car le transfert de technologie engendre une dépendance dont les effets ont été clairement explicités par le représentant pour les pays de l'Est d'une firme américaine d'informaticiens : « Dans l'industrie électronique, le transfert de technologie à un partenaire moins avancé crée une dépendance qui stimulera les ventes futures, car l'acquéreur d'une technologie déterminée tend à développer ses autres produits autour de cette technologie et sera donc disposé à se procurer ultérieurement les produits nouveaux conçus par le vendeur. » Pour les pays de l'Est qui ont fait de l'élévation

(14) Marie Lavigne, « L'autarcie monétaire du système socialiste », dans *« L'Est et l'Ouest », Politique internationale*, n° 2, hiver 1978-1979.

## LES BANQUES ET L'INDUSTRIE

# Le pouvoir financier en France

LES études sur le capital financier ont connu au cours de la dernière décennie un regain d'actualité. Cet intérêt n'est évidemment pas étranger à l'ampleur des restructurations industrielles qui ont accompagné la forte croissance des années 1968-1973. A travers les multiples opérations de fusion et de restructuration d'une part, le financement d'investissements en forte croissance d'autre part, les banques ont été directement mêlées à ces mouvements. Après des décennies où les banques étaient tenues à l'écart de l'industrie — à l'exception des banques d'affaires, mais qui n'avaient pas accès au réseau de collecte — ce retour vers les investissements industriels (1) ne pouvait manquer de relancer le vieux débat des rapports banque-industrie. Deux ouvrages récents tentent de faire le point, dans des styles très différents.

Le pouvoir financier et l'industrie en France, de Bertrand Bellon (2), est le fruit d'une recherche de plusieurs années menée dans le cadre du CERCA (3) à l'université de Vincennes. Partant de l'analyse du groupe financier, le groupe organique étant constitué, formé de la fusion sous une même autorité du cycle de production — circulation de la marchandise — circulation de l'argent (4), l'auteur propose une nouvelle catégorie : l'ensemble financier. Celui-ci est défini comme « la fédération de plusieurs groupes autonomes (qu'ils soient à prédominance bancaire, commerciale, industrielle ou qu'ils soient des groupes financiers) qui respectent l'autonomie de chacun sous la coordination d'un centre fédérateur ». Pour B. Bellon, cette notion est nécessaire pour com-

prendre l'évolution contemporaine du système productif dans la mesure où elle conduit à prendre en considération l'actuel de la concentration et de la concurrence, au niveau mondial, des alliances nécessaires pour assurer l'accumulation des capitaux, au moins des capitaux dominants (5).

La notion d'ensemble financier permet de rendre compte de la stratégie d'alliance développée par les deux groupes Suez et Paribas, alliances sur lesquelles P. Marer avait déjà attiré l'attention (6). Elle met en évidence « les proximités objectives d'intérêts entre groupes qui « fonctionnent » selon des règles spécifiques très généralement non écrites et en dehors des lois et règlements applicables dans une société » et qui structurent les stratégies industrielles. Elle offre une clé d'interprétation des participations financières entre sociétés mères dont les analyses, en général, dépassent rarement le stade descriptif. A un autre niveau d'analyse, elle conduit à prendre en considération le personnel situé aux postes stratégiques et en particulier dans les conseils d'administration des sociétés mères. D'autres travaux sur les liens familiaux, en cours au CERCA, devraient permettre de prolonger cette analyse par une étude des rapports entre le champ des alliances financières et celui des alliances familiales.

L'analyse de l'évolution de la stratégie des groupes dans le courant d'internationalisation de la production conduit B. Bellon à repérer une « nouvelle stratégie d'alliances à travers la constitution d'« ensembles marchandisés ». Reprenant la notion introduite en France par R. Borelly et développée par C. Paillois (5), l'ensemble marchan-

Par ANDRÉ GRANOU

dise est « l'unité du processus de production, de financement et de commercialisation d'une marchandise composite » (par exemple, l'acier en main), centrale nucléaire, marchandise « ville nouvelle »...). A ce stade de concentration, la concurrence ne porte

TOUT autre est l'ambition de Denis Clerc. Le pouvoir des banques (8) est d'abord un livre de vulgarisation critique. L'auteur, après avoir repéré les « grandes familles » de banques, centre son analyse sur l'art de battre monnaie, autrement dit les mécanismes de création monétaire. Si la Banque de France a toujours le monopole de l'émission de pièces et de billets, elle n'a pas celui de l'émission de la monnaie de crédit, qui constitue aujourd'hui la partie prépondérante de la masse monétaire. Ce pouvoir de créer de la monnaie (de crédit), à quel sert-il ? Les banques ne sont pas en effet de simples intermédiaires dans les échanges, même si certains de leurs dirigeants aiment à valoriser cette fonction. Cet argent, les banques en disposent pour effectuer des placements industriels. Est-ce à dire qu'elles contrôlent l'industrie ?

D. Clerc montre que les contrôles existent dans les deux sens, mais aussi que, ce qui compte, c'est moins le contrôle des actifs que la possibilité d'orienter l'investissement. Il rejoint aussi B. Bellon lorsqu'il écrit : « Le vrai pouvoir des banques, c'est le contrôle de l'accumulation », mais, à la diffé-

rence du précédent auteur, il s'intéresse moins aux « ensembles financiers » qu'aux rapports de la banque et de l'industrie. Il insiste sur ce pouvoir exorbitant des banques de pouvoir décider dans des situations stratégiques de la vie ou de la mort d'une entreprise « en ouvrant ou en fermant les robinets de crédit, en patronant ou en refusant de patronner telle augmentation de capital ou tel emprunt dans le public ». Au cours des dernières années, nombre de travailleurs en ont fait l'expérience. Alors, demande D. Clerc, peut-on mettre les banques au service du public ? Ne faudrait-il pas élargir des banques qui assurent le financement de l'activité productive en fonction des intérêts collectifs et qui seraient largement désorientées ?

Ces deux ouvrages laissent toutefois ouverte une interrogation : quelle est la puissance réelle des banques françaises ? Leur refus de s'engager dans le mouvement de la restructuration sidérurgique, dans la construction nucléaire, dans l'équipement téléphonique, sans l'aide de capitaux publics est-il lié à l'insuffisante rentabilité de ces secteurs ou à une insuffisance structurelle des banques ? Si le Crédit

agricole et les banques nationalisées se comparent avantageusement par leur chiffre d'affaires aux plus grandes banques mondiales, leur activité industrielle est faible. Quant à aux « ensembles financiers » Suez et Paribas, ils n'ont pas la taille des leaders internationaux. Les banques françaises ne résistent-elles pas, en définitive, proprement dites, à la concurrence par leur hors du financement de l'industrie opérée à la fin du dix-neuvième siècle ? (7). Le Trésor public, dont le rôle a considérablement évolué depuis quinze ans, n'est-il pas finalement un partenaire indispensable aux banques pour assurer le financement des opérations industrielles « structurantes » ? Une histoire trop linéaire, le rôle de l'Etat trop vite enterré : la banque fait beaucoup parler d'elle ces temps-ci, mais elle conserve encore nombre de ses secrets.

(1) Préface par l'accomplissement de la législation bancaire de 1968.  
(2) Bertrand Bellon, *Le pouvoir financier et l'industrie en France*, Le Seuil, Paris, 1978, 232 pages.  
(3) Centre d'études et de recherche sur le capitalisme. Le CERCA a publié en 1978 un *Dictionnaire des groupes industriels et financiers en France* (édition du Seuil, Paris).  
(4) La structure financière du capitalisme français, éditions Calmann-Lévy, Paris, 1974, 320 pages.  
(5) Cf. E. Borelly, *Les disparités sectorielles des taux de profit*, Presses universitaires de Grenoble, et C. Paillois, *Les firmes multinationales et le procès d'internationalisation*, Maspéro, Paris (réédité en 1975 sous le titre : *L'économie mondiale capitaliste et les firmes multinationales*).  
(6) Denis Clerc, *Le pouvoir des banques*, éditions du Cerf, coll. « Objectif », Paris, 1979, 128 pages.  
(7) Cf. R. Borelly, *Un siècle des banques*, Hachette Littérature, Paris, 1973, 288 pages.

15 000 EXEMPLAIRES



de la productivité par une plus grande automatisation un objectif prioritaire, les mécanismes de dépendance à l'égard des fournisseurs occidentaux d'électronique industrielle risquent d'être plus durables et profonds qu'il n'y paraîtrait au premier abord. D'où une sensibilité accrue aux pressions en faveur d'une « libéralisation » des mécanismes économiques.

En dernière instance, l'arbitrage entre les différentes tendances qui s'opposent dans les milieux dirigeants des pays de l'Est devrait être décisif.

Il ne fait pas de doute, en effet, que l'ouverture à l'Ouest — en particulier pour la Pologne, la Hongrie et la Roumanie — correspond en partie au souci de certains secteurs dirigeants, souvent proches des préoccupations des chefs d'entreprise, d'alléger le poids de la tutelle soviétique, et peut donc constituer un facteur de moindre cohésion au sein du C.A.E.M. Paradoxalement, les secteurs les plus liés à l'appareil d'Etat pourraient pousser dans le même sens : moins sensibles aux sirènes du libéralisme et plus liés à l'Union soviétique, ils chercheraient alors à tirer profit de l'apport occidental pour renforcer l'intégration du C.A.E.M. en jouant le rôle de « relais » dont on a parlé plus haut.

De plus, la relative fragilité des alliances de classes dans ces pays rend parfois nécessaire, pour préserver le consensus social, des concessions incompatibles avec la poursuite du procès d'accumulation dans le cadre et les conditions prévus. Dans ce cas, le recours accru aux techniques et investissements occidentaux devient un moindre mal, y compris pour les secteurs de la bourgeoisie d'Etat soucieux de préserver le statu quo. C'est

ce qui se passe notamment en Pologne et en R.D.A., où la crise économique et sociale a pris ces dernières années des dimensions préoccupantes.

A plus long terme, cet équilibre entre les diverses fractions du pouvoir pourrait cependant être remis en cause par les risques de conflits sociaux associés à l'« occidentalisation » de l'économie. Les équipements importés sont, en effet, de plus en plus utilisés dans des unités de production travaillant également à l'exportation vers l'Ouest, et dans lesquelles les normes de productivité et les conditions de travail doivent être en général plus sévères que dans les unités travaillant pour les marchés nationaux, de façon à répondre aux normes occidentales. Dans la mesure où les compensations que peuvent représenter des salaires plus élevés voient leurs effets limités par la rareté des biens de consommation offerts sur le marché, on ne peut exclure que les travailleurs concernés s'efforcent de résister aux changements introduits. Il semble d'ailleurs que cette réalité ne soit pas étrangère au recul observé ces dernières années en Hongrie dans l'application de la réforme des entreprises.

Sans doute le problème se pose-t-il dans des termes différents pour le système soviétique, moins engagé dans la D.I.T. occidentale. En U.R.S.S., l'une des contradictions internes qui devrait peser sur l'avenir des relations avec le monde capitaliste découle des conflits d'intérêts entre les responsables du « complexe militaire-industriel », dont on sait qu'il détourne une part importante des moyens de production les plus efficaces, et ceux de l'appareil industriel civil. Des auteurs américains ont montré que « le caractère complexe des

besoins en investissements domestiques des projets utilisant la technologie occidentale les met en concurrence avec les industries de défense et les autres secteurs prioritaires » (15). En conséquence, « ceux qui sont traditionnellement partisans d'accorder aux dépenses militaires la première priorité risquent très probablement d'utiliser leur pouvoir politique considérable pour s'opposer au changement », et donc de freiner les importations de technologie occidentale à usage civil.

En revanche, les différentes fractions de la classe dominante soviétique sont sans aucun doute d'accord pour tenter de combattre les tendances centrifuges induites au sein du C.A.E.M. par l'ouverture à l'Ouest. De ce point de vue, la crise actuelle des approvisionnements énergétiques, souvent évoquée ces derniers mois, vient à point

mutualiser, on ne peut exclure le risque qu'une aggravation de la crise occidentale n'incite le ou repli sur soi.

### Un facteur de stabilité ?

Il est difficile de trancher entre ces perspectives contradictoires, dont la solution dépendra dans une large mesure de la résolution des graves conflits sociaux potentiels en Europe de l'Est. S'il fallait risquer un « scénario », le plus probable reste actuellement malgré les remous provoqués par la crise de l'Afghanistan, celui d'une participation accrue des pays de l'Est à la D.I.T. occidentale, mais limitée à un niveau relativement modeste par les impératifs et les contraintes de la division internationale du travail propre aux pays socialistes. On ne peut manquer, en effet, d'être frappé par le parallélisme existant entre les approches de chacun des blocs pour ce qui concerne sa relation avec l'autre : les puissances dominantes (U.R.S.S. et Etats-Unis) sont relativement moins engagées que leurs alliés dans la coopération directe avec l'autre bloc, mais elles orientent de façon déterminante — et à leur avantage indirect — les liens qui se tissent entre les pays de leur zone d'influence respective.

Que les interventions économiques d'un bloc à l'autre respectent la division internationale du travail spécifique à chacun d'eux, qu'elles contribuent même parfois à la conforter de part et d'autre, sans doute est-ce là un important facteur de stabilité. Mais si les pays occidentaux les plus puissants (Etats-Unis, R.F.A., Japon) paraissent à même de maîtriser les effets d'une plus grande insertion des pays du C.A.E.M. dans le système capitaliste mondial, il risque d'en aller autrement pour des pays « intermédiaires » comme la France, où la pénétration de certains produits est-européens pourrait introduire de sérieuses perturbations dans les secteurs industriels les plus vulnérables.

FRANÇOIS GEZE et PATRICK GUTMAN.  
(Destinée de l'Est.)

Tableau III. — LES VENTES DE TECHNOLOGIE A L'U.R.S.S. (en millions de dollars)  
Les Etats-Unis au cinquième rang

Allemagne de l'Ouest	684
Japon	335
France	229
Italie	224
Etats-Unis d'Amérique	183
Suède	58
Suisse	55
Autriche	33
Grande-Bretagne	43

N.B. — Les exportations de haute technologie consistent essentiellement en machines-outils, valves, pompes, machines électriques et instruments électriques de contrôle ou de mesure.  
Sources : U.S. News and World Report, 17 mars 1980.

pour justifier le renforcement de l'intégration du C.A.E.M., au moyen notamment d'une coopération plus poussée entre les pays membres pour assurer la mise en valeur des ressources pétrolières soviétiques.

Enfin, s'il est certain que de fortes pressions existent au sein de l'O.C.D.E. pour élargir vers l'Est la sphère capitaliste de réalisation et d'occu-

## CONVERGENCES DANS LE TIERS-MONDE

### La coopération industrielle tripartite

La coopération industrielle tripartite (C.I.T.) consiste en la construction en commun, par des capitalistes des pays de l'Est et de l'Ouest, d'ensembles industriels dans les pays du tiers-monde. Loin d'être une pratique épisodique, le phénomène tend au contraire à se généraliser.

On estime qu'environ 8 % à 10 % des importations de biens d'équipement effectuées par les pays du tiers-monde depuis une dizaine d'années l'ont été par le canal de la C.I.T. Cette formule représente d'autre part près de 10 % des accords de coopération industrielle Est-Ouest réalisés à ce jour.

De 1968 à 1978, près de deux cent trente opérations ont eu lieu à ce titre dans cinquante-six pays tiers d'Afrique, du Proche-Orient, d'Asie et d'Amérique latine, dont plus de la moitié dans les pays du Maghreb et du Proche-Orient, au premier rang desquels l'Irak (30 cas), l'Iran (17), la Turquie, l'Algérie, et la Libye (15 chacun). Le plus souvent, il s'agit de ventes d'équipements destinés aux infrastructures industrielles des pays concernés : électricité (27 % des cas), chimie de base (12 %), raffinage du pétrole (9 %), sidérurgie (6 %).

Ainsi, en 1979, les firmes Mannesmann et Hitachi (Japon) et Polimex-Cekop (Pologne) ont été chargées par la Sonatrach (Algérie) de construire deux complexes phosphatiers d'un coût global de 1,5 milliard de dollars (près de 1,7 milliard de francs) à Annaba et Tebessa, dans l'est de l'Algérie. Les Polonais s'occuperont plus particulièrement des ateliers d'acide sulfurique (1 600 tonnes par jour), tandis que les Japonais chargeront des ateliers d'acide phosphorique (500 tonnes par jour) en utilisant le procédé Nissan. Les deux complexes sont aménagés simultanément afin d'assurer leur mise en exploitation fin 1982. L'Algérie achèverait ainsi son plan de développement d'engrais conçu pour lui assurer une couverture totale des besoins de l'agriculture pour la décen-

nie 1980 et lui permettre de valoriser une importante quantité de phosphates destinés à l'exportation.

La coopération industrielle tripartite représente une pratique particulièrement originale de la part du système capitaliste, qui trouve ainsi à l'Est l'appui nécessaire pour enlever les appels d'offres internationaux lancés par les pays en voie de développement. L'inclusion des prestataires et équipementiers apportés par les centrales d'import-export de l'Est dans les propositions occidentales permet en effet d'abaissier le coût global des projets que veulent développer les pays tiers.

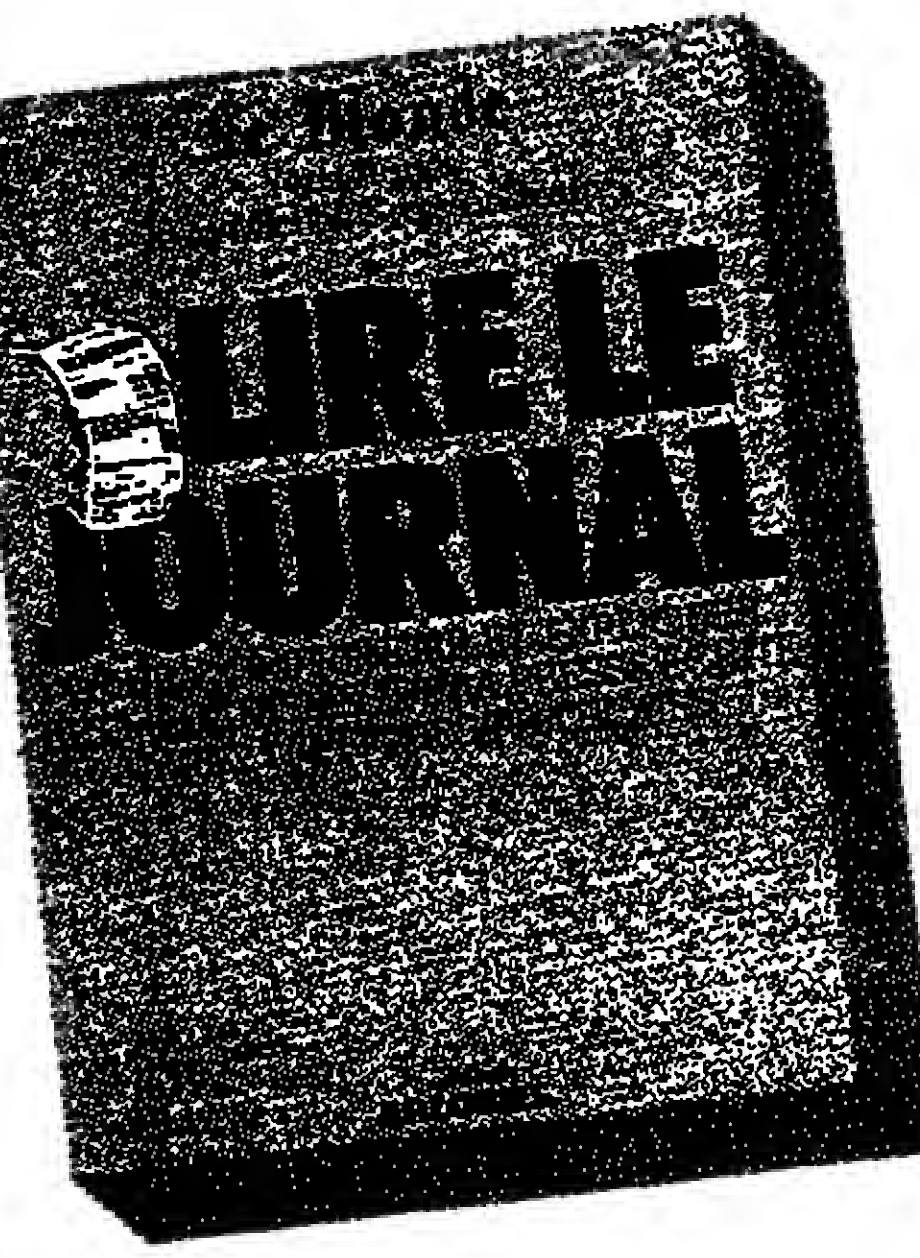
Tactique de « marketing » industriel particulièrement efficace dans une conjoncture de compétition de plus en plus vive à l'Ouest, la C.I.T. révèle en même temps la volonté des pays de l'Est de jouer un rôle accru dans la division internationale du travail aux côtés de l'Occident.

La leçon a été si bien comprise par les partenaires de l'Est et de l'Ouest que, outre la généralisation de commissions communes Est-Ouest, favorisée par le développement des protocoles pour coopérer dans des pays tiers, on assiste même à la création de sociétés mixtes Est-Ouest spécialement constituées pour réaliser des complexes industriels dans le tiers-monde. Une dizaine de cas de ce type ont été recensés, parmi lesquels celui de la société franco-polonaise Technipex, créée en 1976, dont le siège social est à Paris : du côté français, 40 % Technip et 10 % la B.N.P. et du côté polonais, 40 % Polimex-Cekop et 50 % Polska Kasa Opieki. Elle a plus spécialement pour objet la vente d'usines « clés en main » au Proche-Orient, en Afrique et en Asie. De même, Technicon S.P.A., société italo-soviétique créée en 1977, qui passe pour être le premier « joint-venture » soviétique avec une firme occidentale : elle vise à la construction d'aciéries et d'usines de fer blanc dans le tiers-monde.

15 000 EXEMPLAIRES VENDUS...

#### SOMMAIRE

- chapitre 1  
A LA SOURCE
- chapitre 2  
INFORMER, C'EST CHOISIR
- chapitre 3  
LA PUBLICITE : LE NERF DE LA GUERRE
- chapitre 4  
DE LA NOUVELLE AU « PAPIER »
- chapitre 5  
LA MISE EN PAGE
- chapitre 6  
LA REVOLUTION DES TECHNIQUES D'IMPRESSION
- chapitre 7  
LA CHASSE AUX LECTEURS
- chapitre 8  
LES PARTIENNES DE L'ENTREPRISE DE PRESSE
- chapitre 9  
LE JOURNAL SERVICE PUBLIC ?
- chapitre 10  
L'INFORMATION, UN ENJEU
- chapitre 11  
LA PRESSE MULTIPLE
- chapitre 12  
PEDAGOGIE DU JOURNAL
- chapitre 13  
110 FICHES



« Dans l'esprit du « Monde », un guide documenté, méthodique, rigoureux. »  
(LA TRIBUNE DE GENEVE)

En vente dans les Maisons de la Presse, les principales librairies et au « MONDE », Service des Ventes, 5, rue des Italiens, 75427 PARIS.

# JEAN ZIEGLER Retournez les fusils!

Manuel de sociologie d'opposition

« Le nouveau livre de Jean Ziegler est singulièrement tonifiant. Enfin un intellectuel qui croit dans l'efficacité d'un combat pour un monde plus juste. Et qui, loin de rendre les armes, s'en sert à bon escient - sans se tromper d'objectif. On n'a pas oublié "Une Saison au désert" ou tout simplement "Retournez les fusils" pas davantage "Retournez les fusils" Maurice Maschino/Le Monde

« Ziegler se penche sur son passé et sur notre avenir. Un beau, un très beau livre. »  
Le Nouvel Observateur

Un volume 228 pages



SEUIL

Opinion 320



# L'OR, LE DOLLAR ET L'INTÉGRATION CAPITALISTE

(Suite de la première page.)

Schématiquement, cette politique poursuit deux objectifs :

— assurer à l'économie américaine les sources d'approvisionnement en matières premières minérales et énergétiques, d'abord en Amérique latine, puis dans les autres continents au rythme de la décolonisation ;

— investir dans les industries manufacturières des autres nations industrielles (1). Ainsi, entre 1950 et 1970, les États-Unis contrôlent les sources d'approvisionnement et peuvent importer à bas prix non seulement des matières premières, mais aussi des biens de consommation fabriqués à moindre coût au Japon ou en Europe. Cela accroit « artificiellement » le pouvoir d'achat des salariés américains et, de fait, allège le coût de reproduction de la force de travail à l'intérieur des États-Unis. Mais cette importation de plus en plus massive de biens de consommation sur le marché américain provoque une détérioration de la balance commerciale, encore largement excédentaire en 1964 (+ 8,8 milliards de dollars), mais dont l'excédent s'amenuise très rapidement (+ 600 millions en 1966) et se transforme en déficit à partir de 1971. Le choc psychologique ainsi provoqué auprès des nations et des détenteurs privés de capitaux libérés en dollars suscite la vague spéculative de 1971 et nécessitera d'imposer « officiellement » le cours forcé du dollar.

Alors que le « décrochage » du dollar par rapport à l'or ne devait être que provisoire, les deux dévaluations successives (décembre 1971 et mars 1973) ont eu sans effet sur les mouvements spéculatifs sur l'or et les principales devises. Il faudra attendre janvier 1976 pour que les accords de la Jamaïque semblent éteindre le cours forcé du dollar à l'échelle internationale et son corollaire, une démonétisation de l'or. « Semblent éteindre », car ces accords ne font que sanctionner une situation de fait : une intégration des économies capitalistes, les capitalistes nationaux sous-développés qui se réalisent à travers la circulation internationale du dollar. Première étape vers la constitution d'un espace économique mondial dont l'intégration des systèmes productifs nationaux

est précisément faite sur la base du dollar comme monnaie internationale dans le cadre d'un espace de libre circulation des produits manufacturés et des matières premières, espace lui-même constitué à partir de la domination et de l'internationalisation du capitalisme américain. Or c'est précisément cette forme d'intégration qui entre en crise dès la seconde moitié des années 60, et c'est sur le marché américain que cette crise va s'exprimer de manière spectaculaire à travers la modification des flux de marchandises entre les États-Unis et leurs principaux rivaux commerciaux : le Japon et l'Europe.

Cette crise va ainsi nécessiter un remodelage de l'espace économique qui s'était progressivement constitué à partir du système de Bretton-Woods. Remodelage qui ne peut s'opérer qu'à travers le flottement généralisé des principales devises, même si les autorités monétaires et financières internationales ont voulu croire jusqu'au bout au maintien de « parités stables et ajustables » (2). Le flottement généralisé des monnaies s'est imposé sous l'effet de la dynamique même de l'accumulation du capital à l'échelle mondiale.

Le réajustement progressif des taux de change qu'autorise désormais le flottement généralisé des monnaies suit l'évolution des balances commerciales de chaque pays (3). De fait, les réévaluations du DM et du yen mais aussi celles des principales devises par rapport au dollar vont faciliter une internationalisation des capitaux de chacun de ses pays. La constitution de groupes industriels et financiers puissants dans les différents pays d'Europe et au Japon grâce à un mouvement de centralisation du capital permettant la mise en œuvre d'une organisation et d'une standardisation de la production va leur donner désormais la possibilité d'opérer une stratégie de multinationnalisation comparable à celles des firmes américaines dans les années 50-70. Mais il ne s'agit pas d'une simple imitation des stratégies des firmes américaines, car les plans de ces multinationales sont portés par leurs systèmes productifs nationaux respectifs. Or, le mode de croissance de chacun de ces systèmes productifs a été modelé autour de quelques filières dominantes (France : aéro-

nautique, automobile ; R.F.A. : machines, biens d'équipement...). Ainsi, les stratégies de multinationnalisation se font à partir d'un espace économique mondial hiérarchisé qui conditionne les créneaux de spécialisation de chaque système productif et par là les plans de leurs firmes multinationales respectives.

Ces stratégies de multinationnalisation « simultanées » opérant un remodelage de l'espace économique mondial à travers un redéploiement « tous azimuts ». Combiné aux politiques d'austérité appliquées dans chaque pays pour opérer un nouveau partage entre salaires et profits dans la valeur ajoutée (fin de relations d'investissement productif), ce redéploiement va impliquer un nouveau stade d'intégration des systèmes productifs nationaux ; comme avec le plan Marshall, le caractère de dépendance de chaque nation à l'égard du marché mondial en sera renforcé. Cependant, cette fois, ce n'est plus au seul profit du capitalisme américain, mais de l'ensemble des bourgeoisies financières occidentales. Face à l'essoufflement des dynamiques internes de croissance qui restent largement fondées sur les débouchés d'un marché intérieur, les bourgeoisies européennes ont délibérément choisi à partir des années 70 la croissance des exportations, combinée à un redéploiement des activités productives.

Les firmes multinationales européennes et japonaises peuvent désormais financer leurs opérations internationales grâce à l'existence d'un marché financier international. Parallèlement, les pays industrialisés ou les pays sous-développés peuvent financer leur déficit budgétaire ou leur déficit commercial sur ce marché sans dépendre d'un organisme international dominé par les États-Unis. Ainsi les firmes multinationales, les États, mais aussi les entreprises nationales, peuvent emprunter sur un marché financier international et contourner toute politique monétaire nationale restrictive.

Le développement, dans les années 80, d'un nouveau des équilibres, qui a parité trop à la déstabilisation du système de Bretton-Woods, devant dans la décennie 70 l'instrument de financement du « redéploiement » des économies capitalistes développées et de la multination-

lisation des diverses fractions du capital mondial (4). Quant au flottement généralisé des monnaies, s'il apparaît à court terme comme un mécanisme souple, il est contraignant à moyen et à long terme, car chaque fluctuation de la balance commerciale risque de se répercuter sur les taux de change. En effet, à court terme, les banques centrales peuvent emprunter sur le marché de l'eurodollar pour soutenir le cours de leur monnaie, mais, à terme, chaque gouvernement doit veiller à ce que le redéploiement mondial et l'internationalisation des capitaux se traduisent au niveau national par un excédent commercial pour permettre le maintien du taux de change de sa monnaie. Le maintien de monnaies fortes est impératif pour les économies européennes et japonaises, d'une part pour payer leurs importations de matières premières (surtout celles de pétrole), et d'autre part, pour faciliter ce redéploiement de leurs firmes, l'exportation de marchandises qui faciliteraient des mon-

nales dépréciées devient, au contraire, secondaire dans la période actuelle.

Si le déficit se prolonge, il entraînera un endettement croissant du pays et, à terme, une baisse des cours de sa monnaie. Endettement croissant et monnaie dépréciée signifient d'abord une accélération de l'inflation interne qui se répercutera sur les prix des produits à l'exportation. Mais, surtout, une monnaie dépréciée freinera l'insertion du pays dans la division internationale du travail, car elle limiterait ses possibilités d'investissement à l'extérieur et l'empêcherait d'accéder à une phase de redéploiement.

Ainsi chaque gouvernement, par le régime des changes flottants, est amené à s'insérer toujours davantage dans la division internationale du travail et à participer au remodelage de l'espace économique mis en place à Bretton-Woods et dans les diverses négociations du GATT (5). Mais ce remodelage qui a caractérisé les années 70, signifie-t-il un déclin de la puissance américaine ?

## Déclin ou nouvelle primauté des États-Unis ?

La dynamique de l'accumulation à l'échelle mondiale est portée par le système financier et bancaire du dollar, qui représente les neuf dixièmes du marché des eurodevises. Un dollar fort n'est donc plus nécessaire pour intensifier l'accumulation du capital américain hors des États-Unis, d'autant que les firmes américaines peuvent s'approvisionner en eurodollars pour financer leurs opérations internationales sans risquer une dépréciation de celui-ci. Parallèlement, la part des biens d'équipement américain s'accroît à l'exportation et représente la moitié des exportations des trois principaux pays du monde occidental et, dans le domaine de l'électronique et des machines, les États-Unis restent largement dominants. Si, globalement, les États-Unis continuent de dominer les technologies de pointe et maîtrisent les innovations qui déterminent les transformations des conditions de production (rentabilité du capital et productivité du travail) (6). En revanche, la tactique d'un dollar faible ne peut que renforcer leur position dans la guerre commerciale qui s'est accentuée dans les années 70 et rend plus difficile l'exportation massive des biens de consommation durables sur le marché américain, donc, par ce biais, limiter à terme leur déficit commercial.

C'est ce qui explique la nouvelle stratégie des firmes européennes, qui substituent à l'exportation de biens de consommation sur le marché américain l'investissement direct sur ce même marché (Michelin, Renault...). Dans une certaine mesure, les firmes multinationales européennes facilitent le redressement de la balance commerciale et de la balance des paiements des États-Unis.

L'autre aspect visible et connu du redéploiement des firmes multinationales européennes et japonaises concerne l'Amérique latine, et en premier lieu le Brésil, où la présence allemande et japonaise semble se substituer aux firmes américaines. Mais, là également, il paraît difficile de conclure au déclin américain et à la nécessité de remettre en cause le fonctionnement actuel du système monétaire international et le rôle du circuit international du dollar pour déboucher à terme sur une « réorganisation » du capitalisme international.

Le circuit international du dollar, qui a favorisé la croissance de la production et des échanges pendant près de vingt ans, s'est transformé d'instrument de prospérité en instrument d'austérité. Le cours forcé du dollar apparaît comme une contrainte imposée unilatéralement à l'ensemble des nations occidentales. Le fait que les États-Unis puissent continuer à payer leurs importations (et en premier lieu les matières premières et énergétiques) dans leur propre monnaie accentue encore cette idée : cours forcé du dollar et flottement généralisé des monnaies apparaissent comme des instruments d'austérité imposés de l'intérieur à toutes les autres nations occidentales.

Depuis, on l'a vu, ce n'est pas le dollar qui est en crise mais le type d'intégration des économies capitalistes qui se réalise à travers le dollar. Or, les partisans d'une remise en cause de la devise américaine comme monnaie internationale parce qu'elle est devenue instrument d'austérité prônent un retour à l'or, condition sine qua non d'une nouvelle stabilité du système monétaire international pour contribuer à une reprise de la croissance dans les nations industrialisées.

Ce retour à l'or est doublement illusoire et continue de véhiculer son rôle mystificateur :

— Illusoire, car, même dans le système de Bretton-Woods, la libre convertibilité du dollar en or n'était que l'instrument de la constitution d'un marché mondial ; le système de Bretton-Woods fonctionnait de facto comme système étalon dollar.

— Illusoire, car, compte tenu des modalités de création d'une monnaie de crédit nationale — le dollar — comment pourrait-on fixer définitivement le prix d'une denrée, d'une matière première, l'or, en dollars ou dans toute autre devise ?

Mais, surtout, contester le cours forcé du dollar par un retour à l'or dans le fonctionnement du système monétaire international aurait pour conséquence, d'une part, de briser le financement de ce redéploiement « tout azimut » qu'autorise la multiplication des eurodollars et, d'autre part, de provoquer en Occident une déflation qui se transformerait en dépression et en crise de surproduction généralisée.

Le circuit international du dollar maintient une cohésion de l'espace économique

issu de Bretton-Woods, cohésion forcée mais, surtout, cohésion instable. Certes, la phase actuelle de redéploiement et d'internationalisation des diverses fractions nationales du capitalisme mondial satisfait les principales bourgeoisies occidentales, car elle leur permet de participer au remodelage de cet espace de libre circulation de marchandises et de capitaux et de déboucher sur un renforcement de sa gestion trilatérale (7). Ainsi l'instrument d'austérité externe que serait le dollar est porteur du remodelage en cours. Mais ce remodelage est éminemment instable, car il est issu de l'étouffement de l'investissement productif qui a touché successivement les principales nations occidentales, les États-Unis et la R.F.A., dès la fin des années 60, la France et l'Italie au début des années 70. La phase actuelle de redéploiement et d'internationalisation apparaît dès lors comme une transposition sur la scène internationale des difficultés internes de chaque économie capitaliste développée, comme une « fuite en avant » face au ralentissement de la croissance.

Le maintien de l'activité économique en Occident est désormais porté par le système financier international privé qui a pour effet une croissance accélérée et incontrôlée des liquidités internationales et débouche sur une accélération de l'inflation mondiale. Toute tentative de limiter la croissance des liquidités internationales est difficilement réalisable, car elle échappe pour l'instant aux organismes internationaux et aux gouvernements, et elle risquerait d'engendrer une crise déflationniste.

La décennie 70 a ouvert une période d'instabilité et de tensions, accentuée encore par le réveil des pays exportateurs de pétrole. Tout porte à croire que les années 80 s'inscriront dans le prolongement de la décennie précédente, sur fond de crise financière internationale et de tensions multiples, dont la fièvre de l'or n'est qu'un des aspects, le plus spectaculaire. Cette fièvre exprime le désarroi des acteurs de la multinationnalisation et leur volonté de rechercher une rentabilité suffisante de leurs capitaux dans un contexte d'inflation accélérée et de crise de l'investissement productif.

Toute tentative pour sortir de la crise du système monétaire et financier international par une remise en cause du rôle international du dollar implique de bien situer les racines profondes de cette crise. C'est-à-dire d'admettre que toute contestation du dollar implique nécessairement une orientation radicalement différente de celle suivie par les gouvernements occidentaux sous l'impulsion des États-Unis depuis plus de trente ans. Elle signifie une restriction du rôle du marché mondial, et la remise en cause des fondements de l'espace économique instauré à la fin de la seconde guerre mondiale, à savoir la libre circulation des marchandises et des capitaux. Il s'agirait alors de redécouvrir un développement économique autonome qui prendrait la forme d'une remise en cause du redéploiement et de l'austérité pour tous les pays industrialisés. De même, pour les pays du tiers-monde, sortir de cette crise signifierait aussi l'abandon du modèle de développement extraverti générateur de misère, de chômage et de malnutrition (8). Tel est le véritable enjeu des années 80 et d'une nouvelle stabilité du système monétaire international : un système économique mondial fondé sur des relations bilatérales et des accords préférentiels entre nations et groupes de nations. Ce qui supposerait des transformations politiques radicales en Occident. En prend-on le chemin ?

FRANCIS KERN.

## Revenir à l'étalon-or ?

Par  
GÉRARD KLEINSCHMIDT \*

nouvelle à celle héritée des économies précapitalistes.

En effet, l'or devient une limitation, un frein à la production capitaliste : si l'on peut acheter les ingrédients de la production (force de travail, machines) avec de la monnaie émise par une banque privée mais dont les signes monétaires sont gérés sur l'or, la production escomptée n'est plus limitée par la détention initiale d'or par le capitaliste. La monnaie de crédit sert ainsi dans le système capitaliste à projeter dans le futur une production accrue grâce à l'investissement immédiat d'un volume augmenté de force de travail. On peut dire que l'or reste au centre des modalités de la création de monnaie bancaire et de modes de crédit tant que, de façon généralisée dans une société, la production spécifiquement capitaliste de la richesse ne s'est pas détachée du réseau d'échanges des économies précapitalistes.

Mais l'extension d'un système bancaire privé, décentralisé, porteur de la nouvelle normalisation monétaire qui éclipse l'or tant que les productions s'accroissent et que les crédits sont remboursés, est limitée par l'exiguité du salaire.

### Le rôle du salaire

Schématiquement, on peut dire qu'au dix-neuvième siècle les moyens de consommation des salariés sont produits hors de la production capitaliste, dans l'agriculture et plus généralement dans la petite production marchande. C'est dire que le salaire est peu développé, peu urbanisé, mais surtout qu'une large fraction des dépenses en biens de consommation ne reflue pas vers des entreprises capitalistes. Dès lors la production de biens d'équipement trouve périodiquement les limites de son extension dans l'étrouffement de la demande des industries des biens de consommation à laquelle elle n'est pas articulée par la consommation des salariés. C'est au fond dans cette désarticulation entre les parts essentielles de la production capitaliste — c'est-à-dire dans la pérennité de productions non capitalistes — qu'il faut chercher la raison du rattachement à l'or des monnaies bancaires au cours du dix-neuvième siècle.

Car l'or, à ce moment-là, est le seul équivalent qui fasse l'objet d'un consensus entre les classes représentatives des diverses formes de production paysannes et des logiques contradictoires : capitalistes, travailleurs indépendants, artisans, paysans.

La mutation du statut du salaire, qui rend ainsi une importance majeure dans l'analyse des systèmes monétaires, concerne la place de la reproduction de ses

conditions d'existence dans le système capitaliste. On voit se profiler la logique selon laquelle l'or sera exclu des systèmes monétaires nationaux et remplacé par une monnaie émise par une banque centrale à cours forcé : lorsque les modes de vie des salariés sont plantés par les entreprises capitalistes, lorsque le salaire est développé au point de devoir, à l'instar de l'or, servir de médiateur social, fractionner les dépenses entre éléments dominés par une logique de production de la richesse pour elle-même, une gestion purement capitaliste de la monnaie est possible, puisque l'imposition de la norme procédée de l'hégémonie de la production capitaliste. Payer des salaires en monnaie à cours forcé, c'est pouvoir assujettir le salaire à la normalisation capitaliste de la richesse sociale, c'est pouvoir le contraindre à s'enfermer dans le cycle de reproduction des travailleurs dont le contenu est l'objet de luttes incessantes. La stabilité qu'en a retirée le capitalisme dans les trente dernières années, au prix d'une inflation toujours croissante, invite à examiner l'existence internationale des formes de croissance et de luttes, des systèmes monétaires correspondants. La norme capitaliste de la gestion monétaire va connaître son plein développement à partir de la

\* Université de Strasbourg.



# LA COURSE AUX RESSOURCES RENOUVELABLES AUX ÉTATS-UNIS

## L'énergie solaire entre l'autonomie démocratique et la concentration économique

Par MICHEL BRASSINNE  
et FRANÇOIS VESCIA

La campagne de courtoisie adressée aux congressistes par les hommes politiques et les industries américaines ne répond pas seulement à l'ouverture de la chasse aux bulletins de vote ou au désir de réaliser des profits à court terme. L'année 1979 a été fertile en surprises. En quelques mois, les États-Unis subissaient une triple secousse : celle de l'accident de la centrale nucléaire de Three Mile Island d'abord ; l'augmentation de 50 % en six mois du prix de détail du pétrole ensuite ; et enfin les files d'attente aux stations-service.

À peine remise de ce qu'il faut considérer comme un choc culturel, l'Amérique par le biais d'une enquête parlementaire, prononça la perspective du fait que le chauffage — hier encore très bon marché — était en passe de devenir un luxe, au point que, pour l'hiver, certains Américains auraient à choisir entre la fermeture et le chauffage. Nouvelle qui fournissait un contrepoint idéal au discours de l'été du président Carter.

Ce discours, largement attendu, d'une part officialisait un effort sans précédent dans le domaine de la liquéfaction du charbon et de l'exploitation des ressources fossiles nationales, et d'autre part offrait la perspective de convertir, en l'an 2000, 20 % des besoins énergétiques avec le solaire. Mais, pour les écologistes américains, ces 20 % ne constituent qu'une étape dans leur lutte. Car, s'ils constatent avec satisfaction que les grosses entreprises frappent maintenant à leurs portes, et que les pouvoirs publics leur accordent des aides jusqu'alors inconnues, ils ne considèrent pas pour autant que le combat soit gagné. Tout va dépendre de la manière dont sera gérée cette énergie et de la nature des moyens technologiques mis en œuvre pour l'exploiter. Ainsi, il apparaît aujourd'hui que le solaire ne sera pas forcément une énergie aussi décentralisée qu'elle le paraît.

### Dans le sillage de la « Journée du soleil »

Les expérimentations sociales des énergies solaires ne sont pas nouvelles (3). Et, pourtant, l'été 1979 fera date car la « Journée du soleil » aux États-Unis, qui s'est déroulée du 16 au 19 août à l'université du Colorado, rassembla des participants venus des horizons les plus variés.

Le Centre des ressources renouvelables (C.R.R.) tenait une place prépondérante. Créé après la « Journée du soleil » du 3 mai 1978 — et huit ans après la « Journée de la terre » qui consacra le mouvement écologique — cette organisation a but non inconnu s'étend à un lien entre les écologistes et les institutions gouvernementales. Elle fournit aux consommateurs qu'aux autorités une information et une assistance technique concernant toutes les formes d'énergie renouvelable. Avec l'idée qu'il faut les combiner, les adapter cas par cas et privilégier les solutions décentralisées.

L'un de ses responsables, Denis Hayes, présente sans ambiguïté l'alternative à laquelle il appelle : la Maison Blanche : « Choisir le solaire ou envoyer les marines ». A trente-quatre ans, D. Hayes, récemment nommé par le président Carter directeur du SERI (Solar Energy Research Institute), (4), coordonne désormais l'action de six cents personnes. Cette nomination, sans être dénuée d'arrière-pensées électorales, existait avant même la prise de possession de la présidence de Carter.

Sans doute ne sera-t-il pas nécessaire de lever un impôt pour réaliser le vœu d'un nombre croissant de citoyens : le coût de construction d'une maison solaire ne dépasse que de 5 % celui d'une construction traditionnelle. L'investissement est rapide. C'est en Californie que la transition vers l'après-pétrole est la plus résolument engagée. Villes et comités se dotent petit à petit d'une armature juridique protégeant l'environnement et favorisant l'utilisation des ressources renouvelables. Ainsi, dans le comté de San-Diego, toute nouvelle maison doit être équipée de capteurs solaires pour sa consommation d'eau chaude. Pour sa part, l'insigne Hewlett-Packard de Sunnyvale, au sud de San-Francisco, s'est doté d'une installation comportant 1.000 mètres carrés de capteurs, pour un coût de matériel de 30.000 dollars, permettant une économie de 18.000 dollars par an, soit 65 % de la note de gaz (5).

D'une manière générale, la Californie autorise les particuliers à déduire de leurs impôts 55 % du coût d'une installation solaire, déduction pouvant atteindre 3.000 dollars, éventuellement répartie sur plusieurs années. L'investissement est lui-même favorisé par des mesures fiscales souples. Quant à la reconversion de l'ancienne base militaire de Hamilton en une communauté de vie et de travail utilisant les énergies solaires, elle doit encore recevoir l'assentiment de la population du comté pour être mise en œuvre. L'architecte Sin Van der Ryn, encore récemment architecte d'état du gouverneur Brown, a proposé la construction d'un village de deux mille quatre cents personnes, dont la moitié travaillera à la fabrication de capteurs solaires et de photovoltaïques, les matériaux de construction étant fournis par une usine thermique absorbant la chaleur d'une éponge émettant de l'eau, permettant de réduire la consommation

Cette forme d'énergie ne recèle pas — en soi — ce lot de promesses sociales et démocratiques qu'on se plaît souvent à lui conférer. Que fera-t-on du solaire ? Un mois après le discours du président Carter sur l'énergie, les praticiens des énergies solaires se sont réunis à Boulder, au pied des Rocheuses, pour faire le point des perspectives nouvelles qui s'offrent à eux face à un pouvoir financier qui, de plus en plus, semble dire « Votre solaire m'intéresse ! ».

Il est des conversions qui confinent au symbole. Témoin ce supermarché de l'été d'un quartier pauvre de San-Bernardino, près de Los Angeles : il abrite en effet, depuis 1975, une entreprise qui s'applique à promouvoir l'énergie solaire dans les habitations des familles les plus démunies. Elle est gérée par une douzaine de femmes noires qui, il y a peu de temps encore, étaient au chômage. Ainsi, un lot de dix maisons est alimenté en eau chaude grâce à une série de seize capteurs solaires qui emmagasinent la chaleur dans un réservoir souterrain d'une capacité de 3000 litres. Avec les nombreux travaux d'isolation menés à bien grâce au concours financier de l'État de Californie, l'économie d'énergie s'élève à 45 %.

Une fabrique de capteurs solaires, que l'équipe gestionnaire projette d'équiper avec des solennes et des cellules photovoltaïques fonctionnant déjà, tandis qu'un atelier de recherches en techniques solaires s'installe en collaboration avec l'Institut polytechnique de Californie. Cela permet à de jeunes chercheurs d'acquiescer à la formation et du travail. Ce qui ne fait en rien oublier à Valerie Pope — responsable du projet (1) — la finalité de ce projet : « Nous nous efforçons de rendre l'énergie solaire et faisons la preuve que des changements sont possibles dans les communautés pauvres. Nous illustrons l'idée d'autosuffisance énergétique » (2).

La convention de Boulder a permis la confrontation de nombreuses réalités. Un projet de loi, tel qu'il est, n'est qu'une architecture s'affirmant et tendant à mettre fin à ces habitations de l'ère pétrolière qui perdent tout contact avec la vie réelle. Le solaire, c'est aussi l'ensemble des énergies renouvelables dérivées de l'énergie thermique ou lumineuse émise par le soleil. Les sources d'énergie sont fournies par les énergies éolienne et hydraulique. C'est aussi, grâce à la photosynthèse, la réserve inépuisable qu'offre la biomasse, cette énergie « verte » que stockent les plantes.

Alvin Duskin, de l'American Wind, propose d'équiper les petits groupes d'habitants d'oléennes de l'ordre de 100 à 200 kW, et de les relier à un réseau de 100 à 200 kW. Le considérant comme compétitif, certaines compagnies d'électricité de Californie envisagent d'utiliser ce système à brève échéance.

A MOREY LOVINS, physicien et membre des Amis de la Terre, que l'ouvrage *Soft Energy Path* (9) a consacré auprès des Nations unies et du M.L.T. (Marchés de la Technologie), adopte une position originale : il montre en quoi les choix économiques actuels vont à l'encontre des intérêts du système capitaliste lui-même. Selon lui, la collectivisation de la production d'énergie représente le développement d'une exploitation forcée des énergies fossiles, les centrales nucléaires, la faible rendement de la production d'électricité (30 %) et le fait d'un doublement de la consommation énergétique américaine d'ici à l'an 2000.

La T.V.A. (Tennessee Valley Authority) a été sensible à ces arguments. L'idée de cette compagnie publique d'électricité a été de subventionner l'installation de chauffe-eau solaires par des prêts à faible taux d'intérêt (10). Cet investissement est rentable pour la T.V.A., pour qui la construction de centrales nucléaires d'appoint est désormais inutile.

Si l'expérience de la T.V.A. a semblé intéressante à de nombreux participants de la convention, des situations de conflit ont surgi entre diverses sociétés et le mouvement solaire. Aussi, en Californie, la loi Bates a été votée en août 1978 pour empêcher la création d'un monopole solaire contrôlé par les compagnies d'électricité ou de gaz, monopole qui leur aurait permis d'exercer un certain chantage sur les abonnés en gonflant artificiellement les prix des équipements solaires.

Pour les participants de la convention, il s'agit de lutter pied à pied afin que s'imposent des techniques solaires à l'échelon local : les seules qui diminuent réellement la dépendance de la population à l'égard des puissances d'argent. Comme le dit une militante du mouvement MORE (11), « Les tech-

Les végétaux, ces capteurs solaires vivants, emmagasinent une quantité considérable d'énergie. Or l'agriculture actuelle considère comme déchet ce qui n'est pas directement consommable. M. Victor Ray, représentant du Syndicat national des fermiers, a rappelé à Boulder qu'il s'agissait en fait d'une véritable matière première, transformable en alcool ou en gaz : le méthane. Dans le Middle-West, huit cents stations distribuent ce mélange à 90 % d'essence et 10 % d'alcool que l'on nomme « gasohol ». Les automobiles peuvent fonctionner 100 % d'alcool, après une légère modification comme elles le font sur le circuit automobile d'Indianapolis. Second produit de la biomasse, le méthane permettrait de résoudre le problème de la production même d'électricité et contribuerait à réaliser une transition à très court terme. Il est d'une utilisation courante dans de nombreux pays, telle la Chine, qui dispose d'environ un million d'unités de production. La moitié des besoins en carburant des régions rurales américaines pourrait être couverte par le méthane. Les résidus sont finalement recyclés pour fertiliser les sols ou nourrir le bétail. Une des utilisations les plus efficaces consiste à produire simultanément de l'électricité et de la vapeur, utilisée pour le chauffage. Cette cogénération d'énergie assure la production de 9 % avec une combustion relativement propre. A New-York (Rochdale Village, Queens), deux systèmes cogénérateurs chauffent cinq mille deux cents appartements et deux centres commerciaux.

Les produits de transformation de la biomasse ne connaissent pas encore la vogue grandissante des cellules photovoltaïques. Les recherches en elles-mêmes furent longtemps réservées aux satellites de la NASA. Leur prix connaît aujourd'hui une évolution remarquable : celle de 50 dollars calculés il y a quelques années. L'entreprise Solarex témoigne du succès grandissant de ces applications : fondée il y a cinq ans, elle représente maintenant 47 du marché, avec 5,2 millions de dollars de chiffre d'affaires en 1978 (7).

Un mémorandum conclut à la compétitivité immédiate des photovoltaïques pour les localités isolées et consommant moins de 5.000 kWh par an (8). En Arizona, le village indien de Schuchui a été équipé en 1974 des panneaux solaires dans un premier temps de stocker la nourriture. La prochaine décennie devrait connaître l'extension rapide de photovoltaïques en petites unités familiales. Si les photovoltaïques peuvent rendre autonomes de nombreuses habitations, c'est dans un tout autre ordre d'idées que les recherches des compagnies des énergies renouvelables se poursuivent. L'étude, telle cette station orbitale géostationnaire — satellisée à 38.000 kilomètres de la Terre — couverte de photovoltaïques sur une surface de 50 mètres carrés, convertissant l'électricité en micro-ondes, une antenne de 10 kilomètres de diamètre pratiquant l'antenne inverse dans un désert.

Sans même parler des risques militaires et de pollution par micro-ondes, ce projet prometteur, qui ferait de l'énergie solaire, disséminée et libre, une énergie centralisée et sûre, chère, suscite de nombreuses réserves.

### Le coût du nucléaire

Les énergies renouvelables ont des possibilités d'emploi, de qualification, de développement économique, d'autosuffisance et de contrôle à tous les degrés. Elles nous ont longtemps été les moins chères et les plus abondantes et à souffrir le plus dans les périodes de crise.

À l'inverse, la concentration énergétique permet aux grandes compagnies pétrolières d'exercer leur toute-puissance en organisant la « pénurie américaine », afin d'augmenter arbitrairement leurs prix et d'imposer leurs choix.

« Ajoutées aux dépenses physiques et aux souffrances d'un pays qui seraient la conséquence d'un accident nucléaire, les conséquences économiques, psychologiques et politiques de notre système de production d'énergie seraient plus dévastatrices qu'un embargo total sur le pétrole du Proche-Orient » (12), déclare en 1978 un publiciste « encore » peu connu, M. James Carter. Mais le 15 juillet 1979, trois mois après Three Mile Island, le président n'évoque pas une seule fois le nucléaire, dans un discours tout entier consacré à l'énergie !

Sur la scène intérieure, il crée l'Office pour la mobilisation de l'énergie (13), qui aura à l'origine pour ignorer les procédures requises par les lois d'État, fédérales ou locales dans le but d'accélérer le développement et la construction d'une centrale. Elle est nécessaire (14) : cet Office pourra imposer un octroie ou une usine de carburants synthétiques — synfuel — en ignorant l'opposition des populations concernées.

Il ne s'est trouvé que les compagnies pétrolières pour se joindre des décisions annoncées. Car s'il est question de diminuer les importations pétrolières de 50 % d'ici à 1990, M. Carter promet de libérer le prix du pétrole et de sub-

ventionner les sociétés pétrolières pour le développement des carburants de synthèse. Dans le plan énergétique de 162 milliards de dollars (pour dix ans) de M. Carter, 88 milliards seraient consacrés aux subventions. Ainsi Exxon, Mobil, etc., engagées dans la recherche de procédés de liquéfaction du charbon, pourraient récupérer une bonne part des sommes qu'elles versent à l'État au titre de l'imposition des « surprofits », sommes d'autant plus substantielles que le contrôle des prix serait supprimé. Il n'est pourtant pas sûr qu'elles soient effectivement capables d'atteindre l'objectif fixé, soit l'équivalent de deux millions de barils par jour. Une enquête des services de la présidence montre qu'avec seulement 2 millions de dollars un programme d'isolation des locaux permettrait déjà une économie de 0,5 million de barils par jour (17).

Cette pièce maîtresse de la politique énergétique suscite des craintes car l'émission supplémentaire de dioxyde de carbone qui en résulterait constituerait, d'après l'Académie nationale des sciences, la plus grave menace et « le plus grand obstacle à la réalisation de l'objectif fixé ». Volonté qui explique pourquoi l'office créé par M. Carter serait exempté d'un certain nombre de procédures légales : loi sur l'administration (entendre tous les points de vue), loi sur la liberté de l'information, etc. La crise énergétique, en même temps qu'elle active les intérêts sociaux, est aussi l'occasion de mettre en place des mécanismes plus autoritaires.

Pour désamorcer les critiques d'une partie de l'opinion, le président alloue 4 milliards de dollars à l'énergie solaire dans son plan décennal et annonce la création d'une « banque solaire » qui certains réclamaient depuis des années. Son rôle sera de stimuler les réalisations dans les habitations et les industries, à l'usage commercial, grâce à des prêts à long terme. La banque, financée et tributaire des impôts sur les profits pétroliers, recevra 38 mil-

### Multinationale cherche... pionniers

MAIS la perspective de profits dans la Lune dans les années 80, a été délaissée par les investisseurs. Cette fois-ci, chacun doit pouvoir en bénéficier», affirme à Boulder un syndicaliste (27). Tout autant que par ses propositions, le mouvement solaire marque la réalité américaine s'il est capable de se doter de méthodes d'action efficaces. La réalisation d'une coalition solide, entraînant de larges couches sociales, s'appelle General Electric, Westinghouse, Exxon, Reynolds, (28). Les multinationales rachètent de petites entreprises pionnières. Ainsi, Shell, Chevron et Aro ont investi ensemble 80 millions de dollars. Exxon a racheté en 1978 la Solar Power Corporation, qui en 1989 aura une surface de 50 mètres carrés de photovoltaïques. Standard Oil a pris une participation de 21 % dans Solarex. L'Institut américain du pétrole estime que les petites entreprises solaires sont désormais « investisseurs majoritaires dans le secteur des photovoltaïques » (29).

Voilà-on vers la constitution d'un monopole solaire exercé par... ceux-là mêmes qui contrôlent le pétrole, le gaz, le charbon, l'uranium ? Si les investissements sont bien accueillis, dans la mesure où ils peuvent favoriser le développement de ces industries, la participation d'entreprises aux petites ressources essentielles, un rapport parlementaire montre en effet que « la petite entreprise est plus productrice d'innovations technologiques, en même temps qu'un fabricant plus efficace » (30). Ainsi, les petites entreprises ont réalisé plus de 50 % des innovations technologiques depuis vingt-cinq ans.

La « chaîne compétitive » réclamée par les membres du mouvement solaire, l'énergie solaire relayant simplement les sources traditionnelles dans des centrales. « La nation doit avoir pour le programme solaire la même déter-

lions de dollars pour 1980, 155 en 1981 et... 1.100 en 1984. En effet, pour beaucoup de familles, le prix de l'installation d'un équipement solaire constitue le principal obstacle (5.000 dollars pour l'eau chaude d'une maison). Des paiements étalés sur dix ou vingt ans allégeraient les factures de gaz ou d'électricité.

Mais il semble que la conception présidentielle de cette banque favorise surtout les firmes géantes, alors que les partisans de l'énergie solaire souhaitent que la priorité soit accordée aux particuliers et aux petites entreprises. Ils demandent aussi la création d'organismes d'assistance technique et d'information qui travailleraient avec les consommateurs dans les domaines de l'isolation et de l'utilisation de toutes les énergies renouvelables.

Tom Hayden (19), l'un des dirigeants du mouvement solaire, critique le « double jeu » de l'administration Carter : « Il y a un risque d'une sorte de manipulation. D'un côté, les mouvements de protestation empêchent ou ralentissent le développement du nucléaire, des synthétiques, de l'autre, le gouvernement et ceux qui lui obéissent, leurs lois sans rompre, avec le passé réduisent à un rôle d'appoint les énergies solaires ; or un match nul n'est pas permanent ». Pour l'animateur de Campaign for Economic Democracy (20), la lutte pour le solaire rejoint le combat contre le chômage et l'inflation. Le département de l'énergie individuel lui-même que s'approprient de techniques solaires est de deux à huit fois plus créatrice d'emplois que l'utilisation des énergies conventionnelles (21). Une commission parlementaire affirme qu'une conversion massive aux énergies solaires entraînerait la création de trois millions de nouveaux emplois et diminuerait la facture d'hydrocarbures de 150 milliards d'ici à 1990 (22). En outre, un minimum de 1,5 milliard de dollars serait économisé sur le coût des matières premières fossiles si 10 % seulement de l'énergie utilisée était d'origine solaire (23).

Après les avoir déniées, les responsables de la politique énergétique américaine reconnaissent leur importance. Mais cet intérêt est à double tranchant : car il s'agit avant tout de contrôler, d'infléchir leur développement afin de les rendre acceptables. Il s'agit aussi de se pourvoir en armes de rechange pour la domination du tiers-monde, de ne pas s'exposer frontalement à d'autres modèles de développement, de tolérer les solutions qui puissent permettre non pas le « décollage » (cent fois promis), mais la survie de tant de peuples déjà affamés, pour qui l'énergie deviendrait inaccessible sous ses formes « dures ». Ici — ou vers des plantations géantes alimentant en alcool l'Occident et ses voitures individuelles, alors que tant d'humains eux-mêmes ne mangent pas à leur faim ?

Après les avoir déniées, les responsables de la politique énergétique américaine reconnaissent leur importance. Mais cet intérêt est à double tranchant : car il s'agit avant tout de contrôler, d'infléchir leur développement afin de les rendre acceptables. Il s'agit aussi de se pourvoir en armes de rechange pour la domination du tiers-monde, de ne pas s'exposer frontalement à d'autres modèles de développement, de tolérer les solutions qui puissent permettre non pas le « décollage » (cent fois promis), mais la survie de tant de peuples déjà affamés, pour qui l'énergie deviendrait inaccessible sous ses formes « dures ». Ici — ou vers des plantations géantes alimentant en alcool l'Occident et ses voitures individuelles, alors que tant d'humains eux-mêmes ne mangent pas à leur faim ?

- (1) San Bernardino West Side Community Development Corporation, les petites entreprises solaires, personnes pratiquant la rotation des tâches.
- (2) Valerie Pope est membre de Minorities Organized for Renewable Energy Declaration à l'ouverture de la conférence de Boulder.
- (3) Solaires mille capteurs solaires ont été installés aux États-Unis de 1960 à 1978 ; ainsi à Pasadena (Californie), des 1960, 20 % des maisons en étaient équipées. De plus, cinq millions de moulins à vent fonctionnaient alors.
- (4) Le budget du SERI s'élève à 90 millions de dollars.
- (5) Voir *Constructing a Sustainable Future*, par l'Office of Appropriate Technology, State of California, 1530 Tenth St., Sacramento CA 95814.
- (6) Ainsi peut-on voir MacDonald (self services) ou la Bank of America, des garages (Greynolds) ou des hôpitaux (Santa Fe, N. Mex.) construire « solaire ».
- (7) D'après un rapport de Strategy Datacom, la marche des photovoltaïques, aujourd'hui de 2,5 millions de dollars, sera en 1990 de 500 à 700 millions de dollars.
- (8) « Photovoltaic Power Systems for Rural Areas of Developing Countries », NASA Technical Memorandum 78097 (révisé mai 79).
- (9) *Soft Energy Path: Toward a Durable Peace*, traduit en français : « Deux choix énergétiques », Les Amis de la Terre, 117, avenue de Coligny, 75019 Paris.
- (10) 2.000 dollars remboursés sur vingt ans à raison de 10 dollars par mois, soit un taux d'intérêt de 1,25 %.
- (11) Minorities Organized for Renewable Energy, organisation politique visant pour une formation technique et une amélioration des conditions de vie des minorités.
- (12) *The Presidential Campaign 1976*, Vol. 1, par le P. G. U. Gov. Printing Office, Washington D.C. 20402.
- (13) Discours du 15 juillet 1979.
- (14) *Le Monde*, 24 juin 1979.
- (15) Energy Mobilization Board, dont le président a été voté par le Sénat le 4 octobre 1978.
- (16) Feuille d'information du 18 juillet sur le Presidential Program of Improvements Reduction, département de l'énergie, Washington.
- (17) Soit un coût relatif neuf fois moindre que les synthétiques. Cité par Energy Link, été 1979. Communauté de Massachusetts, Office of Federal State Relations, 444 N. Capitol St., suite 307, Washington D.C. 20001.
- (18) Cité par le Christian Science Monitor du 11 septembre 1979.
- (19) Tom Hayden, ancien militant radical des années 60, l'un des « Huit de Chicago » tenus responsables des manifestations contre la convention du parti démocrate de 1968.
- (20) Organisation politique californienne de plusieurs milliers de personnes travaillant à une coalition des forces sociales progressistes « qui étendent la notion de démocratie politique à la vie économique ». Tom Hayden est aussi actif à la tête d'agences californiennes telles Solarcal et Western Sun.
- (21) Department of Energy, dans *Creating Jobs Through Energy Policy*, juillet 1979.
- (22) « Employment Impact of a Solar Transition », Gov. Printing Office, Washington D.C.
- (23) Rapport du SERI, T.P. 52-132, N.T.I.S. 525 Port-Royal Rd, Springfield, Va. 22154.
- (24) Debra Plot, « Solar Heating Development Tool up for 80's Bonanza », *The Science Monitor*, 11 septembre 1979.
- (25) « Will Big Oil become Big Sun? », dans *Energy Link*, dans *Energy Link*.
- (26) House Small Business Antitrust Subcommittee, cité par M. Fleishman, 1979.
- (27) Ed. Carrough, de Shes Metal Workers International Am.
- (28) Le « Lobby solaire » publie *Sun Talk*, 2001 Connecticut Ave. NW, 5th Fl., Washington D.C. 20038 ; MORE et le C.R.R. en font partie.



# LE POUVOIR NOIR

(Suite de la première page.)

Le poids de la balance des paiements (comptes courants et capitaux) est positif. Mais ce bilan, à première vue favorable, cache un orant déséquilibre structurel, source à la fois d'insécurité et de blocage de la croissance économique.

Fondamentalement, les structures de la société rhodésienne reposent sur un système identique à celui de l'apartheid sud-africain (10), bien qu'un peu moins abrupt. Pour sa sauvegarde, la minorité blanche avait rejeté le projet de décolonisation envisagé par la Grande-Bretagne et proclamé unilatéralement l'indépendance le 11 novembre 1965. Trente ans après, pour sauver l'essentiel tout en permettant à la Rhodésie de sortir de la guerre et de l'isolement international, elle avait conclu un accord de « règlement interne » (le 3 mars 1978) avec une coalition de mouvements africains dont les nationalistes en lutte de la ZAPU et de la ZANU étaient exclus.

Comme en Afrique du Sud, l'appartenance raciale déterminait les droits économiques de chacun, et l'inégale répartition des terres constituait la pierre angulaire de l'économie. Ainsi les six mille fermiers européens pouvaient-ils disposer de 14,8 millions d'hectares, tandis que les 885 000 fermiers africains étaient confinés sur 17,3 millions d'hectares. Les *Trust Lands* (à peu près identiques aux « réserves » sud-africaines) abritaient 80 % de toute la population noire. La réglementation foncière y était soumise à un système de tenure dit « traditionnel » où les « chefs tribaux » répartissaient la terre cultivable entre les familles selon le principe du *one man, one plot*. Dans les *Purchase Areas* (zones d'achat, 1,07 million d'hectares), vivaient 100 000 Africains et, en 1974, 8 000 fermiers y possédaient leurs exploitations en propriété privée (8).

Les déplacements des Africains des réserves vers les régions européennes étaient soumis à une stricte réglementation. La discrimination raciale en matière d'emploi, d'éducation et de propriété freinait considérablement la promotion des travailleurs africains, ainsi que la formation d'une classe moyenne noire, sans parler d'une bourgeoisie ; grâce à cette discrimination institutionnalisée, les Blancs possédaient la majeure partie des terres de production. Les activités économiques contrôlées par les Africains — essentiellement dans l'agriculture, marginalement dans le commerce et les transports — continuaient à représenter 10 % à la formation du P.N.B. La production agricole africaine représentait en valeur moins du tiers de la production des fermes blanches ; sa part dans le total de la production commerciale s'établissait à moins de 15 %, dont le tiers seulement en provenance des réserves (7). Les non-Africains occupaient les postes clés des entreprises et emplois qualifiés, alors qu'ils ne représentaient que 3,3 % de la population active (8). Ils se partageaient les deux

tiers environ du revenu national : le revenu moyen d'un Africain s'élevait à 92 dollars en 1974, celui d'un Européen à 3 063 dollars (9).

Ce système imposait aussi aux Africains de s'employer pour les salaires les plus bas. Globalement, le total des salaires, prestations sociales et revenus en nature d'un salarié européen était onze fois plus élevé que celui de son homologue africain. Par secteur, la proportion était de 23 à 1 dans l'agriculture, de 14 à 1 dans les mines, de 9 à 1 dans l'industrie, de 5 à 1 dans les banques, les assurances, les transports et communications (10).

Comme en Afrique du Sud, où les grands milieux d'affaires commencent à en tirer les conséquences, un tel

système de discrimination raciale imposé à l'économie des blocages de plus en plus dangereux. En Rhodésie, la crise structurelle avait pu être différée par les effets de la déclaration unilatérale d'indépendance qui obligeait à une rapide croissance des secteurs fournisseurs de produits de substitution à l'importation. Mais, en 1975, il n'est plus possible d'échapper. Cette année-là, la tendance du taux de croissance s'inverse : de 7,5 % l'an en moyenne au cours des dix dernières années, il passe alors à - 1,4 %. Les effets de la crise favorisent l'extension de la grève, qui prendra véritablement de l'ampleur à partir de 1976. A son tour, la guerre allait contribuer à aggraver la crise.

## Le déclin de l'agriculture africaine

L'AGRICULTURE africaine n'avait cessé de décliner depuis le début des années 60. À l'accroissement de la population, qui double tous les vingt ans (au taux annuel de 3,6 %) ne correspond ni une extension des surfaces cultivées ni une amélioration de la productivité. Les sols surexploités s'appauvrissent. Au début des années 1970 les réserves devinrent importatrices de nourriture. Le maïs est la nourriture de base des Africains et la ration normale représente 175 kg par personne et par an : la production annuelle moyenne par personne était encore dans les réserves de 180 kg en 1969 ; en 1977, elle avait chuté à 105 kg (7). Quarante pour cent des hommes entre dix-huit et trente ans n'y disposaient plus d'aucune terre (11) et les autorités ne paraissent guère s'en émouvoir : en plein boom économique, 3 % des investissements allaient aux *tribal trust lands*. Les crédits à court terme qui leur étaient accordés étaient deux fois moins élevés que ceux dont bénéficiaient les fermiers blancs (12). Cette dégradation catastrophique explique largement la rapidité des progrès de la lutte armée, en particulier de la ZANU qui avait fondé sa stratégie sur le monde rural et ses sa propagande sur la question agraire.

Pour les Africains des réserves, il ne restait d'autre recours que de chercher à s'employer dans l'économie des Blancs, à des salaires de famine : 86 % dans les fermes blanches, le sort des ouvriers était encore pire. Le complément de revenu négative encore tiré de l'agriculture dans les réserves allait en s'amenuisant.

D'autre part, même en période faste, l'économie ne pouvait absorber l'augmentation de la force de travail africaine. En 1960, 18,6 % des Africains étaient salariés ; ce pourcentage tombe à 15,6 % en 1975 (12). De 1969 à 1974, on estime à 258 000 le nombre des nouveaux venus de sexe masculin sur

le marché du travail, tandis que celui des nouveaux emplois n'était que de 123 000 ; 125 000 hommes de plus au chômage, que l'économie des réserves ne peut accueillir (14).

Le « dualisme » de l'économie offre l'avantage majeur d'assurer le coût très bas des produits de substitution à l'importation pour l'investissement. Mais il a aussi pour inconvénient de restreindre la dimension du marché intérieur, tant par la faiblesse des salaires que par les limites du secteur manufacturier, et de freiner la qualification de la main-d'œuvre. Ce qui n'était pas si grave tant que l'agriculture démontait le principal secteur de l'économie et tant que la Rhodésie restait ouverte sur l'extérieur (8). En 1965, exportations et importations représentaient respectivement 44 % et 33 % du P.N.B. (16). Mais, la même année, l'industrie supplante l'agriculture et les Nations unies décrètent les premières sanctions économiques contre la Rhodésie, qui se généraliseront en 1968.

Une croissance remarquable se poursuit malgré tout pendant près de dix ans. La coopération de l'Afrique du Sud et du Mozambique sous domination portugaise permet en effet de tourner en partie le blocus international : exportations et importations respectivement 24 % et 18 % du P.N.B. en 1974. En décidant de restreindre le rapatriement des capitaux et des dividendes, le gouvernement favorise le réinvestissement sur place des profits, dont le tiers est si élevé que de nouveaux investissements étrangers affinent : 340 millions de dollars de 1968 à 1974. Ainsi, suivant les années, entre le début et le quart du P.N.B. Enfin, les sanctions obligent l'économie à développer les industries capables de suppléer les importations : la production de la production industrielle s'accroît de 142 % entre 1965 et 1974.

Malais, au milieu des années 70, les prix du pétrole s'envolent et la récession s'installe. L'économie rhodésienne, l'Afrique du Sud, qui a supplanté la Grande-Bretagne comme premier partenaire commercial et financier de la Rhodésie (17), subit elle-même une grave crise. En outre, dans les villes noires d'Afrique du Sud, guerre d'Angola, indépendance du Mozambique, l'Afrique australe vacille, les investis-

seurs étrangers sont tentés de se retirer d'une région devenue trop incertaine. La Zambie et le Mozambique ferment leurs frontières avec la colonie rebelle : les recettes provenant du transit s'effondrent. Les sanctions limitent le volume des exportations et accroissent leur coût. Pour préserver l'équilibre de la balance des paiements, les autorités imposent un très strict contrôle des importations, surtout composées de biens d'équipement : faute d'être renouvelés, l'outil de production se détériore. Enfin et surtout, l'industrie avait reçu un véritable coup de foudre grâce à l'intervention des grands investisseurs de l'économie, mais le dynamisme de cette mutation cesse de jouer. Devenue le moteur de l'économie, l'industrie voit sa croissance buker sur l'écroulement du secteur et le manque de main-d'œuvre qualifiée, aggravés par l'usure des machines. La crise éclate.

Le développement de la guerre jouera un rôle décisif en amplifiant ces difficultés économiques. Les sanctions consacrées à la défense passent de 113 millions de dollars en 1974 à 480 millions (soit 41 % du budget total en 1979 (4)). Malgré l'accroissement des impôts directs et indirects (« V.A.T. »), le déficit budgétaire, en 1979, atteint 550 millions de dollars (21 % du revenu national). Le gouvernement doit recourir à des emprunts massifs : l'endettement de l'État représenterait 16 % du P.N.B. pour la dernière année fiscale, et Salisbury aurait emprunté 400 millions de dollars en Afrique du Sud (18). Le taux d'inflation culmine en 1979 (19), l'endettement des Européens âgés de dix-huit ans à cinquante-neuf ans prive l'économie de sa main-d'œuvre la plus qualifiée jusqu'à cent cinquante jours par an. Les taux de croissance deviennent négatifs : - 1,4 % en 1975, - 1,6 % en 1976, - 6,8 % en 1977, - 3,6 % en 1978, - 0,5 % en 1979. Le revenu per capita en dollars constants de 1966 chute de 223 dollars en 1974 à 165 dollars en 1979, soit de 26 % (4).

La guerre ravage les régions rurales africaines. Le tiers du cheptel est détruit. Environ sept cent cinquante mille personnes sont enfermées dans des « barreaux stratégiques » ; deux cent cinquante mille autres partent chercher refuge dans les centres urbains ; autant fuient vers les pays voisins (19). Un détail résume l'actuelle détresse des Africains : le quart au moins d'entre eux souffrent de malnutrition grave (20).

En réalité, depuis la déclaration unilatérale d'indépendance, mais encore plus depuis que la guerre faisait rage, certains milieux économiques réclament de profondes réformes dans ce système de discrimination raciale, de l'emploi, du revenu, des aux hostilités et d'obtenir la reconnaissance internationale de la Rhodésie. Les « petits Blancs » et les entreprises les plus modestes jouissent, en outre, d'une « rente de contentement » des institutions raciales et de la bienveillance de l'État. Par contre, le système entravait la croissance des groupes les plus puissants en freinant la concentration et la modernisation de l'appareil de production.

## Concentration économique, incertitudes régionales

OR ces groupes tiennent le haut du pavé. Dans l'agriculture, 5 % des fermes européennes occupent à elles seules 50 % de la superficie cultivée et assurent 48 % de la production totale, tandis que, à l'opposé, 30 % des fermiers blancs sont insolvables (21). En 1974, sur un total de cinq cents mines, soixante-quatre fournissaient 15 % de la production. Dans l'industrie, 5 % des entreprises contribuent pour 50 % à la production totale ; à l'inverse, 60 % s'en partagent 9 % (16). Dans le secteur moderne de l'économie, la concentration a atteint le stade des monopoles. D'autre part, la grande majorité de ces entreprises d'importance sont des filiales de sociétés multinationales. Dans l'industrie, 90 % des entreprises sont étrangères (22). Anglo American Corporation, Rio Tinto Zinc, Lonrho et Falconbridge sont les secteurs miniers. Parmi les dix plus grandes sociétés industrielles, deux tout au plus sont rhodésiennes, et encore n'occupent-elles que les quatrième et septième rangs. Deux sociétés, Lonrho et Liebig, possèdent chacune des exploitations agricoles d'une superficie supérieure à 400 000 hectares (23). Enfin l'emprise des groupes étrangers sur l'économie rhodésienne s'est accrue depuis la déclaration unilatérale d'indépendance. On estime que, aujourd'hui, sur un investissement privé total de 2,8 milliards de dollars, le système environné est d'origine rhodésienne (24).

Les milieux d'affaires étrangers avaient unanimement dénoncé les dangers de la déclaration unilatérale d'indépendance. Tout en appelant de leurs vœux un règlement du conflit, ils acceptaient tacitement l'état de fait en Rhodésie, aussi longtemps qu'aucune force ne vint menacer sérieusement la stabilité du pays et que les taux de profit demeuraient élevés. Mais depuis 1975, épaulees par les dirigeants des rares sociétés rhodésiennes, leurs représentants se sont dépeçés sans compter pour imposer le régime de Salisbury à sortir de son immobilisme : le maintien de la suprématie blanche était pour eux devenu un fardeau. Ils exigent une évolution rapide vers un libéralisme classique à l'intérieur, avec l'abolition des barrières raciales, et une ouverture des frontières, avec le rétablissement d'échanges complètement libres avec les grandes métropoles occidentales. Évolution inconcevable tant que la totalité des Africains restent tenus à l'écart du pouvoir politique et éco-

nomique. La campagne des grands groupes d'affaires fut si active qu'ils réussirent à se faire des adeptes parmi les dirigeants de toutes les chambres professionnelles et au sein même du Front rhodésien, qui fut durement secouru. Ils ne ménagèrent pas leurs efforts en faveur du « règlement interne » (M. Muzorewa passait pour être l'homme des milieux économiques). Après son échec, ils soutinrent la même énergie la formule du « règlement constitutionnel » auquel la ZAPU et la ZANU acceptèrent de participer.

La marge de manœuvre du nouveau gouvernement est somme toute délimitée dans le domaine économique. Quelle que soit la voie de développement choisie, il faut rompre avec les structures passées qui, par leur caractère racial, avaient largement contribué à la récession. Face à cet impératif, la communauté blanche, qui contrôle 80 % de l'économie, réagit diversément. Une telle perspective inquiète l'immense majorité des salariés blancs, qui forment les quatre cinquièmes de la main-d'œuvre qualifiée et les entreprises les plus modestes, possédées par des Rhodésiens. En revanche, elle comble les vœux des groupes dominants, essentiellement contrôlés par des capitaux étrangers, pour autant qu'elle favorise l'égalisation d'une économie totalement libérale à l'intérieur comme dans les échanges avec l'extérieur. Quant aux Africains, qui représentent 86,5 % de la population mais ne perçoivent que le tiers du revenu national, ils exigent une correction majeure

des inégalités et une promotion rapide, qui leur assurent une emprise plus substantielle sur les moyens de production. Ces objectifs peuvent-ils être atteints dans le cadre d'une économie de libre concurrence ?

Changement progressif, ou bien rupture radicale ? La situation régionale et internationale pèse aussi sur le choix des nouveaux dirigeants. Cinq ans après avoir accédé à l'indépendance, l'Afrique et le Mozambique mesurent les conséquences désastreuses pour leur économie du départ en masse des colons portugais. Depuis quelques mois, les responsables de ces deux États multiplient les rencontres avec des dirigeants de grandes sociétés occidentales pour les inciter à venir investir (25). Le 18 mars dernier, M. Samora Machel, président du Mozambique, a annoncé qu'une partie du commerce de détail serait restituée au secteur privé, dont ne seraient pas exclus les anciens colons portugais qui s'installeraient retourner au Mozambique. La direction de la ZANU, qui a tissé des liens intimes avec les responsables du FRELIMO, ne peut être insensible à ces appels de la révolution mozambicaine. D'autant que, selon l'un des membres de cette direction, les dirigeants du FRELIMO, dont M. Machel, ont longtemps insisté sur les « erreurs gauchistes » qu'ils n'avaient su éviter avant de prendre congé de M. Mugabe et de son équipe.

« Dans l'éventualité d'un effondrement complet du gouvernement et d'un chaos en Rhodésie, l'Afrique du Sud considérera de son devoir d'intervenir militairement », ont déclaré des responsables du ministère sud-africain de la défense (26), confirmant ainsi les propos tenus par M. Botha devant le Parlement. L'exode de la communauté rhodésienne blanche aurait certes produit cet effet, et Pretoria s'y était préparé en dépit de toutes les déclarations officielles et en violation flagrante des accords de Lancaster House, jusqu'au 10 mars, des troupes sud-africaines se trouvaient dans le sud-ouest de la Rhodésie. Malgré la visite secrète, à Maputo, du général Peter Walls, chef de l'armée rhodésienne blanche, le 1<sup>er</sup> mars, et malgré ses nombreuses rencontres avec M. Mugabe, la tension restait si élevée que le moindre incident pouvait embraser toute la région, et d'abord la Zambie et le Mozambique. Une solidarité longtemps établie avec le mouvement nationaliste rhodésien et surtout la présence de sept mille combattants de ZAPU en Zambie et de huit mille guérilleros de la ZANU au Mozambique, aurait interdit à ces deux pays de se tenir à l'écart de la guerre. Une intervention sud-africaine pouvait être lourde de conséquences : on affirme en effet de source mozambicaine que le bloc socialiste s'était engagé à appuyer Maputo, si nécessaire par l'envoi de troupes, au cas où le régime ou l'intégrité territoriale du pays auraient été menacés.

Les pays de la « ligne de front », en particulier la Zambie et le Mozambique, ont terriblement souffert des retombées sur leurs propres territoires de la guerre de Rhodésie : dans le seul Mozambique, les préjudices sont évalués à 550 millions de dollars des États-Unis. « Nous voulons la paix en Afrique australe (...). Nous nous battons pour la coexistence pacifique, pour des relations de bon voisinage entre tous les États d'Afrique australe » (27), déclarait M. Machel après la signature des accords de Londres.

La ZANU elle-même devait bien mesurer la solidité de ses appuis internationaux dans l'hypothèse d'un affrontement armé généralisé. Le bloc de l'Est, on le sait, s'était rangé aux côtés de la ZAPU. Seule la Roumanie et, dans une moindre mesure, Cuba, avaient directement apporté un petit appui matériel aux combattants de la ZANU. Et l'on a vu avec quelle froideur les pays socialistes ont accueilli la victoire de M. Mugabe. La Chine, enfin, qui accueillait de nombreux dirigeants de la ZANU, a depuis un an pris ses distances avec M. Mugabe, auquel elle n'avait pourtant pas jusque-là refusé son appui matériel.

En outre, les puissances occidentales ont promis une aide très substantielle au futur Zimbabwe, à la seule condition que le nouveau gouvernement ne fasse pas table rase des structures existantes. Déjà le « plan Klesington » élaboré en 1978 par Londres et Washington pour sortir le conflit rhodésien de l'impasse et qui fut rejeté par M. Smith, puis par le mouvement nationaliste et les pays de la « ligne de front », avait prévu la création d'un « fonds international » consacré au développement économique du futur État et dont le montant, demeuré secret, avait été estimé à 1,5 milliard de dollars des États-Unis. Depuis lors, toutes les propositions de règlement avaient été assorties de promesses d'aides substantielles. Pour la reconstruction du pays, les États-Unis auraient promis au futur État 25 milliards d'aides substantielles. Au nom

## Quelques chiffres

SUPERFICIE : 330 022 kilomètres carrés.

POPULATION (1979, estimations) :

— Africains .....	6 550 000
— Européens .....	250 000
— Métis et Asiatiques .....	34 000

• Taux d'urbanisation :

— Africains .....	23 %
— Européens .....	86 %

• Salaires :

— Africains .....	978 000
— Non Africains .....	127 000

• Les Africains appartiennent surtout à deux grandes ethnies :

— Shona .....	près de 80 %
— Nègres .....	environ 20 %

PRODUIT NATIONAL BRUT : 2,3 milliards de dollars (1979, estimations), dont :

— 17 % pour l'agriculture,	
— 14 % pour les mines,	
— 28 % pour l'industrie et la construction,	
— 13 % pour la distribution et l'hôtellerie.	

PRINCIPALES PRODUCTIONS :

• Agriculture (en 1978) :	
— Céréales .....	1,79 million de tonnes
— Sucre .....	827 million de tonnes
— Tabac .....	57 000 tonnes

• Industries :

— Agro-alimentaire, textile, chimique, métallurgique.	
• Mines :	
— Chromite .....	600 000 tonnes
— Cuivre .....	50 000 tonnes
— Or .....	environ 20 tonnes
— Charbon .....	

BALANCE COMMERCIALE :

— + 130 millions de dollars en 1979 (estimation).	
---	--

BALANCE DES PAIEMENTS COURANTS :

— + 15 millions de dollars (estimation).	
--	--

BALANCE DES CAPITAUX :

— + 48 millions de dollars (estimation).	
--	--

MONNAIES :

— 1 dollar rhodésien = 6,25 francs = 1,45 dollar des États-Unis (environ).	
--	--

Vient de paraître

## PEUPLES NOIRS — PEUPLES AFRICAINS

NUMÉRO 14 (MARS - AVRIL 1980)

P.N. - P.A. : Robert Mugabe, premier ministre à Salisbury ou Ruben Um Nyobé en anglophone ?

BINY TRAOBE : A la mémoire d'Abdoul Karim Camara

ODILE TOGNER : Barre et l'Afrique Noire

VINCE RENOS : Enseignements pris (nouvelle parapolitique)

DANIEL VIGNAL : Littérature anglophone d'expression anglaise : Quel de neuf ?

180 pages, 25 F (quatrième titre de paiement à la commande)

Abonnement annuel, six numéros : 120 F.

Pour toutes informations, écrire :

Peuples noirs - Peuples africains, 2, rue de l'Asie-Pacifique, 75011 Paris.

« Peuples noirs - Peuples africains », la seule institution francophone africaine échappant totalement au contrôle des coopérants, assistants techniques et autres barbouzes.

## Cours de vacances

par correspondance

à la MER, à la CAMPAGNE,

à la MONTAGNE, comme ailleurs...

Nos révisions, agréables, efficaces,

vous prépareront

UNE RENTRÉE TELLEMENT PLUS FACILE



**PÉDAGOGIE MODERNE**  
39 rue Chanzy-75011 PARIS  
Tel. (1) 371 68 78-371 69 85



[illegible]

(5) Cf. G. Arrighi et al., *Sans*, *Essays on the Political Economy of Africa*, New-York, 1978.

(6) *Monthly Digest of Statistics*, décembre 1978.

(7) Roger Riddell, *The Land Question*, Mambo Press, Gwelo (Zimbabwe), 1978.

(8) D.-G. Clarke, *Peasants and Politics in Future Malawi*, Mambo Press, Gwelo, 1978.

(9) D.-G. Clarke, *Peasants and Politics in Future Zambia*, Rhodesia, Mambo Press, Gwelo, 1977.

(10) *Labor Relations and Discrimination*, Bureau international du travail Genève, 1978.

(11) *Africa Research Bulletin*, vol. 17, n° 31, 21 mars 1980, Londres.

(12) Vincent Tickner, *The Food Problem in Zimbabwe*, Mambo Press, Gwelo, 1978.

(13) Roger Riddell, *Alternatives to Poverty*, Mambo Press, Gwelo, 1978.

(14) A propos de la fonction économique des entreprises d'Etat, voir le rapport de l'Institut en Afrique australe, voir *Le Monde diplomatique* d'avril 1978 (Ruth Sussman, « Les entreprises d'Etat en Afrique Transvaal ») et d'octobre 1978 (René Lefort : « Solidarités raciales et intérêts économiques en Afrique du Sud », p. 10). Amin dans la revue *Tiers-Monde*, tome XXX, n° 71, janvier-mars 1978.

(15) *Journal of African Studies*, Uppsala, Uppsala Institute of African Studies, Uppsala, 1979.

(16) En 1974, le commerce avec l'Afrique du Sud représentait respectivement 33 % et 37 % du total des exportations et des importations de Zambie ; ces données sont calculées à l'aide des données publiées dans *Zimbabwe-Rhodesia : A Statistical and Economic Survey*, Harare, Statistics Service, Coventry, mars 1980).

(17) Selon ce que nous déclareront les membres professionnels de Rhodésie.

(18) Voir *Rhodesia Is at War : the Story of Fighting in Rhodesia*, par le Ministère de la Justice et Paix de Rhodésie, septembre 1978.

(19) Selon des responsables d'organisations militaires armées rhodésiennes à Salisbury.

(20) Roger Riddell, *The Land Problem in Rhodesia*, Mambo Press, Gwelo, 1978.

(21) « Zimbabwe : réflexions sur le problème rhodésien », voir *Le Monde diplomatique* du Mozambique, publiée dans la revue *Tiers-Monde*, tome XXX, n° 71, janvier-mars 1978.

(22) *Agricultural and Plantation Workers in Rhodesia*, D.-G. Clarke, Mambo Press, Gwelo, 1977.

(23) Selon des enseignants du département d'économie de l'université de Salisbury.

(24) Par exemple, visite de Business International Corporation au Mozambique qui dure du 24 au 28 février 1980.

(25) *Dance Daily Mail*, 21 février 1980.

(26) Discours de M. Samora Machel, 22 février 1980.

(27) *Le Monde*, 5 avril 1980.

(28) Cf. *International Herald Tribune*, 19 avril 1980.

(29) Cf. Programme politique de la ZANU, brochure publiée aux Editions l'Harmattan, Paris, 1977.

(30) La composition des organes dirigeants du ZANU n'a jamais été rendue officielle.

**investissez dans un programme naturiste**  
de classe internationale à demande locative importante  
(sur plusieurs mois de l'année).

- Un capital pierre, donc protégé de l'érosion monétaire.
- Un revenu annuel progressif de 7 % minimum garanti pendant 18 mois.
- Un avantage fiscal en cas de choix de l'option BIC

Béléry, domaine de loisirs naturiste international en Provence, piscine, tennis, sauna, théâtre, musique, dînage... restaurant, épicerie, banque, ski l'hiver, etc...) est contigu aux Hauts de Béléry et fonctionne de façon autonome avec droits d'entrée.

**Béléry** les hauts de

10. rue Mayer 75006 Paris

Cely Culturel & Co.

April 1950



## Le pouvoir noir au Zimbabwe

(Suite de la page 11.)

Si les résultats du scrutin sont incertains, les leçons sont lourdes d'équipes. Les électeurs ont catégoriquement refusé de voter en faveur du système en place, ils ont pris en charge par des Africains. Mais ils n'ont pas été déterminés dans leur choix par des projets de réformes concrètes, précises, datées. Les vainqueurs ont l'assurance de ne pas être tenus par des engagements précis, dans un système bien réel, et une bonne part d'illusions quant aux possibilités de changements.

À la suite de la victoire de son parti, M. Mugabe annonçait que son gouvernement « ne touchera ni aux droits de propriété (...) ni aux retraites des fonctionnaires », il précisait qu'il « ne touchera pas à la propriété privée, qu'il s'agisse de terres ou du secteur minier ou du secteur industriel (...). Nous reconnaissons que la structure économique de ce pays est fondée sur le capitalisme et, qu'elle ne sera pas détruite, nous devons construire sur cette base. Des modifications ne pourront prendre place que graduellement ». Toutefois le même jour, M. Mugabe annonçait qu'il avait demandé au général Peter Walls, commandant en chef de l'armée rhodésienne, « en travaillant conjointement avec les commandants de la ZANLA et de la ZIPRA », de procéder à l'intégration des trois armées (le général Walls a été nommé chef d'état-major le 15 avril). M. Mugabe invitait la ZAPU à participer au futur gouvernement, qu'il ouvrirait à un ou deux Blancs. M. Mugabe fut officiellement investi ministre de l'intérieur. M. David Smith, membre du Front rhodésien et ancien ministre des finances, devint ministre du commerce et de l'industrie; M. Denis Norman, président de l'Union commerciale des fermiers rhodésiens, ministre de l'agriculture. Enfin, reconnaissant que la République d'Afrique du Sud est « une réalité historique et géographique », M. Mugabe déclarait : « Notre réalité est que nous devons coexister avec l'Afrique du Sud (...) sur la base de la reconnaissance mutuelle des différences qui existent entre nous ».

Les jours suivants, M. Mugabe pré-

cise ses projets dans une série d'interviews et de déclarations (32). S'il assure que « le but final est le socialisme, fondé plutôt sur le contrôle du peuple dans son entier que de l'État », il promet dans l'immédiat d'installer des paysans (manquant de terres dans les réserves ou ayant fui les combats) sur des terres collectives ou des coopératives aménagées sur les terres sous-utilisées ou non exploitées en zone blanche, à l'exclusion de toute nationalisation ou socialisation des terres européennes. Dans l'industrie, il assure que la discrimination en matière d'emploi sera abolie, que les travailleurs formeront des comités appelés à participer à la gestion des entreprises, que les salaires seront augmentés et les conditions de travail améliorées. Dans l'administration, il annonce une promotion des Africains et l'instauration d'un corps de fonctionnaires et de structures unifiées pour administrer toutes les zones, qu'elles soient blanches ou noires. Il s'engage à reconstruire les services d'éducation et de santé détruits par la guerre. Enfin, deux décisions annoncées sont très populaires : la levée de la loi martiale et la gratuité de l'enseignement.

En réalité, la conclusion de ces mesures révèle le profond désarroi et la lourde impréparation de la nouvelle équipe dirigeante. Ceux de ses membres que nous interrogeons sur les projets annoncés par M. Mugabe ne craignent pas de reconnaître leur inexpérience à fournir davantage de précisions aussi longtemps qu'ils n'auraient pas pris connaissance des dossiers, rencontrés les chefs d'entreprise, visités les centres de production, les écoles, les hôpitaux, dont ils avaient tout ignoré.

Quant aux responsables des chambres professionnelles (33), ils se sont montrés déçus de l'absence de reconnaissance du secteur moderne rhodésien qu'auraient manifestés M. Mugabe et son entourage au cours des entretiens qu'ils avaient déjà pu avoir avec eux. Ils nous ont confirmé les conditions qu'ils avaient posées à l'instauration d'un « climat de confiance » : maintien du système de libre entreprise, maintien du commandement de l'armée aux mains des officiers blancs, maintien des structures et de l'éthique de l'État, ainsi que des fonctionnaires actuels.

tion par des groupes plus puissants. Quant aux Européens qui ne pourraient se faire à l'idée que la « suprématie du Blanc » est désormais requise au Zimbabwe « plus vite ils partiront, mieux cela vaudra ».

Enfin, ils affirment que, au cours de leurs multiples entretiens tant avec les dirigeants de la ZANU que ceux de la ZAPU, les conditions posées comme les propositions avancées ont été accueillies avec le plus vif intérêt, sinon avec faveur. Jusqu'à présent, les initiatives des nouveaux dirigeants de l'État ne les ont pas déçus. Le souhait primordial des Africains, exprimé lors des récentes élections, coïncide avec le vœu des principaux responsables du monde des affaires : la discrimination raciale doit disparaître. Il faut donc s'attendre à ce que le blocage de toute croissance, et pour les premiers, peu importe le « modèle ». En s'engageant à assurer la continuité en s'efforçant de rassurer la communauté européenne, M. Mugabe ne paraît pas décidé à aller plus loin pour le moment. Il lui faudra bien cependant assurer l'amélioration de la condition des Africains et leur promotion dans les limites d'action que laisse le système actuel.

Mais les Européens accepteraient-ils de jouer le jeu auquel ils sont conviés ? Nombreux d'entre eux l'avouent, ils craignent que l'accès généralisé à l'éducation et à la santé sans discrimination de couleur ne nuise gravement à la qualité de l'enseignement et des soins. Ils se refusent à envisager une baisse de leur niveau de vie à la suite, par exemple, d'une réduction des inégalités de salaires entre Blancs et Noirs ou d'une fiscalité plus lourde pour les revenus les plus élevés. L'État, quant à lui, a toujours été un bastion du conservatisme racial. Les fonctionnaires démissionnaires en place coopèrent-ils de bon cœur avec les nouveaux ministres ? Certains cas sont déjà signalés : ceux qui ont manifesté l'intention de démissionner, s'ils ne l'ont déjà fait, alors que l'intégration des guerriers nationalistes est à peine amorcée. Quant au Front rhodésien, il brille par sa discrétion, sans que l'on sache si les Européens ont décidé de le suivre dans l'importation de la loi.

Deux économistes rhodésiens (34) ont évalué les résultats à moyen terme du mode de développement proposé par les meilleurs d'affaires selon les différents projets émis ci-dessus. En se plaçant dans la perspective la plus optimiste, le revenu par habitant ne retrouverait pas son niveau de 1974 au mieux avant 1990. La réforme agraire envisagée ne toucherait qu'une faible proportion des

fermiers africains, et la privation de l'ancienne tenure « traditionnelle » conduirait à une concentration foncière dans les anciennes *Trust Lands*. En toute hypothèse, l'augmentation des emplois dans l'économie centrale resterait inférieure au nombre des seuls hommes entrant sur le marché de l'emploi et le chômage s'aggraverait. Le jeu de l'offre et de la demande maintenant les salaires au plus bas. Non seulement les actuelles inégalités se perpétueraient, mais les assises de l'économie actuelle seraient trop étroites pour permettre d'atteindre les taux de croissance envisagés.

Les Africains s'armeront-ils de patience, en attendant que se concrétisent les changements pour lesquels ils s'étaient battus et que le mouvement de libération leur avait promis ? Il suffit d'écouter certains paysans africains dans les zones rurales pour se rendre compte que la situation est jugée insupportable et combien vif est le désir de prendre immédiatement possession d'un morceau de l'exploitation du colon voisin. À des instituteurs, dont le salaire est 12,5 fois plus élevé que celui d'un ouvrier agricole, à un directeur d'école, pour lequel l'écart grimpe de 47 à 1, nous avons demandé s'ils accepteraient une baisse de leur revenu qui contribuerait au relèvement des rémunérations les plus faibles. Non seulement, pour eux, il n'en est pas question, mais ils attendent du nouveau gouvernement une hausse substantielle de leurs salaires. Une vague de grèves a éclaté le 20 mars dans les entreprises industrielles de Salisbury, de Bulawayo et de Gwelo. Les ouvriers, dont les salaires sont en moyenne trois fois supérieurs à ceux des ouvriers agricoles, demandant des augmentations de 20 % à 25 % et l'instauration de prestations sociales. Dans

un discours radiodiffusé, M. Mugabe a déclaré que, dans les circonstances du moment, ces ajustements constituaient des « actes criminels » et que, comme tels, ils seraient durement réprimés. Le 23 mars, le nouveau ministre du travail annonçait que deux mille employés avaient été licenciés pour fait de grève.

Face à la montée de ces revendications, quelle attitude adoptera la ZAPU ? Le parti a été très ébranlé par le résultat des élections qui priva son chef, M. Nkomo, du rôle qu'il espérait jouer en tant qu'homme charnière de toute future coalition gouvernementale. La ZAPU est aujourd'hui sur la défensive. Ses militants manifestent la crainte de voir disparaître l'actuel système du multipartisme. Mais la ZAPU garde de sérieux atouts : une remarquable organisation, y compris dans les villes, des forces armées traditionnelles, une notoriété internationale que son attachement actuel à peu entamé, enfin et surtout une audience presque sans partage chez les Nègres (près de 30 % des Africains). M. Nkomo s'est publiquement engagé à soutenir l'action du gouvernement. Le père du nationalisme se satisfera-t-il alors des seconds rôles dans le futur Zimbabwe ? Il devra cependant compter avec la opposition qui grandit dans son propre parti, aiguillée par la défaite. De jeunes responsables avouent qu'ils désapprouvent la participation de la ZAPU à la coalition gouvernementale. Pour eux, le parti vendrait ainsi son image et compromettrait ses chances de se poser en alternative crédible à la ZANU, condamnée ou décidée à conduire, selon eux, une politique de « droites ». Les leçons du scrutin comme les premiers pas du Zimbabwe, seront au centre des débats du prochain congrès de la ZAPU dont la réunion a été annoncée.

### La méfiance des combattants de la ZANLA

D'UNE façon plus feutrée, la ZANU souffre, elle aussi, de tensions graves. Un mouvement fondamental s'opère depuis l'indépendance : la mise à l'écart de la ZANLA, qu'elle décline d'un calcul présumé ou qu'elle soit l'inévitable conséquence de la façon dont le conflit rhodésien sort de l'impasse. À la suite d'une décision du comité central du parti, aucun membre de la ZANLA ne s'élèvera au Parlement ou au gouvernement. À ceux-ci, ne s'offre apparemment d'autres perspectives que la démolition, ou l'intégration dans une nouvelle machine qui restera sous l'autorité du général Walls. Dans son message du 10 avril 1980, M. Mugabe déclarait encore : « La ZANU développera son armée nationale régulière à partir des forces de la ZANLA en incluant le personnel acceptable de l'ancienne armée rhodésienne ». Et les combattants de la ZANU ont été impressionnés par l'exemple du Mozambique où les forces armées se sont vu confier après l'indépendance des postes-clés à tous les échelons de l'administration, du parti et de l'économie. La disparition de Josiah Tongogara, tué dans un accident de voiture, le 26 décembre 1979, a privé la ZANLA de son chef incontesté et de sa figure la plus prestigieuse. Aujourd'hui, aucun membre en mesure ou désireux d'assumer sa succession. Mais les combattants de la ZANLA ne cachent pas, dans des discussions privées, la méfiance que leur inspire l'accord de Lancaster House et leur volonté de ne pas se laisser écarter.

La ZANU perd, quand à elle, l'essen-

tiel de sa puissance — qui était d'ordre militaire — et son unique structure d'encadrement des campagnes alors même que le gouvernement se propose de développer la production agricole dans des fermes collectives, à cause de la faiblesse de son implantation en milieu ouvrier et chez les intellectuels, le parti risque de se trouver réduit à une structure de façade d'un appareil très lâche, hâtivement construit en vue des élections et tenu par des « notables » locaux. En réalité, toute sa force politique, la ZANU la tient désormais des espoirs que la population africaine a placés en elle. Mais que se passerait-il en cas de troubles graves, si cette attente tardait à être comblée ? Le gouvernement de M. Mugabe pourrait-il alors éviter de faire appel à des forces de l'ordre composées de militaires et de policiers blancs dans leur majorité ? Dans ce pays où les villages ruraux traversent si profondément après plus d'un siècle d'exploitation raciste, l'étonnant calme de ces dernières semaines suffit-il à pressager un avenir paisible ?

RENE LEFORT.

(32) Voir en particulier *Time Magazine*, *Time* et *Rhodesian Herald*.

(33) Entretiens avec les dirigeants de l'Union commerciale des fermiers rhodésiens, de la Chambre des mines, de la Chambre des industries, de l'Association des planteurs de tabac, du Rhodesian Promotion Council et de la Whiteman Foundation.

(34) Roger Riddell, *Alternative Development Strategies of Zimbabwe*, texte polygraphié d'une conférence prononcée à l'université de Salisbury, le 18 février 1980.

### Une voie économique toute tracée ?

INVITÉS à préciser les modalités qu'ils souhaitaient voir appliquer pour développer le Zimbabwe, ces milieux d'affaires ressortent de leurs thèses le plus souvent à la suite du « régime interne », et d'une lettre morte à cause, selon eux, des limites constitutionnelles imposées au gouvernement de l'évêque Muzurewa et de l'absence de reconnaissance de la communauté blanche à l'égard de tout changement substantiel. Les axes de ce plan sont consignés dans des « Propositions pour un programme de développement de cinq ans », document publié par le gouvernement rhodésien en janvier 1979 après consultation des milieux d'affaires. Le développement projeté est fondé sur la croissance de l'agriculture commerciale en direction des marchés étrangers : sur un investissement total de 3,5 milliards de dollars rhodésiens au prix de 1977, plus de 3 milliards seraient à augmenter la production d'énergie et à étendre et moderniser les moyens de communication.

Dans le domaine précis de la reconstruction de l'agriculture, clé de voûte de tout changement, les projets des chambres agricoles assurent que « tout développement doit être appuyé sur la fondation d'une qu'elle agriculture commerciale ». Ainsi sont envisagés l'ins-

tallation de deux cent mille fermiers africains sur 4,5 millions d'hectares sous-utilisés ou non exploités par les fermiers européens, le mode de production de ces nouveaux fermiers étant une « large place à l'initiative privée », la suppression du système foncier « traditionnel » dans les réserves et son remplacement par un droit de propriété privée classique, le développement de l'agriculture dans ces mêmes zones grâce à une formation des fermiers et à une augmentation de la productivité au moyen de désendiguement qui abaisserait le coût des engrais, des machines, etc. (inputs) et faciliterait l'écoulement des surplus.

En règle générale, ces mêmes responsables préconisent une abolition immédiate et totale de toute discrimination raciale en matière d'emploi et de salaires. L'industrialisation est leur maître mot non sans qu'ils en mesurent les conséquences pour la communauté blanche, envisageant avec sérénité la disparition des fermiers européens et leur remplacement par des tiers d'entre eux. Ils ne souhaitent pas sauver de la faillite les entreprises industrielles trop peu viables pour résister à un renchérissement du coût de la main-d'œuvre et à l'arrêt des subventions de l'État, la solution résiderait alors, selon eux, dans leur absorp-

### BIBLIOGRAPHIE

- L'APARTHEID : POUVOIR ET FAUSIFICATION HISTORIQUE, par Marianne Cornet : décolonisation de l'idéologie sous-jacente à la politique sud-africaine de « développement multinationale » ou « séparatisme ». Après un rappel historique sur les différentes phases de la colonisation, le rôle des églises dans l'abolition des discriminations raciales et une certaine fascination à l'égard du national-socialisme, l'auteur analyse un plan de développement élaboré par les Blancs comme autant de faiblesses, et destinées à justifier l'apartheid. En outre, celui de la simultanéité de l'arrivée des Noirs et des Européens en Afrique du Sud. (L'Harmattan, coll. « Afrique », Paris, 1979, 125 pages.)
- APARTHEID NON : UN PEUPLE SOUS LES VERROUS : le sous-titre précise le sujet de cet ouvrage, réalisé par le Centre de recherche et d'information sur l'Afrique australe (C.R.I.A.A.) et le Mouvement anti-apartheid (C.A.O.) : le dossier de la répression en Afrique australe, tableaux des luttes récentes entre Noirs et Blancs et de l'appareil juridique de la répression. (C.R.I.A.A., C.A.O., 44, rue de Valenciennes, 75006 Paris, 125 pages.)
- SEGREGATION ET APARTHEID, LE CONTEXTE HISTORIQUE ET IDEOLOGIQUE, par Marc Alouf : ce livre, paru à Paris, mise en évidence des sources du « développement séparé » à travers l'histoire sud-africaine. Le livre analyse les politiques et religieuses des deux communautés blanches, celle des Africains et celle des colons européens, et le rôle de l'Europe dans l'apparition des idées racistes et de la répression. L'auteur souligne aussi l'importance des facteurs économiques et les limites qu'ils imposent à l'apartheid. (L'Harmattan, coll. « Monde et Nations », Paris, 1979, 220 pages.)

## CLINIQUE LA MÉTAIRIE

CH-1260 NYON près GENÈVE  
SUISSE

Etablissement médical privé de premier ordre  
pour les affections du système nerveux

Dr Léon L. - Tél. : 1941/22/61 15-81

Docteur G. W. Semadeni, médecin-directeur

Chimiothérapie - Psychothérapie - Traitement des insomnies  
Désintoxications - Traitement de l'obésité d'origine psychosomatique  
Physiothérapie - Sports

## LE MONDE DIPLOMATIQUE

Fondateur : Hubert BEUVÉ-MERY  
Directeur de la publication : Jacques FAUVET  
Rédacteur en chef : Claude JULIEN  
Rédactrice en chef adjointe : Micheline FAUVET

Prix de l'abonnement annuel (en francs)  
VOIE NORMALE

France, DOM, TOM, Centrafrique, Congo, Côte-d'Ivoire, Dahomey, République  
de Bénin, Gabon, Guinée, République centrafricaine, Mali, Niger, Sénégal,  
Soudan, Tchad, Haute-Volta, Cameroun, Togo, Guinée, République  
militaire, Poste navale, Andorre, Monaco ..... 75

Autres pays ..... 85

PAR AVION (abonnement et taxes) :

Europe, Turquie d'Asie, Chypre, Iran, Irak, Israël, Jordanie, Li-  
ban, Syrie ..... 121  
Amérique, Australie, Chine, Corée, Hongkong, Indonésie, Japon,  
Macao, Malaisie, Mongolie, Phil-  
ippines, Singapour, Taiwan, Thaïlande, Vietnam, Australie,  
Nouvelle-Guinée, Fidji, Nouvelle-  
Zélande, Laos, Cambodge ..... 100  
Canada, Amérique du Nord, Afrique centrale, Amérique du Sud,  
autres pays d'Afrique, d'Amé-  
rique et d'Asie ..... 121

(Chaque postal : Paris n° 4207-23)

Prix de vente au numéro : 7 F.

Rédaction et administration, 4, rue des Italiens, 75001 PARIS CEDEX 09  
Tél. : Rédaction et abonnements : 245-72-23.  
Adm. télégraphique : Jourmondex Paris

## LE MONDE diplomatique

Abonnez-vous

NOM .....

Prénom .....

Adresse .....

Code postal .....

Je vous règle la somme de 75 F pour mon abonnement d'un an (douze numéros) ou « Monde diplomatique » et je règle en supplément l'un des numéros cotés ci-contre.

OPTION : Je désire, en outre, recevoir les autres numéros que j'ai cotés ; je vous les règle sur la base de 6 F l'exemplaire.

Faites le total de votre commande et envoyez-nous votre règlement à : « LE MONDE », service Promotion abonnements, département publications armées, 5, rue des Relieurs.

Choisissez l'un des numéros suivants :

- ☐ 302. L'implosion du social, décembre 1979.
- ☐ 303. La guerre des données, novembre 1979.
- ☐ 307. Du culte pour gérer la crise, octobre 1979.
- ☐ 305. L'Espagne de demain, septembre 1979.
- ☐ 306. Bâtisseurs du tiers-monde, août 1979.
- ☐ 304. Terres dépossédées de la terre, juillet 1979.
- ☐ 308. Le commerce des moyens de répression, juin 1979.
- ☐ 309. Un mondialisme sur mesure, mai 1979.
- ☐ 301. L'idéologie de l'homme Khomelny, avril 1979.
- ☐ 300. Grèce en Asie, mars 1979.

Les  
du





(Photo Jean-Pierre Laffont - Sygma.)

## Un fatalisme de la faim ?

des capitaux et autres moyens de production élimine le paysan, et sa sagesse millénaire, au profit d'exploitations plus « rentables » économiquement. Rentables pour qui, si l'humanité, avec sa démographie galopante, doit rester sous la menace persistante de pénuries et de famines qui aggravent un état endémique de malnutrition et de pauvreté ?

Comment le modèle alimentaire occidental, trop riche en protéines animales, ruine les efforts pour lutter contre la malnutrition des deux tiers de l'humanité ; comment, en Afrique, une communauté paysanne doit céder le terrain devant les impératifs de l'exploitation minière ; ou comment le « modèle » pénètre une autre société africaine à l'initiative d'une firme multinationale disposant de l'aide de l'Etat : le moment est venu de voir concrètement certains

effets de la politique alimentaire mondiale, après tant d'études consacrées aux illusions de la « révolution verte » et aux difficultés des réformes agraires.

Les mécanismes de solidarité internationale — le Fonds international de développement agricole, en est le plus récent, — encore au stade de l'ébauche, sont des éléments indissociables de la restructuration agricole en cours. Celle-ci, en effet, pour être axée sur un système de production alimentaire devenu florissant aux Etats-Unis, ne garantit pas la disparition des pénuries et de la pauvreté dans les pays de la périphérie. Encore moins la disparition des rapports inégaux entre le Nord et le Sud.

En fait, l'avenir du tiers-monde, dans ce domaine aussi, se joue sur un pari dont la mise n'appartient pas aux intéressés. Et ce pari, d'essence politique, se double d'incertitudes écologiques et sociales propres aux méthodes agressives de l'agriculture qui se pratique désormais aux Etats-Unis et dont on commence seulement à mesurer les effets.

Détournement de protéines pour les besoins de l'élevage, mauvaise organisation des marchés

## L'abondance mal gérée

POINTS de vue contradictoires sur le thème de la satisfaction des besoins alimentaires ! D'un côté, des affirmations alarmistes renforcent l'idée d'une insuffisance des ressources : « Nous allons à la famine car la population mondiale augmentera plus vite que la production alimentaire », proclamaient René Dumont et Bernard Rostier en 1965 (1). « Les pays sous-développés vont bientôt importer 100 millions de tonnes de céréales : quelques mauvaises récoltes chez nous et c'est la famine », entend-on dire couramment aujourd'hui. Cette pénurie concernerait d'ailleurs certains éléments nutritifs que d'autres : selon une idée répandue, le monde serait particulièrement déficient en protéines.

A l'opposé, des calculs montrent que la pénurie ne découle pas d'une insuffisance potentielle des ressources. Ainsi Colin Clark a-t-il calculé qu'avec des méthodes d'exploitation rationnelle et des régimes alimentaires exclusivement végétaux, la planète pourrait nourrir quatre-vingt-dix milliards d'hommes. Pour sa part, Michel Cépède avance le chiffre de trente-six milliards, en insistant sur la nécessité de disposer d'une certaine quantité de produits animaux (2).

Les ressources potentielles sont donc colossales, et ne paraissent nullement

sous-exploitées : les hommes tirent du sol plus que le nécessaire pour nourrir trois milliards d'humanité, et ils sont même conduits à réduire systématiquement les disponibilités. Certains pays, comme les Etats-Unis et la France, furent ainsi confrontés dès le milieu des années 60 à un problème de surproduction qu'ils ont réglé par une politique dite de « résorption par l'alimentation animale » (selon l'expression employée par le ministère français de l'Agriculture). Et ce sont des modèles de développement hérités de ces politiques qui se propagent aujourd'hui dans le monde entier. On a observé qu'une unité nutritive fournie à la consommation humaine par les animaux suppose que ces mêmes animaux en aient consommé de quatre à huit fois plus, selon les espèces et les techniques. Le passage par l'animal réduit donc les disponibilités. Il est pourtant encouragé, et la « résorption » affecte les produits directement utilisables par l'homme : céréales, arachides, soja, etc. Si ces phénomènes sont bien connus, leur ampleur l'est moins et les enseignements logiques en sont rarement tirés. Des quantités colossales se trouvent pourtant en jeu, ce qui conduit à affirmer que les pénuries sont des « pénuries sociales » et non des « pénuries naturelles » (3).

Peut-être certaines réalités sont-elles trop simples pour emporter la conviction. Ainsi du gaspillage énorme qu'entraînent les techniques modernes de l'élevage intensif jusque dans les régions les plus démunies. Le prestige du « modèle alimentaire » emprunté à l'Occident conforte les pratiques de l'agribusiness. Mais on parle de pénuries et de famines. Pourtant, avec plus de démocratie, la terre pourrait nourrir, dit-on, des dizaines de milliards d'hommes.

Par MARCEL MARLOIE \*

Si l'on s'en tient uniquement aux céréales, les 400 millions de tonnes au minimum consommées par les animaux dans le monde (sur une production totale d'environ 1,4 milliard) renferment environ 40 millions de tonnes de protéines et 1,4 million de milliards de calories, dont les trois quarts au moins disparaissent. Les quantités ainsi perdues représentent une masse de trente à quarante fois supérieure à l'aide mondiale totale en céréales (5 à 10 millions de tonnes), et environ trois cents fois supérieure aux importations annuelles de céréales des huit pays du Sahel au cours de la sécheresse de 1971 à 1973.

Ce serait plus qu'il n'en faut pour combler l'écart de consommation (environ 1 200 calories et 43 grammes de protéines par tête et par jour) entre l'homme des pays dits développés et les deux milliards d'hommes des pays dits du tiers-monde. On remarque aussi que la masse « résor-

bée » est de vingt fois supérieure au déficit calorique du commerce extérieur du tiers-monde (voir le tableau n° 1). Enfin, contrairement à une idée répandue, le tiers-monde exporte plus de protéines vers les pays développés qu'il n'en importe. Il n'y a donc pas de déficit en protéines à combler.

Les exportations du tiers-monde destinées aux élevages des pays développés (arachides, soja, manioc, etc.), comptent pour beaucoup dans le déficit alimentaire de certaines populations. C'est ainsi que la Thaïlande fournit à l'élevage européen d'importantes quantités de farine de manioc riche en calories, alors que les régimes en Asie du Sud-Est souffrent précisément de carences en ce domaine. De la même manière, le développement des cultures du soja au Brésil se fait parfois au détriment du haricot, aliment de base des classes pauvres. Il s'ensuit une hausse des prix, et même un recours à l'importation. Une augmentation globale de la production agricole se traduit ici par des difficultés supplémentaires pour les groupes sociaux défavorisés. En Afrique, un grand nombre de pays continuent à exporter, pour l'élevage européen, des produits très riches en calories et en protéines (tourteaux d'arachides) extraits d'un aliment directement consommable par l'homme : l'arachide (ou cacahuète). Au plus fort de la sécheresse au Sahel, de 1971 à 1973, les huit pays les plus touchés (Mali, Ethiopie, Haute-Volta, Mauritanie, Niger, Sénégal, Soudan et Tchad) exportaient, malgré la baisse des rendements, deux à cinq fois plus de protéines tirées de leur sol qu'ils n'en importaient sous forme de céréales (voir le tableau n° 2).

A l'exception de l'année 1973, où il y eut effectivement un déficit en calories, la balance moyenne pour les trois années est largement excédentaire. Sans commerce extérieur et avec arrêt des usines d'extraction de l'huile d'arachide, les disponibilités alimentaires de ces huit pays auraient été supérieures à celles que leur assurait l'aide alimentaire internationale.

S'il y a lieu de s'alarmer, ce n'est donc pas parce que la terre ne produit pas assez. Les fausses idées sur cette question s'appuient souvent sur une mauvaise interprétation de deux indicateurs de la F.A.O., qui constituent les principales sources de référence en la matière :

— les indices de disponibilités alimentaires par tête, par pays et par groupes de pays, sont construits en ajoutant les importations aux chiffres de production agricole finale et en soustrayant les exportations. Ces chiffres sont utiles. Ils montrent par exemple que de 1964-1966 à 1972-1974, les disponibilités moyennes par tête dans l'ensemble des pays sous-développés sont passées de l'indice 100 à 102 pour les calories, à 101 pour les protéines et à 103 pour les lipides. Ce n'est ni le décollage ni la dégradation globale qu'on prédisait. Par contre, on peut observer une régression dans quelle vingt-cinq pays.

(Lire la suite page 14.)

(1) René Dumont et Bernard Rostier, *Nous allons à la famine*, éditions du Seuil, Paris, 1965.  
(2) M. Cépède, « L'économie de l'alimentation », in *Encyclopédie Universelle*, Paris.  
(3) GEBRESELASSA, *Les céréales : pénurie naturelle ou pénurie sociale ?*, Paris, 1973.

Tableau I. — QUI EXPORTE LE PLUS DE PROTÉINES ?

Solde net des pays sous-développés en calories et en protéines pour les principaux produits alimentaires échangés (moyenne 1975-1976)

Pays pauvres	Protéines (millions de tonnes)	Calories (1 000 milliards)
— Importations nettes de céréales	3,9	118
— Dont aide alimentaire	0,7 à 0,8	21 à 25
— Exportations nettes de tourteaux d'arachides, soja, huile et sucre, manioc	4,4	88

Source : chiffres établis à partir de données du commerce publiées par la F.A.O., en fonction des teneurs moyennes en protéines et en calories des divers groupes de produits.

Tableau II. — LES EXPORTATIONS AGRICOLES DU SAHEL PENDANT LA FAMINE (Solde net des huit pays)

	Protéines (en milliers de tonnes)			Calories (en milliards d'unités)		
	1971	1972	1973	1971	1972	1973
Dans les importations nettes de céréales	79	74	102	235	221	307
Dans les exportations nettes d'arachides :						
— Tourteaux	186	387	183	57	94	56
— Graines	66	58	48	140	124	184
— Huiles	—	—	—	94	236	85
Total	252	365	231	291	454	248

Source : à partir de données publiées par la F.A.O. et l'O.C.D.E.

### QUI CONSOMME LES CÉRÉALES ?

Cette année encore, avec une population trois fois moindre (1 052,6 millions à la mi-1978 contre 3 157,7 millions dans le tiers-monde), les pays riches devaient occuper presque trois fois plus de quantités mises sur le marché. Les chiffres ci-dessous ne laissent guère d'illusions quant aux possibilités, pour les pays pauvres, de redresser rapidement la situation.

Types d'utilisations	Con- som- mation	Evolution de la demande durant la prochaine décennie (estimations)			
		1970	1980	1985	1990
(en millions de tonnes métriques)					
<b>PAYS DEVELOPPES :</b>					
Alimentation humaine .....	108,9	163,1	164,1	164,6	
Alimentation animale .....	371,5	467,9	522,7	563,7	
Autres .....	84,9	108,6	189,5	116,4	
<b>TOTAL .....</b>	<b>512,3</b>	<b>732,6</b>	<b>796,3</b>	<b>846,7</b>	
Soit consommation par tête ....	576 kg	623 kg	619 kg	683 kg	
<b>PAYS SOUS-DEVELOPPES A ECONOMIE DE MARCHE :</b>					
Alimentation humaine .....	362,7	409,2	474,5	547,2	
Alimentation animale .....	35,6	69,9	75,4	101,9	
Autres .....	45,4	64,1	75,4	88,5	
<b>TOTAL .....</b>	<b>385,7</b>	<b>504,3</b>	<b>628,5</b>	<b>737,6</b>	
Soit consommation par tête .....	238 kg	233 kg	240 kg	248 kg	
<b>PAYS SOUS-DEVELOPPES A ECONOMIE PLANIFIEE :</b>					
Alimentation humaine .....	164,1	208,5	215,2	225,3	
Alimentation animale .....	15,3	26,7	45,7	51,4	
Autres .....	24,6	32,6	38	38,1	
<b>TOTAL .....</b>	<b>204,0</b>	<b>271,8</b>	<b>299,9</b>	<b>315,8</b>	
Soit consommation par tête ....	257 kg	230 kg	238 kg	394 kg	
<b>CONSOMMATION MONDIALE TOTALE</b>					
	1 207,9	1 537,7	1 724,7	1 910,1	

Source : Overseas Development Council, *Agenda 1979*, Praeger, New York, 1978.

Lire pages 14 à 18 :

PAGES 14 et 15. — Suite de l'article de Marcel Marloie : une abondance mal gérée. — 700 000 paysans de la vallée du Sénégal... par Claude Meillassoux. — Loi du profit et exode rural aux Etats-Unis, par Eleanor LeCain.

PAGES 16 et 17. — Suite de l'article de Claude Meillassoux : 700 000 paysans de la vallée du Sénégal... Un effet de la rente pétrolière au Nigeria, par Johnny Egg. — Le régime des conglomérats céréaliers, par Edmond de Clermont.

PAGE 18. — L'action du Fonds international de développement agricole, par Edouard Sauvignon.

Je lisais ça.



(Suite de la page 13)

A quoi ces évolutions sont-elles imputables ?

— les indices de production de biens alimentaires par tête permettent d'apprécier l'importance de la production seule, puisque le commerce extérieur n'est pas compté. On peut alors mieux situer les effets des guerres (Bangladesh, Cambodge...) ou des sécheresses (comme au Sahel).

Mais ces deux indices ne comptent pas ce qui est résorbé dans le passage par les animaux. Alors que l'indice de la P.A.O. pour la production alimentaire par tête passait de 100 en 1964-1966 à 110 en 1977, la production de viande par tête évoluait sensiblement au même rythme, tandis que celle de céréales et de soja passaient respectivement à 116 et à 185. En fait, la production mondiale semble augmenter beaucoup plus vite que la population, et cela depuis 1950. La population s'est multipliée par 1,5 entre 1950 et 1977, la production de céréales par 2,1 et celle de soja par 4,8. Pour éviter les confusions et mieux discerner les ressources réelles, il faudrait élaborer des instruments statistiques qui comptent la totalité de la production réelle et qui mesurent le niveau de la consommation par pays.

Une autre équivoque tient au sens donné à la notion de besoin. Le développement de la consommation de produits animaux se justifierait-il par leur supériorité pour répondre aux besoins physiologiques ? Les éléments

nutritifs fournis par les animaux n'ont en effet pas toujours les mêmes qualités que les produits qu'ils consomment. La résorption serait donc justifiée au nom d'un changement qualitatif. Mais il y a plusieurs possibilités de satisfaire un besoin et de remédier à une carence.

Ainsi, l'anémie, maladie de carence la plus répandue dans le monde, est due à la diminution de l'hémoglobine dans le sang (essentiellement à cause d'une carence en fer). On peut y faire face soit avec les viandes (surtout le foie), soit avec les fruits ou les légumes verts. Le kwashiorkor (grave carence en protéines) peut être prévenu aussi bien avec les légumes secs (haricots, pois, lentilles), les arachides, le soja, les pois, qu'avec les produits laitiers et les viandes. Tout comme le marasme (grave carence en calories) peut être combattu soit avec des matières grasses, soit avec des céréales, des racines et des tubercules. Quant à la rétrophalange (grave carence en vitamine A, également très répandue), les légumes, les fruits jaunes (mangues, papayes, etc.) ou bien le foie, le jaune d'œuf, les produits laitiers peuvent l'éliminer.

La consommation de produits animaux semble finalement surtout justifiée pour les groupes sociaux fragiles (enfants, femmes enceintes) : elle peut alors être largement satisfaite par un élevage à partir de matières non consommables par l'homme (herbe, sous-produits divers).

L'évolution des modèles alimentaires

vers une surconsommation de produits animaux précéderait-elle d'une espèce de loi naturelle engageant l'homme à substituer les viandes aux grains chaque fois que son revenu le permet ? Et alors ne tient-il pas plutôt au fait que la consommation de viande fut et reste souvent un moyen de différenciation sociale ? Les habitudes de consommation sont influencées par la publicité, par les politiques économiques et les stratégies des agents économiques. On pourrait citer, à titre d'exemple, l'action du Conseil américain des céréales fourragères (U.S. Feed Grains Council), émanation d'une soixantaine de groupes d'intérêt nord-américains concernés par le développement des marchés des céréales, qui se targue d'avoir contribué de manière décisive au développement de la consommation de viande et d'œufs au Japon.

Le cas du Japon montre qu'on n'échappe pas à un dangereux engrenage. Les consommateurs y furent à la fois acteurs, maîtres et courroie de transmission d'un modèle qui se répéta en cascade sur d'autres volets de l'économie. Dans ce pays, les surfaces agricoles très limitées, la pro-

duction animale nécessaire il y a vingt ans pouvait être assurée par des méthodes classiques, économes en matières premières (utilisation des déchets et de l'herbe des surfaces non cultivables). A partir du moment où s'éleva la demande de produits animaux, on passa à des techniques dites intensives et à l'affectation à l'élevage de produits consommables par l'homme. C'est ainsi que le Japon est devenu en quinze ans le premier importateur mondial de céréales (voir le tableau n° III).

L'engrenage ne se produit pas seulement dans des pays industrialisés dont la balance commerciale est excédentaire et dont une grande partie de la population dispose des moyens d'accéder à une alimentation coûteuse. Il se manifeste sur tous les continents. Les modèles alimentaires de l'Occident sont souvent devenus la référence des classes riches et pauvres des pays en développement. La production intensive de poulets et autres produits animaux, nécessitant l'utilisation de céréales produites localement ou importées, se développe aujourd'hui dans nombre de pays déjà déclinants en céréales : Algérie, Egypte...

de trouver une solution aux questions les plus simples :

— au moment où les éleveurs du Sahel meurent de faim, les arachides produites dans d'autres régions des mêmes pays sont obligatoirement exportées ou livrées à des usines. Quels sont les moyens d'expression de ces éleveurs pour réorganiser l'économie quand règne la sous-nutrition ?

— la recherche agro-alimentaire a été centrée sur l'arachide en Afrique de l'Ouest, mais les sols peuvent aussi bien produire d'autres graines à protéines pouvant être consommées directement par l'homme :

— le marché des arachides est garanti, ceux des céréales et des autres graines ne le sont pas. Avec l'arachide et les autres cultures d'exportation, l'agriculteur est davantage assuré d'un revenu monétaire stable qu'avec les productions répondant aux besoins internes. Il s'agit là d'un problème d'organisation des marchés hérité de la colonisation et aggravé par les intérêts particuliers des firmes agissant sur ces marchés. Mais le système est aussi entretenu par les Etats concernés eux-mêmes, car souvent, dans des pays où le produit de l'impôt sur le revenu intérieur est faible, la marge de manœuvre étroite de l'Etat le contraint à ne pas réduire le volume des importations et des exportations de marchandises, car c'est pour lui le seul moyen de se procurer des recettes au passage — bien qu'un tel choix soit en contradiction avec les proclamations sur l'indépendance économique.

Ces exemples montrent que la malnutrition, en de nombreuses régions, tient d'abord à un déséquilibre social. Hommes, sociétés d'affaires, Etats, toutes les parties concernées par l'économie alimentaire n'ont pas les mêmes capacités à analyser les événements ni à peser sur eux : c'est un problème de démocratie économique dans des systèmes alimentaires en cours de mondialisation.

MARCEL MARLOIE.

(4) J.-P. Chabert, Le complexe français du bétail, GERES-INRA, Paris, 1976.

Tableau III — MODELE ALIMENTAIRE ET IMPORTATIONS DE CEREALES AU JAPON

	1960	1975
Consommation de protéines animales (en grammes par tête) .....	20,5	33,3
Importations de céréales (en milliers de tonnes) ..	4 362	18 848
Importations de soja (en milliers de tonnes) ...	1 128	3 334
Importations de tourteaux (en milliers de tonnes) .....	2	169

Source : à partir des annuaires de la P.A.O.

## Un problème de démocratie

S'il y a lieu de s'alarmer, c'est aussi à cause des déséquilibres de pouvoir entre les divers agents des chaînes agro-alimentaires. Comment résoudre les problèmes d'organisation posés par les familles et la malnutrition si les populations n'ont pas la possibilité de se faire entendre ?

Il existe une concurrence entre consommation humaine et consommation des animaux, sans doute peu inquiétante en soi : avec quatre milliards d'hommes, il reste suffisamment d'espace pour une vaste production animale, mais à condition de gérer cette concurrence. Une partie des aliments humains consommés par les animaux doit servir à une meilleure organisation des marchés. Quand la production de céréales baisse en Afrique à la suite d'une sécheresse, les

quantités manquantes peuvent être non seulement prélevées sur des stocks effectifs, mais aussi conquises par un abaissement conjoncturel de la consommation animale : en 1974, les Etats-Unis ont été en mesure de diminuer leur consommation animale en céréales de plusieurs millions de tonnes (4).

Les chances de mettre en œuvre ces possibilités restent maigres, après l'échec, en mars 1979, des négociations internationales sur l'établissement d'un stock mondial de sécurité alimentaire. Etches aux données évidentes, les populations qui meurent de faim ont peu de prise sur le déroulement de telles négociations et ce sont alors les besoins de l'industrie agro-alimentaire qui l'emportent sur les besoins alimentaires. Cette situation empêche



## Une industrie comme une autre ?

## Loi du profit et exode rural aux Etats-Unis

PAR ELEANOR LECAIN \*

DANS un monde frappé par l'insuffisance des denrées alimentaires et leur inégale répartition, le système de production américain et les merveilles de sa technologie moderne apparaissent souvent comme une panacée. Pourtant, il a été servi par un ensemble de circonstances assez exceptionnelles. Sols fertiles, nombreuses voies d'eau, climat tempéré, énergie abondante et peu chère constituaient des ressources remarquables, que des travailleurs entreprenants purent exploiter au sein d'une société capitaliste industrialisée. Aujourd'hui, on admire les rendements élevés que permet d'obtenir l'agriculture américaine tout en ignorant, généralement, les graves nuisances qu'elle entraîne pour la société et l'environnement. Les années 70 ont marqué une nouvelle étape, avec l'extension de l'emprise des grandes sociétés, le malaise paysan et l'application d'une technologie avancée ; peut-être l'actuel rythme de développement sera-t-il difficile à soutenir aux Etats-Unis mêmes ; mais il n'est pas inconcevable qu'il puisse s'appliquer plus aisément à d'autres pays n'ayant ni les mêmes ressources naturelles, ni le même héritage historique. Ainsi la « voie américaine », avec les problèmes internes qu'elle suscite et les forces qui la tracent, peut remettre en question la politique alimentaire et le bien-être des hommes à l'échelle mondiale.

Le système politique et économique aux Etats-Unis a favorisé la formation d'un « complexe » réunissant hommes d'affaires, responsables gouvernementaux et chercheurs universitaires soucieux d'encourager la méca-

nisation de l'agriculture, le développement des industries de l'alimentation et la centralisation des réseaux de distribution internes et externes. Concentration et domination des sociétés géantes ne sont certes pas des phénomènes propres à l'agriculture, et la tendance est la même dans toute l'économie. Ce n'est d'ailleurs qu'après la consolidation de l'industrie, qui s'est faite aux Etats-Unis durant la seconde guerre mondiale, que le développement de la technologie agricole s'est mis à susciter un intérêt de plus en plus vif. Le complexe des hommes d'affaires, des dirigeants gouvernementaux et des universitaires s'est alors employé à organiser une industrialisation de l'agriculture : désormais, on ferait appel à une technologie hautement capitaliste pour élever les rendements. Point n'était besoin pour le gouvernement de concevoir un plan national afin d'encourager ce nouveau système de production alimentaire : les stimulants fédéraux, orientés à dessein, allaient déterminer les structures de cette nouvelle agriculture industrialisée. Avec la prédominance des intérêts privés et des grandes sociétés, la recherche de profit maximum est devenue la règle d'or : elle commande toutes les activités, à tous les stades de la chaîne alimentaire.

## Engrais et pesticides à haute dose

CHACQUE année, les Américains dépensent 50 millions de tonnes d'engrais sur 200 millions d'hectares de culture environ, ce qui représente 25 % de la production mondiale (1). Cette consommation a triplé depuis 1945. Pour les besoins de la spécialisation des récoltes, de la centralisation des « ranches » d'élevage et d'une politique de vente agressive, on a remplacé le fumier organique par des substituts dérivés du pétrole. Les Etats-Unis vendent chaque année pour environ 7 milliards de fertilisants. Les pesticides, sous-produits de la recherche pour la guerre chimique, sont eux aussi utilisés à haute dose : 300 000 tonnes en ont été répandues en 1976, année où la production des sociétés américaines spécialisées représentait au total une valeur de 2 milliards de dollars. En volume, la production de pesticides a doublé depuis 1960, et leur emploi croît au rythme de 6 % annuellement. Quatre firmes se partagent le gros des ventes ; selon une étude datant de 1972, elles contrôlaient alors à elles seules 39 % de toute la production agrochimique.

Autre affaire rentable : les anciennes variétés de semences, qui pouvaient chaque année être réemployées, cédant la place à de nouvelles semences hybrides, d'espèces beaucoup moins variées et qu'il faut renouveler tous les ans pour les semis. L'Académie nationale des sciences des Etats-Unis signalait, en 1972, qu'une dangereuse dépendance s'était installée pour toutes les grandes récoltes à l'égard de quelques variétés de semences (2). Comme

en Europe, on s'efforce aux Etats-Unis de faire breveter les nouvelles variétés et d'éliminer les autres, qualifiées ainsi d'« illégales ». Des sociétés géantes, telle la multinationale pharmaceutique Upjohn, sont au train de racheter les firmes productrices de semences (dont les activités sont de plus en plus lucratives) et s'emploient à façonner un marché international pour ces nouveaux produits (3).

La mécanisation de l'agriculture atteint de telles proportions que le travailleur de ce secteur utilise à lui seul plus de machines que l'ouvrier de toute autre industrie (4). En 1976, il a été vendu pour 10 millions et demi de dollars d'équipements agricoles, soit presque quatre fois plus que le moyenne annuelle du début des années 60. Quatre firmes d'engrais, près de la moitié des ventes, et 90 % des machines les plus demandées (tracteurs et moissonneuses-batteuses) sont fabriquées par sept sociétés. Plus récemment, ce sont les ordi-

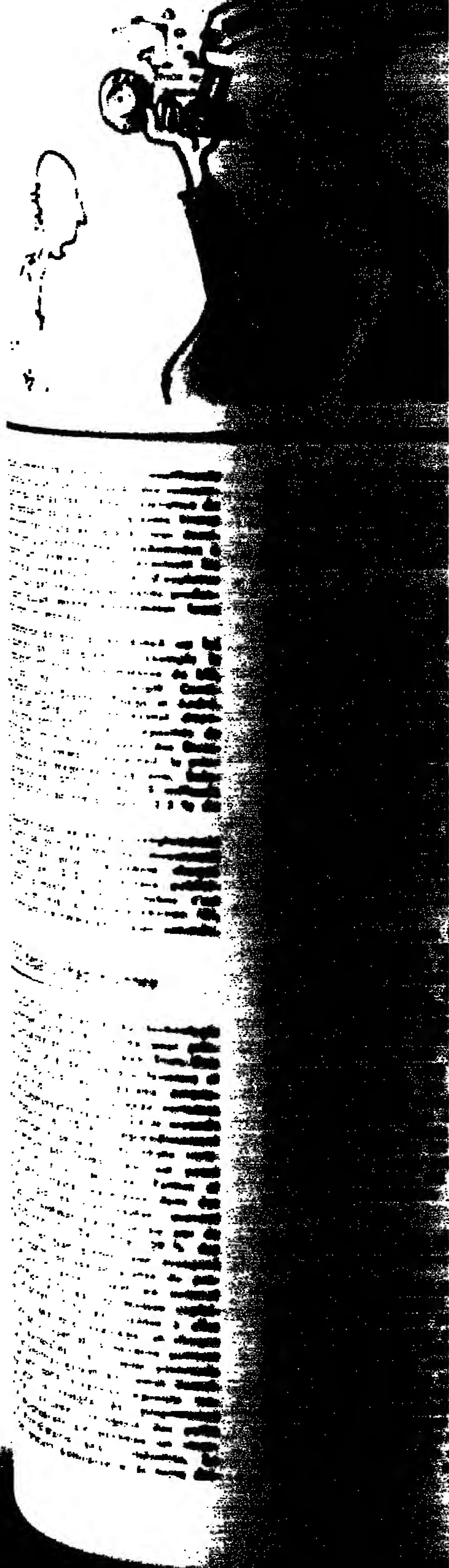
nateurs et les satellites qui sont venus se joindre à cette panoplie, utilisés à divers titres. De telle sorte que la création d'une exploitation agricole commerciale est devenue très coûteuse, nécessitant un quart de million de dollars actuellement, selon le département de l'Agriculture. Combien d'autres pays peuvent-ils s'offrir le luxe d'un tel système de production ?

Les progrès de l'industrialisation ont entraîné la spécialisation des régions dans certaines cultures. La monoculture régionale rend le pays davantage tributaire des réseaux de commercialisation, tandis que les distances à parcourir s'en trouvent multipliées. La moitié des camions qui sillonnent en permanence les routes des Etats-Unis transportent des denrées alimentaires et les trains ont un rôle tout aussi important, en particulier pour les livraisons de céréales. Mais ce fur et à mesure que croît la demande mondiale, ces deux modes de

**NON!**  
REPERES POUR LE SOCIALISME

à l'ouest  
quoi de nouveau ?

Daniel Bucht • Claude Bonelli • Thierry Bonneau • Bernard Cassin • Jean-Pierre Chevalier • Gérard Compain • Régis Debray • Bruno Delaye • Marc Ferro • Jean-Pierre Gaudier • Bruno Gazon • Denis Godechoux • Pierre Godechoux • Sylvain Herberg • Alain Jore • Dominique Lecourt • Thierry Le Ray • Armand Mattelart • Didier Mathé • René Viller Pilles • Nicole Questin • Jacques Susskind • Anne Solo

abécédaire de la  
nouvelle idéologie  
française1  
BIMESTRIEL MAI-JUIN 1980Abonnement annuel : 150 F. Prix du numéro : 27 F. (numéro spécial : 35 F.)  
En vente dans les kiosques et 13, boulevard Saint-Martin, 75003 PARIS



## Comment l'aménagement de barrages remet en question l'équilibre économique d'une région

# 700 000 paysans de la vallée du Sénégal...

Le projet d'aménagement de la vallée du Sénégal justifie-t-il, aux yeux du gouvernement sénégalais, l'abandon administratif dans lequel semblent laissées les populations riveraines ? La première pierre du barrage de Diam, à l'embouchure de l'estuaire du fleuve, a été posée le 12 décembre 1979 en présence des présidents des trois États riverains (Sénégal, Mauritanie, Mali). Les fonds viennent de riches pays étrangers dont la présence était plus discrète : États-Unis, Canada, Allemagne de l'Ouest, Koweït, etc.

Pour les bailleurs de fonds, les intentions sont claires. Il s'agit de construire deux barrages, le premier de 208 mètres, à Manantali, au Mali, pour la retenue des eaux du Bakoye (affluent du Sénégal) ; le second, à Diam, près de l'embouchure, qui laisse office à la fois de retenue et d'écluse pour la navigation. L'objet principal de l'investissement est double : produire, vers Manantali, une quantité d'énergie électrique suffisante pour traiter les minerais de bauxite et de fer extraits localement ; rendre le fleuve navigable en toute saison pour permettre l'acheminement des matières premières vers les pays utilisateurs. Projet cohérent, inscrit dans la politique classique d'exploitation des richesses naturelles du tiers-monde au profit des grandes puissances industrielles.

Par contre, les effets de l'aménagement des barrages et de la régulation du fleuve sur les conditions de vie des populations riveraines sont incertains, sinon inquiétants. Le projet est présenté comme une

œuvre de développement, comme le moyen de maîtriser les éléments et de mettre fin aux calamités qui frappent cette région depuis 1988 : sécheresses, faiblesse des crues, récoltes mauvaises ou nulles, disettes, famines, tarissement des puits, etc. Mais les modalités par lesquelles ces objectifs seront atteints ne sont pas connus des populations concernées, nous avons pu nous en rendre compte sur place. Ces « détails » ne sont expliqués ni par les autorités ni par les responsables de l'Organisation de mise en valeur du fleuve Sénégal (O.M.V.S.), extrêmement réticents pour fournir les informations qui permettraient d'en évaluer la portée. Aucun des paysans du fleuve ne soupçonne, par exemple, que la réalisation du projet fera disparaître dans les dix ans à venir les cultures de céréales qui produisent environ le tiers des ressources agricoles vivrières de la vallée (1). C'est tout l'héritage historique et économique de la région qui est ainsi mis en question.

La vallée du Sénégal est le creuset d'une ancienne civilisation dont les échos nous parviennent depuis le onzième siècle à travers les récits des voyageurs arabes et la tradition. C'est une zone de peuplement dont la densité est généralement attribuée à des conditions favorables à l'agriculture qui permettent une double récolte, l'une sous pluie sur les terres exondées qui bordent la vallée, l'autre, plus tardive, sur les terres de décrue inondées et fertilisées par la montée des eaux fluviales. Sans sous-estimer l'importance économique de cette agriculture,

Les pays riches attendent de l'Afrique qu'elle leur livre ses minerais pour alimenter les sociétés de consommation. Deux barrages sur le Sénégal, par exemple, faciliteront l'exportation de la bauxite et de fer des riches gisements. Des centaines de milliers de paysans africains vont alors disparaître sans agriculture traditionnelle qui leur permettait de subsister. C'est aussi la fin de leur autonomie de production et, à terme, la dissolution de leur société.

Par CLAUDE MEILLASSOUX \*

elle n'est pas la seule cause du peuplement. L'implantation d'une nombreuse population dans cette zone tient aussi à sa situation aux confins de civilisations agricoles et pastorales et à sa position de front dans l'avance marchande des Maghrébins et des Sahariens vers le Bilal et le Sud. Le pays des Noirs, riche en esclaves et en or. Des populations d'origines diverses s'y sont installées, d'abord, certes, pour exploiter les ressources naturelles, mais, très vite, pour y jouer aussi de cette situation frontalière favorable aux échanges. De petites formations politiques s'y sont ainsi juxtaposées, organisées chacune différemment selon les antécédents historiques des occupants. C'est ainsi que, avant même

\* Maître de recherches au C.N.R.S.

l'ouverture de la traite européenne au dix-septième siècle, ces peuples, États d'origine diverse, wolof, peul, makhnké, soninké, formaient la trame infrastructurale de la vallée du Sénégal. États païens et guerriers, parce que menacés par les incursions esclavagistes des grands nomades du Nord dont ils se faisaient aussi les pourvoyeurs ; États également commerçants, branchés sur les échanges transsahariens d'or, d'esclaves, de coton, de bœufs et de miel. Guerre, commerce et esclavage ont constitué un appoint décisif à l'agriculture. La colonisation, en déplaçant les zones de développement économique vers la côte, rejeta, dans un quasi-abandon cette région devenue excentrique.

La longue période de sécheresse (1979

fut encore une mauvaise année pour l'agriculture) n'est sans doute pas sans préjudice dans la vallée du Sénégal. Comme autrefois, les populations trouvent, en dehors de l'agriculture, les moyens de pallier le désastre. Surtout depuis 1988, l'émigration d'une fraction croissante de la population masculine fournit les ressources grâce auxquelles on tente de faire face. Actuellement, 50 % des hommes émigrent vers les villes du Sénégal et de Mauritanie, mais aussi jusqu'au Zaïre, au Gabon, en Zambie. Le plus grand nombre s'exile périodiquement vers la France, et c'est de leur emploi en France que dépend la survie des populations de la vallée (les impayables loyers français sur l'immigration touchent, en particulier, les habitants de ces régions).

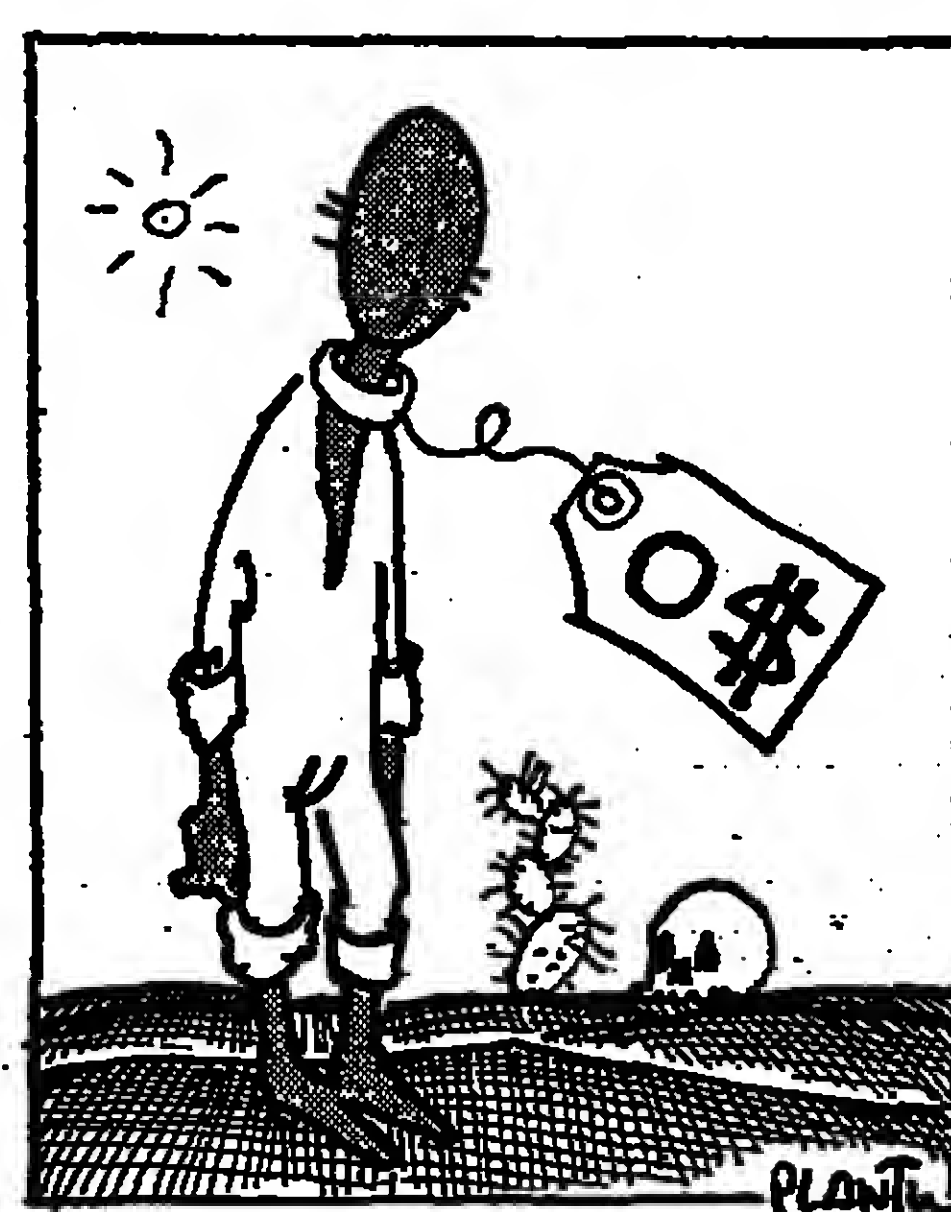
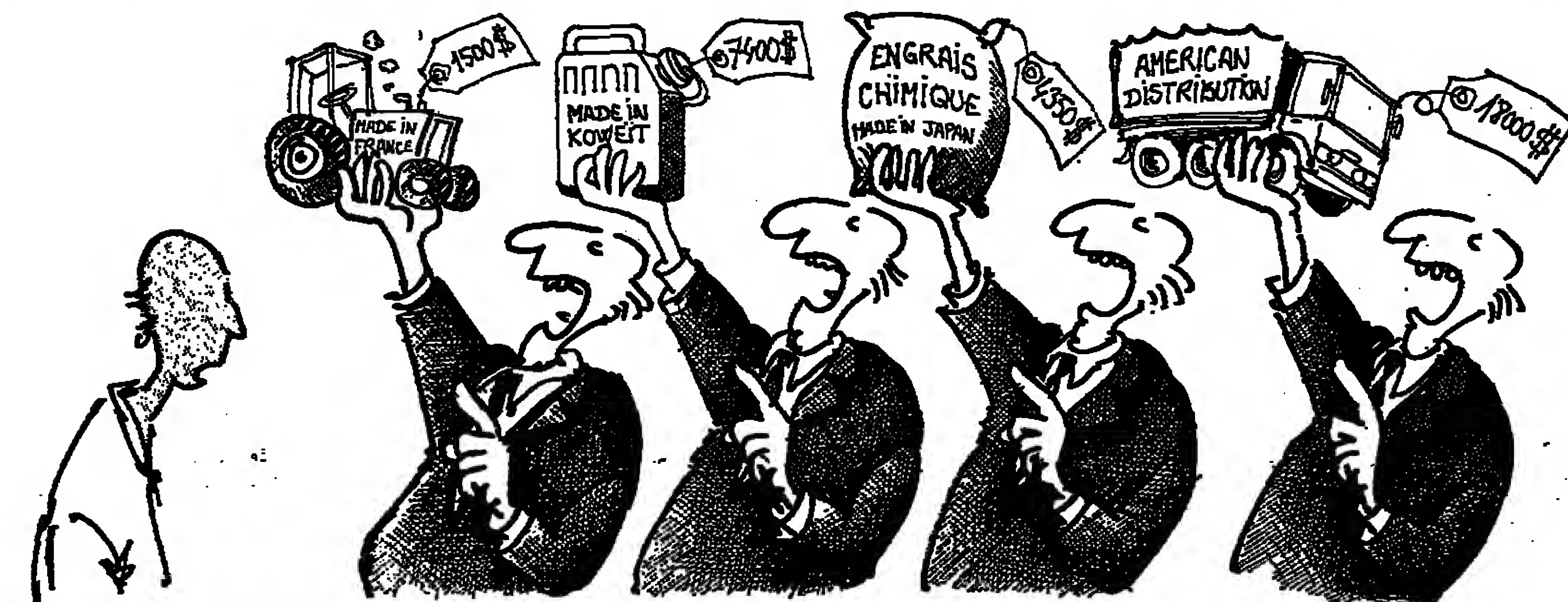
## Les revenus de l'émigration

C'est par millions de francs C.F.A. (2) que les salaires des travailleurs migrants sont rapatriés, mais cette manne apparaît-elle illusion. Dans la conjoncture actuelle, et en raison du reflux des travailleurs étrangers en France, la balance de ces revenus risque d'entraîner une régression par rapport à la situation antérieure à la grande période d'émigration. Dans cette perspective, on reproche aujourd'hui aux populations de ne pas avoir placé leurs salaires dans des investissements productifs, en particulier dans une agriculture modernisée. Étrange reproche au demeurant : la vocation du salaire, déjà amputé

de la plus-value, est-elle d'être du capital ? La fonction d'investir ne revient-elle pas, en régime capitaliste, à ceux qui justifient leurs profits par leur « responsabilité » d'entrepreneurs ? Reprocher aux travailleurs migrants de ne pas investir — reproche que les fonctionnaires sénégalais ne songent pas à se faire à eux-mêmes — procède d'une méconnaissance des conditions dans lesquelles sont acquis ces gains.

(Lire la suite page 15.)

(1) Parmi ces ressources, les cultures potagères, qui jouent un rôle décisif dans la région alimentaire.  
(2) Un franc C.F.A. vaut deux centimes.



transport commencent à se révéler insuffisants pour satisfaire à la fois les besoins des consommateurs et des producteurs. Avec l'élévation du prix des produits pétroliers, les grosses firmes de transport par route accentuent leur domination et les plus petites sont condamnées à disparaître. Les chemins de fer favorisent les lignes les plus rentables et cessent d'exploiter les autres, laissant beaucoup de petits producteurs sans aucun moyen d'acheminer leurs récoltes vers les marchés.

Le commerce de gros et de détail est lui aussi dévasté par les géants. L'exemple le plus frappant est celui du commerce du blé, contrôlé par cinq sociétés : Cargill, Continental Grain, Louis Dreyfus, Bunge et André. A elles deux, Cargill et Continental disposent d'à peu près 50 % des capacités de stockage dans les principaux ports des États-Unis (5). Dans le commerce de détail, la principale chaîne de magasins d'épicerie, Safeway, a réalisé en 1977 près de 10 milliards et demi de dollars de ventes, soit 13,3 % du marché.

La publicité aide chacun des conglomerats à conquérir sa part de marché, moyennant des milliards de dollars dépensés chaque année. Ainsi, en 1978, la facture publicitaire pour l'alimentation et le tabac s'est élevée à 13 milliards de dollars environ (6), à la charge des consommateurs, bien entendu.

## 600 000 départs chaque année

L'UTILISATION accrue d'une technologie hautement capitaliste a eu pour principales conséquences sociales, aux États-Unis comme ailleurs, la disparition des fermiers et des ouvriers agricoles ainsi qu'une détérioration de la qualité de la vie dans certaines régions et communautés rurales. De la seconde guerre mondiale à 1974, l'agrandissement des exploitations a entraîné une chute vertigineuse du nombre des fermes, qui est passé de 6,8 millions à 2,3 millions. Petites et moyennes unités étaient absorbées dans des domaines de plus en plus vastes, souvent repris par des hommes d'affaires ou par de riches exploitants (7). En 1974, 20 % des fermes parmi les plus grosses ont occupé 80 % de toutes les ventes brutes de produits agricoles. Et encore, tout au sommet de la pyramide, 2 % de ces mêmes exploitations réalisaient 93 % des ventes à elles seules (7). L'exode rural continue, et chaque année près de six cent mille paysans quittent leur terre. Aujourd'hui, le fermier américain est soit un directeur gérant de vastes domaines, soit une sorte d'ouvrier agricole travaillant pour le compte de propriétaires absents. L'ancienne catégorie des petits fermiers indépendants est devenue un réservoir de main-d'œuvre pour l'industrie. La moitié des fermiers demeurés à la terre doi-

vent tirer 50 % de leurs revenus de travaux non agricoles, et encore sont-ils souvent fortement endettés auprès des banques. Protestent contre cette condition, des milliers d'entre eux ont traversé toute l'Amérique leurs tracteurs en 1977 et en 1978, pour aller demander de l'aide dans la capitale fédérale.

Sur les 4,3 millions d'ouvriers agricoles que comptait le pays en 1953, la moitié ont été remplacés par des machines (8) souvent produites grâce aux crédits que le gouvernement affecte à la recherche (voir ci-contre l'encadré sur l'industrie de la tomate). Mais à la différence des petits exploitants qui doivent quitter la terre, les ouvriers agricoles, tels les immigrés mexicains, n'ont généralement ni l'instruction ni la formation technique qui leur permettraient de se réemployer sur place ; ils vont alors dans les villes grossir le lot des millions d'autres qui se disputent des emplois de plus en plus rares. Dans certaines régions, ces ouvriers agricoles ont lutté avec leurs syndicats pour obtenir de meilleurs salaires et des garanties d'emploi contre la méconnaissance. Parfois, les syndicats ont demandé aux grands propriétaires de prélever une part des profits tirés de la mécanisation pour aider le personnel licencié à se convertir professionnellement, mais sans grand succès.

Tandis que s'accroissent les contradictions inhérentes à l'agriculture capitaliste, les gens cherchent à se défendre en formant toutes sortes d'alliances qui restent précaires. De la campagne à la ville, du producteur au consommateur, des liens directs se tissent pour tenter de réduire les coûts. Ou bien des ouvriers agricoles de l'Ohio essaient de se grouper avec des petits producteurs pour négocier en commun avec les conserveries, qui sont généralement des sociétés multinationales. Ou a vu des transporteurs syndiqués (Teamsters) se solidariser avec des ouvriers agricoles en grève. Efforts désespérés, mais qui en disent long sur les antagonismes et, aussi, peut-être, sur la possibilité de susciter d'autres initiatives qui pourraient avoir une plus grande résonance.

## Vulnérabilité des sols et des récoltes

AUTRE conséquence de ce type d'agriculture, la détérioration de l'environnement. Les sols s'épuisent en perdant la monoculture, l'utilisation excessive d'engrais et la pénétration des résidus de pesticides. Pour chaque livre de nourriture produite, environ 30 livres de terre et de surface sont complètement érodés par ces pratiques et par l'irrigation outrancière, tandis que la composition chimique du sol restant se trouve altérée. Le service de la conservation des sols du département de l'Agriculture en a conclu que, si le pays devait maintenir sa production de

récoltes au même niveau, il lui faudrait réduire annuellement de moitié les pertes actuelles en sols, ce qui représenterait 1,5 milliard de tonnes de terre à égarer.

Quant aux pesticides, ils ont des effets directs sur la santé. Les épandages détruisent tous les insectes, utiles et nuisibles, sans discrimination. Certains produits inondent le bétail et, parmi les travailleurs exposés à l'effet des pesticides, soit dans les champs soit dans les usines chimiques, on compte approximativement soixante-quinze mille cas d'empoisonnement grave chaque année, sans parler des dommages génétiques causés par certains agents chimiques. Cela n'empêche d'ailleurs pas le retour en force des insectes, qui acquièrent une immunité aux termes d'une adaptation massive et prolongée des pesticides. Aujourd'hui, l'Amérique voit périr, sans le coup des vieux fléaux, à peu près le même pourcentage de ses récoltes qu'il y a des décennies (9).

Avec la généralisation des semences hybrides s'accroît l'uniformité génétique des récoltes : on mesure la vulnérabilité qui en découle puisque une grande proportion de la récolte risque d'être détruite par une seule et unique maladie. L'inévitable s'est ainsi produit pour la première fois en 1970, quand une maladie du charbon a frappé les semences hybrides de céréales, détruisant 15 % environ (et jusqu'à 50 % dans certaines régions) de la récolte américaine de céréales. Qui plus est, le brevetage des végétaux a pour effet de réduire considérablement les bases génétiques puisque des milliers de variétés de semences vont se trouver supprimées, ou déclarées illégales. En Europe, où ce système de licence est déjà bien établi, d'anciennes variétés traditionnelles ont été perdues à jamais et le Dr Erna Bennett, expert de la F.A.O., estime que dans l'espace d'une décennie les trois quarts de toutes les variétés connues de légumes auront disparu d'Europe. C'est ainsi que le genre humain est en train de perdre à une vitesse effrayante toute la diversité génétique qui s'était naturellement forgée comme moyen de protection contre des pertes par trop dévastatrices.

Enfin l'agriculture devient coûteuse en énergie, alors qu'autrefois c'était une activité qui en produisait. Le système alimentaire occupe environ 17 % de toute l'énergie consommée chaque année dans le pays. On estime aujourd'hui que chaque calorie de nourriture produite a nécessité une consommation de 5 à 10 calories de fuel (10). Mais peu de gens se rendent compte que le modèle, conçu en fonction de l'énergie à bas coût, n'a plus sa raison d'être dès lors qu'elle devient aussi onéreuse.

L'abandon des récoltes et le désir d'accroître les profits ont incité les Américains à rechercher des débouchés à l'étranger, par la voie de l'aide et du commerce. La production de matériaux agricoles dépasse les besoins du marché intérieur, les ventes à l'étranger se sont développées. Ainsi, par exemple, 15 %

des pesticides produits aux États-Unis (dont certains sont d'ailleurs interdits sur le marché domestique) et 20 % des fertilisants sont vendus à l'étranger. La réputation de l'Amérique comme grande fournisseuse mondiale de produits alimentaires n'est plus à faire : en 1977, ses exportations ont représenté plus de 24,5 milliards de dollars, ce qui lui permet à la fois de résoudre son problème de surproduction et de compenser son déficit de balance des paiements.

Le problème alimentaire mondial n'est pas un problème de rareté, c'est un fait de plus en plus largement admis aujourd'hui. Ce sont la nature et le contrôle de la production qui sont en cause. Si le modèle américain met l'accent sur les rendements élevés, la domination des grandes sociétés et l'emploi d'une technologie coûteuse en capitaux, il engendre des conséquences sociales, écologiques et politiques que les autres nations ne devraient pas ignorer avant de s'engager dans la même voie. Et cela est particulièrement vrai pour les pays vivant dans des conditions de relative pauvreté, avec des ressources naturelles plus limitées, et moins bien placés dans le système mondial de répartition des richesses. Certes, une application judicieuse des connaissances scientifiques peut apporter un bien énorme. Mais une technologie coûteuse en énergie et en capitaux peut ruiner le tissu écologique et social. En fait le système alimentaire idéal, qui permette de produire à la fois dans la sécurité, la stabilité et la justice reste encore à inventer.

ELEANOR LECAN.

- (1) Cf. Corporation Data Exchange, GDE Stock Ownership Director, Agricultural, Corporate Data Exchange, New-York, 1979.
- (2) National Academy of Sciences, Genetic Vulnerability of Crops, National Academy of Sciences, Washington D.C., 1979.
- (3) Cary Fowler, The Graham Center Seed Library, Graham Center, North Carolina, 1979.
- (4) Michael Perlman, Farming for Profit in a Hungry World : Capital and the Crisis in Agriculture, Landmark Studies, Montclair, New-Jersey, 1977.
- (5) Cf. Dan Morgan, The Merchants of Grains, Viking Press, New-York, 1979. Voir à ce sujet l'article d'Edmond de Clermont, pages 16 et 17.
- (6) John M. Connor, « Competition and the Role of the Largest Firms in the U.S. Food and Tobacco Industries », Working Papers Series 28, University of Wisconsin, février 1979, p. 43.
- (7) Government Accounting Office, Changing Character and Structure of American Agriculture : an Overview, Report GAO-7-178, 26 septembre 1976, G.A.O., Washington D.C., 1976, p. 11.
- (8) James Hightower et Susan de Marco, Farm Tractors, East Texas, Schenkman, Cambridge, Mass., 1978, p. 32.
- (9) Robert Van den Bosch, The Pesticide Conspiracy, Doubleday, New-York, 1978, p. 26, et E. M. Elsbeth, « Estimated Damage and Crop Losses caused by Insect-mite Pests, 1974 », Department of Food and Agriculture, State of California, 2-22-74, 4 septembre 1974.
- (10) John S. Steinhart et Carol E. Steinhart, « Energy Use in the U.S. Food System », Science, 194 : 397-398, 19 avril 1974.

الزراعة الحديثة



(Suite de la page 15)

En effet, non seulement les travailleurs sont séparés de leur famille pendant des années, mais encore, une fois rentrés chez eux, ils touchent des prestations sociales inférieures à celles des travailleurs métropolitains (les économies aînées réalisées sur l'ensemble de la main-d'œuvre immigrée en France représentaient chaque année plus de 2 milliards de francs français (3)). La préoccupation principale de ces travailleurs sou-payés à qualification égale et employés dans des conditions précaires est de se ménager au pays les moyens d'assurer leur insertion pendant les périodes de chômage et de maladie, ainsi que la survie de leur famille qui prépare leurs futurs remplaçants, c'est-à-dire leur retraite. Des débours apparemment inutiles ou improductifs (pensions, construction de maisons, achat de bétail, prestations matrimoniales) tiennent, en fait, ce réseau d'alliances par lequel les travailleurs exilés préparent leur réinsertion dans le milieu villageois qui,

seul, leur assure une sécurité que les patrons étrangers refusent. Enfin, au-delà des investissements sociaux, les populations rurales du Sénégal investissent bel et bien dans des entreprises normales à la charge de la puissance publique et pour lesquelles elles paient l'impôt. La visite de plusieurs villages de la vallée en compagnie d'une délégation de travailleurs migrants nous a convaincu de leur volonté d'organiser pour suppléer, dans leurs limites, aux carences du pouvoir. Dans tous ces villages, des associations d'hommes et de femmes, alimentées par les cotisations des émigrés et le travail des adultes présents, s'emploient à creuser et à faire creuser des puits dépassant le niveau des eaux saumâtres auquel s'arrêtent trop volontiers les services officiels de l'hydraulique, à construire (ou à meubler) des écoles — pour lesquelles le ministère de l'éducation ne fournit pas assez de maîtres, — des dispensaires — dont on attend les infirmiers, — des bureaux de poste — sans posters ni téléphone pourtant promis par les P.T.T.

dement des surfaces est comparativement élevé, le rendement du travail — généralement ignoré des promoteurs — semble, selon les paysans interrogés, beaucoup moins satisfaisant. Le riz demande davantage d'efforts que le mil, mais la SAED refuse d'aménager des périmètres pour d'autres cultures que le riz, malgré les avis des agriculteurs de certains villages qui escomptent du mil un rendement-travail supérieur. Cette préoccupation du rendement-travail, opposée au rendement-surfaces, est pourtant légitime de la part d'une paysannerie dont la moitié des effectifs masculins est absente à tout moment (7). Le rendement des superficies semble être, néanmoins, la préoccupation exclusive des sociétés d'intervention.

Dans l'état actuel de l'exploitation des petits périmètres irrigués, les seuls frais monétaires assumés par les paysans, le prix du fuel pour l'alimentation des pompes, se révèlent trop lourds, en bien des cas. On s'en étonne mais, ici encore, il semble que les promoteurs de ces projets ne sachent pas faire la différence entre la production d'une valeur d'usage (en l'occurrence, denrées destinées à la consommation familiale) et celle d'une valeur d'échange (produits destinés au marché et susceptibles de rapporter du numéraire). Selon les experts, il faudrait, pour dépasser le seuil de l'autosubsistance et permettre un revenu monétaire, doubler les surfaces actuelles de 25 ares, ce qui semble une perspective très éloignée. Rien ne pouvant donc être vendu de la production vivrière, entièrement consommée par les producteurs, on ne peut en attendre des revenus monétaires avec lesquels payer les frais de production, si tant est que des débouchés soient créés. Le rapport conclut sur une constatation pessimiste : « La culture irriguée n'est pas une solution d'avenir, elle n'est qu'une transition vers l'aménagement de la vallée

en grandes unités naturelles d'équipement... L'augmentation de la production agricole et des revenus ruraux viendra plus de l'amélioration de la productivité des cultures fluviales que de l'irrigation. La contribution de cette dernière, sans être négligeable, dépendra cependant d'une réforme de la structure des prix entre facteurs de production des produits agricoles, difficilement réalisable dans un proche avenir. » En somme, les difficultés proviennent de l'intrusion d'un capital monétaire dans l'agriculture de subsistance.

Les cultures traditionnelles ne posent pas ce problème. Sur les terres de dévotion, l'irrigation se fait en fonction de l'énergie fournie par les crues du fleuve. Cette

énergie, captée grâce aux travaux éducatifs d'aménagement du territoire entrepris par les paysans, exigeait un investissement en travail mais aucun débours, aucun recours aux produits du marché ni au capital. Il n'en est plus ainsi avec l'irrigation artificielle. Par la construction des barrages, l'énergie du fleuve sera détournée à des fins de production d'électricité destinée aux industries ou pour rendre le fleuve navigable. Rien de cette énergie ne reviendra plus aux paysans ruraux. En droit, ils en sont dépossédés sans contrepartie. En droit, ils sont en mesure d'édifier des responsabilités du projet une compensation permanente pour l'énergie fluviale dont ils seront privés à jamais par ces travaux.

**Menaces sur le milieu**

**M**AIS, au-delà de cette spoliation, la construction de deux grands barrages aux deux extrémités du fleuve Sénégal aura des effets considérables sur le mode de vie des populations de la vallée, qu'on ne semble pas avoir mesurés avec attention. Les documents provisoires et confidentiels sur les conséquences écologiques du projet ne sont guère optimistes. Tout souligne la faiblesse relative des avantages par rapport aux effets néfastes sur le milieu ; et tous insistent sur la nécessité de procéder à de nouvelles études pour en peiller les inconvénients.

L'influence sur le climat sera négligeable, car les surfaces des lacs artificiels n'augmenteront ni la pluviosité, ni mieux, que d'un millimètre. Par contre, les effets négatifs sur la pêche dépassent les avantages attendus de l'augmentation du volume des eaux dans les lacs de retenue, donc du peuplement piscicole. On prévoit la disparition des espèces qui se reproduisent dans les eaux de salinité variable de l'estuaire, telles que le bar tacheté et la crevette rose. Le barrage de Diama séparera, en effet, et de façon radicale, les eaux douces des eaux salées, ce qui, selon les termes du rapport provisoire, entraînera des « conséquences d'une portée incalculable sur le cycle biologique des poissons et des plantes ». Le barrage de Diama provoquerait ainsi une baisse de production de 3 000 à 5 250 tonnes de poissons, sans compter les répercussions néfastes sur les mollusques et crustacés du delta.

Quant au barrage de Manantali, il n'en prévoit un accroissement du peuplement dans sa retenue d'amont. Il provoquera en aval une réduction du champ d'inondation où vivent les espèces pendant la crue, ce qui se traduira par une baisse de 50 % du rendement de la pêche sur toute la longueur du fleuve. En outre, la pollution provoquée par une navigation croissante sur le fleuve augmentera encore ce pourcentage. L'O.M.V.S. a élaboré, à usage interne, plusieurs études sur les effets des aménagements hydrauliques sur l'écologie. On y découvre que le manantali, déjà rare, et le crocodile, sont voués à la disparition. Des menaces comparables pèsent sur la flore aquatique, avec de graves conséquences pour les rivaux. Non seulement la prolifération prévue de certaines plantes risque de faire baisser le rendement des rizières d'irrigation en les obstruant, mais elles

offrent un habitat favorable aux mollusques porteurs de schistosomes, vecteurs de la bilharziose. Le débâtoisement des fonds des lacs artificiels, incomplet ou même nul en raison du coût et de la durée d'abattage des arbres, provoquera un envasement par les mauvaises herbes, vecteurs d'autres maladies. Enfin, l'un des rapports prévoit aussi un « impact négatif » sur la mammalogie et l'herpétologie (mammifères et serpents), c'est-à-dire deux composantes majeures de la faune.

Malgré les silences officiels, certains villageois s'inquiètent de ces projets et s'interrogent sur les mesures à prendre. A terme, c'est en effet la disparition du paysan actuel qui est en cause — soit une population de plus de sept cent mille personnes promises à une émigration croissante et définitive vers des marchés du travail de plus en plus étroits et lointains, ou à la prolifération, pour la majorité de ceux qui resteront sur place. Pour les travailleurs migrants qui y trouvaient le complément de ressources leur permettant de vendre à bon compte leur force de travail et d'avoir accès au numéraire, cette zone de repli est menacée de disparition. Avec elle disparaîtront les conditions économiques de l'émigration tournante. On ne pourrait que se réjouir de l'extinction d'un mode d'exploitation du travail particulièrement odieux, s'il n'annonçait l'exploitation et l'exode de centaines de milliers d'hommes et de femmes. Une fois de plus, au nom du « développement », une population tout entière sera-t-elle sacrifiée aux impératifs stratégiques de la guerre des matières premières ?

CLAUDE MEILLASSOUX.

**Bouleversement des méthodes de culture**

**L**ES populations portent un intérêt évident aux cultures irriguées que proposent diverses agences d'aide ou administratives, telle, en particulier, la SAED (Société d'aménagement et d'exploitation des terres du delta). Ce mode de culture vise à préparer les paysans — sans qu'ils en soient clairement avertis — aux conditions de production agricole imposées à l'avenir par la construction des barrages et la régulation du fleuve. Aux cultures de dévotion (culture du mil surtout) seront substitués des casiers rizières sur terrains artificiellement irrigués. Deux types de terres sont ainsi expérimentés : les grands et les petits périmètres. Les premières conclusions ont été consignées par l'O.M.V.S., en juin 1978, dans un rapport non diffusé dans le public (4).

Sur les premiers, le planage, le pompage, le contrôle des eaux (5) et les labours sont mécanisés et entrepris par les sociétés d'intervention. Mais les paysans bénéficiaires des parcelles, constate le rapport socio-économique, se sentent trop à l'écart des responsabilités, et l'on explique ainsi que, sur 4 510 hectares semés en 1977-1978, 1 570 seulement ont été récoltés, les autres ayant subi divers accidents que n'ont pas pu empêcher les techniques, empiriques dans leur bureaucratie, n'ont pu conjurer. Le coût monétaire de la production entraîne des charges financières que les paysans ne peuvent supporter, ce qui pousse les sociétés d'intervention à user de coercition pour récupérer les sommes dues. L'accroissement de l'endettement provoque un problème jugé sérieux, entraînant une crise latente. Enfin, les rendements étant inférieurs à ce qui était attendu, on envisage de convertir les grands périmètres en petits.

Sur ces derniers, des parcelles d'une vingtaine d'ares sont réparties entre des familles volontaires qui entreprennent toutes les opérations culturales à l'exception des aménagements hydrauliques, dont elles assurent néanmoins l'entretien. A titre d'essai et d'encouragement, les premières pompes sont fournies gratuitement, seul le coût du gasoil étant à la

charge des paysans. Cette formule a donné, en certains lieux, de spectaculaires rendements à l'hectare, en particulier à Gédéon où opèrent des experts venus de Chine. Bien que les paysans se sentent davantage impliqués dans cette formule et manifestent un grand intérêt, des problèmes demeurent. Le rapport socio-économique provisoire de 1978 en énumère quelques-uns : le coût de l'entretien et de l'irrigation ; les surfaces inépuisables des périmètres, actuellement limitées à 20 ou 25 ares ; le fait que ces périmètres soient généralement installés dans des zones sans protection contre les grandes crues décennales qui risquent de les détruire à tout moment (6), etc. Ajoutons que si, sur les petits périmètres, le ren-

**BIBLIOGRAPHIE****OUVRAGES RÉCENTS :**

« Sophia Beaud, *L'Arme alimentaire*, Maspéro, Paris, 1979 : des origines de la dépendance alimentaire du tiers-monde aux politiques actuelles, qui tendent à préserver l'indépendance des grands pays industrialisés dans le domaine de la production et de l'organisation des marchés. Sophia Beaud fait notamment le point des recherches les plus récentes sur les difficultés du monde paysan autochtone face à la pénétration des méthodes et de la technologie impérialistes. Conclut : « La pénurie n'est pas une fatalité, et le problème est d'ordre politique. »

« *Croissance des jeunes nations* » consacre un numéro spécial à « La faim dans le monde », où les auteurs s'interrogent, eux aussi, sur les raisons de la persistance de la faim. Un motif d'inégalité supplémentaire est une note discordante dans les opinions habituellement dispensées sur la Chine : Wojtek Zafra-nowski estime que, dans ce pays aussi, « la faim reste à vaincre » (n° 218, mars 1980, Paris).

« Les problèmes agricoles du tiers-monde » : sous ce titre, le cahier n° 382 de « Problèmes politiques et

sociaux » reproduit une sélection de textes récents tentant de dégager les causes réelles de la faim (« La Documentation française », 15 février 1980, Paris).

**A LIRE ÉGALEMENT :**

« Frances Moore-Lappé et Joseph Collins, *Food First, Beyond the Myth of Scarcity*, Houghton Mifflin Company, Boston, 1977.

« H. Deszenné, « Femmes et dominations en Afrique noire, paysans et éleveurs du Sahel sous le joug », éd. L'Harmattan, Paris, 1977.

« Albert Provant et François de Ravignan, « Le Nouvel Ordre de la faim, révolutions paysannes », Le Seuil, Paris, 1977.

« Colin Tudge, « The Feminine Business », Faber, Londres, 1977.

« Susan George, « Comment meurt l'autre moitié du monde », LaFont, Paris, 1978.

« Frances Moore-Lappé et Joseph Collins, « L'industrie de la faim », éd. L'Harmattan, Paris, 1978.

**Diversification et supranationalité****LE RÈGNE DES CONGLOMÉRATS CÉRÉALIERS**

Par EDMOND DE CLERMONT

**L**ES délaçages de rapports produits par l'ONU, les organismes gouvernementaux et intergouvernementaux sur le commerce mondial des céréales ignorent avec une remarquable constance le cœur du problème : les structures oligo-politiques de pouvoir des géants céréaliers travaillant en étroite concertation. Or, avec des activités hautement diversifiées, ces conglomérats sont tout à fait caractéristiques de l'évolution du capitalisme en ce dernier quart de siècle.

Dan Morgan, journaliste au « Washington Post », donne dans un ouvrage récent qui vient d'être traduit en français (1), un aperçu particulièrement éclairant de l'histoire et des techniques de ceux qu'on ne peut qu'improprement appeler « négociants en céréales » tant ils ont la haute main sur une très large gamme d'autres produits.

Sept familles se partagent la totalité du commerce des céréales : les Fribourg, chez Continental ; les Hirsch et les Born, chez Bunge ; les Cargill et les Macmillan, chez Cargill ; les Louis Dreyfus et André, chez les grandes sociétés qui portent leur nom. Ces personnalités possèdent des passeports suisses, français ou américains. Mais leurs intérêts

supra-nationaux, et les super-bénéfices qu'elles en tirent, se situent inévitablement en marge de tout impératif national. Leurs sociétés se sont dotées de structures identiques pour servir des fins communes. Non seulement les membres de cette confrérie internationale possèdent la majeure partie des actions de ces géants céréaliers, mais ils occupent en leur sein tous les postes importants : président du conseil d'administration, directeur général, etc. On se trouve en présence d'un phénomène historique du même type que celui qui a permis à la famille Michelin de continuer à contrôler le troisième producteur de pneus du monde, aux Rothschild de conserver leur empire bancaire, leurs intérêts miniers, agricoles et industriels, ou à Henry Ford de rester le maître de son entreprise de construction automobile. Dans le « grain business », le pouvoir familial reste, plus encore qu'ailleurs, absolu et n'a de comptes à rendre à personne.

En tant que transformateurs, transporteurs et distributeurs, les cinq grands conglomérats sont dans une situation idéale, grâce à la synchronisation toujours plus poussée de leurs opérations, pour étendre encore leur zone d'influence au cours des années 1980. Le tableau ci-dessous donne une idée du coût des

**IMPORTATION DE PRODUITS ALIMENTAIRES ET DE CÉRÉALES DES PAYS CAPITALISTES SOUS-DEVELOPPÉS (en millions de dollars)**

Rubriques	1960	1977	1983 (estim.)
PROD. ALIMENT.	5 890	15 238	58 143
Pays sous-dév. (1).			
CÉRÉALES	1 840	9 185	19 517
Pays sous-dév. (1).			
OPEP	387	3 403	11 156

(1) Y compris l'OPEP, pays socialistes sous-développés.

importations de produits alimentaires dans les pays capitalistes sous-développés (y compris ceux de l'OPEP). Selon les prévisions en matière de mouvements de population (graphique ci-contre), en prenant l'hypothèse la plus basse, celle d'un taux de croissance annuel semblable à celui des années 1960-1977, on arrive à une fantastique facture pour les produits alimentaires : 58 milliards de dollars pour 1983, qu'il faut replacer dans le contexte

de l'endettement croissant (actuellement 315 milliards de dollars) de ces pays. Encore que le taux de croissance retenu ici soit fort modeste, compte tenu de l'explosion démographique et de l'augmentation des coûts des produits dérivés du pétrole utilisés en agriculture.

Dans les pays sous-développés, des millions de gens meurent de faim ou souffrent de malnutrition endémique, mais le club des Cinq continue de réaliser de florissantes affaires, comme cela a toujours été le cas depuis le plan Marshall et la promulgation de la loi 480 aux États-Unis (2). Cargill, le plus puissant des cinq conglomérats, offre tous les traits du pouvoir céréalier et incarne bien la puissance de géant collectif.

**Pouvoir pyramidal**

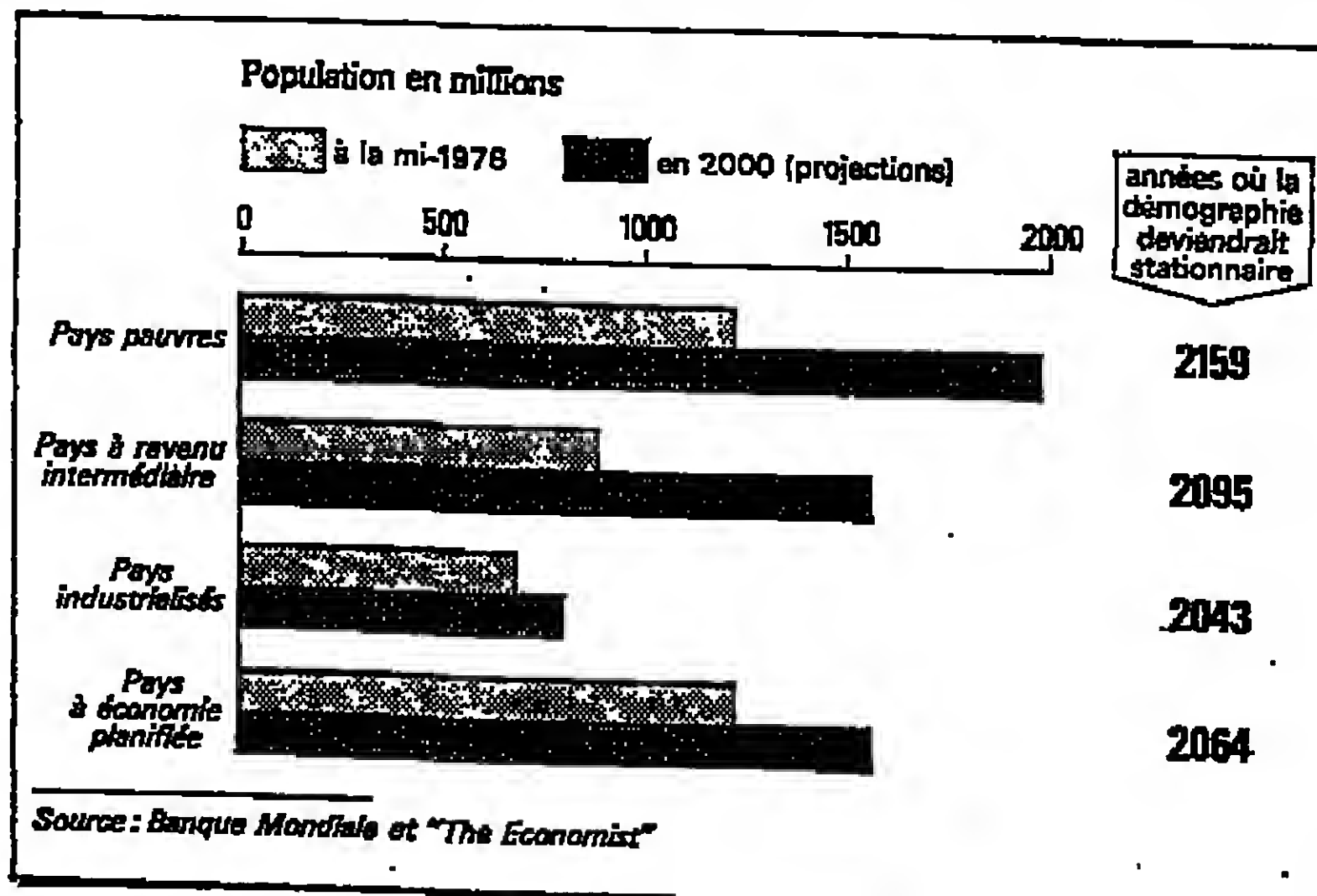
**E**N décrivant la pyramide de ce pouvoir, le commissaire à l'Agriculture du Nord-Dakota fit ce commentaire, qui pourrait tout aussi bien s'appliquer à la France, à l'Argentine, à l'Australie et à tous les pays producteurs de céréales : « A la base de cette pyramide, il y a les trente mille fermiers de l'Etat qui, discrètement dirigés en sous-main par Minne-

polis (3) sont « coiffés » par une Bourse aux céréales ayant à son tour pour principaux clients six grands exportateurs. C'est ce truchement qu'empruntent les récoltes de céréales. Plus on s'élève dans la hiérarchie, plus le pouvoir et l'information aux fins de commercialisation sont concentrés entre les mains de quelques-uns. »

Cargill donne le ton. Actuellement, les exportations annuelles de céréales dépassent 23 milliards de dollars et le commerce global des produits alimentaires 50 milliards. En 1974, la part de Cargill dans les exportations de céréales américaines a été de 42 % pour l'orge, 32 % pour l'avoine, 29 % pour le blé, 22 % pour le sorgho, 18 % pour le soja et 16 % pour le maïs. Selon « Business Week », le total des ventes de Cargill, en 1979, devait dépasser 12,6 milliards de dollars, soit davantage que celles de Du Pont en 1978 (10,8 milliards).

Cependant, la moitié de ce volume d'affaires et plus des deux tiers des bénéfices proviendront d'activités hors du secteur céréalier (acier, volaille, minoterie, conservation de la viande, coton, transformation du soja, aliments pour bétail (voir graphique page 17)).

La diversification s'est également accélérée chez les autres membres de la famille céréalière. Ainsi, le plan d'expansion de Louis Dreyfus prévoyait, le 23 juillet 1976, que « Louis

**LA POPULATION MONDIALE EN L'AN 2000 ET AU-DELÀ**

Une B



## Urbanisation, bouleversement des habitudes alimentaires importations de céréales

# Un effet de la rente pétrolière au Nigéria

DEPUIS 1977 le Nigéria a rejoint l'Égypte, l'Algérie et le Maroc parmi les pays africains qui importent plus de 1 million de tonnes de céréales par an. Il reste, cependant, comme eux, un grand producteur : 8 millions à 9 millions de tonnes de céréales ces dernières années, dont 80 % fournies par les milles et les sorghos du Nord, alors que l'alimentation des populations des zones tropicales du Sud reste fondée sur les racines et tubercules (28 millions de tonnes en 1976) et dans une moindre mesure le maïs et le riz. Sauf pour ces deux derniers produits, la production céréalière stagne et celle du manioc et de l'igname croît moins vite que la démographie. La ration alimentaire moyenne se détériore depuis 1960 et la population urbaine, qui augmente depuis quelques années au rythme impressionnant de 11 % à 13 % par an, est de plus en plus difficile à nourrir.

Ce qui caractérise avant tout la situation alimentaire du Nigéria, c'est l'étendue d'un marché intérieur potentiel de près de cent millions d'habitants et la plus importante du continent et la rapidité avec laquelle les importations ont augmenté depuis le bond en avant des exportations de pétrole. Les achats de blé à l'étranger, qui avaient lentement progressé au cours des vingt dernières années pour atteindre 380 000 tonnes en 1975, passent à 743 000 tonnes en 1976 et à plus de 1 million en 1978 ; selon les estimations gouvernementales de 1978, elles devaient atteindre 578 000 tonnes cette année. Les importations de riz croissent encore plus rapidement (45 000 tonnes en 1976, 490 000 tonnes l'année suivante) et celles de maïs, plus récentes, devraient, selon nos estimations, dépasser les 100 000 tonnes.

La production de blé est insignifiante. Dès 1958, le gouvernement encouragea le développement des périmètres irrigués dans le Nord dans le but de réduire les importations. Mais, depuis, la production a baissé de plus de 50 % (7 000 tonnes en 1978) de même que les rendements. Parallèlement, la consommation de pain s'est considérablement accrue. Elle qui jusqu'au milieu des années 1970 n'était que de 100 grammes par habitant et par jour, est passée à 150 grammes en 1978. L'augmentation de la consommation de pain a entraîné une augmentation de la demande de farine, favorisée par la promotion des exportations agricoles au titre de l'aide alimentaire, entretenue et satisfaite la demande croissante de pain. Celui-ci, en raison d'un prix relatif élevé, reste toutefois un aliment de luxe ; le développement escompté

de la consommation dépend essentiellement de l'augmentation des revenus de certaines couches urbaines (1).

L'accroissement des importations alimentaires est sans conteste le résultat des profondes et soudaines transformations de l'économie nationale. Au début des années 60, le Nigéria faisait figure de prototype d'agro-exportation héritée de la colonisation : premier producteur et exportateur mondial d'arachide, deuxième de cacao, premier producteur mondial de palme et d'huile de palme, premier producteur africain de caoutchouc. Avec le coton, ces produits représentaient encore, en 1968, 62 % des exportations totales en valeur ; en 1974, ils ne comptent plus que pour 5 % dans un total d'exportation multiplié par quatre en six ans et constitué à 83 % par les devises tirées du pétrole brut. La crise de l'agriculture résulte en grande partie des bas prix qui furent trop longtemps payés aux producteurs par les offices de commercialisation des cultures de rente ; le développement accéléré du marché intérieur, qui stimule la diffusion de la rente pétrolière, a pour sa part contribué à créer une crise alimentaire.

Les firmes multinationales intervenant dans le secteur agricole ont anticipé et favorisé ce mouvement. En 1962, la principale compagnie multinationale américaine qui acheminait la farine à Lagos installa dans ce port, avec l'aide de l'État, la première meunerie : Flour Mills of Nigeria (F.M.N.). Les importations de blé prennent alors le relais de celles de farine. Aujourd'hui, Flour Mills traite près de 65 % des blés importés et dispose des seuls silos existant dans ce pays (2).

L'exemple de Flour Mills montre que les firmes s'insèrent d'autant plus facilement dans cette minitotalisation de l'économie, qu'elles occupent depuis longtemps une place importante, parfois décisive, dans ses rouages. Disposant d'un quasi-monopole dans une branche (3) avec les moyens de la défense face à l'État, l'entreprise possède les attributs classiques des multinationales. Mais elle ne cherche ni à contrôler ni à prendre la place des nombreux agents privés qui assurent la transformation de la farine et la distribution du pain ; pas plus qu'elle ne tente d'élargir son emprise en s'opposant à la politique gouvernementale. Bien au contraire, le développement de ses activités passe par les rapports étroits qu'elle établit avec les uns et les autres.

### Le rôle de l'État

COMME toutes les entreprises étrangères, Flour Mills est soumise à la loi sur la « nationalisation » progressive du capital étranger. À ce titre, la participation de l'État atteignait 60 % en 1977. La crise des paiements de 1978, après une chute des exportations de pétrole, conduisit l'État à réduire sa participation à 40 % dans les entreprises agricoles afin d'attirer les investissements dans ce secteur. Mais si le quasi-monopole de Flour Mills dans la transformation des blés importés demeure intact depuis une quinzaine d'années, il y a tout lieu de penser que c'est la participation de l'État qui lui a permis

jusqu'ici de se prémunir contre l'entrée de nouveaux concurrents sur le marché (4).

Une autre mesure étatique d'importance est la réglementation douanière, qui joue un rôle déterminant dans l'orientation des investissements, même si la difficulté de contrôler les frontières permet un trafic considérable (5).

En fait, c'est en premier lieu la politique économique du gouvernement fédéral et sa gestion de la rente pétrolière qui ont ouvert un espace à la firme multinationale. La diminution de la production agricole vivrière par

Pour traiter le blé importé à un prix avantageux, la société Flour Mills, au Nigéria, dispose d'un quasi-monopole. L'État lui-même contribue à consolider cette rente de situation. Et voici que progresse la consommation de pain dans les villes, alors que le pays ne produit pratiquement pas de blé. Sur la liste des exportations, le pétrole, il est vrai, a éliminé la plupart des grands produits agricoles vendus autrefois à l'étranger.

Par JOHNNY EGG \*

habitant s'est traduite par des difficultés croissantes dans l'approvisionnement des zones urbaines et par une flambée des prix des aliments sur les marchés. Par exemple, dans l'État de Kano, grand producteur du Nord-ouest, les prix du maïs sur le marché ont passé entre 1976 et 1978 de 138 nairas la tonne à 346 nairas, celui du riz de 258 nairas la tonne à 361, et celui du blé de 303 nairas à 554. Ces prix sont en moyenne deux fois plus élevés que ceux pratiqués sur le marché mondial, et leur progression, largement supérieure à l'indice d'inflation moyen, déjà fort élevée. L'approvisionnement des villes à des prix relativement bas devient, dès 1975, un problème crucial pour l'État nigérian. Grâce à l'accroissement de ses ressources budgétaires (6), il cherche à le résoudre par une politique en deux volets : modernisation de la production vivrière (innovation dans la politique agricole réservée jusqu'alors aux produits destinés à l'exportation) et libéralisation des importations. Les droits de douane sur les céréales sont abaissés de 40 % à 10 %. Les entreprises de première transformation des céréales bénéficient dès lors d'une protection de la part de l'État puisqu'elles trouvent sur le marché international un approvisionnement à des prix bien inférieurs à ceux du marché intérieur. En 1978, le tonne de blé américain déchargé à Lagos coûtait 129 nairas ; elle était venue 170-180 nairas à la firme multinationale de Kano, alors que, sur le marché intérieur, son prix dépassait 300 nairas. En 1978, cette rente de situation s'accroît considérablement pour Flour Mills : le prix à la production s'élève brutalement, alors que ceux du marché international restent capotalement bas et que les importations augmentent avec la demande. La même faveur joue pour le maïs importé pour alimenter l'industrie naissante d'aliments du bétail, d'autant plus forte dans ce cas que la production et la consommation locales sont plus importantes que celles du blé. Ainsi l'État fonde-t-il sur les firmes multinationales sa politique d'approvisionnement des villes.

(\*) Chercheur associé au GERRI-INRA.

Tout en laissant une large marge au transformateur, il peut (en fixant un prix-plafond pour la farine) maintenir un prix du pain relativement bas par rapport à l'ensemble des prix des produits alimentaires locaux. Le transformateur, quant à lui, est en mesure de tirer parti des variations de prix sur le marché international des céréales, d'autant qu'il dispose des seules installations de stockage du pays (7).

Cette politique, de la part de l'État, a eu des répercussions importantes sur les habitudes de consommation de la population urbaine. Le pain n'est plus l'aliment de luxe des années 60. Il

prend une part croissante dans le régime alimentaire des populations des grandes villes du Sud au détriment de l'igname, de la farine de manioc et des céréales traditionnelles. On a calculé que les céréales importées apportaient, en 1978, 440 calories à la ration théorique moyenne des habitants de Lagos et près de 700 en 1979, soit le tiers de la ration totale. De fait, l'indice des prix alimentaires a baissé dans la capitale. La consommation de pain dans les autres villes est moins importante mais progresse rapidement, notamment dans le Nord, traduisant les énormes potentialités de ce marché (8).

### Echapper aux coûts de la distribution

MAIS la consommation de pain n'a augmenté pas seulement en raison de son prix relativement bas. Le mode de vie urbain, avec le développement des emplois, des restaurants collectifs et la multiplication des déplacements, modifie les habitudes de consommation. Si Flour Mills a directement profité de ces changements, c'est avant tout parce qu'elle s'appuie sur un secteur de distribution très dispersé, capable de s'adapter aux formes de la demande. Les marchands ambulants, par exemple, qui vendent du pain dans les gares, dans les parcs, etc., ont beaucoup contribué à l'accroissement de la consommation. Les ventes de farine de Flour Mills s'accroissent, en effet, aux boulangeries industrielles et aux gros consommateurs. La firme se garde d'intervenir en aval, dans le secteur très hétérogène des boulangeries artisanales (plus de six cents à Lagos), des intermédiaires des détaillants et des marchands ambulants. Ainsi, tout en évitant d'avoir à assumer les coûts de la distribution sur un marché très fragmenté, elle bénéficie néanmoins de la souplesse des agents locaux.

### Précédents articles :

- UNE ARME POLITIQUE DE CHOC : L'ALIMENTATION (dossier de six pages, numéro de septembre 1975).
- L'AGROBUSINESS EN AMÉRIQUE LATINE (dossier de cinq pages, numéro de septembre 1978).
- PAYSANS DÉPOSÉS DE LA TERRE (dossier de six pages, numéro de juillet 1979).
- Un village du Niger devant les experts occidentaux, par François de Ravignan (octobre 1977).
- L'agriculture voltaïque dans le piège de la dépendance, par René Dumont (mars 1978).
- La Banque mondiale et le « développement » agricole du tiers-monde, par Frances Moore-Lappé et Joseph Collins (juin 1978).

Dans les campagnes, les activités de transformation artisanales sont jusqu'ici restées à l'abri de la concurrence des céréales importées (9). En effet, le coût de production y est faible — puisqu'il s'agit d'activités intégrées — dans les pratiques domestiques, alors que, à l'inverse, l'élevation des coûts de transport tient les céréales importées à l'écart des zones rurales. Pour combien de temps encore ? L'accroissement des importations et l'amélioration des moyens de transport peuvent rapidement renverser cette situation.

- (1) Cf. P. Kilby, « Patterns of Bread Consumption in Nigeria », in Food Research Institute Studies, 5 (1), 1965, pp. 2-8.
- (2) Sa capacité de manœuvre approchant 800 000 tonnes début 1978, répartie entre Lagos (600 000 tonnes), Kano (120 000 tonnes) et Calabar (80 000 tonnes), elle augmente, notamment dans le Nord, avec une nouvelle unité à Maiduguri.
- (3) La Nigerian National Supply Company, créée récemment par l'État pour suppléer aux importations du secteur privé, n'a acheté jusqu'ici que de faibles quantités de céréales (riz surtout).
- (4) Voir sur ce point O.-O. Solerg, « The politico-economic position of multinational corporations : a Nigerian example » (à partir d'une fabrique de ciment), in *International Firm in Africa*, éd. par C. Widiaranti, IDEP, Dakar and Scandinavian Institute of African Studies, Uppsala, 1975, pp. 106-209.
- (5) D'après le ministère du commerce, ce sont 30 % de la farine produite au Nigéria par la firme multinationale qui trouvent ainsi de plus hauts prix dans les pays voisins.
- (6) En 1977, la fiscalité pétrolière a rapporté au gouvernement fédéral plus de 8 milliards de nairas (40 milliards de francs), soit 75 % de ses recettes budgétaires.
- (7) De la même manière, l'État favorise le développement de l'élevage des poules pondeuses, en n'autorisant cette fois aucun contrôle sur le prix des aliments composés, produits pour une large partie par la firme d'origine américaine Pfizer.
- (8) A Kano, Flour Mills vend de la farine complète destinée aux préparations traditionnelles, concurrentes ainsi directement des céréales locales.
- (9) Cf. Sh. Simmona, « The small scale rural food processing industry in Northern Nigeria », in Food Research Institute Studies, vol. XIV (2), 1975.

Dreyfus déploie aujourd'hui des activités aussi diverses que la restauration en France, les systèmes d'irrigation au Proche-Orient, l'hôtellerie au Brésil, la verrerie et le bois en Amérique du Sud, la construction d'immeubles de bureaux aux États-Unis et au Canada. L'expansionnisme de Cargill est alimenté par

les bénéfices du commerce des céréales. Pour renforcer encore davantage sa position dominante dans ce secteur, le conglomérat investit chaque année 150 millions de dollars en vue d'augmenter sa capacité de stockage et de manipulation de 50 % en 1984, date à laquelle sa part du marché américain pourrait

s'élever à 35 %. La dynamique de l'accumulation fait que la firme ne peut se limiter aux frontières des États-Unis et qu'elle s'implante de plus en plus sur les marchés étrangers, « mettant ainsi la main sur des sources d'approvisionnement supplémentaires pour se protéger de toute chute de production aux États-Unis » (4).

Les Cinq contrôlent toutes les étapes de la chaîne, que ce soit de l'exploitant agricole au consommateur, en passant par le marché à terme des céréales. Ils ont la haute main sur les « raffineries » qui transforment le blé en farine, les graines de soja en huile de table ou aliment pour bétail, le maïs en aliments composés pour bétail ou en édulcorants utilisés dans la fabrication des boissons non alcoolisées et des glaces. Cargill assure, conjointement avec Continental plus de 50 % de toutes les exportations de céréales des États-Unis. C'est également l'un des principaux exportateurs de blé français et européen. Pris ensemble, les Cinq contrôlent 90 % du blé et du maïs du Marché commun, 90 % des exportations d'orge canadienne, 80 % des exportations de blé argentin, 90 % des exportations de sorgho australien. Ils ont même pris pied dans les pays de l'Est européen, non pas seulement comme importateurs, mais aussi comme intermédiaires.

Le plan Marshall et l'envoi d'énormes quantités de céréales américaines à l'Europe avaient ouvert la voie à la pénétration des multinationales céréalières sur les marchés mondiaux. En 1955, Tradax, filiale genevoise de Cargill, s'implantait en Europe et allait devenir l'une des plus grandes entreprises céréalières du monde. Sa domiciliation en Suisse ouvrit de nouveaux horizons : ce pays était en passe de devenir le centre mondial de la commercialisation, hors des États-Unis, des céréales non-américaines et de bien d'autres produits de base (coton et café notamment) ; il était exempt de tout risque d'instabilité politique et de contrôle des changes ; la fiscalité y était accommodante et le milieu ne se prêtait guère aux incursions des manipulations spéculatives du grand capital.

Cargill n'était pas le seul à avoir reconnu ces avantages. SOCF et ZURFIN s'établirent à Zurich pour le compte de Louis Dreyfus et de Bunge. Après tout, un taux d'imposition de 8 % est préférable à un taux de 50 %, disait un porte-parole de Continental lorsque ce conglomérat déplaça son siège de Paris à

Genève... Tels sont les bienfaits de la supranationalité.

Les grands conglomérats (en particulier par leurs transactions sur le coton et le soja) jouent un rôle prépondérant dans les marchés à terme des céréales et les bourses du blé, aussi bien dans la spéculation que dans les opérations de couverture. Cependant, ce type d'agissements attire de plus en plus l'attention des enquêteurs, devenus plus nombreux et plus déterminés depuis que les États-Unis ont mis en cause le rôle de certaines multinationales.

Il faudrait porter sa curiosité sur des citadins plus discrètes. Agissant en étroite synchronisation, les Cinq (comme les « Sept Sœurs » du pétrole) organisent leur propre « bourse », échangent constamment entre eux des commissions de céréales pour réduire les risques et spéculer. Une aptitude à la manipulation qui, d'ailleurs, s'exerce dans bien d'autres secteurs, hors du champ céréalière.

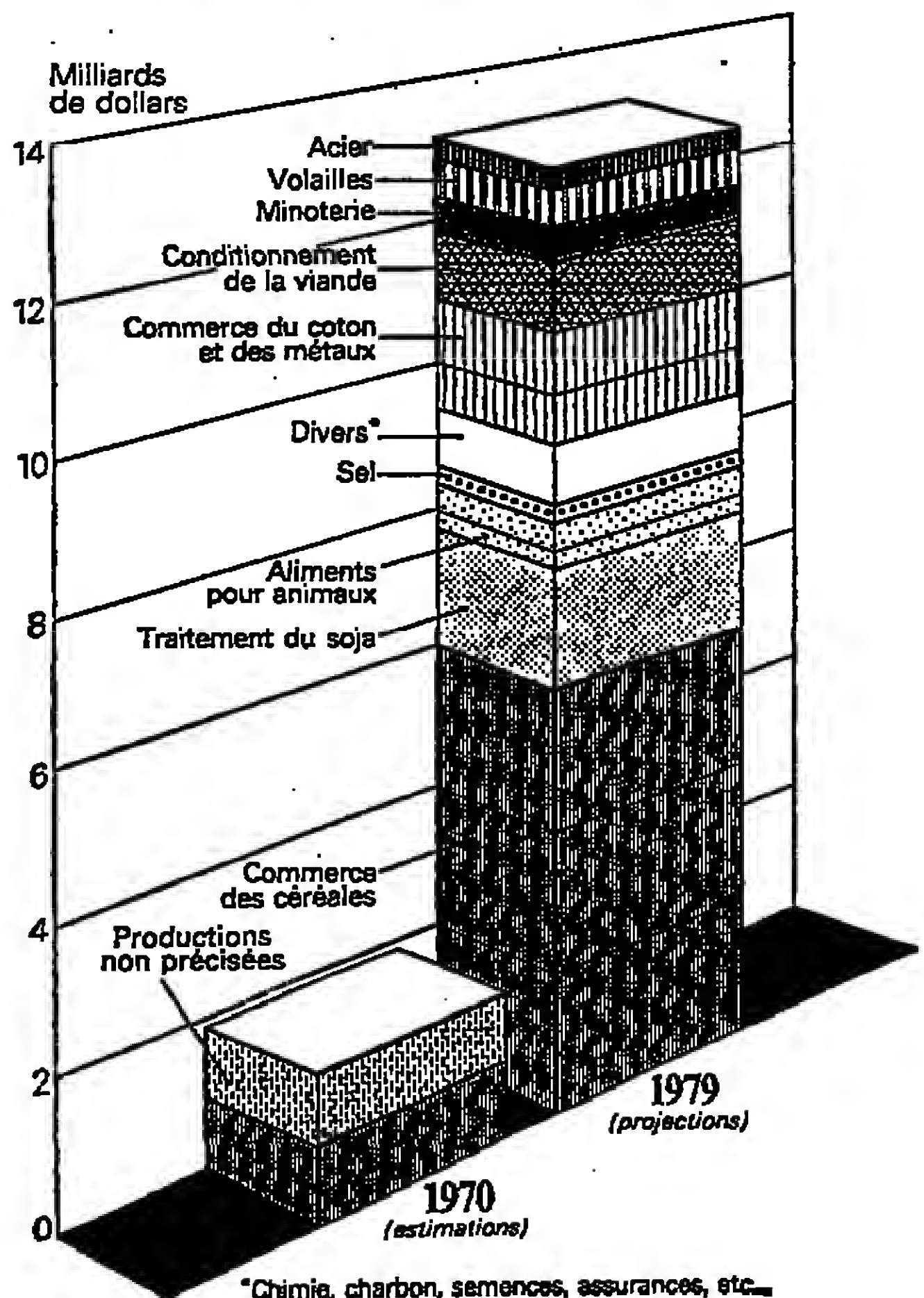
Le changement de régime en Iran a constitué un véritable laboratoire pour la mise au jour de telles pratiques et des manœuvres, dans son livre, en relate un cas typique. Dans cet Eldorado où les « affaires » se chiffrent par milliards de dollars avant la chute du chah, les importations de céréales étaient passées en valeur de 15 millions de dollars en 1961 à 764 millions en 1977, ce qui en dit long sur la nature du « développement » économique en ce pays. À l'échelle de la totalité des pays sous-développés, fraudes et pots-de-vin mettent en jeu des sommes représentant des milliards de dollars, ou regard desquelles l'« aide » économique dont ils bénéficient paraîtrait bien mince.

EDMOND DE CLERMONT.

- (1) Dan Morgan, *Merchants of Grain*, Viking Press, New York, 1978, 387 pages, publié et adapté en français sous le titre *Les Géants du grain* (Payard, Paris, 1980, 300 pages).
- (2) Publié *Les 400* : votée par le Congrès en 1964, cette loi prévoit notamment, sous la vente des surplus alimentaires américains à des « pays saisis » moyennant paiement en monnaie locale, soit des fournitures à titre gracieux à des pays appartenant à la même catégorie frappée de famine.
- (3) Capitale de l'État du Minnesota et siège du plus grand marché de céréales des États-Unis.
- (4) *Business Week*, 16 avril 1978.

### L'ORIGINE DES REVENUS DE CARGILL EN 1979

(d'après les projections établies par "Business Week")



delia 150



## L'action du Fonds international de développement agricole

## Aider les pays les plus pauvres

Du 15 au 18 janvier s'est tenue à Rome la session annuelle du conseil des gouverneurs du Fonds international de développement agricole (FIDA). Cette réunion a permis, notamment, de faire le point sur une expérience engagée voilà deux ans. L'institution spécialisée des Nations unies, le Fonds a, en effet, commencé ses opérations en décembre 1977, avec une dotation de 1 milliard de dollars pour 1978-1980. Son objectif essentiel est d'« accroître la production alimentaire et améliorer le niveau nutritionnel des populations les plus pauvres, dans les pays pauvres ou à déficit alimentaire ». L'originalité institutionnelle tient à la participation financière des pays de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEP) à un niveau proche de celui des pays industrialisés (436 millions de dollars contre 607), avec pour conséquence une majorité des deux tiers en faveur des pays en voie de développement. Dans la mesure du possible, les décisions se prennent cependant par consensus.

Bien accueilli dans le tiers-monde, qui y voit la marque d'un esprit différent de celui de la Banque mondiale, le Fonds envisage le problème de la faim d'une façon nouvelle. Les conditions techniques du crédit sont les mêmes que celles de l'Association internationale de développement (A.I.D.), filiale de la Banque mondiale : prêts à cinquante ans, avec dix ans de différé et 1 % de commission. Mais, sans négliger les impératifs économiques, le FIDA accorde au facteur humain une attention particulière. Quel-

ques exemples permettent d'en prendre la mesure :

— Il s'attache, tout d'abord, à fortifier les communautés traditionnelles. Ainsi le conseil d'administration vient d'approuver un crédit en faveur du Nicaragua dont l'objectif immédiat est d'améliorer l'offre de denrées alimentaires. L'originalité institutionnelle tient nécessairement à la reprise des activités agricoles. Un autre projet récent, au Honduras, concerne les petits exploitants de la région occidentale qui vivent d'une agriculture de subsistance, à flanc de montagne : c'est sur les comités agricoles de villages que doit s'appuyer le projet pour distribuer les crédits et les aider à la vulgarisation et à la formation, s'efforçant ainsi de restaurer l'autosuffisance dans les hameaux.

— Le FIDA cherche aussi à associer les femmes au développement rural, comme dans les régions de M'Bour et de Louba au Sénégal. Le projet en cours tend à accroître la production agricole, notamment vivrière, et à améliorer les conditions de vie des populations pauvres en leur faisant participer davantage à la gestion de leurs propres affaires. Un effort particulier s'adressera aux femmes pour les initier aux nouveaux équipements (moulin, batteuse, pompe). Tenant compte des réalités sociologiques africaines, l'approche prendra pour base non pas l'agriculteur, mais des groupes d'agriculteurs volontaires, parmi les plus pauvres des « camps » de villages. Cent trente mille personnes devraient en bénéficier.

Rompant avec les contraintes souvent érigées de la Banque mondiale, un nouvel organisme de financement, directement rattaché à l'ONU, a vocation de prêter des fonds aux paysans les plus démunis. Les pays producteurs de pétrole sont, bien entendu, invités à s'associer activement à ce nouvel effort de la communauté internationale. Et c'est ainsi qu'une nouvelle catégorie de banquiers — les « banquiers aux pieds nus » — est en train de faire son apparition dans les villages.

Par EDOUARD SAUVIGNON \*

S'agissant précisément des paysans les plus modestes, le FIDA essaie de mettre les crédits à leur disposition de façon immédiate : ainsi, au Pakistan, un projet tend à réorienter le crédit agricole vers les petits exploitants et paysans sans terre. La Banque pakistanaise de développement agricole, organisme d'Etat dont les fonds bénéficiaient jusqu'alors aux grands propriétaires, devra, dès la première année du projet, leur consacrer la moitié du montant des prêts à moyen et à long terme. A partir

\* Chargé de conférences des facultés de droit. Cf. du même auteur : « Le Fonds international de développement agricole », dans l'Annuaire français de droit international, éditions du C.N.R.S., Paris, 1978.

de la troisième année, cette proportion atteindra 75 % et s'y maintiendra par la suite. Dans le cas où aucune hypothèque ni garantie mobilière ne seraient possibles pour les emprunteurs les plus pauvres, le Fonds se contentera de prendre en considération la viabilité de l'entreprise : des « banquiers de villages », villageois désignés par la Banque pour faire connaître ses services dans la localité, entreprendront de diffuser l'information ; un personnel bancaire sera formé aux nouvelles procédures, et les responsables seront équipés de motocyclettes et de véhicules.

Pour continuer à assurer cette mission d'aide internationale, les gouverneurs du FIDA ont reconnu, en janvier, la nécessité de reconstruire les ressources du Fonds en les augmentant en termes réels. Ils ont prévu 1,5 milliard de dollars environ pour les trois années 1981, 1982, 1983. Mais, malgré l'afflux des pétrodollars, les pays de l'OPEP ne se montrent pas disposés à augmenter en valeur relative leur contribution au Fonds, pour la porter au moins au niveau de celle des pays industrialisés. Quel que soit le montant final, il sera faible par rapport aux 3 milliards de dollars annuels d'aide extérieure (aux prix de 1975) jugés nécessaires par la Conférence mondiale sur l'alimentation. Le FIDA opère cependant, pour une part, en cofinancement avec d'autres organismes internationaux, notamment l'A.I.D. et les banques régionales de développement, parfois aussi les Etats. Environ la moitié des projets qui seront soumis à l'approbation du Fonds en 1980 seront cofinancés. De même, pour l'administration des prêts et

le contrôle de l'exécution, il noue des liens avec d'autres institutions financières. En ce sens, il répond au désir des Etats fondateurs de ne pas voir se développer une nouvelle bureaucratie internationale. L'effectif total de son personnel, inscrit au budget de 1980 pour un montant de 12,8 millions de dollars, est de cent cinquante personnes. Le FIDA fait un large appel aux autres institutions chargées de la coopération en faveur du développement, notamment l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (F.A.O.). A l'actif de ses trois premières années d'existence, s'inscrivent plus de soixante projets, dont vingt à vingt-cinq sous sa seule responsabilité.

Cent trente et un Etats participent actuellement aux activités du FIDA, et la Chine vient d'y adhérer. Bien que ce pays soit classé dans le groupe III (pays sous-développés non exportateurs de pétrole) et astreint à une faible contribution, son entrée mérite attention, face à l'absence des pays socialistes européens, Roumanie et Yougoslavie exceptées. Le FIDA est, certes, une institution financière, mais il n'appartient pas particulièrement marqué par l'idéologie capitaliste. La thèse selon laquelle la faim n'est qu'une conséquence du « pillage » du tiers-monde par les puissances capitalistes industrialisées, auxquelles il appartient de réparer, peut-être être indéfiniment soutenue ? Pour sa part, la France pourrait accroître sa contribution (32 millions de dollars) en participant directement au cofinancement de certains projets.

## Recherches universitaires

## L'« affaire de Diego-Garcia »

ULTIME « confetti de l'Empire » britannique : par l'Order in Council du 8 novembre 1965, le gouvernement de Londres a créé le territoire britannique de l'océan Indien, composé de dépendances administratives de Maurice (l'archipel corallien des Chagos, dont l'atoll de Diego-Garcia, au sud des Maldives et à 2 000 kilomètres au nord-est de Maurice) et des Seychelles (les îles Aldabra, Desroches, Farquhar dispersées dans la partie occidentale de l'océan Indien). Jusqu'en 1976, le territoire est administré par le gouverneur anglais des Seychelles agissant en qualité de commissaire. Depuis la rétrocession d'Aldabra, Desroches et Farquhar aux Seychelles, le 26 juin 1976, jour de leur indépendance, le territoire se réduit à l'archipel des Chagos, et son administration relève d'un commissaire qui réside à Londres, représenté sur place par un officier de liaison de la Royal Navy.

La création d'une nouvelle colonie britannique en 1965, alors que la présence de la Grande-Bretagne dans l'océan Indien n'était plus que résiduelle, avait intrigué les observateurs. Pour Londres, il s'agissait de protéger, à partir d'îlots peu habités, les routes maritimes traditionnelles, devenues « autoroutes des hydrocarbures », dans un océan qui n'est plus la chasse gardée de l'Occident, face à une présence navale croissante des Soviétiques qui permet aux gouvernements de Moscou d'appuyer leurs actions politiques dans la région, mais aussi, en cas de crise, de menacer l'Occident d'une rupture de ses courants de transport maritimes. Bien sûr, plusieurs accords anglo-américains allaient préciser la vocation du territoire, celle de pivot du dispositif américain dans l'océan Indien, à partir de l'atoll de Diego-Garcia, conçu comme un porte-avions fixe, une base de ravitaillement pour sous-marins, un centre d'écoute et de communications transocéaniques.

Cette implantation, puis ce renforcement de la présence militaire occidentale ont provoqué de vives réactions parmi les Etats riverains, particulièrement dans le sud-ouest de l'océan Indien. Les conditions de « vente » aux Britanniques de l'archipel des Chagos, les modalités de la « déportation » de ses habitants, l'utilisation stratégique du territoire : tels sont les trois volets de l'« affaire de Diego-Garcia » que présente, avec une très grande clarté et grâce à une documentation des plus complètes, André Oraison, maître-assistant de droit public à l'université française de l'océan Indien (1).

PREMIERE controverse née de la création du territoire : la séparation des Chagos et de Maurice est une véritable « pomme de discorde » entre la coalition au pouvoir à Port-Louis et l'opposition du Mouvement

millant mauricien, d'autant plus que le premier ministre qui a négocié la « vente » préside toujours aux destinées de l'île Maurice : Sir Seewoosagur Ramgoolam. Mais y a-t-il ou réellement « vente » ? Non, selon le gouvernement de Londres : l'archipel appartenait déjà à la Grande-Bretagne à titre de territoire d'outre-mer : les 3 millions de livres sterling versés en 1965 étaient une simple compensation destinée au financement de certains projets de développement. Oui, selon le parti travailliste au pouvoir à Port-Louis : il y aurait eu un dur marchandage, voire un « chantage à l'indépendance » en marge de la conférence constitutionnelle de Lancaster House. La version des semi-opposants du parti social-démocrate est encore différente :

Par CHARLES ZORGBIBE

hostiles à l'indépendance, ils réclamaient un référendum — que craignaient les chefs de file travaillistes. Ces derniers auraient négocié avec les Britanniques l'« extinction » des Chagos contre l'abandon du référendum. Aujourd'hui, les dirigeants mauriciens parlent de « malentendu ».

La seconde controverse a trait au sort de la population des Chagos. Le territoire britannique de l'océan Indien n'a plus de population autochtone : de 1965 à 1972, les mille deux cents « Rois » — qui habitaient Diego-Garcia, Peros-Banhos et Salomon — ont été évacués, contre leur gré, vers l'île Maurice. A partir de 1975, avec les débats ouverts au Congrès américain sur l'engagement du Pentagone dans l'océan Indien, la presse internationale s'est émue de la « grande misère des déportés de Diego-Garcia » (2) : le Washington Post a dénoncé la « manière honteuse » dont les îlots avaient été traités (3). — Ils furent incités à partir par une diminution, puis un arrêt pur et simple des approvisionnements. Exil difficile, dans un pays pauvre et surpeuplé. Relogement précaire dans les bidonvilles de Port-Louis. Difficultés d'insertion dans la société mauricienne, en très grande majorité indienne, d'« îlots » qui sont les descendants d'esclaves africains. Mais le problème est encore aggravé par un scandale interne mauricien : l'indemnité de 600 000 livres sterling versée en 1972 par la Grande-Bretagne pour faciliter le nouvel établissement des habitants des Chagos a été « retenue » par le gouvernement de Port-Louis, dont le ministre des

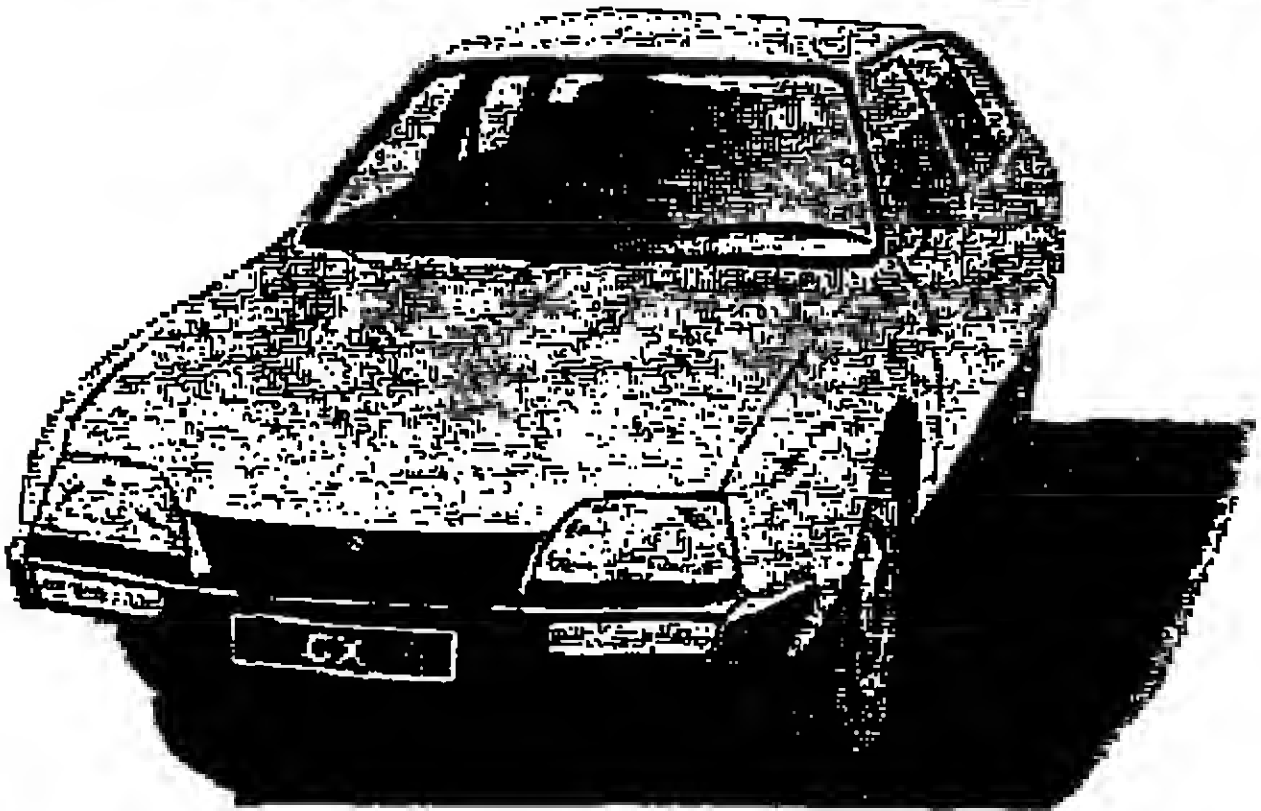
finances soutenait, non sans cynisme, qu'« il serait stupide de distribuer cet argent brutalement à des gens simples... qui ne sauraient comment le dépenser ». A la suite de la publication à Londres, en septembre 1976, du rapport Russell Prosser, qui dénonçait l'attitude du gouvernement mauricien et soulignait que, depuis le versement de l'indemnité par Londres, le coût de construction d'une maison à Maurice avait augmenté de 500 %, certains îlots — mais non pas tous — ont perçu une compensation de 7 500 roupies, somme particulièrement dérisoire.

Enfin, troisième volet de l'« affaire » : la cession à bail à caractère stratégique de Diego-Garcia par l'échange de lettres anglo-américain du 30 décembre 1966 intéresse l'ensemble des Etats riverains. L'opposition de l'Inde, exprimée dès le 18 novembre 1966 par M. Dinesh Singh, vice-ministre des affaires étrangères, devant la Chambre haute de New-Delhi, a été confirmée à chaque étape de l'aménagement de la base de Diego-Garcia, et le 7 février 1974 par Mme Indira Gandhi. La détermination du Sri-Lanka s'est manifestée dans les conférences des non-alignés — particulièrement à Colombo en 1976 — et à l'Assemblée générale des Nations unies. Les « partis et organisations progressistes des îles du sud-ouest de l'océan Indien » — le Seychelles People's United Party, au pouvoir aux Seychelles depuis le coup d'Etat de France-Albert René, le Mouvement militant mauricien et le parti communiste de la Réunion — mènent une campagne commune pour la désintégration du territoire britannique et la neutralisation des Chagos.

MAIS les voix en faveur de l'océan Indien, zone de paix — ne peuvent porter loin face aux durs réalités des équilibres stratégiques. Le gouvernement de Moscou a obtenu des « facilités de mouillage » pour ses navires de guerre à Barbara (Somalie) jusqu'en 1977, à Aden (Sud-Yémen), à Umm Qasr (Irak), à Chittagong (Bangladesh). Par sa position géographique et ses équipements sophistiqués, l'atoll de Diego-Garcia permet aux Etats-Unis de surveiller toute la région. A Vienne, le 18 juin 1978, lors de la signature des accords SALT II, MM. Carter et Brejnev s'étaient promis de relancer les entretiens pour la limitation des armements dans l'océan Indien. Promesse englobée avec les accords SALT II ?

(1) Les Anstets du British Indian Ocean Territory, mémoire remis au Parlement britannique, 1976.  
(2) Le Monde, 26 septembre 1975.  
(3) Washington Post, 9 septembre 1975.

## Une Berline d'exception.



La CX Prestige est une Berline dont les solutions techniques et le confort sont les plus avancés actuellement : suspension hydropneumatique, direction assistée à rappel asservi, tenue de route légendaire des grandes Citroën.

La CX Prestige est une reine de la route et des longues distances. Berline racée, elle suit aussi le terrain dans le monde.

Le Département des Relations Internationales de Citroën Champ de Mars est à votre disposition pour vous fournir tout renseignement qu'il vous plaira d'obtenir.

**CITROËN CHAMP DE MARS**

FILIALE DE S.A. CITROËN  
6-10, rue de la Cavalerie - 75015 Paris - Tél. 77 00 00 204 833 F - Tlx. 567 55 62

## Le carnet des ambassades

● L'ambassadeur du Canada et Mme Pelletier ont donné une réception le 26 mars en l'honneur de M. Frank MacGillivray, nouveau ministre des affaires étrangères du Canada.  
● A l'occasion de la fête nationale, trente-cinquième anniversaire de la libération, l'ambassadeur de la République

## Calendrier des fêtes nationales

1<sup>er</sup> - 31 MAI  
9 TCHÉCOSLOV. Anniv. de la libér.  
14 PARAGUAY Fête de l'indépend.  
17 NORVEGE Fête de la Constit.  
25 ARGENTINE Fête nationale  
25 JORDANIE Fête de l'indépend.  
31 AFR. DU SUD Fête nationale

N.B. — Cette année, la date de la fête nationale argentine (14 de l'indépendance) était fixée au 21 avril 1980. Elle varie chaque année en fonction du calendrier grégorien.

## AV. WAGRAM-TERNES

immeuble pierre de taille, splendide appartem. 4 PIÈCES, et cft. Aménagement intérieur exceptionnel. Balcons, 4<sup>e</sup> étage, caveau. J.-P. CONDY, 705-31-96.

blique populaire hongroise et Mme Jozsef Bényi ont offert une réception le 1<sup>er</sup> avril.

● Le président de la République et Mme Valéry Giscard d'Estaing ont offert un dîner le 14 avril en l'honneur du président de la République du Venezuela et de Mme Luis Herrera Campesino.

● A l'occasion du départ du ministre conseiller et de Mme Carl Lahtsen et pour présenter leurs successeurs, M. et Mme Ewald Mühlner, l'ambassadeur de la République fédérale d'Allemagne et Mme Herbet ont donné une réception le 14 avril.

● Le président de la République du Venezuela et Mme Luis Herrera Campesino ont donné une réception le 15 avril en l'honneur du président de la République française et de Mme Valéry Giscard d'Estaing.

## ECOLE INTERNATIONALE DE GENÈVE

LA GRANDE-BOISSIERE  
62, rue de Chêne  
1208 GENEVE (Suisse)  
Tél. : 022-36-71-30

LA CHATAIGNERAIE  
1297 FOUILLEY (Vaud)  
(Suisse)  
Tél. : 022-76-17-76

## BACCALAUREAT INTERNATIONAL

Maturité fédérale suisse - Baccalauréat français  
Internat et externat pour filles et garçons de 12 à 19 ans  
Sports d'été et d'hiver

Etudes en Suisse

école  
fema  
lau







# les livres du mois

## LA RÉSISTANCE ALLEMANDE A HITLER

Par YVES FLORENNE

L'AUTEUR de « La Gauche allemande » était des plus qualifiés. Gérard Sandoz a vécu en Allemagne les années du nazisme jusqu'à la guerre pour écrire, sinon l'histoire (il s'en défend), mais la chronique ou le mémorial de la résistance des Allemands à Hitler.

Cette résistance est méconnue, et comme absorbée dans l'idée que nous avons d'une culpabilité collective du peuple allemand. On sera sans doute surpris d'apprendre qu'elle fut plus forte et nombreuse que dans bien des pays occupés, la France notamment (au moins jusqu'en 1943). En contrepartie, tout allemand qui fut, furent, les Français, dans leur immense majorité, de ceux qui, en actes, étaient contre l'Allemagne nazie. Alors que pour une large part le peuple allemand s'était jeté dans les bras de Hitler (pour des raisons économiques et psychologiques bien connues). Reste ce qu'on sait moins : jamais Hitler n'a obtenu la majorité dans des élections libres ; ni même en 1933, après sa conquête du pouvoir, alors que la terreur régnait. A l'intérieur comme au dehors, sa victoire a été faite moins de sa force que de la faiblesse de caractère de ses adversaires, de leur irresolution, de leurs divisions et rivalités, et de leurs illusions. Quant aux camps de concentration, ils ont été inventés non pour les peuples occupés mais, sept ans avant, pour les opposants allemands : sept cent mille de ceux-ci y sont passés, ou dans les prisons. Il était utile que fussent rappelés ces faits et ces chiffres. On ne perd pas de vue non plus que si la résistance est naturelle face à un envahisseur, elle est autrement difficile et médiocre contre le gouvernement si détesté soit-il, de son propre pays en guerre. Les Français, toutes choses égales d'ailleurs, ont été soumis plus tard à cette épreuve. Enfin, les résistants de l'Europe occupée étaient soutenus, armés de l'extérieur. Ceux d'Allemagne furent toujours « désespérément seuls ».

LES partis et organisations de gauche qui s'étaient montrés si incapables de barrer la route à Hitler n'en furent pas moins ceux qui fournirent d'abord les gros bataillons clandestins de la résistance. Pourtant, G. Sandoz consacre le quart de son livre au 20 juillet 1944. C'est que cette tentative manquée est elle-même mal connue et méjugée. Elle passe pour une action en externe, dont toute l'initiative revient à la

caste militaire. Double erreur. Gérard Sandoz le montre, et M. Willy Brandt dans son témoignage y insiste : l'organisation comprenait une majorité de civils et beaucoup d'hommes de gauche. D'autre part, elle existait depuis 1937. Si l'état-major résistait respectueusement devant Hitler, au sein, le général Beck, s'opposait ouvertement à lui dès 1938, pour conclure dans son dernier rapport : « Si son conseil et son avertissement ne sont pas pris en considération, il a alors le droit et le devoir, devant le peuple et devant l'histoire, de donner sa démission. » Ce qu'il fit. Il ajoutait : « Si les commandants en chef agissent ainsi, l'exécution d'une action de guerre devient impossible (...) Ils préserveront leur patrie du pire, du naufrage. » Prévision moins surprenante qu'un courage, une audace qui restèrent sans autre exemple.

Toutefois, si Beck était désigné comme chef de l'Etat qui s'insubstituerait après l'élimination de Hitler, le futur gouvernement provisoire était composé de civils, tant socialistes, syndicalistes que chrétiens et conservateurs. Pendant les huit années que la conjuration a été nourrie, alors que des centaines d'hommes savaient, la Gestapo n'a rien soupçonné. G. Sandoz propose une explication de cette circonstance extraordinaire, évidemment unique dans la résistance allemande.

L'AUTEUR avait tout d'abord décrit celle-ci, dans ses formes multiples : communiste, bien entendu, socialiste, « marginale », chrétienne aussi. Il s'arrête sur l'une des plus significatives, étonnantes, « la Rose blanche », organisation très active bien que le noyau fut formé de cinq étudiants seulement, dont une très jeune fille. Tous furent décapités. Simplement pour avoir « écrit ». Leur dernier tract s'achevait ainsi : « La honte pèsera pour toujours sur l'Allemagne, si la jeunesse ne s'insurge pas enfin pour écraser ces bourreaux et bâtir une nouvelle Europe spirituelle... » Les espoirs de la résistance ont été comblés. Gérard Sandoz note la référence qui se manifeste aujourd'hui à son égard, et qui s'exprime par un mot qu'on trouve beaucoup, parait-il, sous la plume des historiens, malheureusement associé au doute, dans la réprobation. C'est « Widerstand » : le droit à la résistance.

Ces Allemands qui ont défié Hitler. Ed. Fayard, Paris, 1980, 256 pages.

Une bataille perdue d'avance

## « La stratégie secrète de la drôle de guerre »

LE titre de l'ouvrage de François Bédarida, *La Stratégie de la drôle de guerre*, pourrait donner à penser au lecteur qu'il est en présence d'un de ces récits plus ou moins sensationnels et romanesques sur la « guerre secrète ». La qualité de l'auteur et de l'éditeur écarterait aussitôt cette supposition. Ouvrage scientifique, dû au directeur de l'Institut d'histoire du temps présent (C.N.R.S.), fruit d'une vaste recherche d'archives et d'un remarquable travail de synthèse, il a pour point de départ, pour matière première, les papiers déposés par Edouard Daladier à la Fondation nationale des sciences politiques. Pierre Renouvin avait commencé de les explorer. Après sa disparition, la Fondation chargea François Bédarida de réaliser une édition critique de ce dossier.

L'auteur s'aperçut vite que, à partir de là, il ne s'agissait rien moins que des relations franco-britanniques pendant les huit mois de la guerre sans guerre. Il s'est donné un axe : les délibérations du Conseil suprême interallié, dans leurs procès-verbaux, leur contexte, axe sur lequel se ramifient toutes les références et renvois aux autres matériaux avec lesquels les documents centraux ont été confrontés : mémoires et souvenirs, archives, travaux d'historiens.

L'ouvrage s'ouvre par une indispensable, copieuse et très soignée introduction : la description du Conseil suprême, dans son institution et son fonctionnement, y est suivie du portrait politique et intellectuel des principaux acteurs : Daladier, Paul Reynaud, Gamelin et Chamberlain, Churchill. La lecture des procès-verbaux des neuf conseils tenus de septembre 1939 à avril 1940 ne laisse pas trop souvent au lecteur l'impression inquiétante d'un verbalisme aimable, d'un optimisme complaisant, masquant mal, noyées dans des projets académiques ou aventureux et une espèce d'abstraction, l'incertitude et l'indécision fondamentales. A ce niveau suprême, les militaires sont à la hauteur des civils.

Le vrai drame apparaît dans le commentaire, lui, très vivant, dans les témoignages rapportés, les propos libres, vigoureux, colorés de tel ou tel, l'évocation des théâtres où il se passe quelque chose, toujours en dehors des salles, lesquels, dans une abso-

sphère d'extrême bonne volonté, de cordialité, de ménagements allant, chez les Britanniques, jusqu'à la restriction mentale et la passivité active, organisent leur paralysie réciproque avec un inconscient soulagement. Ce qui domine, c'est la peur de tout risque. Elle se manifeste, par exemple, dans une curieuse doctrine, très révélatrice d'un état d'esprit : les bombardiers ennemis passeront toujours tandis que les bombardiers alliés seront toujours arrêtés ou détruits. Conclusion : s'abstenir, pour ne pas donner aux Allemands de mauvaises idées.

C'est « rien-faire » comme particulièrement Chamberlain : si tout continue ainsi, « fustimé », écrit-il, qu'un printemps nous aurons gagné la guerre ». Mais, au printemps, c'est la Finlande — avec la tentation de détourner la guerre de l'ennemi vers l'U.R.S.S. — puis Narvik « la route du fer coupée », le désastre en Norvège. L'« improvisation », l'« impéritie », l'incohérence, vont se perfectionnant chez les Anglais, cependant que le climat politique en France est devenu désastreux (la séance « affreuse » de la Chambre à laquelle assiste un de Gaulle indigné) : la guerre enfin s'enflamme, au sein du gouvernement. Partout, elle ne va cesser d'être drôle. Le Conseil suprême sombre dans une mésaventure qui n'est plus cordiale — dès mars n'est l'anglophobie, qui éclatera en juillet — et très vite dans le désastre. Mais le livre s'arrête juste au bord. Les lendemains n'y sont pas moins inscrits, et le commentaire est aussi implacablement objectif que les faits. Le conclusion était offerte dès les premières pages : « On ne saurait refuser au Conseil suprême d'avoir rempli honnêtement sa mission de liaison interalliée. Mais le malheur de ces échanges au sommet, c'est d'avoir abouti à des décisions totalement inadéquates (...), la stratégie franco-britannique (s'étant) trouvée, d'un bout à l'autre, paralysée par la passivité britannique et les divisions. » Ces documents accablants ne laissent plus aucun doute sur la fatalité de la défaite : sinon la guerre, du moins la bataille était perdue d'avance.

Y. F.  
Éditions du C.N.R.S., Paris, 1979, 576 pages.

## PROCHE-ORIENT

### IRAN, LA RÉVOLUTION INACHEVÉE ET L'ORDRE AMÉRICAIN.

Préface de Claude Julien et Paul Vieille. Ed. Anthropos, Paris, 1980, 209 pages. L'intérêt de cet ouvrage réside moins dans l'analyse des événements politiques et économiques qui ont mené à l'effondrement du régime Pahlavi, ou qui ont marqué la première année de la République islamique — que dans celle qui traite des répercussions internationales de la chute du chah.

Dans le domaine politique, l'auteur perçoit une grande méfiance « chez les autorités du monde musulman envers tout aspect qui comporte la révolution iranienne », analysant tout à tour les réactions des pays riverains du Golfe, de l'Irak, et étudiant les conséquences dans quelques pays arabes, ainsi que l'impact sur le conflit israélo-arabe. Le rôle joué par les États-Unis dans le maintien de l'ordre existant dans le tiers-monde y est aussi abondamment traité à la lumière des événements iraniens.

Sur le plan des relations économiques, l'auteur entreprend de démontrer que le détachement de l'Iran du marché capitaliste « équivalait pour les pays industrialisés à l'abandon de la moitié de la richesse du Proche-Orient ». Néanmoins, l'analyse que propose l'auteur de la dépendance de l'économie iranienne post-révolutionnaire à l'égard du marché mondial tempère « l'inquiétude des firmes multinationales », le cordon ombilical reliant l'Iran à ces firmes n'étant, de toute évidence, toujours aussi rompu.

Le lecteur est ainsi conduit à se demander pourquoi, plus d'un an après la chute du chah, l'Iran iranien est encore tributaire des économies industrielles, mises par la déségrégation, déchiré par de violentes conflits internes, isolé sur le plan international. L'« ordre américain » cherchait-il la révolution iranienne de sa propre main ? C'est la question fondamentale que pose cet ouvrage. A. P.

## AMÉRIQUES

### LE SUCRE ET LA FAIM.

— Robert Linhart. Ed. Éditions de Minuit, coll. « Documents », Paris, 1980, 95 pages. Robert Linhart réalise un reportage sur l'état de l'économie brésilienne, et l'heure de la « normalisation » politique et du libéralisme économique brésilien. La première partie est surtout descriptive : on comprend le sucre qui prive la région des cultures vivrières, et de leurs terres les petits paysans n'ont guère force de loi parce que « leur entrée en vigueur est subordonnée à toutes sortes de conditions politiques », et suppose l'admission des divergences d'intérêts et d'idéologies entre les puissances, ce qui relève de la haute politique et sort du champ du droit. C'est cette mise en évidence de l'impuissance de la norme à régler les transferts d'armes qui résout l'impasse de cette recherche universitaire. J.-P. A.

## DROIT

### LES TRANSFERTS INTERNATIONAUX D'ARMES DE GUERRE.

— Román Yakemtchouk. Ed. Pedone, Paris, 1980, 452 pages. Depuis la fin du siècle dernier, la limitation des transferts d'armements a fait l'objet de multiples conventions internationales. Román Yakemtchouk en examine le contenu d'un point de vue d'historien du droit. Mais il n'en reste pas à cet aspect formel : les relations entre États, les différents conflits lui permettent de ramener à sa juste place la volonté des nations dans un domaine où les règles juridiques n'ont guère force de loi parce que « leur entrée en vigueur est subordonnée à toutes sortes de conditions politiques », et suppose l'admission des divergences d'intérêts et d'idéologies entre les puissances, ce qui relève de la haute politique et sort du champ du droit. C'est cette mise en évidence de l'impuissance de la norme à régler les transferts d'armes qui résout l'impasse de cette recherche universitaire. J.-P. A.

## ASIE

### REVOLUTION : THERE AND BACK.

— Jan Bredsdorff. \* Faber et Faber, Londres, 1980, 207 p. Ce livre a été écrit par Jan Bredsdorff, écrivain danois anglophone qui a effectué deux séjours en Chine comme enseignant. L'intérêt de son témoignage vient de ce qu'il nous fait voir la pays avant et pendant la révolution culturelle, puis dix ans après à la mort de Mao. Il est en mesure de nous dire des choses que son verdict est très assuré : aujourd'hui, l'élite au pouvoir est plus bureaucratique que jamais, elle s'attache à ses privilèges avec plus d'orgueil qu'avant 1969, année qui précède la grande tourmente. Certaines contraintes sont adoucies, d'autres sont aggravées, et, au total, selon l'auteur, la Chine a régressé.

Cette narration très personnelle, voire anecdotique, ne prétend pas s'élever à la hauteur d'une démonstration de science politique, à savoir les réactions à la vie quotidienne, la description des rapports de travail et de la politique telle

qu'elle est vécue dans les milieux pédagogiques, l'auteur s'enferme certains blocages de la société post-maoïste. Cela a déjà été fait et Jan Bredsdorff ne saurait prétendre à l'originalité. Pourtant la sérénité de son ton et une indéniable qualité littéraire distinguent ce livre où flotte la nostalgie des espoirs perdus. J. D.

## ÉCONOMIE

### LES EXPORTATEURS DE L'INDUSTRIE (ENTREPRISES, GROUPES, FILIALES DE GROUPES ÉTRANGERS).

— J.-P. François, E. Mathieu, M. Suberchicot.

\* La Documentation française, coll. « Traité fondamental du système industriel français », Paris, 1980, 213 pages.

L'étude statistique dont les résultats commentés sont publiés ici mérite d'être signalée tout particulièrement. En effet, c'est la première fois en France que des indications précises et relativement amples sont fournies sur le comportement des filiales étrangères à l'exportation, c'est-à-dire sur les modalités concrètes de l'intégration de la France dans la division du travail organisée par les firmes multinationales. Sans vouloir à tout prix tirer des conclusions systématiques d'une étude dont les auteurs soulignent clairement les limites méthodologiques, on ne peut qu'être frappé de constater que les entreprises françaises dépendent de groupes étrangers pour moins (17,9 % de leur chiffre d'affaires) que les entreprises à capital entièrement français (22,2 %) ; en outre, pour un même niveau absolu d'exportation, elles

Volonté de quoi alimenter le débat sur l'intérêt d'une ouverture toujours plus grande de l'économie française aux exportations. D'autres aspects de cette étude réalisés pour le compte du ministère français de l'Industrie, sont également à noter, comme la mise en évidence du rôle des groupes industriels et financiers qui assurent 84 % des exportations françaises. P. L.

## DIPLOMATIE

### DIPLOMATIE EUROPÉENNE ET IMPÉRIALISMES.

— René Girault.

\* Masson, Paris, 1980, 256 pages.

L'auteur, professeur à l'université de Paris-Nanterre, insère avec cet ouvrage une histoire des relations internationales contemporaines engagée dans la voie ouverte par P. Renouvin. Le premier tome traite de la période 1871-1914. Le sujet est envisagé sous trois angles : conditions et cadres généraux (politiques, économiques, sociaux), constructions diplomatiques stabilisatrices (jusqu'en 1890) ; développement des impérialismes. Z. F.

# DIPLOMATES



## les taxes en moins... Peugeot en plus !

Le « plus » PEUGEOT, c'est d'abord la traditionnelle robustesse de voitures faites pour durer, adaptées à tous les climats et aux conditions d'utilisation les plus difficiles. Ces qualités, PEUGEOT les a maintes fois démontrées dans les rallyes...

Le « plus » PEUGEOT, c'est encore le prix... vous pouvez comparer. Confort pour confort, puissance pour puissance, standing pour standing — chaque modèle PEUGEOT devient le meilleur choix.

Le « plus » PEUGEOT, c'est enfin une organisation qui offre un large éventail de livraisons adaptées à vos exigences : à Paris, aux aéroports Charles de Gaulle et Orly, dans de nombreuses villes de France et d'Europe, ou encore en expédition directe dans votre pays de résidence.

Votre concessionnaire ou agent PEUGEOT est à votre entière disposition pour vous proposer la formule la mieux adaptée à votre cas personnel.

**PEUGEOT**

8.000 points de vente et de service dans le monde.

SOLEXA filiale d'automobiles Peugeot (ventes diplomatiques) 26 rue Cambacérès 75008 Paris.





# Politique et littérature

## IRLANDE : la guerre qui s'éternise

Par PATRICK RAFROIDI \*

Le conflit qui déchire depuis maintenant plus d'une décennie les deux communautés protestante et catholique d'Irlande du Nord pour des raisons de religion, certes, mais plus encore de race, de classe, de ressources, d'options politiques, analysées au mieux par les esprits les plus objectifs ou les plus paranoïques, les plus au fait ou les moins avertis, entraîne dans son sillage une « littérature » dont nous avions ici même, en 1974, tenté un premier survol (1).

Certaines constatations demeurent valables et singulièrement celle de l'exploitation à des fins diverses de la guerre intestine de l'Irlande devenue prétexte à milieux politiques, éditoriaux, érotiques, quand elle ne donne pas matière à dissertations conservatrices ou subversives. A ces regards, la France aussi a répondu présent et, laissant de côté la dernière série, on ne saurait omettre de mentionner quelques titres. Le *Furie à Belfast*, de Gérard de Villiers (2), est peut-être le plus spectaculaire avec son héros pour Prince Malik, Maureen, créature superbe, « élanée, un corps à transformer un cardinal en bête » ; mais il a pitié, le *Cat* de J. P. Conry (3), par exemple, où des

patriotes poursuivis s'en tirent en se défilant dans la nuit du soleil d'été, à la sarabande nue de sorcières en sabbat venus tout droit de la « grande » tradition paléenne des Gaëls ; et — Dieu merci ! — il y a mieux, du *Mélieux* de J. P. Conry (4), à l'enivrant *Irish Coffee* de Pierre Viallet (5) qui, d'une part, nous fait abandonner la « para-littérature » pour retrouver la littérature tout court et, d'autre part, indique une des voies du salut : l'insertion du conflit dans un contexte plus particulier : celui de l'insurrection de chair et de sang que ne définissent pas exclusivement des circonstances extérieures, ou dans un ensemble plus vaste : celui d'un peuple tout entier dont Pierre Viallet résume joliment les traits les plus gros : « Ça hait, en Irlande, ça flagorne, ça ne peut pas se blâmer, ça se réconcilie, ça discute, ça pète de tous les côtés, ça s'insulte, ça se venge, ça cultive les plus beaux chants patriotiques du monde, ça souffre, c'est schizo, maso, louloque, baroque, c'est plein de vie, d'esprit et de poésie, ça rogne, ça complète, ça bruisse de faux renseignements et d'idées nobles, ça janséniste, ça rigole, ça tue, ça pousse des cris de joie, ça magnifie un Irlandais, vous savez ! »

### La colère et le doute

PLUTOT que de suivre les Britanniques, en nombre important, ou les Irlandais, en cohorte moins serrée, coupables des péchés mentionnés plus haut, on s'attache à quelques-uns des autochtones qui ont emprunté le sentier salvateur déjà illustré par Viallet ou les rases écrivains du pays qui ont, bien que prenant les « troubles » comme sujet principal, atteint au recul indispensable — celui de l'esprit, sinon de la sensibilité — les uns et les autres rejoignant le groupe que je jugeais jadis malgré, ou plutôt, plus que des romanciers, des poètes ou un dramaturge comme l'auteur de *The Freedom of the City* (« le droit de cité ») (6), Brian Friel. Ce dernier n'a pas consacré sa nouvelle pièce *directement* au sujet. Mais la bataille, pourtant invisible, pèse de tout son poids sur sa dernière œuvre, *Volunteers* (7), dans laquelle les prisonniers d'un camp de concentration qui se sont portés volontaires (d'où le titre) pour fouiller un site archéologique vivent leur dernier jour, et pas seulement de travail : leurs compagnons de captivité ayant décidé la peine de mort pour ces « collabos ».

Le lien pourra paraître plus tenu avec le roman de Brian Moore, *The Doctor's Wife* (« la femme du médecin ») (8). Pourtant, l'histoire du grand romancier irlandais, nouvelle Mme Bovary, a perçu la guerre dans son horizon : les attentats à la bombe, les corps défilant, la peur constante de voir son enfant, un être cher, faire à son tour les frais du déchaînement, et elle y puise une force de changement qu'elle croyait impossible, et jusqu'à la liberté du péché. Curieux pouvoir du mal d'engendrer le bien, qu'on retrouve dans *A Hole in the Head* de Francis Stuart. Le héros,

La légende dans la remise à l'outfit, Les grenades dans la garde-manger...  
D'après le roman de J. P. Conry, *Irish Coffee*, dans le coffret des voitures, *Revolvers dans le jour* et dans les sous-vêtements des filles.

Et clamant sa révolte dans des morceaux parlés à la limite du soutenable comme ce *Christ*, ou *revoir*, où la passion d'un catholique de Belfast reprend et radicalise celle de son sœur :

Dans les récits que les bons pères Vous font du Christ, jamais il ne Ainsi, Vraiment là n'est pas la ma-  
D'être un homme, mon fils, Que de crier aux bourreaux d'arrêter, D'implorer des bourreaux la mort !

Quand le l'obligeant à laver Les blessures du fer dans l'évier, Ils continuèrent à le frapper Du manche de la hache, puis bats-  
Le froc du Christ, le menaçant De les lui couper !

Pauvre nouveau Christ, lorsque enfin Ils en vinrent à l'achèvement D'une bulle dans la nuque, Le salaud de Fenian était déjà crevé.

Mais les écrivains généraux sont d'avant-garde. Ils ont débuts prometteurs que des situations qui s'éternisent ; les écrivains ont besoin, pour briller, d'un manichéisme simpliste qui n'est plus de mise. Il est certain que les excès du Révérend Paisley et de ses séides, ou les révélations des méthodes de répression anglaises, ont ébranlé les certitudes d'unitaristes de la gauche et de socialistes ; inversement le terrorisme de l'IRA a éloigné de la cause nombre de catholiques du Nord dont l'appui tient plus désormais à la peur qu'à la foi, qu'à la conviction ou à la sympathie, et l'immense majorité des citoyens du Sud — on l'a bien vu lors de l'assassinat de Lord Mountbatten ou du discours pacifiste de Jean-Paul II à Drogheda, on s'en doutait déjà à la lecture de romans comme *Victims*, d'Eugène McCabe (11), et plus encore *Prozopera*, de Benedict Kiely (12).

L'une et l'autre œuvre, la première et la seconde, la seconde qui est due à la plume d'un des plus célèbres auteurs irlandais contemporains, sont des cris de colère, surtout *Prozopera* (« action faite par procuration »), récit du cauchemar vécu par un brave homme, contraint par les terroristes de déposer une bombe dans la ville qu'il aime, puis à déjouer un complot notable qu'il estime, ou de voir mourir sa famille retenue comme otage. Il s'y ajoute l'intérêt d'une technique hétéroclite, inspirée du *Salaire de la Peur*, et d'un jeu de mots, le jeu de la vision grâce à laquelle un conflit, trop souvent ramené à une banale lutte de clans régionaux, prend une allure de parabole universelle d'une humanité d'horreur du Belfast de son enfance : Les justes sous les quais du port, Les balles dans la cantine du dock,

Colère ici. Pitié dans *Shadows on Our Skin* (« Ombres sur la peau ») (13) de la délicat Jennifer Johnston. Son

héros, Joe, un jeune garçon du Bogside de Derry, ne prête même plus attention au fait de la guerre qui viennent ponctuer la monotonie de sa vie d'écolier et d'enfant de pauvres. La guerre est bien là, néanmoins, qui viendra détruire son premier rêve. Il découvre, en effet, avec son institutrice, Kathleen Doherty, de dix ans seulement son aînée, poésie, ouverture sur le monde, amour et jalousie. Car son frère aîné, Brendan, membre de l'IRA, provoque, revenu d'Angleterre où il s'est enrichi, séduit Kathleen à laquelle il confie son appartenance politique tant qu'elle ne lui avoue pas qu'elle est fiancée à un soldat britannique. Joe, qui le sait, trahit son amie dans un moment de dépit. Il ne restera plus à celle-ci qu'à partir, rouée de coups, tête rasée.

Le sentiment qui domine de plus en plus la littérature de qualité, inspirée des « troubles » de l'Ulster, est celui de la utilité des combats soutenus. Un poète comme James Simmons, le Brasseur de l'Irlande, rejoint d'ailleurs volontiers l'oncle ami des Teutons, l'oncle ami des Tommies :

Laissez mourir les petits enfants Dans Ship Street à la Toussaint, Là où Benny tient un café, Un feu de joie, quelques gamins, Une auto qui se range tout près.

Les fous ont le cœur sur la main Dans leurs chansons, à la tribune, Ils vous font une bombe de rien, L'auto en contenant une.

Étaient-ils Unionistes Du côté de la gauche, du côté de la droite, Nos beaux humanistes, Qui ne voulaient pas.

De ces enfants causer la mort ? Ils n'en avaient qu'un peu, vraiment. Mais, à Belfast, depuis lors, Ce jour a nom : *Tuerie des innocents* (14).

Les ombres de l'O'Casey, de Brendan Behan, de Frank O'Connor resurgissent pour proclamer qu'aucune cause, aucune idéologie ne justifient la perte d'un ami, la douleur d'une mère, le désespoir d'une épouse et le massacre des petits d'hommes.

On bien les écrivains se mettent à distance du champ de bataille et l'on voit même le bouillant John Montague rejoindre, la conscience pas complètement tranquille, un Seamus Heaney ; ou encore, ils prennent refuge dans la décision, comme on témoigne les chroniques grinçantes de Harry Barton (15) ou *The Confessions of Protinas O'Toole*, de John Morrow (16), ces dernières peu accessibles malheureusement à qui n'est pas familier avec le dialecte de l'Ulster et l'argot du milieu de l'auteur.

Colère contre les siens autant que contre les autres, sentiment de futilité, fuite, désespoir, scepticisme, le bilan de l'engagement littéraire n'est pas positif. Et, pourtant, la littérature a gagné à la guerre, en quantité, en recherche qualitative. Elle s'est approfondie et ouverte, reflète l'attitude de son public et influence non négligeable sur celui-ci, au Sud, d'ailleurs, peut-être encore plus qu'au Nord. On sent donc, en effet, les tréfonds d'antan ?

### Les retombées du conflit au Sud

IL ne faudrait pas, pour autant, conférer aux troubles de l'Ulster un pouvoir exclusif de changement sur le reste du pays qu'ils ne possèdent point. Certes, au Sud, la littérature a subi, comme au Nord, les effets de la violence, mais elle n'a pas subi, comme au Nord, les effets de la violence.

A cet égard, on peut, d'un point de vue littéraire, unifier les deux Irlandes même si, politiquement, il est probable qu'elles attendront cette unification bien plus longtemps. — Le Nord, ou l'héroïne du roman de Brian Moore déjà mentionné ne s'écrit : Les protestants ne croient plus à la Grande-Bretagne, Les catholiques ne croient plus en Dieu et ni les uns ni les autres ne croient plus à l'Ulster.

Le Sud où, depuis quelques années, on a vu une extraordinaire prolifération d'ouvrages au contenu proprement impensable avant 1968, lorsque sévissait encore une censure bien plus impitoyable que l'index romain. Aucun domaine, mono, hétéro ou homosexuel n'échappe désormais au roman et à la nouvelle, pas même les amours érotiques, substitut irlandais, croira-t-on, des amours anacardes de nos bourgeois d'après-guerre. Et plus typique encore est, sans doute, telle ou telle œuvre de non-fiction justifiant l'état d'aliénation créé par des siècles d'esclavage moral et mental aussi pernicieux que le politique ou l'économique. L'on songe à ces barils de poudre que sont les deux reportages de Rosita Sweetmann : *On Our Knees* et *On Our Backs* : *Sexual Attitudes in a Changing Ireland* (17).

un embryon de libération de la femme ; et les deux communautés catholiques, qui sépare la frontière absurde, d'un strict jansénisme attaché à des mœurs quasi périmées, de la foi médiévale du charbonnier au scepticisme le plus moderne.

A cet égard, on peut, d'un point de vue littéraire, unifier les deux Irlandes même si, politiquement, il est probable qu'elles attendront cette unification bien plus longtemps. — Le Nord, ou l'héroïne du roman de Brian Moore déjà mentionné ne s'écrit : Les protestants ne croient plus à la Grande-Bretagne, Les catholiques ne croient plus en Dieu et ni les uns ni les autres ne croient plus à l'Ulster.

Le Sud où, depuis quelques années, on a vu une extraordinaire prolifération d'ouvrages au contenu proprement impensable avant 1968, lorsque sévissait encore une censure bien plus impitoyable que l'index romain. Aucun domaine, mono, hétéro ou homosexuel n'échappe désormais au roman et à la nouvelle, pas même les amours érotiques, substitut irlandais, croira-t-on, des amours anacardes de nos bourgeois d'après-guerre. Et plus typique encore est, sans doute, telle ou telle œuvre de non-fiction justifiant l'état d'aliénation créé par des siècles d'esclavage moral et mental aussi pernicieux que le politique ou l'économique. L'on songe à ces barils de poudre que sont les deux reportages de Rosita Sweetmann : *On Our Knees* et *On Our Backs* : *Sexual Attitudes in a Changing Ireland* (17).



(Dessin de Berenice Cicero.)

Pourtant ces œuvres du Sud pourraient bien correspondre à la période de l'après-guerre et de dévouement dont nous avons dit qu'au Nord, et en ce qui concerne la guerre, elle semblait aller vers l'extinction, se contentant désormais de saisir la situation dans une perspective humaine ou nationale plutôt que de l'exploiter comme une fin.

C'est qu'il faut, en conclusion, faire intervenir un nouvel élément, d'ordre esthétique.

L'ouverture irlandaise au monde, rendue possible par la souffrance de la guerre et la perception de son absurdité comme par l'évolution économique et les effets moraux de l'ère post-conciliaire, s'accompagne d'une flexion critique qui aboutit au rejet d'une littérature de fonction, chargée, de fait sinon d'intention, de porter le flambeau de l'identité raciale, de corriger, en tant qu'en s'indignant, les mœurs, de lutter contre ceci ou en faveur de cela. Francis Stuart l'a bien exprimé dans un article de 1976, intitulé « The Soft Centre of Irish Writing » et reproduit dans un recueil au titre significatif : *Paddy No More* (18) « *fini les Paddys* » — on sait que cette abréviation du prénom Patrick, celui du saint patron du pays, servait à désigner l'Irlandais typique, voire caricatural. L'écrivain, dit à peu près Francis Stuart, doit cesser de jouer un rôle qui, *malgré tout*, s'apparente à celui du prêtre, du médecin, du juge, de l'avocat ou du fonctionnaire. Il n'a à être ni le lauréat du régime et de la société — façon littéraire des républiques démocratiques — ni son destructeur. Il doit obliger ses semblables à se confronter à son originalité propre de créateur.

Le refrain est connu, l'alternance historique. Il reste que ce qui compte vraiment, en ce moment, dans la littérature de l'Irlande tout entière, détourne le regard des chantages martiaux ou des pères fouettards en direction de son plus récent prix Nobel : Samuel Beckett.

- (1) Cf. « Luttres fratricides en Irlande du Nord », le *Monde diplomatique*, avril 1974.
- (2) Gérard de Villiers : *Furie à Belfast*, Plon, Paris, 1974.
- (3) J. P. Conry : *Qui se trahit ?*, Fleuve Noir, Paris, 1975.
- (4) Jean-Loup Goudeau : *Mélieux*, Table Ronde, Paris, 1978.
- (5) Pierre Viallet : *Irish Coffee*, Table Ronde, Paris, 1978.
- (6) Brian Friel : *The Freedom of the City*, Faber and Faber, Londres, 1974. — « Le droit de cité » in *Théâtre choisi*, F.G.L., Lille, 1980.
- (7) Brian Friel : *Volunteers*, Faber and Faber, Londres, 1979.
- (8) Brian Moore : *The Doctor's Wife*, Jonathan Cape, Londres, 1978.
- (9) Francis Stuart : *A Hole in the Head*, Martin Brian and O'Keefe, Londres, 1977 ; *Memorial*, ibid., 1973.
- (10) P. S. Friel : « The British Connection » in *Odour of Blood*, The Goldsmith Press, Dublin, 1973.
- (11) Eugene McCabe : *Victims*, Victor Gollancz, Londres, 1976.
- (12) Benedict Kiely : *Prozopera*, ibid., 1977.
- (13) Jennifer Johnston : *Shadows on Our Skin*, Hamish Hamilton, Londres, 1977. Les *Ombres sur la peau*, Denoël, Paris, 1978 (Jennifer Johnston vient de publier un nouveau roman où l'horreur n'est encore le conflit : *The Old Test*, Hamish Hamilton, Londres, 1979).
- (14) James Simmons : *West Strand Victims*, Blackstaff Press, Belfast, 1976.
- (15) Cf. Harry Barton : *Tours Till Ireland Explodes*, Mr. Money, ibid., 1973.
- (16) John Morrow : *The Confessions of Protinas O'Toole*, ibid., 1977.
- (17) Rosita Sweetmann : *On Our Backs*, Pan Books, Londres, 1979.
- (18) William Vorm : *Paddy No More*, Modern Irish Short Stories, Wolfhound Press, Formancore, Co. Dublin, 1978 (édition américaine : Longship Press, 1977).

## L'AFRIQUE AUX AFRICAINS

PIERRE BIARNES

20 ans d'indépendance en Afrique noire francophone

Témoin privilégié de cette vaste région d'Afrique depuis vingt ans, Pierre Biarnes, correspondant du « Monde », analyse ici sans agressivité eurocentrique mais sans complaisance reverberieuse non plus une évolution qui nous concerne tous.

ARMAND COLIN



Je suis en Irlande.



## Dans les revues...

■ **MERIT REPORTS**, périodique américain d'information sur le Proche-Orient, consacre entièrement son dernier numéro aux « forces de gauche en Iran » avec, notamment, une étude historique d'« Ezzat Abrahamsan sur le mouvement de gauche en ce pays de 1963 à 1977 et des déclarations des représentants des principales organisations. (N° 36, mars-avril, non numéroté par an, 15\$ dollar - P.O. Box 1247, New-York, N.Y. 10025.)

■ Consacré aux problèmes de l'information, le périodique américain **COLUMBIA JOURNALISM REVIEW** présente une étude de M. S. S. sur l'attitude de la presse des États-Unis à l'égard de l'Iran après la prise d'otages : l'union y apparaît comme une force rétrograde en lutte sans relâche contre l'Amérique. Vision fort peu politique, conclut l'auteur, à laquelle il oppose le point de vue d'Eric Rouleau du « Monde ». (Mars-avril, bimestriel, 2,50 dollars - 204, Alton Place, Marietta, Ohio 43132.)

■ Un numéro spécial de la revue britannique **THE MAGEBERRY REVIEW** consacré à l'islam : droit constitutionnel et philosophie politique (Erwin J. Rosenblatt) ; le renouveau en Tunisie (Mark A. Tessler) ; islam et planification familiale au Maroc (Donna L. Brown) en sont les pièces maîtresses. (Vol. 5, n° 1, janvier-février, bimestriel, par abonnement seulement : 28 livres - 26, Marchmont Street, Londres, WC1N 1AG.)

■ Fondée sur l'utilisation du gaz, l'industrialisation des Emirats arabes unis se heurte à des contraintes que décrit John Townsend dans **MAGREB MARCHER** : rivalités internes, défaut de rentabilité et, surtout, manque de main-d'œuvre locale. Difficultés aussi en Syrie où, selon Elisabeth Picard, les problèmes déconcentrent davantage de l'empire total exercé sur l'économie par le groupe

aisoulte au pouvoir que d'un simple affrontement religieux. (N° 37, janvier-mars, trimestriel, 18 F. - La Documentation Française, 124, rue Henri-Barbousse, 93388 Aubervilliers Cedex.)

■ Dans les **ETUDES**, une vue neuve de l'Égypte actuelle, par M. P. Martin, de l'université Saint-Joseph de Beyrouth : société « en voie de développement », certes ; mais plus encore en voie de changement profond, par libération des « contraintes et traditions pesantes ». D. E. Barjot aborde, quant à lui, l'« énigme » du communisme qu'est l'Albanie, en rupture avec le socialisme et le rétrograde chinois. (Avril, mensuel, 14 F. - 15, rue Monsieur, Paris-7<sup>e</sup>.)

■ Pour sa première livraison, **SILLAGES** traite d'Israël en Méditerranée, du dialogue éternel entre intellectuels arabes et juifs, des rapports du judaïsme et du pouvoir politique, enfin des « combats » de la paix. (N° 1, trimestriel, 10 F. - S.P. 22, Jérusalem.)

■ Selon **L'ARCHE**, les initiatives du président de la République au Proche-Orient auraient rendu un grand service à l'Union soviétique en ramenant la question palestinienne au centre de l'attention pour mieux éclairer l'affaire arabe et diviser de nouveau les Arabes. (Avril, mensuel, 7 F. - 14, rue Georges-Berger, Paris-17<sup>e</sup>.)

■ **ESPOPE** a constitué un dossier de quatre pages la « croisée » en faveur des droits de l'homme, d'abord encouragée en Chine par le gouvernement, avec un succès qui a dépassé les prévisions des dirigeants, vite déterminés à en réprimer les effets. Le trimestre se livre à une analyse détaillée du contenu très divers de ses modes d'expression. (Mars, mensuel, 10 F. - 12, rue du Quatre-Septembre, 75002 Paris.)

■ A signaler dans **AUJOURD'HUI LA CHINE**, revue de l'association des amis franco-chinois, des entretiens sur la répartition de la fonction d'intellectuel en Chine : le phénomène traduit la fin de la société maoïste où, peuple, État et parti étant confondus, la pensée aurait alors appartenu aux seuls politiques. (N° 11, mars, trimestriel, 10 F. - 32, rue M.-Stipache, 75014 Paris.)

■ Questions économiques et financières dans **LE MOIS EN AFRIQUE** (revue d'études politiques et économiques africaines), qui annonce une prochaine modification de son contenu : Christian Roux y dégage des conséquences de la décentralisation des échanges internationaux, en particulier les fluctuations des cours des matières premières, sur la planification des pays en voie de développement ; Paul Desautel insiste, quant à lui, sur les avantages de la zone franc pour les États africains qui en font partie. (N° 170-171, février-mars, mensuel, 24 F. - 32, rue de l'Échiquier, 75010 Paris.)

■ **TESTIMONIO LATINOAMERICANO**, revue éditée à Barcelone par des exilés latino-américains, propose dans sa première livraison, entre autres, un article de Silvio Chumbita sur la vision européenne du péronisme ; et un texte de Jorge Bruguera et Horacio Arriaga sur les nouveaux modèles économiques d'exploitation capitaliste qui élaborent à l'heure actuelle les groupes dominants d'Argentine, du Chili et d'Uruguay. (N° 1, mars-avril, bimestriel, 180 pesetas - Apartado 3212, Barcelone, Espagne.)

■ La possession de l'arme nucléaire permet-elle à elle seule d'accéder au rang de grande puissance ? Dans **SOUS LE DRAPEAU DU SOCIALISME**, David Roussel démontre la caricature illusoire d'une telle question. (N° 82-83, janvier-mars, bimestriel, 15 F. - 42, rue d'Avron, 75020 Paris.)

■ Un dossier proposé par **L'ECONOMIE EN QUESTIONS** replace la nouvelle loi d'orientation agricole et le mythe du « pétrole vert » dans l'évolution générale d'une économie dominée par la banque et l'industrie. (N° 13, avril-juin, trimestriel, 8 F. - 4, rue Mélingue, 75013 Paris.)

■ Pour FAIRE, revue socialiste autogestionnaire, la gauche est partagée entre une stratégie du P.S. fondée sur « On ne peut pas le savoir » et « On ne peut pas le dire » ; et la logique de l'impérialisme du P.C.F. et de son « socialisme blindé ». Gilles Martinet, quant à lui, pose la question d'un socialisme d'État « dont nous ne voulons pas », mais qui reste à ce jour le « seul socialisme réel ». (Mars, mensuel, 15 F. - 45, rue Sainte-Anne, 75002 Paris.)

■ **CRITIQUE COMMUNISTE** concentre sa critique sur le parti communiste français à propos de l'Albanie, de la crise interne ou des intellectuels. Le parti communiste italien fait aussi l'objet d'une étude : « Critiques internes, pour ne pas dire crises ». Créteil de son indépendance à l'égard de Moscou, il lui est reproché son goût du « compromis historique » et de l'« union nationale ». (N° 31, dix numéros par an, 15 F. - Éditions de la Brèche, 10, Impasse Guéméné, 75004 Paris.)

■ **LES CARIERS DES SCIENCES HUMAINES ET TECHNIQUES**, outre des scénarios critiques, publient une enquête sur la dissidence et les « nouvelles résistances » ; et une étude sur la marginalité dans le mouvement syndical. (Mars, trimestriel, 18 F. - 5, av. Léon-Henry, 75015 Paris.)

■ **Sciences et technique de l'aménagement des villes**, « coopération urbaine » figurent au sommaire des **ANNALES DE LA RECHERCHE URBAINE**, qui publient par ailleurs un supplément de six cents

pages sur le colloque de Montpellier. (N° 6, premier trimestre, 30 F. (Prix non indicatif pour le supplément.) - Centre de recherche d'urbanisme, 74, rue de la Fédération, 75739 Paris Cedex 13.)

■ L'économiste Ramon Tamames expose, dans **TRANSICION**, son analyse de la situation espagnole telle qu'elle se relate dans les difficultés de la gestion municipale de Madrid. (N° 19, mensuel, avril, 200 pesetas - Ramblas, 120, 4<sup>e</sup>, Barcelone-2.)

■ Les conclusions d'un rapport du commissariat général au plan sur l'approvisionnement de la France en matières premières sont l'occasion pour **NUANCES ET ENVIRONNEMENT/ECO** 3 de dresser un tableau de la dépendance française et de souligner la responsabilité de l'État dans l'élaboration d'une politique adaptée. (N° 26, mai, mensuel, 13 F. - 28, rue Richer, 75002 Paris Cedex 03.)

## CINÉMA

■ Sous le titre « Le Cinéma en cent mille pages », la revue **CINEMA D'AUJOURD'HUI** publie un passionnant supplément qui constitue un véritable catalogue général de l'édition cinématographique en langue française. (N° 16, trimestriel, printemps, 5 F. - 117, bd Saint-Germain, 75006 Paris.)

■ La cinéaste colombienne Marta Rodríguez est interviewée dans **CINEMA POLITIQUE**. (N° 15, trimestriel, avril, 10 F. - 11, rue Sanlinier, 75008 Paris.)

■ **CINEMA QUATRE-VINGT** propose un dossier sur le cinéma allemand (R.F.A.). (N° 256, mensuel, avril, 14 F. - 5, rue Ordener, 75013 Paris.)

# PANORAMA IMMOBILIER

**7<sup>e</sup> LIVRAISON IMMEDIATE**

Le calme des jardins intérieurs, le luxe des appartements, le prestige d'un quartier privilégié vous feront choisir

**Les Ambassades Saint-Dominique**  
98/98, rue Saint-Dominique - Paris 7<sup>e</sup>

3-4-5 PIÈCES ET DUPLEX  
tous les jours (sauf dimanche et lundi)  
de 14h à 19h. Visites sur rendez-vous  
705.69.11

**COTE D'AZUR - Face à St-Paul-de-Vence**

À la Côte-d'Azur : huit villas provençales de très grand luxe, piscines, jardins de 1.500 à 5.500 m<sup>2</sup>, documentation sur demande à :

**LES MAS DE LA ROUGIERE**  
22, av. Notre-Dame - 06000 NICE (04) 93.32.62  
4, av. de la Vierge - 06000 NICE (04) 93.32.64

**A TOULON à deux pas du Cap d'Azur**

Une petite résidence de charme, au calme, dans la verdure à deux pas de la mer.

**LES JARDINS DE MONTFLEURY**  
23 appartements  
1 à 4 pièces  
grand confort  
04, av. Général de Gaulle TOULON Tél. (04) 41.42.38

**SAINTE-MAXIME** Pieds dans l'eau  
Face au golfe de Saint-Tropez

Petite résidence de 6 logements avec accès privé sur la plage  
Studio et 2 pièces entièrement meublées (vaisselle, linge) de 225.000 à 290.000 F

**LA MAISON DE LA MER**  
254, av. de la Lanterne, 06200 NICE - Tél. : (04) 71.26.61

**Presqu'île de St-Tropez** à 300 m de la plage de Tahiti

Vue directe sur mer, parc de 2 ha, nombreuses résidences, piscines, tennis

**LES JARDINS DU PINET** - Visite sur place route de Tahiti  
Rambouillet - Tél. : (94) 97-10-58  
IMOCOM - 150, av. des Champs-Élysées, 75008 PARIS - 359-60-89

**LES ORRES** Sports d'hiver. Sports d'été.

**VOTRE APPARTEMENT "TOUTES SAISONS"**  
"La Chamollière"

STUDIOS ET 2 PIÈCES  
AVEC COIN-MONTAGNE

Prix très compétitifs  
qualité et standing  
NORTHWOOD.

Renseignements et vente :  
"LES GRADINS"  
05200 LES ORRES  
Tél. (92) 44.01.50 / 44.00.29.

Tous les jours de 10 h à 12 h  
et de 15 h à 17 h  
À Paris : Tél. 359.46.75.

**Valmorel** Tarentaise/Savoie/1400 m  
River - Été

Achetez un appartement  
à votre disposition  
à 3 semaines en hiver  
et 3 semaines en été  
et toute l'année saison  
(il sera loué le reste  
du temps).

**La copropriété conventionnée**

Aucune charge à payer,  
en bénéficiant  
d'un revenu net.

Renseignements :  
Alpes Réservations  
58, rue Maurice Ripoche  
75014 Paris. Tél. 539.22.37

**INVESTISSEZ DANS LES PYRENEES CATALANES**

**LES ANGES** 2.400 m<sup>2</sup>  
à 85 km de Perpignan, à 170 km de Toulouse, à 200 km de Barcelone

**LA RESIDENCE**

**Le Mouraillon**

53 APPARTEMENTS :  
Studio - 2 pièces - 3 pièces et duplex  
Double exposition  
Légers rénovés marbrés  
STUDIOS à partir de 125.000 F  
2 PIÈCES à partir de 185.000 F

Possibilité crédit 90 %  
EXC. RAPPORT QUALITE-PRIX  
RENDREMENT LOCATIF ÉLEVÉ  
Livraison décembre 1980

Réalisation et vente : CEPRIUM  
8, rue de l'Argenterie - 68000  
PERPIGNAN - Tél. (08) 51-41-52

Sur place AGENCE 2000  
Résidence Les Anges - 66210 LES  
ANGES - Tél. (08) 04-42-49

**BON POUR UNE DOCUMENTATION GRATUITE**

NOM : .....  
ADRESSE : .....  
Tél. domicile : ..... bureau : .....  
Intéressé par studio □ 2 pièces □ 3 pièces □ Duplex □

Cette rubrique paraît dans Le Monde, Le Monde Diplomatique, la Sélection Hebdomadaire, Le Monde de l'Éducation.

**POUR VENDRE OU ACHETER UN FONDS DE COMMERCE DE PARTICULIER A PARTICULIER SANS COMMISSION...**

**LISEZ** **icf** INDICATEUR DES COMMERCE DE FRANCE

134, RUE SAINT-HONORE  
75001 PARIS  
Tél. : 260.24.00

**COTE D'AZUR VAROISE A CAVALAIRE**

Tout près du port et des plages

**LE MAYA**

**RESIDENCE GRAND STANDING**  
STUDIO à partir de 150.000 F  
- T2 - T3 -

Documentation gratuite sur demande  
SCI LE MAYA 30, rue Clappier 83000 TOULON Tél. (04) 93.07.13  
ou 3, rue de Verdun 83120 STE MAXIME Tél. (04) 96.15.11

**COTE D'AZUR VAROISE A CARQUEIRANNE... entre TOULON et HYERES**

Tout près du port et des plages

**Les arcades fleuries**

**RESIDENCE STYLE PROVENÇAL**  
28 APPARTEMENTS DU T1 au T5  
S.C.I. Les Arcades Fleuries 30, rue Clappier  
83000 TOULON Tél. (04) 93.00.13

**GRASSE UN PARFUM DE CALME**

**RESIDENCE ROSELAND**  
Une résidence de luxe de 40 appartements  
au cœur de la ville

Avenue du 11-Novembre 06130 GRASSE  
Bureau de vente sur place tous les jours  
Tél. 93-36-16-39

Une réalisation : Jean RAVERA  
20, avenue Montclair 06100 NICE  
Tél. : (04) 51.51.60

**à NICE, le vrai luxe c'est Cimiez**

**Villa LYDIA**

68, bd de Cimiez  
06000 NICE

Dans un parc de 5000 m<sup>2</sup>  
quelques appartements  
de très grand standing

Commercialisation  
AGENCE CENTRALE  
12, place de Caille  
06000 ANTIBES  
Tél. (04) 76.82.40

Promoteur  
POLYCOM  
MEDITERRANEE

**LA COLETTE**

à 3 km de la mer  
Cours d'eau  
4 pièces et duplex

La Colette est une des dernières résidences construites à 10 m de la mer.

**VENEZ VISITER L'APPARTEMENT TEMOIN**  
SEPTIEME Arrondissement Paris 75007

Atteint 100 m<sup>2</sup> sur 30 m de large 14000 CEN Tél. 01.42.38.12

**2<sup>e</sup> Côte Varoise-A CAVALAIRE - Près de St-Tropez**

**REALISATIONS "PLEIN SOLEIL"**

**LES TERRASSES** Ville 4-6 pièces  
Vue Imprenable sur la baie

**MAS DU LEVANT** Mas 2 et 3 pièces  
en bord de mer

**LES HELIADES** Des appartements  
de 1 à 3 pièces  
sur la plage  
et à proximité des plages  
Orientation Sud

**LIVRAISON IMMEDIATE.**  
Commercialisation : Cabinet MORLOT, Quel d'Azur  
34300 Cap d'Agde, Tél. (04) 94.75.50

**BARBARO et Cie vous propose en ROUSSILLON**

dans les  
**ALBERES**  
à 10 km  
d'Argelès/Mer

**VILLAS DE GRAND STANDING**  
ET  
AVEC VUE SUR MER

PARCELLES DE TERRAIN BOISÉ VIABILISÉES  
Immédiatement constructibles, de 500 à 800 m<sup>2</sup>

**BARBARO et Cie - 73 bis, av. Niel, 75008 PARIS**  
Tél. : 380.56.56 / 380.77.99

**En Roussillon à Port-Barcarès**

**Le Soleil Levant**

Une réalisation de qualité face à la mer, sur la plage,  
dans une station moderne, centre de tourisme et de loisir.

APPARTEMENTS DU STUDIO au 4 PIÈCES  
Disponibles. Prestations soignées.

**pour moins de 5000F le m<sup>2</sup>**

Documentation : HOME-VACANCES.  
10 ans d'expérience de l'immobilier sur Port-Barcarès  
Résidence Le Soleil, 66450 PORT-BARCARÈS, Tél. (04) 68.06.10

**AU SOLEIL! COSTA BRAVA**

**PROFITEZ DE LA BAISSÉ DE LA PESETA**

- Terrain à partir de 25.500 F
- Studio avec garage 65.500 F
- Terrain avec annexe 10 m. 72.000 F
- Villa à partir de 80.000 F

Possibilité de crédit jusqu'à 80 %.

**FRAIS VOYAGE ET SEJOUR POUR 2 personnes déduits en cas d'achat**  
Pour tous renseignements, retourner ce bon à :  
FUNDAMENTA, Place San Pedro, 4, Roses, Gérone, Espagne.  
Tél. (191) 34-72/25-68-54

NOM : .....  
Adresse : .....



# Renouveau en Amérique latine



C'est aux Rencontres de Vina del Mar, au Chili, qu'en 1969 le cinéma latino-américain est né en tant que mouvement culturel. Mettant fin à des décennies de cloisonnement, les cinéastes du continent se rassemblent et proposent pour la première fois leurs films respectifs ; Caballero et Brillaud sont alors les modèles d'originalité et de pertinence, mais tous constatent que leurs films possèdent en commun trois composantes fondamentales : culture vernaculaire, mémoire populaire et libération des peuples.

## NICARAGUA

### Naissance des images d'un peuple

Sous le régime de Somoza, la plupart des cent vingt-six salles de cinéma du Nicaragua appartenaient au clan du dictateur. L'unique société de production de films, la *Producción*, réalisait les actualités cinématographiques officielles, le *Nicaragua en marcha*, ainsi que les courts métrages pour l'entraînement de la garde nationale et quelques spots publicitaires.

Il y avait aussi deux stations de télévision, la chaîne 6, propriété de Somoza, et la chaîne 2, privée. La première diffusait en permanence, à partir de midi, des séries américaines entrecoupées de quelques émissions de propagande pour le régime. A 19 h 30 : journal télévisé, véritable antenne impériale dominée par les événements du monde la version des agences de presse nord-américaines et justifiant la répression à l'intérieur. La chaîne 2, qui appartenait à la bourgeoisie d'opposition, se cantonnait dans une attitude de prudente neutralité. Ces deux stations ne couvraient que la capitale et la région du Pacifique ; l'ensemble de la côte atlantique ne captait aucune émission.

Une commission de contrôle des films exerçait, par ailleurs, une véritable censure politique sur tout ce qui se projetait dans le pays. Seul, dans le cadre du ciné-club universitaire, le Front révolutionnaire étudiait à propos, à partir de 1973, souvent clandestinement, des films progressistes d'origines diverses.

En juillet 1978, la direction nationale du Front sandiniste décida de mettre sur pied sa propre équipe cinématographique afin de briser le cercle de silence, ou de mensonges, qui entourait son action, et de proposer sa propre version des événements au Nicaragua. En mars 1979 est créée l'équipe *Leonel Rumbana* pour les questions de propagande : elle envoie à Cuba le cinéaste portoricain Emilio Rodríguez et, au Nord, des documentaristes chiliens et mexicains. Les films, réalisés avec la participation de cinéastes sandinistes, visent à susciter des sympathies à travers le monde : tels *Patria Libre* ou *Morir de Antonio Iglesias*, *Los que viven la Libertad* de Bertha Navarro, *Nicaragua*, septembre 78 de Francis Diamond. D'autres sont en cours de finition, comme *Nicaragua*, *Patria Libre* de Miguel Neocobea, ainsi qu'un long métrage documentaire du Nicaragüense Johnny Henderson qui tente de brosser un tableau complet de la guerre, vue de l'intérieur des deux camps : en effet, l'équipe Leonel Rumbana est parvenue à introduire dans

la garde nationale, sous de faux prétextes, des cinéastes amis (comme l'Uruguayen Mario Legaspi) qui ont pu filmer des méthodes de répression. Après la victoire sandiniste est créé l'Institut nicaraguayen du cinéma. Il produit, mensuellement un court métrage d'actualité, le *Nortecero*, réalisé par Frank Pineda et Eusebio Chavez. Il vient aussi de monter un documentaire destiné à la plus large diffusion sur les problèmes de l'enseignement pendant la guerre, intitulé : *L'éducation n'a pas été interrompue*. L.I.N.C. entreprend actuellement la réalisation d'un long métrage sur le régime de Somoza à partir d'un stock de films privés (plus de sept cents boîtes ont été retrouvées) tournés par le dictateur et ses intimés durant les fêtes, proprement organisées, tout au long du régime et auxquelles participaient les ministres et les membres de l'oligarchie ; toute la corruption morale du clan Somoza y apparaît au grand jour.

D'autre part, L.I.N.C. a ouvert une cinémathèque et il a mis sur pied des équipes de « ciné-mobile » qui parcourent le pays pour organiser des projections dans des lieux enclavés où les paysans votent du cinéma pour la première fois. Les salles appartenant au circuit somocista ont été nationalisées, les autres continuant de proposer des films souvent dépourvus de qualité (les œuvres pornographiques ou violentes pendant l'interdiction).

DANS le domaine de la télévision, la chaîne 6 n'existe plus ; elle sera transformée en une chaîne culturelle. Quant à la chaîne 2, elle est désormais placée sous le contrôle du système sandiniste de communication (1).

Créer un cinéma national sur les ruines laissées par le dictateur n'est pas un véritable défi. Mais la courte expérience cinématographique acquise durant la guerre et la participation générale de cinéastes internationaux aident à le relever.

Le cinéma nicaraguayen, pour donner de premières images authentiques du peuple, part à la recherche d'un langage qui cherche ses racines dans la réalité concrète et dans les expériences singulières de la culture populaire.

CARLOS IBARRA, membre de la direction de l'Institut nicaraguayen du cinéma.

(1) N.D.L.R. : le système sandiniste de communication n'a pas encore la chaîne 2, une station de radio et un journal quotidien, « Barrios ».

## PEDRO RIVERA \*

### Enquête sur la réalité panaméenne

L'ACTIVITÉ cinématographique au Panama est, longtemps, demeurée le fruit de l'initiative spontanée, isolée et sporadique, de quelques individus. Il y eut, certes, des tentatives de films en caméra dans la culture populaire : elles ne sont jamais parvenues à constituer un véritable mouvement militant rompu avec les courants colonisateurs venus des Etats-Unis.

Qu'était le cinéma panaméen avant la création du Groupe expérimental de cinéma universitaire (GECU) en 1972 ? Dans sa monumentale *Historia del cine mundial*, Georges Sadoul ne lui consacre qu'une courte phrase : « A Panama, la première mise en scène paraît avoir été, en 1949, *Quando Muere la Ilusión*, dirigé par Carlos Ruiz et Julio Espinoza » (1). Le père Ramon Maria Condomines a réalisé un film religieux dans les années 50. On possède aussi des informations sur un long métrage, d'auteur inconnu, intitulé *Suave*, ainsi que sur un film de Carlos Nieto, dont le titre *Al calor de mi Bohío* (La Danseur de ma cabane) laisse supposer une intrigue rurale. Dans les années 60, nous avons eu l'occasion de voir *Neana*, la femme et, plus récemment, le *Tesorero de Morgan*. Aucun de ces films ne peut être considéré comme le précurseur d'un mouvement cinématographique authentiquement national : aucun ne se propose de rompre les modèles de contenu et de forme établis par les métropoles coloniales. Car tous sont le produit de la conjonction commer-

cialiste a produit une vingtaine de courts métrages, dont certains — notamment la *Tierra Prometida* et *Cuarales*, dirigés par Armando Mora (2), ainsi que *Conditio* et *Interguerra* — révèlent un réel désir d'expérimentation formelle et une sérieuse volonté d'élaborer un langage en prise sur notre réalité.

Il faut aussi signaler certains travaux à caractère informatif (pour le cinéma ou la télévision), tels certains documentaires de la société Cinelas : le *Traité qu'auton Panaméen* n'a signé et *Energie souveraine*, tous deux de John H. Heyman.

A Panama, le public n'a point créé de cinéma : au contraire, c'est le cinéma qui l'a façonné, et il a conditionné ses goûts pour le plus grand profit des compagnies américaines. C'est pourquoi nous estimons qu'un cinéma authentiquement panaméen doit se fixer, dès le départ, des objectifs de libération et d'indépendance nationale. Dans cet esprit, le GECU a été créé en 1972 avec pour tâche d'entreprendre la recherche d'un langage original prenant en charge les spécificités de notre réalité et les expressions singulières de notre culture.

Il a produit depuis lors dans cet esprit une trentaine de documentaires. Le GECU rassemble une quinzaine de cinéastes (3) formés, pour la plupart, sur le tas. Pour favoriser la diffusion, ces cinéastes animent aussi souvent que possible la projection de films. Depuis sa création, plus d'un film.

(\*) Réalisateur, fondateur du GECU (Groupe expérimental de cinéma universitaire).

Depuis ces Rencontres, dix ans ont passé : la nuit des dictatures laisse aveugles les écrans du côté Sud et beaucoup de cinéastes (chiliens, argentins, uruguayens...) se sont dépechés à travers le monde, diffusant, dans tout l'exil fécond, les idéaux de Vina del Mar.

A la faveur de récents événements politiques (victoire sandiniste au Nicaragua, signature du traité sur le canal de Panama, sursaut indépendantiste à Porto-Rico, revendications culturelles des communautés hispanophones aux Etats-Unis, mise en place de régimes plus démocratiques à Saint-Domingue, en Equateur, en Bolivie, au Brésil, etc.), ces idéaux — préservés à Cuba — refleurissent aujourd'hui, alors que s'aggrave la politique d'expansionnisme culturel des Etats-Unis, favorisée par la radicale transformation de la technologie des communications de masse et par la crise économique. La démission américaine se fait de plus en plus pesante : au cours d'un colloque organisé à La Havane, en décembre dernier, dans le cadre du Festival du nouveau cinéma latino-américain, le sociologue Gonzalez-Maret constatait que les

Etats-Unis contrôlaient actuellement 30 % du total des grands moyens de communications de masse dans le monde, alors que la part de l'Amérique latine, avec ses trois cent cinquante millions d'habitants, n'atteint pas 5 %.

Les trois textes ci-dessous annoncent l'apparition, dans une conjoncture de guerre culturelle, de trois nouvelles cinématographies nationales, et proclament leur fidélité à l'esprit de Vina del Mar.

Lours auteurs appartiennent à des peuples parmi les plus menacés par l'impérialisme culturel. Avec talent et passion, leurs films revendiquent une indélébile solidarité avec l'ensemble de l'Amérique latine. Ils confirment avec éclat les propos d'Alfredo Guevara, théoricien fondamental du cinéma latino-américain, qui déclarait récemment : « Nous ne sommes pas des peuples dépourvus de ressources, nous sommes les héritiers de cultures qui ont su créer tant de beauté et de poésie, tant de science et de conscience, que leurs fruits ne pourront jamais être défaits. »

IGNACIO RAMONET.

## JESUS TREVINO \*

### « Nous sommes Chicanos »

LES Etats-Unis comptent plus de quinze millions d'hispanophones, dont 65 % sont des Chicanos (1) vivant, pour l'essentiel, en Californie, Arizona, Nevada, Colorado, Nouveau-Mexique et Texas, six Etats annexés par les Etats-Unis, après la guerre de 1848. Le traité de Guadalupe Hidalgo, qui mit fin au conflit, stipulait que les résidents mexicains de ces territoires pourraient y demeurer mais deviendraient citoyens américains ; le traité leur garantissait le droit de conserver leur langue, leur religion, leurs traditions... Ce furent les premiers Chicanos (2).

Après la révolution mexicaine de 1910, de très nombreux Mexicains arrivèrent dans ces Etats frontaliers et créèrent dans les grandes villes des *barrios* (quartiers) authentiquement populaires ; mêlés aux Chicanos, ils élaborèrent une culture originale qui n'est plus tout à fait mexicaine, bien qu'elle ait toutes ses racines au Mexique. A partir de 1940, cette communauté chicana commença à prendre conscience, politiquement, d'elle-même ; sa langue est un mélange de 80 % d'espagnol et de 20 % d'un jargon hispano-anglais, sorte d'argot appelé *calo*.

EN 1965, au moment de l'éveil général des minorités, César Chavez contribua à accélérer l'édification d'une véritable « nation chicana ». Il lance, contre les grands exploitants agricoles, une série de grèves et de boycotts qui permettent aux Chicanos de mesurer leur force et leur spécificité culturelle. La période allant de 1965 à 1974 a été fort exaltante après les humiliations de naguère et les tentatives d'intimidation mesquine, parfois raciste : jusqu'en 1969, par exemple, dans les écoles du Texas, on punissait les enfants chicanos qui parlaient en espagnol.

César Chavez, éprouvant le besoin d'expliquer très concrètement aux paysans les objectifs politiques de la lutte, encouragea la création d'un théâtre populaire d'un genre nouveau ; celui est né le Teatro Campesino, groupe qui se trouve aussi à l'origine du cinéma chicano puisque le premier film authentiquement chicano est une adaptation de la pièce *Am Joaquín* réalisée, en 1967, par Luis et Daniel Valdez, les fondateurs du Teatro.

Mais l'essor du cinéma chicano est dû essentiellement à la télévision, et

notamment à la télévision publique (2). En 1972, la station K.C.E.T.-28 de Los Angeles nous a permis de réaliser un documentaire, *Yo Soy Chicano*, qui suscita un intérêt considérable : les deux autres stations en langue espagnole de Los Angeles en sont venues à s'intéresser à ce mouvement culturel et ont recruté des cinéastes chicanos comme José Luis Ruiz, Moctezuma Esparza, Adolfo Vargas, Ricardo Soto, etc.

Depuis lors, dans ce cadre, une cinquantaine de films ont été réalisés, provoquant parfois une énorme résonnance, en particulier *The Unwanted* (des Indésirables), documentaire saisissant de

abordés des questions d'esthétique et d'idéologie ainsi que certains problèmes de production et de diffusion des films chicanos.

Nous souhaitons combattre, au moyen de nos films, l'image du Chicano que les moyens de communication de masse américains répandent à profusion (encore récemment dans, par exemple, *Boyz n the City*, *Walk Proud*, *Act of Violence* ou *Los Angeles Streets*) et qui le présente comme un gressier paresseux, voyou, violent, égoïste, ignorant, dépourvu d'humanité.

La Coalition organise ce printemps à Los Angeles un festival international du



Affiche du film « Racines de sang » (1977), de Jesus Trevino, premier long métrage chicano.

José Luis Ruiz sur le problème des Mexicains immigrés sans permis de travail. Sur cette même question, à laquelle tous les Chicanos restent extrêmement sensibles, David Sandoval a tourné la *Valle de las Llamas*. Dans *Courage* et *Prisonniers Chicanos*, Ricardo Soto a montré les effroyables conditions de détention des Chicanos dans la prison Soladad, en Californie ; Adolfo Vargas a traité, dans *Una nation bilingue*, des problèmes nés de la double culture de la nation chicana.

Au sein du mouvement cinématographique chicano, un groupe de réalisateurs s'est aussi constitué : les films de Maria Muñoz, d'Esperanza Vázquez, de Lourdes Porbillo et, surtout, le documentaire *Chicana* de Sylvia Morales, s'attachent à mettre en pièces les stéréotypes négatifs dont on affuble, aux Etats-Unis, les femmes latino-américaines.

Bien que la plupart des films chicanos soient des documentaires, quelques longs métrages de fiction ont toutefois été réalisés, comme la *Vida de Jeff Peniche*, *Only Once in a Lifetime* d'Alfredo Gutierrez ou *Racines de Sangre* que nous-même avons tourné en 1977 sur le problème de l'exploitation, par les capitaux nord-américains, l'abandonnée mal-d'œuvre des villes mexicaines frontalières.

En juillet 1978, nous avons créé la Coalition de cinéastes chicanos, qui regroupe une quarantaine de réalisateurs et de réalisatrices. Un bulletin d'information bimestriel est publié (3), où sont

film latino-américain. Elle s'efforce, par le cinéma, de renouer les liens avec la grande famille latino-américaine à laquelle appartiennent les Chicanos. Car si nous restons, certes, citoyens des Etats-Unis, avant tout nous sommes Chicanos.

(Propos recueillis par L. R.)

\* Réalisateur, chef de file des cinéastes chicanos.



Clinique LA LIGNIERE  
1196 Gland près Nyon (Suisse)  
Téléphone : (022) 64.10.61

Etablissement médical, diététique et physiothérapique, au bord du lac, dans un grand domaine, avec une vue ravissante sur les Alpes. LA LIGNIERE est spécialisée dans le traitement de maladies internes (du tube digestif, foie, vésicule biliaire, maladies de la nutrition, diabète, anémie, arthrites chroniques, maladies de l'appareil cardio-vasculaire, insuffisance cardiaque, artériosclérose, néphrite).

Programme de rééducation cardio-vasculaire après infarctus myocardique ou opérations cardiaques.

Durée : 28 jours.

(Remboursé par les caisses maladie.)

Radiologie - Laboratoire

Cine médecine - Deux diététiciennes

DEMANDEZ LES RENSEIGNEMENTS A LA DIRECTION

Je suis chicano.



# L'ACTIVITÉ DES ORGANISATIONS INTERNATIONALES

## ONU

**Le Conseil de sécurité condamne les agressions sud-africaines contre la Zambie**

Sous l'impulsion de la Zambie, le Conseil de sécurité des Nations unies s'est réuni le 10 avril. Il a adopté à l'unanimité, le 11 avril, une résolution condamnant énergiquement le régime raciste d'apartheid de l'Afrique du Sud pour les actes qu'il poursuit avec une intensité croissante et sans provocation contre la République de Zambie, et qui constituent une violation flagrante de la souveraineté et de l'intégrité territoriale de ce pays. Le Conseil a décidé le retrait immédiat des forces militaires sud-africaines du territoire zambien, et lance un avertissement solennel à Pretoria : au cas où de tels actes se répètent, il envisagerait des mesures conformes aux dispositions de la charte des Nations unies. Le Conseil se déclare aussi demeurer saisi de la question.

**L'assassinat de deux soldats de la FINUL**

À la demande du gouvernement libanais, le Conseil de sécurité a, le 14 avril, un débat sur la situation dans le sud du Liban. Le 18 avril, à la suite de l'assassinat de deux soldats irlandais de la Force intermédiaire des Nations unies au Liban (FINUL) par les « forces de facto » installées dans cette région (milices conservatrices du commandant Haddad), le président du Conseil, M. Portillo Muñoz Ledo (Mexique), a fait une déclaration au nom de tous les membres. Le texte précise que cette déclaration intervient en attendant que soit prise une décision sur la situation globale au Liban et sur les actes d'hostilité commis contre ce pays, contre la FINUL et contre l'ONU (Organisation des Nations unies chargée de la surveillance de la trêve). La déclaration condamne les actes de « défilé direct » à l'autorité du Conseil de sécurité, ainsi que « tous ceux » qui en partagent la responsabilité. Le Conseil y réitère son intention de prendre des mesures appropriées pour assurer le contrôle immédiat et total de toutes les zones d'opérations jusqu'aux frontières internationales reconnues.

**Débat sur les droits des Palestiniens**

Un débat sur l'exercice des droits inaliénables du peuple palestinien a été entrepris le 31 mars, à la demande du comité chargé de suivre ce problème. Après consultations, le Conseil de sécurité a décidé le 9 avril d'interrompre cette discussion en indiquant qu'il fixerait ultérieurement la date de sa reprise.

**PROBLÈME DE CHYPRE.** — Le secrétaire général des Nations unies a informé le Conseil de sécurité le 27 avril de sa décision de nommer un représentant spécial à Chypre, M. Hugo Götts (Argentine) ; il succèdera à ce poste à M. Galindo Pohl.

**DÉSARMEMENT.** — Le comité ad hoc chargé d'étudier le problème de la conversion des armes nucléaires au statut de biens culturels s'est réuni à New-York du 31 mars au 4 avril.

— D'autre part, un groupe d'experts gouvernementaux, chargé par l'Assemblée générale de l'ONU d'étudier comment instaurer un climat de confiance entre les États afin de faciliter la poursuite de la première session à Genève du 9 au 11 avril.

**NON-PROLIFÉRATION DES ARMES NUCLÉAIRES.** — Le comité préparatoire de la conférence des États parties au traité de non-prolifération nucléaire, qui se réunira à Genève du 24 mars au 26 mars, a tenu fin mars sa troisième et dernière session.

**ARMES BACTÉRIOLOGIQUES.** — La conférence des États parties à la convention sur l'interdiction des armes bactériologiques, chargée de la mise en œuvre de la convention, a été ouverte à Genève du 2 au 12 mars. Une déclaration finale a été adoptée résumant ses conclusions.

**NAMIBIE.** — Le Conseil des Nations unies pour la Namibie s'est réuni le 28 mars à New-York pour étudier plusieurs rapports. D'autre part, le secrétaire général de l'ONU a reçu, le 27 mars, un rapport à l'intention du Conseil de sécurité et dans lequel il estime nécessaire de prendre des décisions politiques relatives à la situation de la Namibie.

**FONDS D'AIDE À L'AFRIQUE AUSTRIALE.** — Au cours d'une conférence organisée le 10 mars à l'occasion de la Journée internationale pour l'élimination de la discrimination raciale (célébrée le 21 mars chaque année), 77 nations ont adopté une déclaration qui est promise pour améliorer les divers fonds des Nations unies qui fournissent une aide aux populations africaines et à leur éducation.

**DISCRIMINATION RACIALE.** — Le comité pour l'élimination de la discrimination raciale a tenu sa vingt et unième session le 17 mars au siège de l'ONU à New-York. Il a examiné les rapports présentés par vingt-quatre États parties à la convention sur l'élimination de la discrimination raciale, dans lesquels sont exposées les mesures prises par chacun pour honorer ses obligations.

**APARTHEID.** — En collaboration avec le comité spécial des Nations unies contre l'apartheid, le comité hollandais sur l'Afrique du Sud a organisé à Amsterdam, du 14 au 18 mars, un séminaire sur les mesures à prendre pour éliminer l'apartheid. Les participants se sont prononcés en faveur d'un embargo complet sur la fourniture de produits pétroliers à ce pays, mesure considérée comme un élément-clé de sanctions destinées à affaiblir le régime raciste de Pretoria.

**DROITS DE L'HOMME.** — Le comité des droits de l'homme, chargé de contrôler l'application du pacte international relatif aux droits civils et politiques, a tenu sa neuvième session du 17 mars au 21 mars à Genève. Il a examiné les rapports de la Commission, l'Iraq, la Mongolie et le Sénégal. Il a aussi demandé des compléments d'information à certains États, dont l'Iraq et le Chili.

**DECOLONISATION.** — Le comité de la décolonisation a élu pour président le 11 mars M. Frank O. Abolmeh (Tchad) et pour secrétaire M. O. Abolmeh (Tchad). Il a aussi adopté son programme de travail et le 12 mars, le 13 mars, le 14 mars, le 15 mars, le 16 mars, le 17 mars, le 18 mars, le 19 mars, le 20 mars, le 21 mars, le 22 mars, le 23 mars, le 24 mars, le 25 mars, le 26 mars, le 27 mars, le 28 mars, le 29 mars, le 30 mars, le 31 mars, le 1er avril, le 2er avril, le 3er avril, le 4er avril, le 5er avril, le 6er avril, le 7er avril, le 8er avril, le 9er avril, le 10er avril, le 11er avril, le 12er avril, le 13er avril, le 14er avril, le 15er avril, le 16er avril, le 17er avril, le 18er avril, le 19er avril, le 20er avril, le 21er avril, le 22er avril, le 23er avril, le 24er avril, le 25er avril, le 26er avril, le 27er avril, le 28er avril, le 29er avril, le 30er avril, le 1er mai, le 2er mai, le 3er mai, le 4er mai, le 5er mai, le 6er mai, le 7er mai, le 8er mai, le 9er mai, le 10er mai, le 11er mai, le 12er mai, le 13er mai, le 14er mai, le 15er mai, le 16er mai, le 17er mai, le 18er mai, le 19er mai, le 20er mai, le 21er mai, le 22er mai, le 23er mai, le 24er mai, le 25er mai, le 26er mai, le 27er mai, le 28er mai, le 29er mai, le 30er mai, le 31er mai, le 1er juin, le 2er juin, le 3er juin, le 4er juin, le 5er juin, le 6er juin, le 7er juin, le 8er juin, le 9er juin, le 10er juin, le 11er juin, le 12er juin, le 13er juin, le 14er juin, le 15er juin, le 16er juin, le 17er juin, le 18er juin, le 19er juin, le 20er juin, le 21er juin, le 22er juin, le 23er juin, le 24er juin, le 25er juin, le 26er juin, le 27er juin, le 28er juin, le 29er juin, le 30er juin, le 1er juillet, le 2er juillet, le 3er juillet, le 4er juillet, le 5er juillet, le 6er juillet, le 7er juillet, le 8er juillet, le 9er juillet, le 10er juillet, le 11er juillet, le 12er juillet, le 13er juillet, le 14er juillet, le 15er juillet, le 16er juillet, le 17er juillet, le 18er juillet, le 19er juillet, le 20er juillet, le 21er juillet, le 22er juillet, le 23er juillet, le 24er juillet, le 25er juillet, le 26er juillet, le 27er juillet, le 28er juillet, le 29er juillet, le 30er juillet, le 1er août, le 2er août, le 3er août, le 4er août, le 5er août, le 6er août, le 7er août, le 8er août, le 9er août, le 10er août, le 11er août, le 12er août, le 13er août, le 14er août, le 15er août, le 16er août, le 17er août, le 18er août, le 19er août, le 20er août, le 21er août, le 22er août, le 23er août, le 24er août, le 25er août, le 26er août, le 27er août, le 28er août, le 29er août, le 30er août, le 1er septembre, le 2er septembre, le 3er septembre, le 4er septembre, le 5er septembre, le 6er septembre, le 7er septembre, le 8er septembre, le 9er septembre, le 10er septembre, le 11er septembre, le 12er septembre, le 13er septembre, le 14er septembre, le 15er septembre, le 16er septembre, le 17er septembre, le 18er septembre, le 19er septembre, le 20er septembre, le 21er septembre, le 22er septembre, le 23er septembre, le 24er septembre, le 25er septembre, le 26er septembre, le 27er septembre, le 28er septembre, le 29er septembre, le 30er septembre, le 1er octobre, le 2er octobre, le 3er octobre, le 4er octobre, le 5er octobre, le 6er octobre, le 7er octobre, le 8er octobre, le 9er octobre, le 10er octobre, le 11er octobre, le 12er octobre, le 13er octobre, le 14er octobre, le 15er octobre, le 16er octobre, le 17er octobre, le 18er octobre, le 19er octobre, le 20er octobre, le 21er octobre, le 22er octobre, le 23er octobre, le 24er octobre, le 25er octobre, le 26er octobre, le 27er octobre, le 28er octobre, le 29er octobre, le 30er octobre, le 1er novembre, le 2er novembre, le 3er novembre, le 4er novembre, le 5er novembre, le 6er novembre, le 7er novembre, le 8er novembre, le 9er novembre, le 10er novembre, le 11er novembre, le 12er novembre, le 13er novembre, le 14er novembre, le 15er novembre, le 16er novembre, le 17er novembre, le 18er novembre, le 19er novembre, le 20er novembre, le 21er novembre, le 22er novembre, le 23er novembre, le 24er novembre, le 25er novembre, le 26er novembre, le 27er novembre, le 28er novembre, le 29er novembre, le 30er novembre, le 1er décembre, le 2er décembre, le 3er décembre, le 4er décembre, le 5er décembre, le 6er décembre, le 7er décembre, le 8er décembre, le 9er décembre, le 10er décembre, le 11er décembre, le 12er décembre, le 13er décembre, le 14er décembre, le 15er décembre, le 16er décembre, le 17er décembre, le 18er décembre, le 19er décembre, le 20er décembre, le 21er décembre, le 22er décembre, le 23er décembre, le 24er décembre, le 25er décembre, le 26er décembre, le 27er décembre, le 28er décembre, le 29er décembre, le 30er décembre, le 1er janvier, le 2er janvier, le 3er janvier, le 4er janvier, le 5er janvier, le 6er janvier, le 7er janvier, le 8er janvier, le 9er janvier, le 10er janvier, le 11er janvier, le 12er janvier, le 13er janvier, le 14er janvier, le 15er janvier, le 16er janvier, le 17er janvier, le 18er janvier, le 19er janvier, le 20er janvier, le 21er janvier, le 22er janvier, le 23er janvier, le 24er janvier, le 25er janvier, le 26er janvier, le 27er janvier, le 28er janvier, le 29er janvier, le 30er janvier, le 1er février, le 2er février, le 3er février, le 4er février, le 5er février, le 6er février, le 7er février, le 8er février, le 9er février, le 10er février, le 11er février, le 12er février, le 13er février, le 14er février, le 15er février, le 16er février, le 17er février, le 18er février, le 19er février, le 20er février, le 21er février, le 22er février, le 23er février, le 24er février, le 25er février, le 26er février, le 27er février, le 28er février, le 29er février, le 30er février, le 1er mars, le 2er mars, le 3er mars, le 4er mars, le 5er mars, le 6er mars, le 7er mars, le 8er mars, le 9er mars, le 10er mars, le 11er mars, le 12er mars, le 13er mars, le 14er mars, le 15er mars, le 16er mars, le 17er mars, le 18er mars, le 19er mars, le 20er mars, le 21er mars, le 22er mars, le 23er mars, le 24er mars, le 25er mars, le 26er mars, le 27er mars, le 28er mars, le 29er mars, le 30er mars, le 1er avril, le 2er avril, le 3er avril, le 4er avril, le 5er avril, le 6er avril, le 7er avril, le 8er avril, le 9er avril, le 10er avril, le 11er avril, le 12er avril, le 13er avril, le 14er avril, le 15er avril, le 16er avril, le 17er avril, le 18er avril, le 19er avril, le 20er avril, le 21er avril, le 22er avril, le 23er avril, le 24er avril, le 25er avril, le 26er avril, le 27er avril, le 28er avril, le 29er avril, le 30er avril, le 1er mai, le 2er mai, le 3er mai, le 4er mai, le 5er mai, le 6er mai, le 7er mai, le 8er mai, le 9er mai, le 10er mai, le 11er mai, le 12er mai, le 13er mai, le 14er mai, le 15er mai, le 16er mai, le 17er mai, le 18er mai, le 19er mai, le 20er mai, le 21er mai, le 22er mai, le 23er mai, le 24er mai, le 25er mai, le 26er mai, le 27er mai, le 28er mai, le 29er mai, le 30er mai, le 1er juin, le 2er juin, le 3er juin, le 4er juin, le 5er juin, le 6er juin, le 7er juin, le 8er juin, le 9er juin, le 10er juin, le 11er juin, le 12er juin, le 13er juin, le 14er juin, le 15er juin, le 16er juin, le 17er juin, le 18er juin, le 19er juin, le 20er juin, le 21er juin, le 22er juin, le 23er juin, le 24er juin, le 25er juin, le 26er juin, le 27er juin, le 28er juin, le 29er juin, le 30er juin, le 1er juillet, le 2er juillet, le 3er juillet, le 4er juillet, le 5er juillet, le 6er juillet, le 7er juillet, le 8er juillet, le 9er juillet, le 10er juillet, le 11er juillet, le 12er juillet, le 13er juillet, le 14er juillet, le 15er juillet, le 16er juillet, le 17er juillet, le 18er juillet, le 19er juillet, le 20er juillet, le 21er juillet, le 22er juillet, le 23er juillet, le 24er juillet, le 25er juillet, le 26er juillet, le 27er juillet, le 28er juillet, le 29er juillet, le 30er juillet, le 1er août, le 2er août, le 3er août, le 4er août, le 5er août, le 6er août, le 7er août, le 8er août, le 9er août, le 10er août, le 11er août, le 12er août, le 13er août, le 14er août, le 15er août, le 16er août, le 17er août, le 18er août, le 19er août, le 20er août, le 21er août, le 22er août, le 23er août, le 24er août, le 25er août, le 26er août, le 27er août, le 28er août, le 29er août, le 30er août, le 1er septembre, le 2er septembre, le 3er septembre, le 4er septembre, le 5er septembre, le 6er septembre, le 7er septembre, le 8er septembre, le 9er septembre, le 10er septembre, le 11er septembre, le 12er septembre, le 13er septembre, le 14er septembre, le 15er septembre, le 16er septembre, le 17er septembre, le 18er septembre, le 19er septembre, le 20er septembre, le 21er septembre, le 22er septembre, le 23er septembre, le 24er septembre, le 25er septembre, le 26er septembre, le 27er septembre, le 28er septembre, le 29er septembre, le 30er septembre, le 1er octobre, le 2er octobre, le 3er octobre, le 4er octobre, le 5er octobre, le 6er octobre, le 7er octobre, le 8er octobre, le 9er octobre, le 10er octobre, le 11er octobre, le 12er octobre, le 13er octobre, le 14er octobre, le 15er octobre, le 16er octobre, le 17er octobre, le 18er octobre, le 19er octobre, le 20er octobre, le 21er octobre, le 22er octobre, le 23er octobre, le 24er octobre, le 25er octobre, le 26er octobre, le 27er octobre, le 28er octobre, le 29er octobre, le 30er octobre, le 1er novembre, le 2er novembre, le 3er novembre, le 4er novembre, le 5er novembre, le 6er novembre, le 7er novembre, le 8er novembre, le 9er novembre, le 10er novembre, le 11er novembre, le 12er novembre, le 13er novembre, le 14er novembre, le 15er novembre, le 16er novembre, le 17er novembre, le 18er novembre, le 19er novembre, le 20er novembre, le 21er novembre, le 22er novembre, le 23er novembre, le 24er novembre, le 25er novembre, le 26er novembre, le 27er novembre, le 28er novembre, le 29er novembre, le 30er novembre, le 1er décembre, le 2er décembre, le 3er décembre, le 4er décembre, le 5er décembre, le 6er décembre, le 7er décembre, le 8er décembre, le 9er décembre, le 10er décembre, le 11er décembre, le 12er décembre, le 13er décembre, le 14er décembre, le 15er décembre, le 16er décembre, le 17er décembre, le 18er décembre, le 19er décembre, le 20er décembre, le 21er décembre, le 22er décembre, le 23er décembre, le 24er décembre, le 25er décembre, le 26er décembre, le 27er décembre, le 28er décembre, le 29er décembre, le 30er décembre, le 1er janvier, le 2er janvier, le 3er janvier, le 4er janvier, le 5er janvier, le 6er janvier, le 7er janvier, le 8er janvier, le 9er janvier, le 10er janvier, le 11er janvier, le 12er janvier, le 13er janvier, le 14er janvier, le 15er janvier, le 16er janvier, le 17er janvier, le 18er janvier, le 19er janvier, le 20er janvier, le 21er janvier, le 22er janvier, le 23er janvier, le 24er janvier, le 25er janvier, le 26er janvier, le 27er janvier, le 28er janvier, le 29er janvier, le 30er janvier, le 1er février, le 2er février, le 3er février, le 4er février, le 5er février, le 6er février, le 7er février, le 8er février, le 9er février, le 10er février, le 11er février, le 12er février, le 13er février, le 14er février, le 15er février, le 16er février, le 17er février, le 18er février, le 19er février, le 20er février, le 21er février, le 22er février, le 23er février, le 24er février, le 25er février, le 26er février, le 27er février, le 28er février, le 29er février, le 30er février, le 1er mars, le 2er mars, le 3er mars, le 4er mars, le 5er mars, le 6er mars, le 7er mars, le 8er mars, le 9er mars, le 10er mars, le 11er mars, le 12er mars, le 13er mars, le 14er mars, le 15er mars, le 16er mars, le 17er mars, le 18er mars, le 19er mars, le 20er mars, le 21er mars, le 22er mars, le 23er mars, le 24er mars, le 25er mars, le 26er mars, le 27er mars, le 28er mars, le 29er mars, le 30er mars, le 1er avril, le 2er avril, le 3er avril, le 4er avril, le 5er avril, le 6er avril, le 7er avril, le 8er avril, le 9er avril, le 10er avril, le 11er avril, le 12er avril, le 13er avril, le 14er avril, le 15er avril, le 16er avril, le 17er avril, le 18er avril, le 19er avril, le 20er avril, le 21er avril, le 22er avril, le 23er avril, le 24er avril, le 25er avril, le 26er avril, le 27er avril, le 28er avril, le 29er avril, le 30er avril, le 1er mai, le 2er mai, le 3er mai, le 4er mai, le 5er mai, le 6er mai, le 7er mai, le 8er mai, le 9er mai, le 10er mai, le 11er mai, le 12er mai, le 13er mai, le 14er mai, le 15er mai, le 16er mai, le 17er mai, le 18er mai, le 19er mai, le 20er mai, le 21er mai, le 22er mai, le 23er mai, le 24er mai, le 25er mai, le 26er mai, le 27er mai, le 28er mai, le 29er mai, le 30er mai, le 1er juin, le 2er juin, le 3er juin, le 4er juin, le 5er juin, le 6er juin, le 7er juin, le 8er juin, le 9er juin, le 10er juin, le 11er juin, le 12er juin, le 13er juin, le 14er juin, le 15er juin, le 16er juin, le 17er juin, le 18er juin, le 19er juin, le 20er juin, le 21er juin, le 22er juin, le 23er juin, le 24er juin, le 25er juin, le 26er juin, le 27er juin, le 28er juin, le 29er juin, le 30er juin, le 1er juillet, le 2er juillet, le 3er juillet, le 4er juillet, le 5er juillet, le 6er juillet, le 7er juillet, le 8er juillet, le 9er juillet, le 10er juillet, le 11er juillet, le 12er juillet, le 13er juillet, le 14er juillet, le 15er juillet, le 16er juillet, le 17er juillet, le 18er juillet, le 19er juillet, le 20er juillet, le 21er juillet, le 22er juillet, le 23er juillet, le 24er juillet, le 25er juillet, le 26er juillet, le 27er juillet, le 28er juillet, le 29er juillet, le 30er juillet, le 1er août, le 2er août, le 3er août, le 4er août, le 5er août, le 6er août, le 7er août, le 8er août, le 9er août, le 10er août, le 11er août, le 12er août, le 13er août, le 14er août, le 15er août, le 16er août, le 17er août, le 18er août, le 19er août, le 20er août, le 21er août, le 22er août, le 23er août, le 24er août, le 25er août, le 26er août, le 27er août, le 28er août, le 29er août, le 30er août, le 1er septembre, le 2er septembre, le 3er septembre, le 4er septembre, le 5er septembre, le 6er septembre, le 7er septembre, le 8er septembre, le 9er septembre, le 10er septembre, le 11er septembre, le 12er septembre, le 13er septembre, le 14er septembre, le 15er septembre, le 16er septembre, le 17er septembre, le 18er septembre, le 19er septembre, le 20er septembre, le 21er septembre, le 22er septembre, le 23er septembre, le 24er septembre, le 25er septembre, le 26er septembre, le 27er septembre, le 28er septembre, le 29er septembre, le 30er septembre, le 1er octobre, le 2er octobre, le 3er octobre, le 4er octobre, le 5er octobre, le 6er octobre, le 7er octobre, le 8er octobre, le 9er octobre, le 10er octobre, le 11er octobre, le 12er octobre, le 13er octobre, le 14er octobre, le 15er octobre, le 16er octobre, le 17er octobre, le 18er octobre, le 19er octobre, le 20er octobre, le 21er octobre, le 22er octobre, le 23er octobre, le 24er octobre, le 25er octobre, le 26er octobre, le 27er octobre, le 28er octobre, le 29er octobre, le 30er octobre, le 1er novembre, le 2er novembre, le 3er novembre, le 4er novembre, le 5er novembre, le 6er novembre, le 7er novembre, le 8er novembre, le 9er novembre, le 10er novembre, le 11er novembre, le 12er novembre, le 13er novembre, le 14er novembre, le 15er novembre, le 16er novembre, le 17er novembre, le 18er novembre, le 19er novembre, le 20er novembre, le 21er novembre, le 22er novembre, le 23er novembre, le 24er novembre, le 25er novembre, le 26er novembre, le 27er novembre, le 28er novembre, le 29er novembre, le 30er novembre, le 1er décembre, le 2er décembre, le 3er décembre, le 4er décembre, le 5er décembre, le 6er décembre, le 7er décembre, le 8er décembre, le 9er décembre, le 10er décembre, le 11er décembre, le 12er décembre, le 13er décembre, le 14er décembre, le 15er décembre, le 16er décembre, le 17er décembre, le 18er décembre, le 19er décembre, le 20er décembre, le 21er décembre, le 22er décembre, le 23er décembre, le 24er décembre, le 25er décembre, le 26er décembre, le 27er décembre, le 28er décembre, le 29er décembre, le 30er décembre, le 1er janvier, le 2er janvier, le 3er janvier, le 4er janvier, le 5er janvier, le 6er janvier, le 7er janvier, le 8er janvier, le 9er janvier, le 10er janvier, le 11er janvier, le 12er janvier, le 13er janvier, le 14er janvier, le 15er janvier, le 16er janvier, le 17er janvier, le 18er janvier, le 19er janvier, le 20er janvier, le 21er janvier, le 22er janvier, le 23er janvier, le 24er janvier, le 25er janvier, le 26er janvier, le 27er janvier, le 28er janvier, le 29er janvier, le 30er janvier, le 1er février, le 2er février, le 3er février, le 4er février, le 5er février, le 6er février, le 7er février, le 8er février, le 9er février, le 10er février, le 11er février, le 12er février, le 13er février, le 14er février, le 15er février, le 16er février, le 17er février, le 18er février, le 19er février, le 20er février, le 21er février, le 22er février, le 23er février, le 24er février, le 25er février, le 26er février, le 27er février, le 28er février, le 29er février, le 30er février, le 1er mars, le 2er mars, le 3er mars, le 4er mars, le 5er mars, le 6er mars, le 7er mars, le 8er mars, le 9er mars, le 10er mars, le 11er mars, le 12er mars, le 13er mars, le 14er mars, le 15er mars, le 16er mars, le 17er mars, le 18er mars, le 19er mars, le 20er mars, le 21er mars, le 22er mars, le 23er mars, le 24er mars, le 25er mars, le 26er mars, le 27er mars, le 28er mars, le 29er mars, le 30er mars, le 1er avril, le 2er avril, le 3er avril, le 4er avril, le 5er avril, le 6er avril, le 7er avril, le 8er avril, le 9er avril, le 10er avril, le 11er avril, le 12er avril, le 13er avril, le 14er avril, le 15er avril, le 16er avril, le 17er avril, le 18er avril, le 19er avril, le 20er avril, le 21er avril, le 22er avril, le 23er avril, le 24er avril, le 25er avril, le 26er avril, le 27er avril, le 28er avril, le 29er avril, le 30er avril, le 1er mai, le 2er mai, le 3er mai, le 4er mai, le 5er mai, le 6er mai, le 7er mai, le 8er mai, le 9er mai, le 10er mai, le 11er mai, le 12er mai, le 13er mai, le 14er mai, le 15er mai, le 16er mai, le 17er mai, le 18er mai, le 19er mai, le 20er mai, le 21er mai, le 22er mai, le 23er mai, le 24er mai, le 25er mai, le 26er mai, le 27er mai, le 28er mai, le 29er mai, le 30er mai, le 1er juin, le 2er juin, le 3er juin, le 4er juin, le 5er juin, le 6er juin, le 7er juin, le 8er juin, le 9er juin, le 10er juin, le 11er juin, le 12er juin, le 13er juin, le 14er juin, le 15er juin, le 16er juin, le 17er juin, le 18er juin, le 19er juin, le 20er juin, le 21er juin, le 22er juin, le 23er juin, le 24er juin, le 25er juin, le 26er juin, le 27er juin, le 28er juin, le 29er juin, le 30er juin, le 1er juillet, le 2er juillet, le 3er juillet, le 4er juillet, le 5er juillet, le 6er juillet, le 7er juillet, le 8er juillet, le 9er juillet, le 10er juillet, le 11er juillet, le 12er juillet, le 13er juillet, le 14er juillet, le 15er juillet, le 16er juillet, le 17er juillet, le 18er juillet, le 19er juillet, le 20er juillet, le 21er juillet, le 22er juillet, le 23er juillet, le 24er juillet, le 25er juillet, le 26er juillet, le 27er juillet, le 28er juillet, le 29er juillet, le 30er juillet, le 1er août, le 2er août, le 3er août, le 4er août, le 5er août, le 6er août, le 7er août, le 8er août, le 9er août, le 10er août, le 11er août, le 12er août, le 13er août, le 14er août, le 15er août, le 16er août, le 17er août, le 18er août, le 19er août, le 20er août, le 21er août, le 22er août, le 23er août, le 24er août, le 25er août, le 26er août, le 27er août, le 28er août, le 29er août, le 30er août, le 1er septembre, le 2er septembre, le 3er septembre, le 4er septembre, le 5er septembre, le 6er septembre, le 7er septembre, le 8er septembre, le 9er septembre, le 10er septembre, le 11er septembre, le 12er septembre, le 13er septembre, le 14er septembre, le 15er septembre, le 16er septembre, le 17er septembre, le 18er septembre, le 19er septembre, le 20er septembre, le 21er septembre, le 22er septembre, le 23er septembre, le 24er septembre, le 25er septembre, le 26er septembre, le 27er septembre, le 28er septembre, le 29er septembre, le 30er septembre, le 1er octobre, le 2er octobre, le 3er octobre, le 4er octobre, le 5er octobre, le 6er octobre, le 7er octobre, le 8er octobre, le 9er octobre, le 10er octobre, le 11er octobre, le 12er octobre, le 13er octobre, le 14er octobre, le 15er octobre, le 16er octobre, le 17er octobre, le 18er octobre, le 19er octobre, le 20er octobre, le 21er octobre, le 22er octobre, le 23er octobre, le 24er octobre, le 25er octobre, le 26er octobre, le 27er octobre, le 28er octobre, le 29er octobre, le 30er octobre, le 1er novembre, le 2er novembre, le 3er novembre, le 4er novembre, le 5er novembre, le 6er novembre, le 7er novembre, le 8er novembre, le 9er novembre, le 10er novembre, le 11er novembre, le 12er novembre, le 13er novembre, le 14er novembre, le 15er novembre, le 16er novembre, le 17er novembre, le 18er novembre, le 19er novembre, le 20er novembre, le 21er novembre, le 22er novembre, le 23er novembre, le 24er novembre, le 25er novembre, le 26er novembre, le 27er novembre, le 28er novembre, le 29er novembre, le 30er novembre, le 1er décembre, le 2er décembre, le 3er décembre, le 4er décembre, le 5er décembre, le 6er décembre, le 7er décembre, le 8er décembre, le 9er décembre, le 10er décembre, le 11er décembre, le 12er décembre, le 13er décembre, le 14er décembre, le 15er décembre, le 16er décembre, le 17er décembre, le 18er décembre, le 19er décembre, le 20er décembre, le 21er décembre, le 22er décembre, le 23er décembre, le 24er décembre, le 25er décembre, le 26er décembre, le 27er décembre, le 28er décembre, le 29er décembre, le 30er décembre, le 1er janvier, le 2er janvier, le 3er janvier, le 4er janvier, le 5er janvier, le 6er janvier, le 7er janvier, le 8er janvier, le 9er janvier, le 10er janvier, le 11er janvier, le 12er janvier, le 13er janvier, le 14er janvier, le 15er janvier, le 16er janvier, le 17er janvier, le 18er janvier, le 19er janvier, le 20er janvier, le 21er janvier, le 22er janvier, le 23er janvier, le 24er janvier, le 25er janvier, le 26er janvier, le 27er janvier, le 28er janvier, le 29er janvier, le 30er janvier, le 1er février, le 2er février, le 3er février, le 4er février, le 5er février, le 6er février, le 7er février, le 8er février, le 9er février, le 10er février, le 11er février, le 12er février, le 13er février, le 14er février, le 15er février, le 16er février, le 17er février, le 18er février, le 19er février, le 20er février, le 21er février, le 22er février, le 23er février, le 24er février, le 25er février, le 26er février, le 27er février, le 28er février, le 29er février, le 30er février, le 1er mars, le 2er mars, le 3er mars, le 4er mars, le 5er mars, le 6er mars, le 7er mars, le 8er mars, le 9er mars, le 10er mars, le 11er mars, le 12er mars, le 13er mars, le 14er mars, le 15er mars, le 16er mars, le 17er mars, le 18er mars, le 19er mars, le 20er mars, le 21er mars, le 22er mars, le 23er mars, le 24er mars, le 25er mars, le 26er mars, le 27er mars, le 28er mars, le 29er mars, le 30er mars, le 1er avril, le 2er avril, le 3er avril, le 4er avril, le 5er avril, le 6er avril, le 7er avril, le 8er avril, le 9er avril, le 10er avril, le 11er avril, le 12er avril, le 13er avril, le 14er avril, le 15er avril, le 16er avril, le 17er avril, le 18er avril, le 19er avril, le 20er avril, le 21er avril, le 22er avril, le 23er avril, le 24er avril, le 25er avril, le 26er avril, le 27er avril, le 28er avril, le 29er avril, le 30er avril, le 1er mai, le 2er mai, le 3er mai, le 4er mai, le 5er mai, le 6er mai, le 7er mai, le 8er mai, le 9er mai, le 10er mai, le 11er mai, le 12er mai, le 13er mai, le 14er mai, le 15er mai, le 16er mai, le 17er mai, le 18er mai, le 19er mai, le 20er mai, le 21er mai, le 22er mai, le 23er mai, le 24er mai, le 25er mai, le 26er mai, le 27er mai, le 28er mai, le 29er mai, le 30er mai, le 1er juin, le 2er







gés dans l'ambassade du Pérou à La Havane. Le Pérou, en particulier, s'était décliné à se reconstruire un millier.

Le communiqué publié au terme de la session indique aussi que le gouvernement cubain est tenu pour responsable en premier lieu du règlement de cette affaire, en accord avec les principes (...) du droit international.

**NOUVELLE PROCEDURE DE COOPERATION.** — Réunis à Lima le 18 mars, les ministres des affaires étrangères, la commission et le comité du Groupe andin ont adopté un accord portant sur l'établissement d'une coopération permanente entre les trois organes. Le processus mis au point tend à les associer très étroitement dans toutes les décisions importantes concernant l'orientation de la politique économique intérieure ainsi que les relations économiques internationales de la sous-région.

**SESSION DE LA COMMISSION.** — La vingt-cinquième session extraordinaire de la commission du Groupe andin, du 2 au 7 mars, a été consacrée à l'examen de nouvelles propositions sur le tarif extérieur commun et les normes spéciales d'origine des marchandises. Les nouvelles consultations ont prévues à ce sujet.

**AGRICULTURE.** — Au terme de leur quatrième session à Lima, du 17 au 21 mars, les ministres de l'Agriculture du Groupe andin ont adopté onze résolutions portant notamment sur les orientations générales de l'agriculture, la production et le stockage dans les cinq prochaines années, la mise en culture de nouvelles terres, la lutte contre la rouille du café, etc.

## O.C.D.E.

Importante aide financière à la Turquie

Reunis le 15 avril à Paris, les représentants des gouvernements de la République fédérale d'Allemagne, d'Autriche, de l'Australie, de la Belgique, du Canada, du Danemark, des États-Unis, de la Finlande, de la France, de l'Italie, du Japon, du Royaume-Uni, de la Suède, de la Suisse, de la Turquie et de la Commission des Communautés européennes ont repris leurs discussions sur l'aide financière à la Turquie. Au cours d'une réunion précédente le 26 mars, ils n'avaient pu parvenir à un accord. Les pays donateurs et les Communautés européennes sont convenus de soutenir la Turquie de la Turquie des engagements financiers représentant au total 1.160 millions de dollars. Les discussions bilatérales entre chaque pays donneur et le gouvernement turc auront lieu dans les meilleurs délais de façon à assurer le versement rapide des contributions annoncées.

Ces interventions bilatérales sont complétées par des crédits octroyés par les organismes financiers internationaux. Le 25 mars notamment le BIRD a annoncé un nouveau prêt de 200 millions de dollars à la Turquie (voir page 24).

**EMPLOI DES FEMMES.** — Des ministres et hauts fonctionnaires des pays du P.E.U. ont participé à une conférence sur l'emploi des femmes, qui s'est tenue les 16 et 17 avril à Paris. Thèmes des travaux : d'une part, l'emploi des femmes dans la population active ; d'autre part, l'augmentation et le fonctionnement des marchés du travail, et politiques de soutien à assurer aux femmes, chômeuses et celles des hommes au regard de l'emploi.

### RECENTES PUBLICATIONS

- *Statistiques sur la construction navale* : nouvelles séries trimestrielles qui fourniront des données statistiques sur les commandes, les nouvelles commandes et la production de navires achevés dans les pays membres du groupe de l'O.C.D.E. (128 pages).
- *Italie et Espagne, dans la série « Études économiques »* (81 et 70 pages).
- *Examen des politiques dans les pays membres de l'O.C.D.E.* — 1979 : quatrième d'une série de publications annuelles, un rapport sur les politiques économiques, analysant et interprétant l'évolution et l'orientation de ces politiques en 1978-1979 (128 pages).
- *2. L'instabilité des marchés des produits agricoles* (228 pages).
- *Échanges Est-Ouest : les échanges Est-Ouest de produits agricoles* (228 pages).
- *Incidence, au plan de l'action gouvernementale, de l'évolution des réseaux de données dans la zone de l'O.C.D.E.* (volume II) : recueil des déclarations et communications présentées à une conférence tenue à l'O.C.D.E. en septembre 1979 (228 pages).
- *Concentration et politique de concurrence* (128 pages).

## Organisation internationale du cacao

Echec des négociations pour le renouvellement de l'accord

Représentants des pays producteurs et des pays consommateurs de cacao se sont réunis à Londres du 27 au 30 mars pour préparer un nouvel accord international sur le cacao destiné à remplacer le précédent qui arrivait à expiration le 31 mars. Les discussions se sont terminées sur un échec.

Résolu à obtenir un prix-plancher de 120 cents américains le livre (6,35 F), les pays producteurs ont rejeté la proposition des pays consommateurs de le fixer à 100 cents (4,4 F). Devant l'impossibilité de parvenir à un compromis, ils ont alors suggéré le démantèlement de l'Organisation internationale du cacao, organe de l'accord international sur le cacao, et la liquidation du fonds de stabilisation créé en 1973 pour soutenir les prix. La conférence s'est rangée à cet avis et a adopté une résolution en ce sens.

Les dix principaux producteurs, réunis au sein de l'Alliance internationale du cacao, s'étaient préalablement consultés à Yamoussoukro (Côte-d'Ivoire) les 24 et 25 mars, en vue d'adopter une position commune. Six chefs d'État étaient présents. À l'issue des travaux, ils avaient manifesté leur attachement au maintien d'un accord international, mais aussi la volonté de mieux contrôler le marché par la fixation de prix minima et la constitution de stocks annuels à l'aide des surplus. Pour ce faire, ils avaient décidé d'engager une action conjointe afin d'obtenir la libre disposition des 220 millions de dollars du fonds de stabilisation déposés à Londres.

Les cinq principaux pays producteurs — Côte-d'Ivoire, Ghana, Nigeria, Cameroun et Brésil — qui assurent 80 % de la production mondiale, se sont réunis les 10 et 11 avril, à la suite de l'échec enregistré à Londres, pour s'efforcer d'unifier leur politique commerciale.

L'ultime réunion de l'Organisation internationale du cacao doit avoir lieu à Londres au

début de juin : elle procédera à la répartition du fonds de stabilisation dont le montant reviendra aux pays producteurs en proportion de leur part dans la production mondiale.

**ASSOCIATION EUROPEENNE DE LIBRE-ÉCHANGE.** — Le comité de direction de l'Association européenne de libre-échange, en faveur du Portugal, a examiné le 21 mars l'octroi de deux prêts totaux de 175 millions d'écus (environ 35 millions de dollars). Ils contribueront à financer des projets d'investissement d'une valeur totale de 304 millions d'écus (environ 61 millions de dollars). Le premier prêt (85 millions d'écus, soit 17 millions de dollars) a été attribué à Lactocoop, coopérative agricole de la région de Douro-Monteiro, et le second, de 90 millions d'écus (environ 18 millions de dollars) à la SIFP, entreprise qui fabrique des équipements électriques à basse tension.

**GROUPE INTERNATIONAL D'ÉTUDE DU PLOMB ET DU ZINC.** — Lors de sa réunion à Londres le 1er avril, le groupe international d'étude du plomb et du zinc a examiné de nouvelles estimations concernant la production et la consommation de plomb et de zinc pour l'année 1980 pour l'année dernière. Les prévisions pour 1980 sont pratiquement inchangées depuis la session plénière du groupe, en octobre dernier.

**MARCHÉ COMMUN CENTRAMÉRICAIN.** — La commission de coordination des marchés agricoles et de stabilisation des prix du Marché commun latino-américain (M.C.A.), a tenu le 26 mars, afin d'examiner la situation de la production et de l'approvisionnement des céréales de base à l'échelle nationale et régionale pendant la période 1979-1980. Elle a aussi considéré les prix de garantie pour la cam-



## Marché commun

La préparation du Conseil européen

Les ministres des affaires étrangères de l'Union européenne se réunissent le 18 mars à Bruxelles. Ils ont pour tâche de préparer le Conseil européen du 24 mars. Le dossier de la contribution britannique au budget de la C.E.E. qui devait être au centre des discussions du Conseil européen d'abord prévu les 31 mars et 1er avril à Bruxelles et qui a été reporté aux 27 et 28 avril à Luxembourg (voir le prochain numéro du Monde diplomatique).

Toutefois, les observateurs européens notaient un assouplissement, au moins dans la forme, dans la position britannique exprimée par le chef du Foreign Office, lord Carrington. Ce dernier avait en effet répété que les divers problèmes à l'ordre du jour du sommet (contribution britannique, « guerre du mouton », pêche, réforme de la politique agricole commune) « étaient des problèmes qui ne devaient pas être traités séparément, mais dans un examen d'ensemble de tous les problèmes ».

Fendant que Mme Thatcher, à Londres, répétait sa menace de suspendre les paiements de la Grande-Bretagne au titre de la contribution britannique au budget de la C.E.E., le principal importateur mondial de charbon, avec 10 % du volume total du commerce charbonnier.

Enfin, le rapport estime que la production mondiale de charbon va considérablement augmenter d'ici à la fin du siècle pour s'établir à 2,5 milliards de tonnes par an, contre 1,5 milliards en 1980. Pour ce qui concerne la production de charbon des Neuf en l'an 2000, seuls deux pays du Marché commun augmenteraient leur production : le Royaume-Uni, avec 170 millions de tonnes, et la Belgique, avec 100 millions de tonnes.

En 1980 et la R.F.A. (115 millions de tonnes contre 95). En revanche, la France verrait sa production baisser de 10 millions de tonnes en l'an 2000 contre 185 millions en 1980, ainsi que la Belgique (15 millions de tonnes en 1980 contre 6,4 actuellement).

**COUR DE JUSTICE EUROPÉENNE.** — Répondant, le 17 mars, à la demande de la Cour d'Appel de Londres à propos de l'affaire de Mme Smith, la Cour de justice européenne a confirmé le droit des femmes à recevoir un salaire égal à celui des hommes pour le même travail.

D'autre part, la Cour a rejeté le 29 mars la demande de la Commission des Communautés européennes visant à ordonner, par une procédure de référé, des mesures provisoires contre la France en l'attente du moment où elle opposerait le pays à la Grande-Bretagne.

La Cour a en effet considéré que son arrêt du 29 septembre 1979, qui avait rejeté les demandes de la Commission relatives à l'application de la loi française à l'importation appliquée par la France à l'égard des importations de produits agricoles, ne constituait pas une violation de l'obligation de ne pas imposer de restrictions quantitatives aux importations de produits agricoles, tout en précisant qu'il n'existe pas actuellement de proposition de loi de la Commission visant à supprimer les importations de produits agricoles.

L'harmonisation à l'échelle de la C.E.E. des restrictions quantitatives des importations de produits agricoles ne sera pas automatiquement mise en œuvre, mais sera soumise à l'approbation des gouvernements des États membres.

**COUP DE FREIN AUX NEGOCIATIONS AVEC LE COMECON.** — Les représentants des pays du Marché commun se réunissent à Bruxelles le 27 mars, à l'occasion de la réunion de la Commission des Communautés européennes. Dans une lettre à M. Nicola Falduto, secrétaire général du Conseil, M. Willem Hofkamp, commissaire chargé des relations extérieures, a indiqué que la Commission n'estimait pas opportune pour le moment la rencontre au sommet qui devait avoir lieu à Bruxelles à une date non fixée, entre responsables du Comecon et de la C.E.E.

M. Hofkamp a invoqué comme raison l'absence de progrès au niveau des experts, réunis en mars à Genève.

**ACCORD COMMERCIAL AVEC LA ROUMANIE.** — Les États-Unis et la Roumanie ont signé le 28 mars, à Bruxelles, un accord portant sur le commerce des produits industriels. C'est la première fois qu'un pays membre du Comecon conclut un tel accord avec la C.E.E.

L'accord, qui ne porte ni sur les produits acier ni sur les textiles — pour lesquels des arrangements particuliers ont été conclus, a une durée de cinq ans renouvelable. Il prévoit la suppression des licences de contingents de produits roumains destinés à la C.E.E. et de droits de douane par la C.E.E. à l'égard des produits roumains. En contrepartie, la Roumanie s'est engagée à développer et diversifier ses achats à la C.E.E.

L'accord sera signé sans doute avant l'été, en même temps que l'accord de coopération économique et commerciale entre la C.E.E. et la Roumanie chargé de promouvoir le développement des échanges et de surveiller l'application des accords bilatéraux.

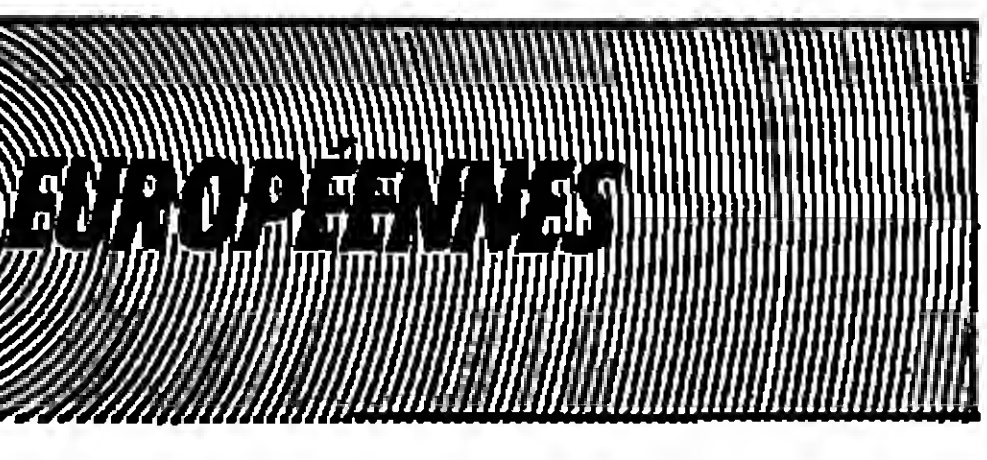
**AIDE D'URGENCE À L'ANGOLA.** — La Commission de la C.E.E. a décidé d'accorder une aide d'urgence de 200 000 dollars en faveur des populations d'Angola. Cette mesure s'inscrit dans un programme d'urgence de la C.E.E. pour aider les populations du centre de l'Angola, dont la situation est devenue catastrophique par les combats qui se poursuivent.

pagne 1980-1981, et pris connaissance d'une étude sur l'adoption de normes régionales de commercialisation et d'établissement d'un système d'achats.

Les directeurs généraux des douanes des cinq pays membres du M.C.A. ont tenu leur huitième session à San-José (Costa-Rica), les 17 et 18 mars. Ils ont adopté deux résolutions, l'une portant création d'un groupe d'experts qui sera chargé de l'élaboration d'un modèle définitif de certificat centralisé d'importation d'après les normes internationales en vigueur, et l'autre tendant à encourager le développement de laboratoires douaniers, ainsi que les réseaux d'information attachés à leur fonctionnement. La réunion a également examiné les résultats de l'aide apportée à la reconstruction du Nicaragua par les directions des douanes nationales des cinq pays.

Le comité d'action pour la reconstruction du Nicaragua, établi dans le cadre du système économique latino-américain (S.E.L.A.), s'est réuni le 15 mars à Managua avec le secrétaire général adjoint du Marché commun centre-américain (M.C.C.A.). Il a décidé de créer des groupes d'appui technique aux politiques d'exportation de bananes et de viande, qui seront mis à la disposition du gouvernement du Nicaragua avec la participation du secrétariat de l'intégration du M.C.C.A., à titre consultatif.

**ORGANISATION DES PAYS EXPORTATEURS DE PÉTROLE (O.P.E.P.).** — Le rapport de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (O.P.E.P.) a été publié le 22 février, à Londres, par le directeur général de l'Organisation, le rapport recommande notamment des augmentations régulières des prix du pétrole tenant compte de l'inflation, des hausses de la production, des coûts de charge, et des hausses de croissance des pays industrialisés. Ce document sera soumis à la cinquante-seizième conférence internationale de l'O.P.E.P. qui se tiendra à Jeddah (Arabie Saoudite) à partir du 7 mai prochain.



estime un rapport présenté le 18 mars à la Commission européenne. Le rapport estime que la production mondiale de charbon en l'an 2000 contre 304 millions de tonnes en 1980. Quant à la production de charbon de la C.E.E., précise ce rapport, elle augmentera sensiblement dans les vingt prochaines années d'environ 80 millions de tonnes, pour s'établir aux environs de 300 millions de tonnes.

Par ordre d'importance, les différents secteurs consommateurs de charbon dans la C.E.E. sont les suivants : les centrales électriques (180 millions de tonnes en 1980 et 400 millions de tonnes en l'an 2000) ; l'industrie sidérurgique (75,6 et 90 millions de tonnes) ; les industries diverses (23,3 et 55 millions de tonnes).

La consommation domestique, cependant, diminuera sensiblement au cours des vingt années à venir pour s'établir en l'an 2000 à 10 millions de tonnes contre 28,8 actuellement.

Le rapport élaboré par M. Guido Brunner, commissaire européen, indique par ailleurs que les importations de charbon des Neuf en l'an 2000, seules deux pays du Marché commun augmenteraient leur production : le Royaume-Uni, avec 170 millions de tonnes, et la Belgique, avec 100 millions de tonnes.

En 1980 et la R.F.A. (115 millions de tonnes contre 95). En revanche, la France verrait sa production baisser de 10 millions de tonnes en l'an 2000 contre 185 millions en 1980, ainsi que la Belgique (15 millions de tonnes en 1980 contre 6,4 actuellement).

Enfin, le rapport estime que la production mondiale de charbon va considérablement augmenter d'ici à la fin du siècle pour s'établir à 2,5 milliards de tonnes par an, contre 1,5 milliards en 1980. Pour ce qui concerne la production de charbon des Neuf en l'an 2000, seuls deux pays du Marché commun augmenteraient leur production : le Royaume-Uni, avec 170 millions de tonnes, et la Belgique, avec 100 millions de tonnes.

En 1980 et la R.F.A. (115 millions de tonnes contre 95). En revanche, la France verrait sa production baisser de 10 millions de tonnes en l'an 2000 contre 185 millions en 1980, ainsi que la Belgique (15 millions de tonnes en 1980 contre 6,4 actuellement).

Enfin, le rapport estime que la production mondiale de charbon va considérablement augmenter d'ici à la fin du siècle pour s'établir à 2,5 milliards de tonnes par an, contre 1,5 milliards en 1980. Pour ce qui concerne la production de charbon des Neuf en l'an 2000, seuls deux pays du Marché commun augmenteraient leur production : le Royaume-Uni, avec 170 millions de tonnes, et la Belgique, avec 100 millions de tonnes.

En 1980 et la R.F.A. (115 millions de tonnes contre 95). En revanche, la France verrait sa production baisser de 10 millions de tonnes en l'an 2000 contre 185 millions en 1980, ainsi que la Belgique (15 millions de tonnes en 1980 contre 6,4 actuellement).

Enfin, le rapport estime que la production mondiale de charbon va considérablement augmenter d'ici à la fin du siècle pour s'établir à 2,5 milliards de tonnes par an, contre 1,5 milliards en 1980. Pour ce qui concerne la production de charbon des Neuf en l'an 2000, seuls deux pays du Marché commun augmenteraient leur production : le Royaume-Uni, avec 170 millions de tonnes, et la Belgique, avec 100 millions de tonnes.

En 1980 et la R.F.A. (115 millions de tonnes contre 95). En revanche, la France verrait sa production baisser de 10 millions de tonnes en l'an 2000 contre 185 millions en 1980, ainsi que la Belgique (15 millions de tonnes en 1980 contre 6,4 actuellement).

Enfin, le rapport estime que la production mondiale de charbon va considérablement augmenter d'ici à la fin du siècle pour s'établir à 2,5 milliards de tonnes par an, contre 1,5 milliards en 1980. Pour ce qui concerne la production de charbon des Neuf en l'an 2000, seuls deux pays du Marché commun augmenteraient leur production : le Royaume-Uni, avec 170 millions de tonnes, et la Belgique, avec 100 millions de tonnes.

En 1980 et la R.F.A. (115 millions de tonnes contre 95). En revanche, la France verrait sa production baisser de 10 millions de tonnes en l'an 2000 contre 185 millions en 1980, ainsi que la Belgique (15 millions de tonnes en 1980 contre 6,4 actuellement).

Enfin, le rapport estime que la production mondiale de charbon va considérablement augmenter d'ici à la fin du siècle pour s'établir à 2,5 milliards de tonnes par an, contre 1,5 milliards en 1980. Pour ce qui concerne la production de charbon des Neuf en l'an 2000, seuls deux pays du Marché commun augmenteraient leur production : le Royaume-Uni, avec 170 millions de tonnes, et la Belgique, avec 100 millions de tonnes.

En 1980 et la R.F.A. (115 millions de tonnes contre 95). En revanche, la France verrait sa production baisser de 10 millions de tonnes en l'an 2000 contre 185 millions en 1980, ainsi que la Belgique (15 millions de tonnes en 1980 contre 6,4 actuellement).

Enfin, le rapport estime que la production mondiale de charbon va considérablement augmenter d'ici à la fin du siècle pour s'établir à 2,5 milliards de tonnes par an, contre 1,5 milliards en 1980. Pour ce qui concerne la production de charbon des Neuf en l'an 2000, seuls deux pays du Marché commun augmenteraient leur production : le Royaume-Uni, avec 170 millions de tonnes, et la Belgique, avec 100 millions de tonnes.

En 1980 et la R.F.A. (115 millions de tonnes contre 95). En revanche, la France verrait sa production baisser de 10 millions de tonnes en l'an 2000 contre 185 millions en 1980, ainsi que la Belgique (15 millions de tonnes en 1980 contre 6,4 actuellement).

Enfin, le rapport estime que la production mondiale de charbon va considérablement augmenter d'ici à la fin du siècle pour s'établir à 2,5 milliards de tonnes par an, contre 1,5 milliards en 1980. Pour ce qui concerne la production de charbon des Neuf en l'an 2000, seuls deux pays du Marché commun augmenteraient leur production : le Royaume-Uni, avec 170 millions de tonnes, et la Belgique, avec 100 millions de tonnes.

En 1980 et la R.F.A. (115 millions de tonnes contre 95). En revanche, la France verrait sa production baisser de 10 millions de tonnes en l'an 2000 contre 185 millions en 1980, ainsi que la Belgique (15 millions de tonnes en 1980 contre 6,4 actuellement).

Enfin, le rapport estime que la production mondiale de charbon va considérablement augmenter d'ici à la fin du siècle pour s'établir à 2,5 milliards de tonnes par an, contre 1,5 milliards en 1980. Pour ce qui concerne la production de charbon des Neuf en l'an 2000, seuls deux pays du Marché commun augmenteraient leur production : le Royaume-Uni, avec 170 millions de tonnes, et la Belgique, avec 100 millions de tonnes.

En 1980 et la R.F.A. (115 millions de tonnes contre 95). En revanche, la France verrait sa production baisser de 10 millions de tonnes en l'an 2000 contre 185 millions en 1980, ainsi que la Belgique (15 millions de tonnes en 1980 contre 6,4 actuellement).

Enfin, le rapport estime que la production mondiale de charbon va considérablement augmenter d'ici à la fin du siècle pour s'établir à 2,5 milliards de tonnes par an, contre 1,5 milliards en 1980. Pour ce qui concerne la production de charbon des Neuf en l'an 2000, seuls deux pays du Marché commun augmenteraient leur production : le Royaume-Uni, avec 170 millions de tonnes, et la Belgique, avec 100 millions de tonnes.

En 1980 et la R.F.A. (115 millions de tonnes contre 95). En revanche, la France verrait sa production baisser de 10 millions de tonnes en l'an 2000 contre 185 millions en 1980, ainsi que la Belgique (15 millions de tonnes en 1980 contre 6,4 actuellement).

Enfin, le rapport estime que la production mondiale de charbon va considérablement augmenter d'ici à la fin du siècle pour s'établir à 2,5 milliards de tonnes par an, contre 1,5 milliards en 1980. Pour ce qui concerne la production de charbon des Neuf en l'an 2000, seuls deux pays du Marché commun augmenteraient leur production : le Royaume-Uni, avec 170 millions de tonnes, et la Belgique, avec 100 millions de tonnes.

En 1980 et la R.F.A. (115 millions de tonnes contre 95). En revanche, la France verrait sa production baisser de 10 millions de tonnes en l'an 2000 contre 185 millions en 1980, ainsi que la Belgique (15 millions de tonnes en 1980 contre 6,4 actuellement).

Enfin, le rapport estime que la production mondiale de charbon va considérablement augmenter d'ici à la fin du siècle pour s'établir à 2,5 milliards de tonnes par an, contre 1,5 milliards en 1980. Pour ce qui concerne la production de charbon des Neuf en l'an 2000, seuls deux pays du Marché commun augmenteraient leur production : le Royaume-Uni, avec 170 millions de tonnes, et la Belgique, avec 100 millions de tonnes.

La C.E.E. a également décidé d'accorder une aide alimentaire de 400 000 dollars.

**AIDE AU CAMBODGE.** — La Commission européenne a demandé, le 2 avril, au conseil des ministres de la C.E.E. et au Parlement européen de se prononcer sur l'attribution d'une aide d'urgence de 51 millions de dollars aux populations victimes des événements du Cambodge.

## CECA

La grève à la British Steel a profité à ses concurrents européens.

Le conflit de trois mois à la British Steel Corporation, qui s'est terminé le 3 avril, n'aura finalement à peu près pas réduit la production d'acier de la C.E.E. Les aciéries des autres pays de la Grande-Bretagne coulant presque autant de métal supplémentaire que le Royaume-Uni en a produit en moins. Durant les deux premiers mois de l'année (derniers chiffres disponibles), la production d'acier a diminué de 2,56 millions de tonnes (— 82 %) par rapport à la période correspondante de 1979, mais les autres pays de la Communauté européenne en ont coulé 1,97 million de tonnes de plus (+ 10,3 %).

De sorte que le total a à peine été inférieur à celui de janvier-février 1979 : 10,61 millions de tonnes, au lieu de 11,26 (— 2,7 % seulement). Ce léger fléchissement est du même ordre que celui qui a été constaté aux États-Unis (— 2,3 %). En revanche, il est vrai, la production a progressé de 5,1 % au Japon et de 10,2 % au Brésil.

Tous les pays européens ont profité de la grève britannique pour accroître leurs livraisons et leur production. La France et les Pays-Bas ont coulé 12,5 % de plus, l'Allemagne et le Luxembourg 11,7 %, la Belgique 9,7 % et l'Italie 6,8 %. Pour la British Steel, le bilan de la grève est grave : près de 3,6 millions de tonnes d'acier de manque à produire, perte de 10 % de sa part de marché sur le territoire national, quelque 200 millions de livres sterling de déficit supplémentaire.

En outre, la direction de la B.S.C. a perdu une grande partie de sa crédibilité : non seulement devant l'opinion publique, mais aussi et c'est peut-être plus grave devant son personnel et ses cadres. B.S.C. avait, en effet, proposé au départ 2 % seulement de hausse des salaires ; elle a dû accepter, après quatre-vingt-deux jours de conflit, 15,5 % (11 % + 4,5 % de prime de productivité). Et il est vrai que les salariés de la B.S.C. qui ont eux aussi perdu un montant important de salaires (de l'ordre de 1 300 livres chacun en trois mois, en moyenne), signent l'accord à 4,5 % au-dessous de leurs prétentions, la direction de l'entreprise nationalisée est arrivée en position difficile pour appliquer son programme de reconversion. Comment ramener la production de 21 à 15 millions de tonnes par an sans soutenir des ouvriers, mais aussi sans appui des cadres moyens qui font l'unité — ont voté une motion de défiance à la direction de leur entreprise pendant la grève ?

L'affaire est d'autant plus préoccupante que l'on commence à dire à Londres que la B.S.C. devra, pour surmonter ses difficultés financières aggravées, renforcer son plan de restructuration. Ce qui reviendrait à licencier plus du tiers de son personnel. Dans les régions les plus touchées de la B.S.C., les programmes de reconversion d'autant plus grande. Notamment au Pays de Galles, à Port-Talbot et Llanwern où onze mille trois cents licenciements étaient déjà prévus avant cette nouvelle dégradation.

## Les plaintes américaines contre quinze aciéries européennes

Aux États-Unis, la commission pour le commerce international a entamé la procédure de plainte contre quinze aciéries européennes accusées de dumping (voir notre précédent numéro). Des questionnaires ont été adressés aux exportateurs européens et à leurs agences d'exportation aux États-Unis, qui auront à répondre dans les soixante jours.

Pour l'instant, les ventes d'acier européen outre-atlantique n'ont pas fléchi, contrairement à ce que craignaient les autorités de Bruxelles où la « guerre de l'acier » était déclenchée par les firmes américaines. Mais on considère dans les milieux proches de la C.E.E. qu'il ne faut pas se réjouir trop tôt, car l'inquiétude peut faire fléchir les commandes américaines en Europe, surtout, si les plaintes contre les aciéries allemandes, françaises, de Belgique, d'Italie, du Royaume-Uni, du Luxembourg et des Pays-Bas étaient déclarées fondées, ces entreprises risqueraient d'importants droits compensateurs, qui réduiraient toute compétitivité à leurs produits sur le marché américain.

En attendant la poursuite de la procédure menée par la Commission des Communautés européennes, les contacts entre la Commission européenne et les autorités américaines sont maintenus comme prévu. Washington avait fait savoir que le « trigger » (c'est-à-dire le « trigger ») qui sert de référence pour les importations d'acier aux États-Unis ne serait pas modifié au premier trimestre ; mais, quelques jours plus tard, ce mécanisme était suspendu. La possibilité d'une remise en vigueur de ce système restait cependant ouverte, pour le cas où la plainte de la U.S. Steel serait retirée ou trouverait une « solution satisfaisante ».

Dans les milieux de Bruxelles, cette décision américaine n'a pas été sans provoquer une certaine perplexité. Les relations internationales de la Communauté européenne avec les États-Unis, notamment les États-Unis, reposent en effet sur le consensus intervenu en 1977-1978, selon lequel les mesures destinées à ramener au niveau économiquement satisfaisant le prix sur le marché de l'acier devraient tenir compte des courants d'échanges traditionnels ; mesures parmi lesquelles figuraient le trigger price, que l'on a vu les plaintes antidumping n'auraient pas dû faire disparaître.

Les milieux de la Commission font remarquer que proposer un quelconque *modus vivendi* avec les États-Unis dans le contexte actuel impliquerait quasi automatiquement qu'une seule entreprise, la U.S. Steel en l'occurrence, a le pouvoir de décider ce qui est bon pour l'industrie sidérurgique et pour l'économie américaine ; de déterminer également ce qui est bon pour l'industrie et l'économie de la Communauté européenne ; et, au surplus, de décider que tout cela est du libre échange. La Commission européenne estime que, plus que jamais, la Communauté doit tout mettre en œuvre pour que soit respecté le consensus qui s'est dégagé au niveau de l'O.C.D.E. en 1977.

La Commission de Bruxelles entend en tout cas tout mettre en œuvre pour prouver que la plainte de la U.S. Steel (appuyée par un rapport de 1 700 pages) est non fondée. Elle a garanti aux industriels européens tout son appui pour les assister dans l'exercice légal entamé par le plus grand producteur d'acier des États-Unis.

**UN NOUVEAU EMPRUNT** de 150 millions de francs a été lancé par la Commission européenne, pour le compte de la C.E.E., par un syndicat de banques animé par le Crédit lyonnais et Paribas. Flacé pour 6 ans, son taux est de 14,25 %.

## ÉDITIONS A. PÉDONE

13, rue Soufflot, 75005 PARIS

Téléphone : 334-03-97

Publication de la Revue Générale de Droit International Public n° 35

NICOLAS MATTESSCO MATTE

TRAITÉ DE DROIT AÉRIEN - AÉRONAUTIQUE

Un volume de 848 pages

400 F francs



## CECA

La grève à la British Steel a été à son apogée.

Le conflit de la British Steel a été à son apogée. Les grévistes ont refusé de reprendre le travail après la fin des négociations. La grève a été qualifiée de « grève à son apogée ».

La grève à la British Steel a été à son apogée. Les grévistes ont refusé de reprendre le travail après la fin des négociations. La grève a été qualifiée de « grève à son apogée ».

La grève à la British Steel a été à son apogée. Les grévistes ont refusé de reprendre le travail après la fin des négociations. La grève a été qualifiée de « grève à son apogée ».

La grève à la British Steel a été à son apogée. Les grévistes ont refusé de reprendre le travail après la fin des négociations. La grève a été qualifiée de « grève à son apogée ».

La grève à la British Steel a été à son apogée. Les grévistes ont refusé de reprendre le travail après la fin des négociations. La grève a été qualifiée de « grève à son apogée ».

La grève à la British Steel a été à son apogée. Les grévistes ont refusé de reprendre le travail après la fin des négociations. La grève a été qualifiée de « grève à son apogée ».

La grève à la British Steel a été à son apogée. Les grévistes ont refusé de reprendre le travail après la fin des négociations. La grève a été qualifiée de « grève à son apogée ».

La grève à la British Steel a été à son apogée. Les grévistes ont refusé de reprendre le travail après la fin des négociations. La grève a été qualifiée de « grève à son apogée ».

La grève à la British Steel a été à son apogée. Les grévistes ont refusé de reprendre le travail après la fin des négociations. La grève a été qualifiée de « grève à son apogée ».

La grève à la British Steel a été à son apogée. Les grévistes ont refusé de reprendre le travail après la fin des négociations. La grève a été qualifiée de « grève à son apogée ».

La grève à la British Steel a été à son apogée. Les grévistes ont refusé de reprendre le travail après la fin des négociations. La grève a été qualifiée de « grève à son apogée ».

La grève à la British Steel a été à son apogée. Les grévistes ont refusé de reprendre le travail après la fin des négociations. La grève a été qualifiée de « grève à son apogée ».

La grève à la British Steel a été à son apogée. Les grévistes ont refusé de reprendre le travail après la fin des négociations. La grève a été qualifiée de « grève à son apogée ».

La grève à la British Steel a été à son apogée. Les grévistes ont refusé de reprendre le travail après la fin des négociations. La grève a été qualifiée de « grève à son apogée ».

La grève à la British Steel a été à son apogée. Les grévistes ont refusé de reprendre le travail après la fin des négociations. La grève a été qualifiée de « grève à son apogée ».

La grève à la British Steel a été à son apogée. Les grévistes ont refusé de reprendre le travail après la fin des négociations. La grève a été qualifiée de « grève à son apogée ».

La grève à la British Steel a été à son apogée. Les grévistes ont refusé de reprendre le travail après la fin des négociations. La grève a été qualifiée de « grève à son apogée ».

La grève à la British Steel a été à son apogée. Les grévistes ont refusé de reprendre le travail après la fin des négociations. La grève a été qualifiée de « grève à son apogée ».

La grève à la British Steel a été à son apogée. Les grévistes ont refusé de reprendre le travail après la fin des négociations. La grève a été qualifiée de « grève à son apogée ».

La grève à la British Steel a été à son apogée. Les grévistes ont refusé de reprendre le travail après la fin des négociations. La grève a été qualifiée de « grève à son apogée ».

La grève à la British Steel a été à son apogée. Les grévistes ont refusé de reprendre le travail après la fin des négociations. La grève a été qualifiée de « grève à son apogée ».

La grève à la British Steel a été à son apogée. Les grévistes ont refusé de reprendre le travail après la fin des négociations. La grève a été qualifiée de « grève à son apogée ».

La grève à la British Steel a été à son apogée. Les grévistes ont refusé de reprendre le travail après la fin des négociations. La grève a été qualifiée de « grève à son apogée ».

La grève à la British Steel a été à son apogée. Les grévistes ont refusé de reprendre le travail après la fin des négociations. La grève a été qualifiée de « grève à son apogée ».

La grève à la British Steel a été à son apogée. Les grévistes ont refusé de reprendre le travail après la fin des négociations. La grève a été qualifiée de « grève à son apogée ».

La grève à la British Steel a été à son apogée. Les grévistes ont refusé de reprendre le travail après la fin des négociations. La grève a été qualifiée de « grève à son apogée ».

**SANCTIONS POUR INERTES.** — Trois condamnations ont été prononcées par la Commission à l'encontre d'entreprises allemandes pour inerte. Les entreprises ont été condamnées à verser des amendes de 10 millions de marks chacune. Les entreprises ont été condamnées à verser des amendes de 10 millions de marks chacune.

**LA COUR DE JUSTICE EUROPÉENNE A REJETÉ** le recours introduit par plusieurs producteurs de fer à l'égard de la Commission européenne pour non-résolution de la situation. La Cour de Justice européenne a rejeté le recours introduit par plusieurs producteurs de fer à l'égard de la Commission européenne pour non-résolution de la situation.

## AUTRES ORGANISATIONS POLITIQUES, TECHNIQUES ET SOCIALES

### Agence de coopération culturelle et technique

La conférence générale remanie les statuts

UNE session extraordinaire de la conférence générale de l'Agence de coopération culturelle et technique (A.C.C.T.) s'est tenue à Paris du 15 au 21 mars. Dans un souci d'efficacité, les participants ont décidé une modification des statuts : le directeur du secrétariat général et les anciens secrétaires généraux adjoints devenant directeurs généraux ; les anciens secrétaires généraux adjoints devenant directeurs généraux ; les anciens secrétaires généraux adjoints devenant directeurs généraux.

La conférence a, d'autre part, adopté pour 1980-1981 un budget extraordinaire de 21 millions 485 000 F destiné à des actions de solidarité en faveur de pays particulièrement éprouvés. Elle a aussi accepté par un vote à l'unanimité l'adhésion de la Malaisie à l'Agence, ce qui porte à vingt-quatre le nombre des États membres. Enfin, à l'issue des travaux, les ministres et chefs de délégation ont publié une déclaration solennelle marquant le dixième anniversaire de l'institution.

### Conseil de l'Europe

Au comité des ministres : déclarations sur l'Iran et l'Afghanistan

RÉUNIT à Lisbonne le 10 avril, le comité des ministres du Conseil de l'Europe a adopté deux déclarations : sur la détention d'otages en Iran et sur la situation en Afghanistan. Dans le premier texte, le comité condamne la violation des principes des droits de l'homme et le recours à la violence et au terrorisme, et il presse les autorités iraniennes de libérer les otages américains. Il réclame en outre « toutes les mesures nécessaires pour assurer l'intégrité des dispositions de la convention de Vienne sur les relations diplomatiques. Il condamne les violations de cette convention par l'Iran et déplore la prise d'otages à Bogota ».

propos de la situation en Afghanistan, le comité rappelle sa précédente condamnation de l'invasion de l'Afghanistan par les forces

## Parlement européen

Echec de la session extraordinaire sur les prix agricoles

RÉUNIT en session extraordinaire du 24 au 26 mars à Strasbourg, le Parlement européen avait à débattre des prix agricoles. Après un vote marathon de plus de six heures, les quatre cents députés parlementaires ont été incapables de s'entendre sur un chiffre d'augmentation des prix à proposer aux ministres de l'Agriculture de la C.E.E. Ils ont simplement indiqué que la hausse de 2,4 % des prix proposée aux neuf par la Commission de la C.E.E. était insuffisante et inacceptable. Mais les parlementaires ont rejeté aussi bien l'augmentation de 1,9 % proposée par les huit millions d'agriculteurs européens qu'une hausse de 5 % suggérée comme compromis par les libéraux et les démocrates chrétiens.

D'autre part, l'Assemblée de Strasbourg a été en place d'une super-basse laitière proposée par la Commission de la C.E.E. pour mettre un terme aux excès de beurre et de produits laitiers dans le Marché commun.

armées soviétiques et exprime sa « profonde inquiétude » devant l'aggravation de la situation. A nouveau, il demande le « retrait total et immédiat » des troupes soviétiques, et il exige la « création de conditions permettant au peuple afghan de choisir librement... son propre avenir ».

A l'issue d'un échange de vues approfondi sur les perspectives de la coopération en Europe (C.E.E.) à Madrid, et compte tenu de la situation internationale actuelle, le comité a souligné l'importance de la conférence et a décidé d'en poursuivre activement la préparation. Tout en constatant la dégradation de la situation internationale, il a estimé nécessaire d'affirmer à Madrid l'esprit d'Helsinki et de faire progresser la détente, non seulement par des déclarations d'intention mais aussi par des actes concrets. Dans ce contexte, les ministres ont estimé qu'à Madrid on devrait convenir d'un mandat pour une conférence sur le désarmement en Europe. En raison de l'importance qu'ils attachent aux échanges de vues au sein du Conseil de l'Europe sur la C.E.E., les ministres ont notamment décidé d'avancer la prochaine réunion du comité afin qu'elle intervienne avant la conférence de Madrid.

En ce qui concerne le développement équilibré en Europe, les ministres ont décidé que le conseil devrait désormais jouer un rôle plus actif en tant qu'instrument de la solidarité économique européenne et de la réduction des déséquilibres économiques et sociaux entre les États membres.

Dans ce but, les ministres se sont prononcés pour une utilisation accrue du plan à moyen terme des activités intergouvernementales du Conseil de l'Europe et pour le renforcement du Fonds de réajustement, sans exclure l'étude d'autres moyens.

Les ministres ont encore discuté, d'une part, du progrès de la coopération européenne et, d'autre part, des points d'intérêt commun concernant les Nations unies.

**DEVOIRS DE L'HOMME.** — Au cours de sa cent quarante-deuxième session à Strasbourg du 3 au 4 mai, la commission européenne des droits de l'homme a examiné cent vingt-cinq requêtes. Elle en a déclaré quatre recevables : deux affaires de la République fédérale d'Allemagne (contre le Royaume-Uni), une requête contre l'Australie concernant le droit à un procès équitable, et une requête contre le Royaume-Uni concernant le respect de la vie privée et familiale. La commission

a décidé de porter quarante requêtes à la connaissance du gouvernement intéressé et a décidé de porter devant la cour les affaires La Comptie et Van Leuven et De Meyere contre la Belgique (les requérants sont des médecins belges qui se plaignent des procédures disciplinaires dont ils ont été l'objet). La commission a également adopté son rapport dans l'affaire X... contre le Royaume-Uni, concernant la législation britannique qui prohibe les relations homosexuelles entre personnes de sexe masculin.

## Organisation des États américains

Rapport de la commission des droits de l'homme sur les prisonniers politiques à Cuba

LA commission interaméricaine des droits de l'homme, organe de l'Organisation des États américains, a publié, au début de mars dernier, son rapport sur les prisonniers politiques à Cuba. La commission signale que, en raison des difficultés de l'enquête, faute de contacts avec les milieux officiels, elle a dû établir son rapport à l'aide de documents, publications, témoignages directs et allégations sur la violation des droits de l'homme reçus ou obtenus conformément à son règlement. Elle rappelle, à cette occasion, qu'aucune organisation de défense des droits de l'homme n'a pu se rendre à Cuba au cours des vingt dernières années, et en conclut qu'il n'est pas possible, dans ces conditions, de fixer exactement le nombre des prisonniers politiques dans ce pays. En revanche, en annonçant, le 24 novembre 1978, la libération de trois mille six cents prisonniers politiques, M. Fidel Castro avait précisé que ce chiffre représentait 50 % du total, ce dernier étant donc de quatre mille cinq cents.

Selon le rapport, un millier de prisonniers seraient encore dans les prisons, dont quelques-uns condamnés sous le régime de Batista. Les auteurs du rapport déclarent ne pas avoir été en mesure de vérifier la nature des crimes ou délits ayant entraîné condamnation. Ils relèvent, en revanche, certains dangers inhérents à la législation cubaine, tel l'article 61 de la Constitution selon lequel le fait d'écrire, par exemple, contre l'État cubain constitue une atteinte à la sécurité intérieure. Elle cite également le code pénal, qui sanctionne l'immigration illégale avec une sévérité exemplaire, les mesures de sécurité prises à titre préventif ou a posteriori, appliquées souvent aux délits d'opinion et qui permettent de jeter des individus en prison sans jugement ; les travaux forcés auxquels sont soumis les prisonniers politiques, etc.

Au terme de son rapport, la commission reconnaît que la libération de trois mille six cents prisonniers politiques, en 1978, a prouvé le souci du gouvernement cubain de résoudre ce grave problème.

**SESSION DE LA COMMISSION.** — La commission interaméricaine des droits de l'homme a tenu sa quarante-neuvième session ordinaire à Washington du 27 mars au 12 avril. Elle a examiné les observations du gouvernement de l'Argentine à son rapport préliminaire sur la situation des droits de l'homme dans ce pays. En outre, les délégués de ses visites au Nicaragua et au Guatemala ont été reçus.

**LE CONSEIL CONDAMNE L'ATTAQUE DE L'AM-BASSADE DE LA RÉPUBLIQUE DOMINICAINE DE BOGOTA.** — Dans une résolution approuvée à l'unanimité de ses membres, le Conseil permanent de l'O.E.A. a condamné l'attaque du 26 mars de l'ambassade de la République Dominicaine à Bogota et s'est inquiété du sort des otages retenus à l'intérieur de l'ambassade. Malgré cette condamnation, certaines parties de la résolution, notamment celles où il est demandé à la commission des affaires juridiques et politiques de l'O.E.A. d'effectuer l'étude du problème des otages, ont fait apparaître des différences sensibles dans le point de vue de la plupart des délégations.

**PREFERENCES GÉNÉRALISÉES.** — Le représentant des États-Unis a annoncé le 12 mars, devant les membres du conseil permanent de l'O.E.A., l'initiative du président Carter auprès du Congrès tendant à rendre effective la réintégration de l'équateur et du Venezuela dans le système des préférences généralisées, établi en 1974. Les deux pays en avaient été exclus en 1975 du fait de leur appartenance à l'O.P.P.

**LES ÉTATS-UNIS RETARDERONT CERTAINS AVANTAGES TARIFAIRÉS.** — Après plusieurs semaines de négociations avec le représentant des États-Unis, le conseil permanent de l'O.E.A. a annoncé le 31 mars que les États-Unis avaient décidé de retarder à priori neuf pays (Argentine, Colombie, El Salvador, Guatemala, Guyana, Jamaïque, Nicaragua, Panama et Pérou) des avantages tarifaires généralement accordés par Washington à leurs exportations de sucre. Le bénéfice leur en avait été retiré à la suite du dépassement des limites de concurrence établies par la loi américaine sur le commerce international de 1974.

**LE PÉROU DÉNONCE L'EMBARGO SUR SES EXPORTATIONS DE TON.** — Le représentant du Pérou a dénoncé devant le conseil permanent de l'O.E.A. l'embargo décrété par le gouvernement des États-Unis sur les importations de thon en provenance du Pérou. Le représentant du Pérou a déclaré que l'embargo était contraire à la fin de l'année, à la suite de l'arrêt de plusieurs milliers d'exportations de thon. Le représentant du Pérou a déclaré que l'embargo était contraire à la fin de l'année, à la suite de l'arrêt de plusieurs milliers d'exportations de thon.

**ACCORD DE COOPÉRATION AVEC ISRAËL.** — Le secrétaire général de l'O.E.A. et le directeur du département de la coopération internationale du gouvernement israélien ont signé le 27 mars un accord de coopération en faveur du développement des pays de l'Amérique latine et du Caraïbe. L'assistance d'Israël couvrira les domaines du développement rural, du commerce international, de la science et de la technologie.

**COMMISSION DU PACIFIQUE-SUD.** — La Commission du Pacifique-Sud (C.P.S.) a organisé, du 14 au 19 avril, à Papeete (Tahiti), une conférence technique régionale sur la culture sur les atolls.

**COMITÉ INTERNATIONAL DE LA CROIX-ROUGE.** — Le Comité international de la Croix-Rouge (C.I.C.R.) a tenu le 25 mars à N'Djaména (Tchad), une équipe chirurgicale complète, composée d'un chirurgien, d'un anesthésiste, d'un infirmier et d'un instrumentiste, ainsi que de 100 kg de médicaments et matériel chirurgical.

Le 27 mars, il a lancé un appel aux chefs des deux principales tendances, pour permettre l'instauration d'une trêve de quarante-huit heures à l'issue de laquelle les blessés et les populations civiles se trouveront sur la ligne du front. Le C.I.C.R. a également demandé que l'humanité civile soit soustraite à la zone des combats, soit neutralisée.

Les équipes d'urgence en dépit de l'annonce de la trêve, les équipes du C.I.C.R. ont commencé le 30 mars à évacuer les blessés vers plus d'hôpitaux et dans les dispensaires de la capitale.

Le C.I.C.R. a lancé le 24 mars un appel de fonds aux gouvernements et aux sociétés nationales, pour une somme de 3,5 millions de francs suisses, afin de pouvoir poursuivre ses activités au Liban.

Le C.I.C.R. a nommé le 1er mars M. Ulrich Waser directeur de l'Agence centrale de recherches (A.C.R.), pour succéder à M. Pierre Basset, qui a atteint l'âge de la retraite.

**CONSEIL NORDIQUE.** — Réuni du 3 au 7 mars à Reykjavik pour sa vingt-huitième session, le Conseil nordique a adopté vingt-sept recommandations et cinq déclarations. Celles-ci concernent notamment l'enseignement, l'enseignement et l'éducation, la législation sur les transports dans les pays nordiques, la législation sur le mariage et le mariage, la protection des consommateurs, et le rôle du Conseil nordique de recherche économique.

**ORGANISATION DU TRAITE DE L'ATLANTIQUE NORD.** — Le comité des plans de défense de l'Organisation du traité de l'Atlantique nord (O.T.A.N.) s'est réuni à Bruxelles le 14 avril pour examiner les problèmes de défense et à la lumière de l'invasion de l'Afghanistan par l'Union soviétique. Les délégations se sont entretenues sur un programme de travail en prévision de la réunion des ministères de la défense prévue le mois prochain.

Le colloque économique de l'O.T.A.N. s'est tenu en marge de l'organisation du 16 au 18 avril. Il avait pour thème « Les réformes économiques en Europe de l'Est et les perspectives pour les années 80 ».

## BIBLIOGRAPHIE

### Une histoire du capitalisme en France

LE voilà donc sous la loupe de l'historien, ce capitalisme français dont M. Christian Bonnet, ministre de l'Intérieur, disait récemment qu'il n'est pas si mauvais puisqu'il a été le moteur de la prospérité de nos régimes communistes d'Asie. Car le dernier tome de l'histoire économique et sociale de la France, couvrant la période de 1880 à 1950, retrace l'histoire du triomphe du capitalisme comme mode de production sociale (1) et s'attache à montrer comment il s'est assuré cette victoire. Tous ceux qui ne se sont pas résignés à la domination du capitalisme tiront donc que ces idées ont été payées par nos régimes communistes français, chacun dans sa spécialité, aux aspects économiques et sociaux d'une histoire très proche et que nos contemporains connaissent, pour la plupart, de mémoire orale.

Non que la continuité soit totale entre la France des années 1880 dans ses bouleversements économiques et sociaux et la France d'aujourd'hui. Certaines courbes varient brusquement, à commencer par la courbe démographique : en 1951, l'excédent des naissances descend au-dessous de cent mille par an (en moyenne quinquennale) et ne dépassera plus ce chiffre avant 1965. L'explosion démographique de 1945, dont sont issus les « socialistes-huitards », fait donc suite à une longue période de stagnation démographique. Dès 1880, plus d'un million d'étrangers viennent travailler en France. Au cours des trente années précédant 1914, la France connaît les évolutions qui caractérisent aujourd'hui les pays en voie de développement : baisse de la mortalité infantile (encore cent soixante-dix pour mille en 1890), baisse de la mortalité tout court, qui passe en dessous de vingt pour mille en 1900, chute de l'analphabétisme, exode rural. Mais c'est aussi, à l'abri d'un protectionnisme bien senti, la croissance industrielle, l'extension des infrastructures, l'intensification des échanges. Partout, le capitalisme s'installe, qu'il s'agisse du monde rural, désormais un secteur dominé, ou du type de crises que connaît l'économie, crises à plus grande pureté capitaliste, où le rôle essentiel

revient aux faits relevant de l'investissement et de la production industrielle, reliés aux phénomènes monétaires, de crédit et de bourse, plutôt qu'à ceux du pouvoir d'achat, qui ont été jusqu'ici les moteurs des régimes communistes d'Asie. Mais le modèle qui s'impose est loin d'être celui de la concurrence pure et parfaite. Si le prix des locomotives, produits manufacturés, baisse effectivement de 0,8 % par an en moyenne entre 1897 et 1913, le prix du charbon, quant à lui, augmente de 1,8 % par an, la hausse de cette matière première bien française étant due à la mise en place de réserves d'entente entre les producteurs de charbon. Voilà un détail à ne pas « souffler » à nos fournisseurs de pétrole.


La force de la lame de fond qui emporte la société française depuis cette époque apparaît en pleine lumière au lendemain de la seconde guerre mondiale. Aux élections législatives de 1945, pour la première fois dans l'histoire (aurait-ce été aussi la dernière ?), le parti communiste et la S.F.I.O. emportent la majorité absolue. Face à la trahison ou à la folie des classes dirigeantes, la nation ressent et exprime un besoin profond de renouveau. Et pourtant, des deux votes qui, au lendemain de la Libération, paraissent ouvertes, ce n'est pas la voie démocratique qui a été suivie (celle-ci serait passée par l'application stricte du programme du Conseil national de la Résistance), mais la voie consistant à « étayer les pouvoirs économiques et politiques des classes dirigeantes ». En 1947, Ramadier ecclésiaste les communistes du gouvernement, le plan Marshall déverse des dollars, le P.C.F. retourne au manichéisme et la S.F.I.O. s'engage sur une voie qui conduira Guy Mollet à l'aventure algérienne. Une histoire à méditer.

FREDERIC LANGER.

(1) Histoire économique et sociale de la France, sous la direction de P. Braudel et R. Lantier, P.U.F., Paris, tome IV, en deux volumes (premier vol. : 1880-1914, 1978, 582 p.; second vol. : 1914-années 50, 1980, 390 p.).


# Delta

## les nouveaux guides



### 25 pays

pris sur le vif



diffusés en librairies par Armand Colin

Delta



## INTERROGATIONS

**L**e siècle de Marx est un juste nom des cent ans qui suivent sa mort en 1883. Celui des « bourgeois conquérants », qui le précède depuis l'écroulement de l'Ancien Régime, s'efface alors devant une lutte de classes plus équilibrée, où les gauches, à l'assaut du capitalisme de marché, battent le rouge frappé de Marx en tête, conquérants l'un après l'autre des pans successifs des pouvoirs et du monde. Au début, la résistance sociale prend du poids, les syndicats ouvriers s'étendent — ils gagnent la légalité en France quelques mois après la mort de Marx — les partis de gauche deviennent de masse. Puis la révolution russe échoue, les « croisades » contre le bolchevisme défendent, le grand empire « soviétique » s'installe, les fils du ciel réussissent l'assaut du ciel que la Commune de Paris manqua, les luttes de libération embrassent les tiers-mondes et, de front ou par ricochet, elles décolonisent les empires d'Occident.

Dans ces ébranlements de la planète, Marx est drapeau, croix, symbole, ralliement ; il fournit explications, légifications, rationalisations, raisons d'espérer ; il mobilise les énergies et concentre les indignations ; il oriente les révoltes, conforte les combattants ; il guide les actes et règne sur les âmes ; il est celui qui sait, il réussit ce tour de force de tout à la fois inspirer les libérations les plus légitimes et légitimer les asservissements les plus tentaculaires. Sous son charisme posthume, les meilleurs se sacrifient. En son nom, les pires oppriment. Quelles idées d'un homme de notre temps ont eu tant d'influence et ont, sans doute, tant contribué à transformer le monde ?

Mais maintenant les choses changent. Peut-être dans les faits, à coup sûr dans les idées. L'histoire dira si la guerre entre la Chine et le Vietnam ou le naufrage du Cambodge sonnent le glas d'une ère. Dans le domaine de la pensée, en tout cas, tout se bouleverse.

Que restera-t-il de Marx ? De sa science stricte, exclusivement l'intention scientifique : ses contributions à quelques théories économiques très importantes sont maintenant de loin dépassées, et le reste est arabe et confus. Par ailleurs, des descriptions, analyses et hypothèses, historiques et politiques, intéressantes ou importantes. De son éthique, une théorie essentielle bien qu'obscurcie, celle de l'exploitation, qui est le cœur de notre problème politique. En conséquence, enfin, un principe de position politique.

Avant d'expliquer ces résultats, notons leurs conséquences sur les positions personnelles. Devront-elles cesser d'être marxistes ? Ou le devenir ? Mais, d'abord, que signifient ces positions ?

**I**l est impossible d'être en désaccord avec tout ce que Marx dit d'important. Mais il n'est pas possible d'affirmer que tout ce qui est publié sous son nom est certainement non contradictoire ou est de la bonne analyse, ou même est exact et, à tout le moins, a un sens.

Quand, par exemple, Marx s'indigne de l'ignoble travail des enfants en usine, qui ne partage son indignation ? Et l'on pourrait arguer que celle-ci, contre la condition ouvrière en général, est l'essence de Marx. Mais, d'autre part, il est évident que certaines de ses phrases et de ses jugements de valeur qu'il donne à l'appui de sa théorie de la production intertemporelle — ou théorie du capital au sens strict — ne sera par Bohm-Bawerk (réputé l'anti-Marx, mais ce qu'il lui reproche est autre chose : la théorie de la valeur). Celle de l'impôt-outside le sera par Walras avant Léontief. Celle de l'accumulation, par nombre d'auteurs plus modernes. Cependant, sur tous ces points, les apports propres de Marx auraient été aisément retrouvés, et sans lui, le train de la connaissance économique ne serait pas plus en retard maintenant.

**S**i Marx a eu tant d'influence, s'il est possible de se compter parmi ses disciples, ce n'est pas pour sa science mais pour sa morale. Par la plus belle illustration de la fausse conscience, Marx ne fait pas ce qu'il dit et il ne dit pas ce qu'il fait. Tous ses ouvrages majeurs portent dans leur titre « critique de l'économie politique » (« préface à la », « fondement de », etc., et c'est le sous-titre du *Capital*). Or Marx ne critique pas l'économie politique, il accuse le capitalisme. L'économie politique, il s'en sert et y contribue. S'il critique quelque chose, c'est l'idéologie libérale qui n'a rien à voir avec l'économie politique — une science — ni dans la logique ni chez les savants (3). Mais il n'aurait jamais eu l'importance qu'il a eue s'il

marxistes » ignorants de leur inspirateur. Mais on peut trouver plus fructueux de renverser ses termes et opposer, à l'innémarxisme libéral qui trouverait juste tout ce que Marx est censé dire, ce marxisme d'intention, d'attitude, de position, prêt à défendre Marx contre lui-même quand sa science se fourvoie à critiquer la lettre de Marx au nom de l'esprit de Marx. « Toute science qui hésite à oublier ses fondateurs est une science perdue », écrivait Whitehead. Le philosophe marxiste Lukács n'allait-il même pas jusqu'à dire qu'on peut être marxiste en n'acceptant Marx sur aucun point particulier ? C'est pousser loin, mais le désaccord peut certainement porter sur un certain nombre de sujets. Lesquels ?

**C**OMPRENDRE Marx commence par distinguer la connaissance de l'indignation, la science de la morale. L'analyse économique des positions éthiques. Certes, l'idée de Marx qui, quand on la construit correctement, devient sa contribution essentielle à la pensée humaine est une analyse imbriquée étroitement les deux. On le pressent et nous le prouverons. Elle consiste à déduire l'illégitimité de la

n'avait fait que critiquer quelques écrivains.

Marx importe pour une seule raison. Il est celui qui se dresse face au capitalisme triomphant et crie : « Ce système est injuste et odieux ». Cela, les divers socialistes et anarchistes l'avaient déjà dit. Mais Marx ajoute : « Et je vais le prouver avec toutes les ressources de la science. » Et il s'y attelle. En cela, il fut unique.

Le réquisitoire marxiste contre le capitalisme comporte trois chefs d'accusation : la misère, l'aliénation, l'exploitation. Par l'aliénation, concept insuffisamment développé du jeune Marx, l'homme devient étranger à ses œuvres, à son travail, à lui-même, aux autres. L'exploitation capitaliste la multiplie. La misère, qui est aussi injuste si la redistribution est possible, résulte en capitalisme de l'exploitation.

**L**e concept central de Marx est l'exploitation. On peut en donner deux définitions. D'une part, il y a des gens qui consomment et s'enrichissent, et qui ne travaillent pas et le pourraient ; ils exploitent ceux qui travaillent. D'autre part, les travailleurs reçoivent en salaire réel des biens qui ont été fabriqués avec moins de travail qu'eux-mêmes n'en doivent fournir en

de John Locke ; au milieu, l'œuvre gauchiste et salomonienne d'Adam Smith (4), la *Richesse des Nations* ; et pour mettre les points sur les i, les *Principes de l'économie politique et de l'impôt*, de David Ricardo.

Une analyse plus fine résout le paradoxe. Elle combine le plus profond des analyses économiques et éthiques. Elle aboutit à dresser une série d'options d'éthique sociale originales, dont toutes les autres se déduisent, irréductibles à l'analyse positive et entre elles, et sur lesquelles devraient porter le choix politique cohérent et le débat politique intelligent.

**L**a stupéfiante réussite par l'échec de Marx se comprend alors. A l'aune de ses modèles, il échoue à être le Newton de l'économie ou le Darwin de la croissance, mais il est le Luther du capitalisme. A l'ère de la science et du salariat, l'intention et l'effort scientifiques, et la position morale opportune, fine et forte (juste en tous sens), pèrissent ensemble, lui ont suffi pour soulever le monde. Mais pour le moter où ? Si Marx réussit en échouant, les marxismes échouent en réussissant : ils n'ont pas instauré la liberté.

**Y**a-t-il une relation ? De l'éthique de Marx au succès politique des marxismes, certainement. Mais de l'échec scientifique du premier à la faillite éthique des seconds ? Oui et non. Ce qui est grave n'est pas l'analyse incertaine de l'économie capitaliste. C'est le souci exclusif de « critique » au détriment de la construction théorique d'une solution meilleure. Ce qui a dramatiquement manqué au socialisme à intention scientifique, c'est la science du socialisme.

Cette compréhension finale de Marx est à la fois conséquence et cause du « nouveau marxisme » qui fleurit dans le monde. Une pléiade de jeunes économistes philosophes, parfaitement savants et libres, adhérents à l'éthique sociale et à l'intention scientifique de Marx, mais n'hésitant pas à le critiquer quand il le méritait, fait sa tâche de le reconstruire et le compléter sur ses fondations (5). Si Marx est mort, alors il se réincarne. Car les questions qu'il a si bien posées et si peu résolues sont toujours les nôtres. Et l'on peut considérer la position face au monde dont il est l'exemple comme la seule qui exige assez de l'intelligence et de la dignité.

Au second siècle après Marx (après sa mort), que restera-t-il de lui ? Les idées fausses meurent lentement. Les idées vérifiables peuvent durer éternellement. Par son exigence scientifique, Marx a lui-même sélectionné ce qui lui survivra à long terme. De la science marxiste, restera ce que les savants inspirés par son éthique et ses suggestions générales en construiront. De sa morale, tout subsistera aussi longtemps que vivra son objet, la misère et l'injustice sociale, et tout spécialement la division de la société en classes. Quant à son attitude générale face à la société, à la connaissance et à l'action, quant à sa philosophie de la libération humaine, une vue pessimiste est que, dans un siècle, tout le monde sera marxiste : car l'optimisme serait que plus personne n'aurait de raison de l'être.

(1) Ce livre contenant exclusivement des concepts d'économie, on peut peut-être le lire le *Capital* mais non le comprendre si on le traite comme de la philosophie. Cela dit sans préjuger la position politique des lecteurs.

(2) Sans entrer ici dans les définitions et les formules, notons que, dans cette théorie de Marx, la base du profit, le salaire de l'exploitation par trois voies et ne dépend ainsi que de la « loi » du profit résulte de l'exploitation, et il faut noter que les moyens de production par travailleur, ou la « composition organique du capital », augmentent comme résultat de l'accumulation qui résulte de l'exploitation, tandis que le « taux d'exploitation » (« travail » par unité de « travail payé ») a une limite supérieure.

(3) Voir par exemple l'article « Science économique et position politique », *Revue économique*, juillet 1974.

(4) Le thème constant de la *Richesse des Nations* est la dénonciation du capitalisme monopolistique et de l'exploitation des travailleurs. Le « libre échange » n'est introduit qu'au passage et à cette fin, pour dénoncer les barrières douanières comme instrument des monopoles ; Marx défend aussi cette conclusion.

(5) Citons, notamment, Benjamin Cohen à Londres (le *marxisme de l'histoire : une défense*), Ian Steedman à Manchester (Marx après *Bravay*), Jon Elster à Oslo, R.J. Harbert Gintis aux Etats-Unis, etc. auxquels on doit joindre des économistes comme Uzawa au Japon, Hargrett en Australie, Pashetti et Garegnani en Italie, etc.

## Au nom de la morale

Par SERGE-CHRISTOPHE KOLM

propriété capitaliste, fondée sur le droit à la liberté, grâce à la théorie des prix. Mais, justifier, comprendre ce mélange subtil et explosif exige qu'on en perçoive auparavant les ingrédients comme distincts.

Marx s'affirme d'abord et essentiellement homme de science. Il consacre à l'analyse économique la plus grosse de sa vie et de ses écrits, surtout après l'âge de trente-quatre ans (il meurt à soixante-dix ans). Le *Capital*, livre d'économie (1), couronne son œuvre, et il le pense ainsi. Marx meurt à la tâche en l'écrivant. Dans son introduction, il dit que son but est de trouver les « lois du mouvement » du capitalisme, comme Newton découvrit celles des planètes. Et il précise que les critiques scientifiques de son œuvre sont bienvenues. Qu'en laissent-elles ?

La principale « loi du mouvement » du capitalisme est la « baisse tendancielle du taux de profit ». Celle-ci, dans la théorie de Marx, résulte de l'exploitation (2), et par une belle justice immanente, elle mènera le capitalisme au suicide. Malheureusement, la preuve qu'en donne Marx n'est pas logique pour toute une série de raisons. Marx en voit certes d'autres (d'ordre technique), et il se tue, littéralement, à y remédier, sans aboutir.

Ce faisant, Marx contribue à l'analyse économique sur divers problèmes très importants en intervenant dans des polémiques, ou en posant des questions, ou en insistant sur elles. Sa théorie des « crises de réalisation » (celles de 1929 et de 1974 en sont) sera développée par Keynes. Celle de la production intertemporelle — ou théorie du capital au sens strict — le sera par Bohm-Bawerk (réputé l'anti-Marx, mais ce qu'il lui reproche est autre chose : la théorie de la valeur). Celle de l'impôt-outside le sera par Walras avant Léontief. Celle de l'accumulation, par nombre d'auteurs plus modernes. Cependant, sur tous ces points, les apports propres de Marx auraient été aisément retrouvés, et sans lui, le train de la connaissance économique ne serait pas plus en retard maintenant.

**S**i Marx a eu tant d'influence, s'il est possible de se compter parmi ses disciples, ce n'est pas pour sa science mais pour sa morale. Par la plus belle illustration de la fausse conscience, Marx ne fait pas ce qu'il dit et il ne dit pas ce qu'il fait. Tous ses ouvrages majeurs portent dans leur titre « critique de l'économie politique » (« préface à la », « fondement de », etc., et c'est le sous-titre du *Capital*). Or Marx ne critique pas l'économie politique, il accuse le capitalisme. L'économie politique, il s'en sert et y contribue. S'il critique quelque chose, c'est l'idéologie libérale qui n'a rien à voir avec l'économie politique — une science — ni dans la logique ni chez les savants (3). Mais il n'aurait jamais eu l'importance qu'il a eue s'il

échange : ils en sont exploités. Ces deux définitions ne sont équivalentes que dans la mesure où les prix des marchandises sont proportionnels aux quantités de travail nécessaires directement et indirectement pour les produire : c'est la « théorie de la valeur-travail », qui trouve la sonne et un unique rôle réel.

Ce n'est pas le lieu, ici, de rappeler les longues discussions de ces concepts : qu'appelle-t-on travail, comment définit-on sa quantité (en temps), comment compare-t-on des travaux différents, s'agit-il du travail incorporé ou de celui qui sera ; nécessaire, un travail spécifique peut-il toujours être affecté à un seul bien, la proportionnalité notée est-elle plus ou moins vraie, d'où vient la productivité du travail, etc. ? Il est plus urgent de voir la fonction profonde de cette théorie de l'exploitation.

Par la première définition, l'exploitation crée le profit. Par la seconde, elle consiste en ce que du temps de travail du salarié ne lui est pas payé, lui est volé. Le profit est « du temps de vie volé », de la liberté volée. Or, au milieu du XIX<sup>e</sup> siècle, la liberté n'était pas reconnue comme droit humain fondamental ; après la lutte contre l'absolutisme, les « Lumières », la Révolution française, on lutte pour plus de droits individuels et pour l'abolition de l'esclavage (auquel le salariat est couramment comparé).

Admettant, ce qui précède, le profit est illégitime selon ce droit. Et il en est de même de la propriété du capital, puisque celui-ci naît de l'accumulation d'investissements provenant du profit. Le capitalisme est donc illégitime.

Or, la théorie éthico-économique libérale arrive à la même conclusion exactement opposée : à partir précisément du même postulat éthique de base : le droit à la liberté. En effet, la liberté inclut celle d'échanger. Or profit et salariat ne proviennent que de l'échange et de ventes volontaires de toutes les parties. La liberté inclut aussi celle de donner (le don n'est d'ailleurs qu'un cas particulier d'échange où l'un des deux transferts s'évanouit) : l'héritage est donc aussi légitime. Au total, le profit et la propriété privée sont légitimes selon le droit à la liberté.

Marxisme et libéralisme jugent donc le même système avec la même morale et aboutissent aux conclusions contraires. Quel paradoxe ! Le mystère s'épaissit encore lorsqu'on remonte aux sources, car Marx s'il développe plus que quiconque la théorie de l'exploitation, en a trouvé l'idée ailleurs. La théorie libérale de la légitimité de la propriété et du profit, et la théorie de l'exploitation qui prouve leur illégitimité, les deux ont été trouvées dans les mêmes auteurs, les mêmes ouvrages, et parfois les mêmes phrases ! A la source de tout, le *Second Traité de gouvernement*,

## Dans ce numéro :

PAGE 2 :

UN AUTRE TYPE DE MARXISME : JOSE CARLOS MARIATEGUI une pensée libre, par Hugo Neira.

PAGE 3 :

La stabilité acquise de la République fédérale, par Jean-Marie Vincent.

PAGES 4 à 7 :

LES LIENS ECONOMIQUES ENTRE L'EST ET L'OUEST SONT-ILS IRREVERSIBLES ? par François Giza et Patrick Gutman. Le pouvoir financier en France, par André Granou.

PAGE 8 :

L'or, le dollar et l'intégration capitaliste, suite de l'article de Francis Kern. — Revenir à l'étalon-or ? par Gérard Klebschmidt.

PAGE 9 :

LA COURSE AUX RESSOURCES RENOUVELABLES AUX ETATS-UNIS, par Michel Brassinne et François Vescia.

PAGES 10 à 12 :

LE POUVOIR NOIR AU ZIMBABWE, suite de l'article de René Lefort.

PAGES 13 à 18 :

LES PAYS DU SYSTEME ALIMENTAIRE MONDIAL : L'abondance mal gérée, par Marcel Maréchal. — Sept cent mille paysans de la vallée du Sénégal, par Claude Meillassoux. — Loi du profit et exode rural aux Etats-Unis, par Eleanor LeCain. — Un effet de la rente pétrolière au Nigeria, par John Egg. — Le règne des conglomérats céréaliers, par Edmond de Clermont. — L'action du Fonds international de développement agricole, par Edouard Sauvignon. Recherches universitaires : L'affaire de Diego Garcia, par Charles Zorgbibe.

PAGE 19 :

CUBA : LE « SOCIALISME REEL » ET LA DESILLUSION, par Bernard Cassen. — Correspondance : la situation sociale au Pérou.

PAGE 20 :

Les livres du mois.

PAGE 21 :

POLITIQUE ET LITTÉRATURE : Irlande, la guerre qui s'éternise, par Patrick Raffold.

PAGE 22 :

Dans les revues.

PAGE 23 :

CAMERAS POLITIQUES : Renouveau en Amérique latine, par Ignace Ramonet, Carlos Barra, Jesus Trevino et Pedro Rivera.

PAGES 24 à 27 :

L'activité des organisations internationales.

« Le Monde diplomatique » du mois d'avril 1980 a été tiré à 117 000 exemplaires.

Mai 1980

Boîte 5 : 37.050 F\*

Automatique - 39.050 F\*

1,6 litre. Traction avant.

HONDA ACCORD

JAPAUTO

Concessionnaire exclusif - 27, av. de la Grande Armée - Tél. : 500.14.51

Service spécial TTX - CD - K - VIP.

préférence TOTAL

